Association Humacoop

Etats Généraux de l'action humanitaire internationale

Actes du colloque des 27 et 28 novembre 2014 organisé à la Cité de la Solidarité Internationale d'Annemasse

par l'association Humacoop

en partenariat avec

la Cité de Solidarité Internationale,
la ville d'Annemasse et Annemasse Agglo,
Médecins du Monde, la Fondation Mérieux,
Action Contre la Faim, le Secours Islamique Français,
Grotius, l'IRIS, IDEES,
Resacoop, la Région Rhône-Alpes,
l'Université Stendhal de Grenoble.

Humacoop Editions

Table des matières

Edito 5

Introduction des Etats Généraux 7

Table ronde 1 : Les stratégies de réponses aux crises sanitaires et aux épidémies 18

Table ronde 2 : La coopération décentralisée face aux enjeux humanitaires 45

Table ronde 3 : Communication, plaidoyer et responsabilité des ONG 81

Stand up : Partenariat Nord-Sud : pipo ou nouveau credo ? 117

Table ronde 4 : Le rôle des ONG dans les zones de conflits – 1ère partie 146

Table ronde 5 : Le rôle des ONG dans les zones de conflits – 2ème partie 188

Table ronde 6 : Les perspectives de l'action humanitaire 222

Clôture des Etats Généraux 270

Déclaration des Etats Généraux de l'Action humanitaire internationale d'Annemasse 276

Edito

Ce document constitue les actes du colloque « Etats Généraux de l'action humanitaire internationale » qui s'est tenu à Annemasse (France) les 27 et 28 novembre 2014.

Dans un contexte où la nécessité de consolider le dialogue et les liens entre les différents acteurs de la solidarité internationale se fait ressentir, cet évènement a contribué à favoriser la réflexion et les échanges autour des problématiques de l'action humanitaire et de développement, dans un souci d'amélioration des modalités d'intervention.

S'inscrivant dans le cadre du premier Sommet Humanitaire Mondial organisé par l'ONU qui aura lieux en 2016 à Istanbul, ces deux jours de réflexion ont permis de dégager des propositions et recommandations concrètes en vue d'alimenter les ateliers de préparation de cette future réunion d'envergure internationale.

Nous remercions les intervenants sollicités au cours des différentes conférences et discussions et l'ensemble des participants pour leurs apports, ainsi que tous les partenaires impliqués dans la réalisation de ce projet.

HUMACOOP

Introduction des Etats Généraux

Par :

- ***Gabriel Doublet -*** *Premier Vice-président d'Annemasse Agglo en charge de la CSI*
- ***Jean Chung-Minh*** *- Président d'Humacoop*
- ***François Rubio -*** *Directeur juridique de Médecins du Monde*

Camille Michel

Bienvenue aux Etats généraux de l'action humanitaire. Avant de commencer à proprement parler les tables rondes, voilà une petite introduction. Je vais donc laisser la parole tout d'abord à Monsieur Gabriel Doublet, qui est le premier Vice-président d'Annemasse Agglo, en charge de la Cité de la Solidarité Internationale, qui est notre partenaire dans l'organisation de cet évènement, puis Jean Chung-Minh, qui est le Président de l'association Humacoop, l'association organisatrice, qui est également médecin spécialiste et président de Medical Exchange, et enfin Monsieur François Rubio, directeur juridique de l'ONG Médecins du Monde, qui nous fera une présentation plutôt thématique de ce colloque. Merci à tous.

Gabriel Doublet

Bonjour à toutes et à tous, Monsieur le Président d'Humacoop, mesdames et messieurs. Au nom de la communauté d'agglomération d'Annemasse, je vous souhaite la bienvenue dans cette belle salle où nous tenons nos conseils et nos bureaux communautaires. Un lieu qui, comme vous pouvez le constater, est particulièrement propice aux échanges et aux débats. Le Président d'Annemasse Agglo, Christian Dupessey, malheureusement empêché ce matin, se joint à moi pour vous souhaiter la bienvenue, et vous dire que nous sommes très honorés d'accueillir Humacoop pour ces Etats généraux de l'action humanitaire internationale pour deux journées de réflexion entre les professionnels de la solidarité internationale que vous êtes.

La solidarité à Annemasse est le fruit d'une tradition historique. Parce que ce territoire transfrontalier a toujours été un carrefour, une terre d'immigration, d'échange, à proximité de Genève, qui continue plus que jamais d'attirer, nous avons en effet la chance de compter sur notre territoire plus d'une centaine de nationalités différentes, ainsi qu'un tissu associatif très dense. La ville d'Annemasse et l'agglomération ont toujours fait preuve d'une ambition importante en matière de solidarité. Nous avons d'ailleurs dans l'organigramme d'Annemasse Agglo une Direction des Solidarités. Cela n'est donc pas un hasard, convaincu que pour faire avancer un territoire, il faut que ce territoire puisse marcher sur ses deux pieds. Et ces deux pieds sont évidemment l'économie d'un côté, et les solidarités de l'autre, l'un ne pouvant se concevoir sans l'autre. Il était donc logique qu'avec cette histoire, Annemasse Agglomération se positionne sur la thématique de la solidarité internationale. Ce fut comme le prolongement naturel des actions engagées sur le plan local, s'inscrivant dans la complémentarité avec la Genève internationale, et dans le contexte de l'Agglomération Grand Genève, dont nous sommes un quartier. C'est ainsi que la Cité fut créée en 2008, il y a quelques années. La Cité est donc, comme je vous le disais, au cœur du Grand Genève. Cette agglomération transfrontalière comptera pratiquement un million d'habitants en 2030, et cela est un atout majeur car nous sommes aux portes de la Genève internationale, de toutes ces organisations internationales. Une proximité qui sera d'ailleurs renforcée par l'arrivée du CEVA en 2019, une sorte de RER franco-valdo-genevois, qui mettra la Cité de la Solidarité à quelques vingt minutes seulement de l'hyper centre genevois. Cette position géostratégique de se retrouver en France, dans l'union européenne, aux portes de Genève, permet aux acteurs de la solidarité de bénéficier des avantages combinés de ces deux territoires. Des espaces dédiés, une offre de services adaptée, des financements diversifiés, et surtout un réseau et des expertises régionales, nationales et internationales. La Cité c'est donc un fief d'organisations de la solidarité internationale unique en son genre et qui ambitionne de faire le trait d'union entre la région Rhône-Alpes et la Suisse romande. Alors évidemment je vais profiter de l'occasion pour vous pré-

senter très brièvement cette Cité en quelques mots. La Cité c'est d'abord un centre de ressources, qui dispense des formations, des bourses aux emplois, qui propose un accompagnement aux porteurs de projets, en relais avec le réseau RESACOOP. Ce sont également des locaux, adaptés aux ONG, au troisième étage du bâtiment qui se trouve juste à proximité, que vous pouvez d'ailleurs visiter pendant les pauses, donc n'hésitez pas à solliciter Géraldine et l'équipe de la CSI qui se fera un plaisir de vous faire découvrir ces locaux. La Cité c'est aussi l'accueil de rencontres professionnelles comme aujourd'hui avec les Etats généraux de l'action humanitaire internationales. C'est encore aussi les propres évènements qu'elle organise comme le salon des métiers de l'humanitaire qui se tiendra dans la foulée ce week-end au complexe Martin Luther King. C'est encore aussi des ateliers sur Genève pour faciliter la mise en réseau des partenariats et des projets. La Cité c'est également un interlocuteur central pour le développement de projets au service de la solidarité internationale. A l'interface d'un grand nombre d'acteurs diversifiés du secteur public, privé, universitaire, la Cité est en effet au service des acteurs que vous êtes pour vous appuyer dans votre développement.

Voilà, je m'excuse un peu pour le caractère VRP de cette présentation, mais l'occasion est forcément trop belle et puis il faut dire aussi que nous sommes fiers de notre Cité et nous aimons à penser que l'on puisse vous être utile. Alors, au cœur des enjeux du dialogue d'aujourd'hui et de demain, vous aurez je crois un regard tout particulier sur les acteurs des pays du sud. Parmi vous il y a, je le sais, des représentants d'importantes ONG occidentales mais aussi d'ONG du sud, il y a des journalistes, des universitaires, des élus locaux. Aussi je suis certain que cette réflexion portera ses fruits. Mesdames et messieurs, monsieur le Président, je vous remercie de votre attention et surtout je vous souhaite de très riches échanges, je vous redis notre joie de vous accueillir et j'espère que vos débats seront, pour chacun d'entre vous, très fructueux. Merci à tous.

Jean Chung Minh

Mesdames, messieurs, chers confrères et amis. Je disais à l'instant au Vice-président que j'ai failli m'installer ici il y a une trentaine d'année. On m'avait sollicité, à cette époque pour diriger la maternité d'Annemasse. Maintenant, si vous me le proposiez, monsieur le Vice-président, je reviendrais très volontiers. Annemasse est devenue une belle ville avec son centre hospitalier moderne. Voilà, c'est sur un terrain bien connu, par sa proximité avec les organismes internationaux de Genève, que je vous accueille dans cette belle salle de la Cité de la Solidarité Internationale pour les 1ers Etats Généraux de l'action humanitaire internationale organisés par Humacoop.

Je voudrais tout d'abord vous souhaiter la bienvenue et vous remercier pour votre présence lors de ces deux journées. Humacoop avec ses réseaux créés par Joseph Dato a pu réunir les responsables des grandes ONG, les représentants des ONG des pays du Sud, les élus, les universitaires, pour redonner un sens au mot humanitaire et pour parler de l'humanitaire dans le monde moderne.

Je ne sais pas si Rony Brauman est arrivé, je profite de ce temps pour le saluer puisque c'est sous les couleurs de Médecins Sans Frontières que j'ai commencé mes premiers pas dans l'humanitaire.

En effet, l'humanitaire n'est plus ce que j'ai connu. Les limites du mot humanitaire sont assez floues, tout dépend de l'angle sous lequel on regarde l'humanitaire, angle médical, angle social, ou angle médico-social.

Le premier point que je voudrais soulever est la question de savoir comment on va redessiner les contours de l'humanitaire, comment nous pouvons le positionner, en 2014. Qu'est-ce que l'humanitaire ?

Le deuxième point, ce sont les relations entre les ONG : ONG dites occidentales et ONG des pays du Sud, et entre les grandes ONG d'ici, en France. Existe-t-il des passerelles entre ces ONG ? Y a-t-il des projets communs entre les grandes ONG et les petites ? Entre les ONG dites occidentales et

les ONG des pays du Sud, y a-t-il des projets communs initiés par ces dernières ? Les ONG des pays du Sud sont des acteurs importants, il faut leur donner la parole, beaucoup de parole, ces jours- ci.

Le troisième point que je voudrais aborder est la communication. Communiquer pour quoi faire ? Pour se financer ? Pour se faire reconnaitre ? A l'heure actuelle, avec les technologies modernes de communication, il y a une débauche de communication. Je crois que les donateurs s'y perdent, même nous ! La meilleure communication, à notre avis, c'est de communiquer sur les actions. Je cite deux types de communication : la communication à l'international, dans le cas de l'épidémie du virus Ebola, avec le personnel de MSF qui risque sa vie pour soigner ces malades. En second, la communication de proximité, par exemple le SAMU social des MDM. Et puis j'en profite pour dire qu'il faut que les ONG occidentales aident les ONG des pays du Sud et leur donnent une large place. Il faut qu'elles soient connues, il faut qu'elles émergent, il faut qu'elles soient reconnues. C'est avec elles qu'on doit travailler.

Le dernier point, ce sont la typologie et le positionnement de l'humanitaire. L'humanitaire dans le Développement durable ou l'humanitaire dans les cas d'Urgence, dans les épidémies à grande échelle, dans les catastrophes naturelles, dans les conflits armés. Ensuite, Il faut positionner l'humanitaire des ONG par rapport aux intervenants des organismes institutionnels, de l'armée.

Tous ces points, nous allons les retrouver au cours de ces deux journées dans les six tables rondes. Ce que je souhaite, c'est que des idées fortes émergent pour que l'on puisse établir une feuille de route. Nous sommes aujourd'hui dans le temps de réflexion, viendra ensuite le temps de l'action qu'on va aborder l'année prochaine, au cours des 2ème Etats généraux de l'humanitaire.

Avant de terminer je voudrais remercier le Maire d'Annemasse, le Président de Annemasse-Agglo, la Région Rhône-Alpes, la Fondation Mérieux, MDM, pour avoir apporté leurs contributions matérielles et financières, et

enfin le comité d'organisation et les étudiants de l'Université Stendhal de Grenoble qui ont beaucoup œuvré pour que ces journées se passent dans de bonnes conditions.

Merci de votre attention.

François Rubio

Monsieur le Vice-président, monsieur le Président, mesdames et messieurs, je voudrais tout d'abord remercier Humacoop et la communauté d'agglomération de m'avoir fait l'honneur d'introduire ces débats. C'est une lourde responsabilité bien évidemment, mais c'est surtout un piège parce qu'on a le choix entre avoir un discours très convenu, bien évidemment, ou être très heureux d'être ici et se féliciter de l'organisation d'une telle manifestation. Il est vrai que les colloques sur l'humanitaire sont quand même très rares, notamment dans la région de Genève *(rires).* Hier j'étais à deux colloques, demain il y a les journées de l'humanitaire, après demain etc., bref, il y en a au moins un par jour, par conséquent c'est une certaine originalité. Ce qui m'a rassuré quand même c'est de voir le terme « états généraux de l'humanitaire », parce que l'avantage avec des états généraux c'est que l'on sait comment ils sont convoqués, l'on sait comment ils commencent mais surtout on ne sait pas comment ils vont finir. Alors ce que j'espère, c'est que dans cette salle, bien qu'il s'agisse d'états généraux, on aura Danton, on aura Marat, on aura Robespierre, qu'on aura tous ceux qui, avec Charlotte Corday bien évidemment - je ne sais pas s'il faut l'inviter, peut-être qu'elle sera là - et puis qu'on aura encore d'autres grandes figures. Et peut-être qu'il y aura finalement un Napoléon pour ramasser la mise de l'humanitaire, je ne sais pas, mais ce sera quand même, je l'espère, l'occasion de mettre la même pagaille qu'ils ont mis à l'époque, et qui était quand même formidable puisqu'on en parle encore aujourd'hui, et qu'ils ont en partie jaugé la phase du monde. Donc c'est pour ça que je trouvais intéressant de pouvoir introduire ces débats avec des états généraux de l'humanitaire.

Alors ensuite, quand je regarde l'ensemble des tables rondes, le sentiment que l'on a est que l'humanitaire a changé, que ça n'est plus comme avant, et qu'il faut essayer de reconstruire. Moi, quand je regarde l'histoire, le premier constat que je fais c'est qu'il n'y a jamais eu d'âge d'or de l'humanitaire. Il n'a jamais été facile d'avoir accès aux victimes, ce n'est pas nouveau. Je ne pense pas qu'à l'époque stalinienne on avait facilement accès aux victimes de la famine en Ukraine, je ne pense pas que le président Mao dans sa grande bonté ait autorisé les ONG à venir au secours de la population au moment de la révolution culturelle - qui a fait, au passage, quarante millions de morts - je ne pense pas que nous sommes intervenus très efficacement au Cambodge, je ne crois pas qu'on peut se féliciter d'avoir réparti les camps de réfugiés entre les Khmers Rouges et un certain nombre d'organisations parce qu'on n'était pas en capacité de les gérer - dixit Rony Brauman qui n'est pas là aujourd'hui mais je ne fais que le citer, et je crois qu'il avait commencé sa carrière d'humanitaire là-bas. Bref, je crois qu'il n'y a jamais eu d'âge d'or de l'humanitaire, pourquoi ? Parce que l'humanitaire est associé à la guerre. Donc juste une précision sémantique : on peut très bien dans ces Etats généraux parler de développement, mais le développement ce n'est pas l'humanitaire. Pour moi l'humanitaire repose sur des bases qui sont très claires. Tu as beaucoup parlé des médecins Jean, mais je dirais que ça c'est l'action humanitaire. L'humanitaire à la base c'est quand même un cadre juridique très précis, c'est aujourd'hui une centaine de traités internationaux qui sont des traités humanitaires, c'est-à-dire qu'ils sont protection des populations civiles et des militaires hors de combat. Donc on a un cadre juridique et, pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, nous avons des sanctions avec une cours pénale internationale, une cours pénale permanente. Elle n'avait jamais existé auparavant. Donc il y a des sanctions, il y a des jugements. Qui pouvais supposer que Milosevic se retrouverai un jour devant la justice internationale, qui pouvait supposer que de grands tortionnaires un jour devraient rendre des comptes devant la juridiction internationale ? Je crois qu'il y a vingt ans ça n'était même pas envisageable et l'on regardait, lorsque j'étais étudiant il y a déjà bien longtemps, comme une exception les

tribunaux de Tokyo et les tribunaux de Nuremberg, comme la justice des vainqueurs contre les vaincus, et personne ne pouvait imaginer, notamment au moment de la guerre froide, qu'il y aurait de nouveau une justice internationale. Donc je pense que c'est un moment important parce que l'on a les instruments et l'on a la justice pour sanctionner les fautes graves commises contres ces instruments juridiques. Le développement pour moi, c'est autre chose, il y a un droit du développement, il y a des institutions pour le développement. Donc je crois qu'il faut quand même faire la distinction entre les deux parce sinon l'on arrive à des confusions sémantiques et à de graves confusions juridiques. Donc, pas d'âge d'or, je crois que l'on s'est peut être un petit peu, nous les humanitaires, bercé d'illusions, parce que l'on a parlé d'un nouvel humanitaire avec le sans-frontiérisme. Oui, c'était une nouvelle façon d'interpréter les conventions de Genève, avec au centre le besoin des populations, et puis par rapport à ce qu'avait pu être la politique du Comité international de la Croix Rouge, c'est-à-dire le respect de la souveraineté. Donc on a pu se faire des illusions sur un nouvel humanitaire avec le sans-frontiérisme. Et puis comme cela ne suffisait pas, on a inventé un nouvel humanitaire avec le droit d'ingérence, et puis comme si ça ne suffisait pas, on a inventé l'humanitaire de l'humanitaire avec une résolution du Conseil de sécurité qui a développé la responsabilité de protéger, avec le succès que vous connaissez en Lybie.

Donc l'humanitaire est bien évidemment au cœur de tous les problèmes. Peut-être que ce qui est aujourd'hui différent par rapport à ce que l'on a connu c'est la multiplication des acteurs et la diversité des acteurs. Pendant longtemps l'humanitaire a été l'affaire d'organisations privées comme l'humanitaire moderne qui a été, je dirais, mis en place par le Comité international de la Croix Rouge à partir de la deuxième partie du 19ème siècle. C'est la naissance d'un humanitaire moderne avec lequel nous vivons toujours aujourd'hui, avec ses limites et ses difficultés, mais un humanitaire qui est toujours présent. Et puis d'autres grands acteurs sont arrivés, à la fin je dirais, non pas de la guerre froide parce qu'à l'époque elle était encore très présente, mais avec le sans-frontiérisme, avec la décolonisation, il

y a eu beaucoup d'organisations non gouvernementales qui soit existaient, soit se sont créées à cette époque-là, et donc beaucoup d'acteurs privés. L'humanitaire a été longtemps une affaire privée même si c'était dans un cadre publique puisque bien évidemment les traités ne peuvent s'appliquer que pour autant que les Etats veuillent bien les ratifier. Soit-dit en passant l'humanitaire est peut-être la chose la mieux partagée au monde puisque près de 188 Etats ont ratifié les Conventions de Genève, c'est-à-dire plus qu'il n'y a d'Etats membres, c'est-à-dire que tout le monde est d'accord sur l'humanitaire. Après il faut l'appliquer, ça c'est autre chose. Mais, enfin, tout le monde est d'accord pour dire que ce n'est pas bien de torturer, ce n'est pas bien de tuer, etc. Quoi que, l'on voit aussi qu'il y a peut-être quelques limites à l'heure actuelle. Alors, apparition de nouveaux acteurs, bien évidemment. Les Nations Unies sont apparues depuis une trentaine d'années, surtout après la chute du mur de Berlin, comme étant un acteur majeur de l'humanitaire, le Programme Alimentaire Mondial, OCHA, le Haut-Commissariat aux Réfugiés, sont très présents sur le terrain. Ce sont des acteurs publics avec bien évidemment la difficulté que l'on peut rencontrer qui, si l'on se réfère à ce que doit être l'humanitaire, c'est-à-dire neutre, impartiale et indépendant, est-ce que les Nations Unies, est-ce que le Conseil de Sécurité est un acteur neutre, indépendant et impartial ? J'ai pas le souvenir qu'il se soit beaucoup intéressé, pour des raisons que j'ignore d'ailleurs, à la situation en Tchétchénie, je n'ai pas l'impression qu'il se soit beaucoup intéressé, pour les mêmes raisons, à toute une série de situations, mais on peut ne pas désespérer des Nations Unies, peut-être qu'un jour ils s'intéresseront à certaines réunions. Alors, il y a eu des acteurs publics, et en général, quand on est dans ce genre de colloque on assiste à quelque chose d'assez frappant que sont les ONG qui se flagellent publiquement : « on a mal fait, on n'a pas bien fait, on n'y arrive pas » , les bailleurs de fonds qui sont tristes de ne pas pouvoir faire plus mais qui finalement ont déjà fait pas mal, et puis les organisations internationales qui disent que ce n'est pas de leur faute et que ce serait mieux si les Etats ne faisaient pas autant de bêtises. En général, une fois qu'on a dit tout ça, on tourne la page et puis les victimes restent ce

qu'elles sont. Je crois que peut-être là on a un changement majeur de l'action humanitaire à savoir la présence massive d'acteurs publics et que l'humanitaire est devenu progressivement une façon de gérer les crises internationales. Avant c'était probablement d'aider les populations dans les situations les plus difficiles, aujourd'hui ça fait partie de la panoplie, il y a des militaires, des humanitaires, jamais ils n'ont été aussi présents ensemble sur le terrain, avec parfois une confusion des rôles. On l'a vu en Afghanistan, on l'a vu dans d'autres pays. Là il y a une confusion, mais effectivement l'humanitaire a été un mode de gestion. Alors, est-ce une grande réussite ? Je ne sais pas trop parce qu'effectivement la situation aujourd'hui a de quoi peut-être nous inquiéter. Parce que, après les attentats de New York, en 2001, le Conseil de Sécurité a autorisé les interventions que vous connaissez, et depuis cela fait à peu près quinze ans que l'on est en Afghanistan, on va partir, et la situation n'est pas réglée. C'est-à-dire que le terrorisme sera toujours présent, et pensez bien que cette région-là est une véritable poudrière et que, par rapport à ce qui se passe aujourd'hui, Ben Laden apparait presque comme un honnête fonctionnaire de l'humanitaire, et un honnête fonctionnaire du terrorisme. Donc on a changé. Moi, si j'étais au Conseil de Sécurité, ou si j'utilisais cette expression déjà utilisée par d'autres, « moi, Président », je serais quand même inquiet de voir qu'il y a quinze ans on a démarré en disant qu'on allait éradiquer le terrorisme au fin fond du monde - l'Afghanistan, on ne savait pas très bien où était le pays à l'époque, maintenant on le sait parfaitement – et que ça irait beaucoup mieux. Puis finalement on est passé à la Syrie, à l'Irak, puis on a peut-être un projet de bombardement en Iran, sait-on jamais, et puis la Lybie on a réglé leur affaire, et puis le Sahel on va voir. Et finalement qu'est-ce que l'on a aujourd'hui, un Etat islamique, assez dangereux semble-t-il, tout simplement aux portes de l'Europe car si j'ai bien compris, la Turquie est candidate à l'accession à l'Union Européenne. Donc loin de repousser les pires choses, finalement, après quinze ans de lutte efficace contre le terrorisme, avec l'aide de l'humanitaire, on en est arrivé à cette situation internationale qui nous parait quand même hautement dangereuse. Et si vous ajoutez l'Ukraine un peu plus au nord, vous avez le

panorama complet d'une situation totalement explosive puisque jamais il n'y a eu autant de conflits depuis la chute du mur de Berlin. Donc bien évidement que l'humanitaire est impliqué, imbriqué dans toutes ces situations extrêmement complexes.

Juste un mot pour parler des ONG du nord et des ONG du sud, qui est aussi bien évidemment un sujet récurrent, un sujet important, cher à un ancien président de Médecins du Monde sous le titre charmant de la « désoccidentalisation de l'action humanitaire », il suffit de regarder un certain nombre de chiffres, combien d'ONG ont un statut consultatif aux Nations Unies ? On verra par exemple qu'il y a 2% des ONG asiatiques. Quand vous ajoutez la Chine, l'Inde, le Pakistan, plus un certain nombre de pays, c'est plus de la moitié de l'humanité, qui représente 2% des ONG. Quand on regarde le nombre d'ONG africaines, ou le nombre d'ONG d'Amérique Latine, là aussi on s'aperçoit qu'il n'y en a pratiquement aucune dans les institutions internationales et qu'on est toujours face à une présence massive de grandes organisations non gouvernementales issues des années soixante, soixante-dix, quatre-vingt. Donc je crois que là aussi il y a un effort important à faire, j'espère que ces Etats généraux seront l'occasion de mener cette réflexion.

On m'a dit que j'avais dix minutes, donc je ne vais pas aller beaucoup plus loin. Et puis j'espère que l'on va pouvoir sortir d'ici avec une déclaration, non pas des Droits de l'Homme, mais une déclaration de l'Humanitaire peut-être, sait-on jamais. Merci de votre attention.

Table ronde 1 : Les stratégies de réponses aux crises sanitaires et aux épidémies

Modérateur :

- ***Patrick Baguet -*** *médecin de santé publique, spécialiste en médecine tropicale*

Intervenants :

- ***Benoît Miribel -*** *Directeur général de la fondation Mérieux*
- ***Amara Sangaré -*** *Médecin et conseiller santé et affaires sociales pour le gouvernement ivoirien*
- ***Thierry Brigaud -*** *médecin et Président de Médecins du Monde*

Grand témoin dans la salle :

- ***Françoise Jeanson -*** *médecin et ancienne présidente de Médecins du Monde*

Patrick Baguet

Bonjour à tous et à toutes. Je suis Patrick Baguet, vice-président d'Humacoop. On va démarrer la première table ronde sur la santé.

Alors sur la santé, comme d'autres thématiques, il y a des nouveaux enjeux, des nouveaux défis, car le contexte a changé : les contextes géopolitiques et un contexte au niveau des systèmes de santé au Sud qui se sont améliorés notamment dans certains pays. Mais il y a également eu la naissance d'ONG au Sud qui peuvent être des partenaires, qui ne sont pas toujours valorisés alors qu'effectivement ce sont des questions que l'on pourrait se poser. Alors comment les acteurs humanitaires, les grandes ONG internationales, ont pu s'adapter à ce nouveau contexte en sachant que l'intérêt est d'améliorer l'efficacité mais aussi de travailler sur un partenariat Nord-Sud qui permette une pérennité des actions, car c'est effectivement un peu le reproche que l'on a pu faire aux grandes ONG, c'est-à-dire que l'on intervenait, mais une fois que l'ONG était partie il n'y avait plus rien qui se passaient sur place. C'est donc intéressant de voir, du point de vue des stratégies politiques, comment les choses ont pu se modifier. Comment fait-on plus participer à la fois les acteurs du Sud, le système de santé, les ONG mais aussi les communautés ? On va ainsi débattre à partir

d'exemples. Il est vrai que l'exemple qui a été choisi, la plupart du temps, c'est celui du virus Ebola. C'est un hasard, il se trouve que c'est un problème d'actualité. En plus, concernant la maladie d'Ebola, ce qui est intéressant, c'est que c'est un bon indicateur du développement des systèmes de santé locaux, on voit qu'en fonction des pays, l'épidémie a pu être plus ou moins graves ou pas. On a un cas au Nigéria où ça s'est passé plutôt bien, mais dans d'autres pays ça ne se passe pas de la même façon. Aussi, avec Ebola, il ne peut pas y avoir uniquement une réponse curative, il y a besoin d'intervenir à la fois sur le système de santé, et il faut aussi qu'il y ait des décisions politiques. C'est donc quelque chose d'assez complexe. C'est pour cela que ça a été choisi comme exemple. On ne va pas parler de l'épidémie et faire une conférence médicale là-dessus. Je vais donc laisser la parole à Thierry Brigaud, président de Médecins du Monde, qui va parler de la stratégie de MdM, des stratégies politiques par rapport à ces crises sanitaires.

Thierry Brigaud

Bonjour à toutes et à tous et merci à Humacoop pour l'invitation.

On m'a demandé de parler de renforcement des systèmes de santé en l'illustrant à travers la prise en charge des épidémies. Effectivement à partir de l'exemple de la gestion des épidémies on pourra souligner et mettre en évidence les dysfonctionnements existants dans les systèmes de santé. La gestion des épidémies vient parfois de manière caricaturale montrer ce qui n'est pas adapté mais permet aussi de voir ce qui marche bien dans l'organisation d'un système de santé.

En introduction, j'aime citer une parole qui est attribuée à Nelson Mandela, qui dit : « Ce que vous faites pour nous, sans nous, vous le faites contre nous. ». Nous cherchons, à Médecins du Monde, à aller dans le sens de l'action mais pas de l'action unilatérale. Les interventions doivent être conçues d'emblée avec les populations concernées afin d'élaborer avec elles des réponses à leurs demandes. Travailler en Afrique sans les Afri-

cains, cela n'a pas de sens. Je crois qu'il faut entendre ce constat. On vient de passer 30 années d'intervention humanitaire et il faut qu'on soit capables d'évaluer les résultats : est-ce qu'on a vraiment renforcé les systèmes de santé dans les pays où nous sommes intervenus?

Avec Olivier Evreux, un coordinateur terrain qui est malheureusement décédé cet été, nous avons visité il n'y a pas longtemps l'hôpital de Djibo, au nord du Burkina Faso. Son constat était accablant : « c'est pareil qu'il y a 20 ans. » C'est-à-dire que cet hôpital n'avait pas changé ses pratiques malgré la succession d'interventions des ONG. Alors j'espère que les Burkinabés qui ont eu le courage de changer de Président il y a quinze jours, vont pouvoir demain améliorer durablement leur système de santé.

Pour préparer cette intervention, je suis allé relire mes classiques. L'OMS propose cinq angles d'approche sur la question du renforcement des systèmes de santé:

- l'offre de soins.
- la formation et la qualité de formation, notamment des agents de santé, infirmiers et médecins. Par exemple, au Libéria, la réalité est qu'il y a trop peu de médecins pour tout le pays.
- les systèmes d'informations qui fonctionnent, j'y reviendrai quand je vous parlerai des questions de l'épidémie du choléra en Haïti.
- le financement. Quelques rappels : le budget des hôpitaux de Paris est de 7 milliards d'euros ; celui de l'hôpital de Valenciennes est proche de 200 millions d'euros alors que le budget de Médecins du monde est 80 millions d'euros. Il faut donc garder la tête froide : la solution ne viendra pas des ONG. Ce ne sont pas elles qui financeront les systèmes de santé des pays dit du "Sud". Il faudrait trouver des systèmes de financement pérennes, car la santé coûte très cher.
- la question du leadership et de la gouvernance, qui est un aspect tout aussi important. On peut aborder cette question via la démocratie sanitaire.

Quand je parle des questions humanitaires, je commence par regarder les réalités de chez nous. Les questions autour de l'épidémie d'hépatite C, montrent qu'ici en France la question de la démocratie sanitaire se pose aussi.

L'hépatite C est une épidémie mondiale. Plus de 50% des usagers de drogue dans certains pays d'Asie où nous travaillons sont infectés par le VHC. En France, la question des usagers de drogues et l'hépatite C demeure un problème de santé publique, dans la mesure où près de 40% des usagers de drogue sont contaminés par le virus de l'hépatite C et que le nouveau traitement antiviral a un coût d'environ 56 000 € par patient. Si l'on estime que l'ensemble des patients en France contaminés par le virus de l'hépatite C doivent être traités, alors les sommes que l'Etat devrait consacrer sont très importantes. Il y a eu un fort lobbying auprès des pouvoirs publics concernant le coût de ce traitement, suivi d'une négociation menée par le Ministère de la Santé, et cela n'a permis de ramener le coût qu'à 41 000€ par patient. C'est une preuve flagrante du manque de courage de la part du gouvernement actuel. Sommes-nous prêts à payer ces tarifs pour prendre en charge les personnes qui ont besoin d'être traitées ? Pour rappel, en France, le coût global pour la prise en charge des médicaments est de 27 milliards d'euros chaque année dont 3 à 4 milliards d'euros destinés exclusivement pour l'hépatite C ! Ce ratio pose bien évidemment problème.

Et en filigrane se pose la question de la cohésion sociale. Doit-on renoncer à traiter tous les patients ? Ou pire encore, faudra-t-il demain trier les patients, d'un côté ceux qui pourront bénéficier d'un traitement, de l'autre ceux qui ne pourront pas ? Et sous quels critères ? Qui en décide ?

Je reviens à la notion de démocratie sanitaire : qui décide réellement des coûts des médicaments ? Pourquoi Madame Touraine ne se sert-elle pas de la licence d'office qui nous permettrait d'avoir des médicaments beaucoup moins chers ?

C'est à nous tous ici de faire en sorte que nos femmes et hommes politiques soient un peu plus responsables lors des négociations du coût des

médicaments. Voilà donc un exemple très concret de comment la prise en charge des épidémies viennent interroger nos systèmes de santé, et ce, aussi chez nous. Je voulais de manière intentionnelle commencer par chez nous.

Ensuite, je vous propose de faire un focus sur le choléra. Pour rappel, l'épidémie de choléra en Haïti a démarrée juste après le tremblement de terre. Aujourd'hui, le système de santé haïtien est « à genoux ». Les équipes de Médecins du Monde ont travaillé dans la zone de Grande Anse où beaucoup de personnes se sont déplacées après le tremblement de terre. Le système de santé déjà effondré devait en plus affronter une épidémie de choléra !

Au départ, nous avons travaillé en totale substitution du système de santé haïtien car il n'avait pas les moyens de faire face à la situation. Cela n'est pas satisfaisant et je ne suis moi-même pas satisfait quand on me dit que l'on travaille en substitution du système de santé. Au début, nous avons construit des centres de prise en charge des patients qui avaient le choléra dans les grandes villes. Puis, petit à petit, on a pu mettre en place des centres plus proche des populations. Pendant ce temps, le système d'information a été remis sur pieds. C'est un point important car, pour évaluer la réponse face à une épidémie, il faut connaitre l'évolution du nombre de cas, du nombre de morts. Ainsi, on a pu savoir qu'au début de la crise du choléra, le taux de létalité était supérieur à 5%, ce qui n'est pas acceptable. Plus récemment, en 2013, le taux de létalité en Haïti est tombé autour de 1 ou 2%, ce qui est toujours trop, mais proche des « normes dites internationales ». Aujourd'hui, j'ai eu des nouvelles de la région de Grande Anse dans laquelle on travaille toujours : il n'y a pas eu de décès dû au choléra cette année. C'est une bonne nouvelle. Cette situation illustre qu'avec l'appui des ONG dans la région où l'on travaille, le système de santé gère comme il faut les cas de choléra. La situation est endémique puisqu'il y a encore quelques cas de choléra, puis quelques micro-foyers d'épidémies. Actuellement, le système de santé haïtien est capable de

prendre en charge à la fois les patients et le système d'évaluation pour faire remonter l'information et redéployer des moyens s'il y a des besoins.

La question de la gouvernance dans le système de santé haïtien est en question, car les Haïtiens demandent à ce qu'il y ait une décentralisation. Les gens de la région de Grande Anse attendent depuis des années que cette décentralisation ait effectivement lieu. Ils estiment qu'un certain nombre de moyens destinés à financer la santé restent à Port-au-Prince et que les gens de Grande Anse ne les voient jamais arriver alors qu'ils en ont besoin. On parle parfois d'évaporation de fonds … Les directeurs de la santé au niveau de la région de Grande Anse et au niveau de l'hôpital sont des professionnels de la santé compétents. Ils sont capables maintenant de prendre en charge la question du choléra, mais la question de qui finance la prise en charge des coûts dus au choléra reste entière. La réponse face au choléra dans la région de Grande Anse est essentiellement financée par Echo, un bailleur européen. Donc si demain Echo décide de se retirer, le système de santé haïtien va avoir de la peine à lutter contre l'épidémie. En Haïti, il y a parfois un problème de gouvernance, mais il y a avant tout un problème de financement du système de santé. Il n'y a pas souvent de financements durables. On n'est pas dans un système pérenne. Les réponses que l'on parvient à construire sont souvent déconstruites d'une part à cause de l'organisation du système en lui-même, mais le plus souvent parce qu'il n'y a pas de financement pérenne du système de santé.

Sur la question d'Ebola, la réponse déjà existante était une réponse qui avait déjà fait ses preuves dans des zones de faible densité humaine. En effet, on sait isoler un petit nombre de patients pour faire en sorte qu'ils ne contaminent pas d'autres personnes. Lors de la crise actuelle, l'épidémie a démarré en Guinée dans une zone forestière. Puis, petit à petit, elle a atteint d'autres pays, entre autres le Libéria et la Sierra Leone. Elle a alors touché des zones à très forte densité humaine. Assez vite, les centres d'isolement ont été saturés. Il n'y avait pas assez de place, on n'arrivait pas à isoler tous les malades. On s'est donc retrouvé face à une situation où la capacité opérationnelle s'est retrouvée limitée.

En plus de cela, un certain nombre de médecins, de professionnels de la santé se sont contaminés eux-mêmes. Il y a eu des décès au niveau des soignants. Je vous rappelle que le nombre de médecins étaient déjà insuffisants avant cette crise sanitaire. Avec des soignants de moins en moins nombreux, la situation du système de santé a été encore plus critique. Il y a donc un certain nombre de structures de santé, entre autres, à Monrovia, qui ont dû fermer.

En plus de la crise due seulement au virus Ebola, il y a donc eu une crise globale du système sanitaire. Des hôpitaux ont fermé. Accoucher dans un hôpital à Monrovia, ou avoir une crise de paludisme et devoir trouver des médicaments est devenu complexe. Il y a eu une surmortalité à cause de l'effondrement du système de santé. Par ailleurs, pour l'instant, au niveau du virus d'Ebola, il n'existe pas de vaccin disponible. Tout nous laisse à penser que cette épidémie ne pourra pas bénéficier de vaccins correctement évalués. Pareillement, on essaye de trouver des traitements mais là aussi le temps de faire une étude correcte, qui peut prendre un ou deux ans, ne permettra pas d'avoir de traitement correctement évalué à temps. Il faudra probablement faire sans vaccin et sans traitement.

Par rapport à cette situation, il y a bien sûr beaucoup des questions en suspens - et je sais que ce sont des questions qui se posent dans des pays où le virus n'est pas encore arrivé, notamment la Côte d'Ivoire : ne faudrait-il pas face aux premiers cas, les isoler avant tout et les laisser « sur place » ? Un des problèmes quand vous déplacez les malades vers les centres d'isolement est que c'est un moment où vous risquez de contaminer d'autres personnes. La deuxième chose, lorsque vous isolez les patients, il faut être sûr que vous isolez bien des patients «Ebola positifs» et que vous n'isolez pas des patients uniquement en fonction de symptômes évocateurs.

La question du centre de tri, c'est-à-dire le moment où on attend, où on « trie » les patients et où on décide de les isoler, est donc une question compliquée. Il faudrait avoir un laboratoire qui donne des réponses rapides. Et là, on attend peut-être des bonnes nouvelles car un test rapide

sera sans doute prochainement disponible. Ainsi la question du « tri » des patients et de la façon dont on les isole est donc cruciale.

En outre, il peut être recommandable de faire des centres d'isolement qui soient moins importants. En effet, peut-être qu'en début d'épidémie des centres plus petits permettraient de ne pas avoir des centres ingérables au niveau humain et au niveau des ressources humaines. Les chercheurs qui travaillent au CDC Atlanta *(ndlr Centre pour le contrôle et la prévention des maladies)* ou à l'OMS *(ndlr Organisation Mondiale de la Santé)* se posent la question de la taille des centres d'isolement. Ils recommandent aussi de faire des centres d'isolement plus nombreux afin de limiter le nombre des déplacements.

Il faut savoir aussi que, quand l'épidémie est - malheureusement - plus avancée, les patients qui ont survécus sont normalement protégés au niveau immunitaire. Ainsi, ils pourraient devenir des agents de santé si on les forme. Les médecins malades qui ont survécu ont moins besoin de ce « déguisement inhumain » qui empêche de travailler sur une longue durée. Il y a donc un espoir que les patients qui ont survécu, pourront demain être des acteurs pour lutter contre le virus Ebola.

Qu'est-ce que MDM a fait au cours de cette crise due au virus Ebola ?

Pour lutter contre le virus Ebola, isoler les patients malades est nécessaire mais pas suffisant. Il reste tout un travail de santé publique, c'est à dire informer les populations pour qu'elles prennent les bonnes décisions. On a entendu dire beaucoup de choses très stupides mais quand on explique aux gens qu'ils doivent changer leurs rituels quand ils enterrent des morts, ils le font car ils ont connaissance des risques qu'ils encourent. Quand on prend le temps d'expliquer les choses, les comportements changent. Il y a donc un travail de pédagogie qui est à faire, travail important et qui nécessite d'aller voir beaucoup de gens : des agents de santé nombreux qui doivent frapper à la porte des habitants, leur apprendre à mieux se laver les mains, leur apprendre à utiliser de l'eau chlorée. Nous avons ainsi sou-

tenus 400 agents de santé dans ce quotidien « d'aller vers », de faire de l'éducation à la santé.

En Côte d'Ivoire, un volet de formation a été mis en place pour les personnels soignants qui seront responsables des centres d'isolement. Ils doivent être capables de prendre en charge les patients, d'apprendre à se « déguiser » (si vous me permettez cette expression), de soigner les malades et de se déshabiller sans prendre de risques.

Il faut aussi continuer à soutenir les centres de santé qui fonctionnent. Dans le nord de Monrovia, il y a quatre centres de santé situés dans des quartiers très populaires, qui ont continué de fonctionner. Il faut les approvisionner en médicaments, mais aussi et surtout, en gants, en masques et en bottes. Dans la banlieue de Monrovia, il y a beaucoup de boue et, quand on fait du porte à porte, il faut être équipé. On est dans des choses assez simples : faire en sorte que les services de logistique soient capables d'emmener du matériel quotidien d'intrants dans des centres de santé.

Les nouvelles à Monrovia sont qu'il y a actuellement suffisamment de places pour isoler les patients. On est dans une situation où il y a eu, en plus de MSF, des gouvernements qui se sont organisés pour qu'il y ait suffisamment de centres d'isolement à Monrovia même.

Pour moi, « Ebola » est une crise sanitaire qui a permis de souligner que les systèmes de santé en Sierra Leone et au Libéria étaient très fragiles. L'impact d'une épidémie, comme celle due au virus Ebola, sur un système de santé fragile déclenche de façon quasi certaine une crise sanitaire majeure. Ce n'est pas une grande découverte. Vous connaissez l'histoire de ces pays et les crises politiques qu'ils ont dû traverser. Nous étions tous au courant que ces pays avaient des systèmes de santé très fragiles. Qu'est-ce qu'on a fait ces dernières années ? Pourquoi ces systèmes de santé en sont là actuellement ?

Pour conclure, je voudrais vous présenter un peu la manière dont on réfléchit à Médecins du Monde. En ce moment, nous voulons écrire un nouveau projet associatif. L'idée est que l'on ne peut plus faire de

l'humanitaire médical sans se préoccuper des déterminants de la santé. Ne pas vouloir comprendre les conséquences et les impacts de nos actions à long terme pourrait être lu comme une volonté d'un « apolitisme » suspect. Si l'on parle de pérennité, d'actions durables, nous pensons à MDM que nous devons travailler avec des sociétés civiles qui militent pour le droit à la santé - dans ce que j'appelle le «changement social». Sinon dans trente ans, il y aura quelqu'un d'autre à ma place qui dira : « *ça ne va toujours pas très bien dans les pays où l'on intervient et ce n'est absolument pas acceptable*».

Il faut donc créer des alliances avec les acteurs de santé - les ministères de la santé, les acteurs de la santé dans les régions où l'on travaille. Il faut respecter les systèmes de santé. Il faut travailler avec tous ces acteurs pour comprendre leurs difficultés et les accompagner là où l'on peut les aider. Il faut également travailler avec la société civile, avec tous ceux qui réclament leur droit à la santé pour qu'il y ait un réel changement social. Pour que dans un certain nombre de pays, si l'argent n'arrive pas, la société civile ait la possibilité d'exiger à avoir des réponses quand elle demande où est passé l'argent.

Au Burkina Faso, un processus de décentralisation du système de santé est en cours. L'argent pour payer la prise en charge des accouchements est géré par les mairies. Si les femmes sont au courant que le maire gère cet argent pour les accouchements, elles peuvent demander que l'endroit où elles accouchent soit bien aménagé, elles peuvent exiger une prise en charge correcte. Et ça marche quand on se donne la peine d'interagir avec les responsables politiques locaux. J'ai eu la chance de participer à la réunion de fin de projet pour le programme Sahel. Le maire de Djibo était content. Il prenait en charge les accouchements et il pensait aussi gagner des électeurs. Il était content de pouvoir dire que le système de santé décentralisé allait assurer la gratuité de la prise en charge des grossesses. Je pense qu'on a probablement beaucoup oublié le rôle des collectivités locales dans les régions où nous sommes présents. Et je pense que l'on ne pas continuer à faire de l'humanitaire qui ne voudrait pas regarder les

déterminants socio-politiques ni travailler avec les décideurs politiques des collectivités locales.

Pour finir, j'ai essayé d'insister sur la question de la « démocratie sanitaire » et j'ai pris intentionnellement l'exemple de l'hépatite C. La question de la « démocratie sanitaire », c'est-à-dire le fait que la population ait son mot à dire sur les décisions qui sont prises pour la santé de tous, est une question qui se pose partout, autant en France que dans d'autres pays. Chez nous aussi il y a des progrès à faire.

La deuxième question est celle du financement des systèmes de santé dans les pays dits « du Sud ». Dans ces pays où il y a des problèmes pour lever l'impôt, il faut peut-être réinventer des modèles de financement de la santé. Des choses sont déjà tentées, comme par exemple prélever une taxe sur les communications téléphoniques. Les ONG n'apporteront pas la solution car leurs budgets sont ridicules par rapport aux demandes et aux besoins des coûts de fonctionnement des systèmes de santé. Restons à notre place. Ce sont les ministères de la santé qui doivent trouver des financements pérennes pour garantir la santé de leur population. Merci.

Patrick Baguet

Merci à Thierry, qui a très bien posé les questions sur les nouvelles stratégies et la responsabilisation des acteurs du Sud dans la prise en charge, notamment, du virus Ebola. Je vais désormais laisser la parole à Amara Sangaré, qui est conseiller auprès de la présidence de la Côte d'Ivoire et qui montrera comment, en tant qu'acteur du Sud, peuvent se concevoir ses modes de travail en commun entre le Nord et le Sud, et dans le Sud avec les ONG qui sont nées depuis quelques années et qui peuvent être aussi des partenaires intéressants.

Amara Sangaré

Bonjour tout le monde. C'est un honneur pour moi ce matin de participer à cette assemblée générale de l'action humanitaire. La question qui m'a été posée est sur les stratégies de réponse aux crises sanitaires et aux épidémies. A partir de ce thème, nous nous sommes posé les questions suivantes : quelle est la place des acteurs humanitaires dans les systèmes de santé locaux et quels sont les impacts sur ces derniers. Nous avons posé la question de savoir quelles peuvent être les modalités de collaboration entre les ONG internationales et les ONG locales. Et nous nous sommes posé la question de savoir si les réponses à l'épidémie du virus Ebola peuvent être seulement médicales ou relèvent aussi de décisions politiques - comme le cas de fermeture de certaines frontières. Enfin, la dernière question : est-ce que le système de santé était vraiment prêt face à ce genre d'épidémie ? Pour répondre à ces questions, il faut regarder les différents piliers du système de santé : le personnel de santé, l'information sanitaire, les techniques et produits médicaux essentiels, le financement de la santé, le leadership et la gouvernance, et la prestation de services. Face à ses six piliers, en tant que représentant ici du Sud, je parlerai plus comme celui à qui on va poser les actes. Comme il a été dit, les actes qui sont posés sans nous, sont posés contre nous. Il faut que ceux qui posent les actes, puissent savoir comment les poser et que nous nous puissions en bénéficier dans de bonnes conditions. Je vais parler au fur et à mesure des différents piliers du système de santé.

Tout d'abord, je vais parler du personnel de santé qui va avec les prestations de services. La formation à la gestion des crises existe-elle vraiment dans les états du sud ? Je dirais non. Comme l'a dit mon prédécesseur, vous avez cinquante médecins pour toute la population au Libéria, une fois de plus ce n'est pas suffisant, ce n'est pas possible. En plus, en termes de qualité des formations, sachez que tout le personnel de santé qui existe dans le Sud a des formations qui viennent de pays divers. Donc chacun vient avec sa mentalité et avec sa formation de base. Ainsi, ils n'ont pas la même manière de travailler et d'agir face à des réactions ou à des crises.

On n'a pas assez d'effectifs et le plateau technique est vraiment médiocre. On ne peut pas parler d'intervention chirurgicale dans certains endroits, de prise en charge au niveau sanitaire. On n'a pas assez d'établissements sanitaires. On peut faire plus de 20km sans croiser une infirmerie, sans voir un dispensaire, ce qui est la base d'un établissement sanitaire. Donc on n'en a pas assez pour les populations.

En Côte d'Ivoire par exemple, une carte sanitaire a été réalisée, révélant que l'on a trois cents établissements sanitaires qui ne sont pas fonctionnels, parce qu'il n'y a pas de plateau technique ou pas assez de personnel. Donc tout cela doit être remis en cause. Souvent il y a eu des humanitaires qui ont bien voulu nous aider, qui ont construit des dispensaires. Mais après leur départ les dispensaires ne fonctionnent plus, car il n'y a pas de suivi, car le ministère de l'époque n'a pas été impliqué dans la gestion.

Il faut se poser la question du suivi des actes qui sont posés. Au niveau de l'information sanitaire, comment fait-on remonter toutes les données que l'on recueille du point de vue épidémiologique dans les centres de santé ? C'est difficile car déjà nous n'avons pas le matériel au niveau des équipements sanitaires, au niveau des équipements informatiques. Il existe des endroits en Côte d'Ivoire où l'on a des directeurs régionaux, des directeurs départementaux de la santé, qui doivent faire tout le tour pour recueillir de l'information et les faire remonter au niveau du ministère, pour que les décisions soient prises. Mais ces décisions ne peuvent pas être prises en temps réel car ces personnes ne disposent pas des moyens logistiques pour exercer. Donc si l'humanitaire doit agir, il doit agir en collaboration avec le Ministère de la Santé. Dans tous les pays du Sud il y a des programmes nationaux de développement, dont un au niveau de la santé. Et si l'humanitaire s'inscrit dans ce programme, il peut apporter plus, parce que l'on constate que l'humanitaire est toujours en train d'agir dans l'urgence. Alors que si l'action humanitaire s'inscrit dans le programme national de développement, elle va plus apporter et plus prévenir, et éviter ce qu'on connait aujourd'hui avec Ebola. En Côte d'Ivoire des mesures de prévention ont été prises car il n'y a pas encore de cas d'Ebola. Cependant, c'est difficile de prendre les bonnes décisions en Côte d'Ivoire car on a nos us et

coutumes. Un humanitaire arrive donc dans un terrain qu'il ne connait pas, il ne connait pas les habitudes des personnes. Tout ça est donc à prendre en compte dans les activités de l'humanitaire. Aussi, quand on a pu remonter l'information, et qu'on prend mal la décision, il faut chercher à apporter des réponses. En cas de crise, il faut envoyer des médicaments, du matériel médical, mais ces produits on les apporte quand on a la disponibilité. On arrive aussi à détecter les maladies quand on a un laboratoire d'analyse, mais nous n'en avons pas. Même quand on en a un, le plateau technique ne suit pas. Le plateau technique et les ressources humaines nous font défaut. En plus, quand l'action humanitaire se met en place, l'approvisionnement en médicaments est tout un processus qui doit suivre une certaine procédure des différents pays. Donc il arrive que des médicaments arrivent sur le territoire mais ne puissent pas être dispatchés sur le lieu car on n'a pas suivi la procédure normale. On s'est dit : « ok, on fait des colis, on envoie. », mais arrivés au niveau de la douane, on n'arrive pas à faire passer ces colis car il y a un certain nombre de procédures qui n'ont pas été respectées.

Par exemple, en Côte d'Ivoire, les ONG au niveau international doivent essayer de s'investir au niveau des différents consulats, pour que les choses aillent plus rapidement et que ce soit reconnu. En effet, les ONG locales ont toutes une accréditation à partir du Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité et du Ministère de la Santé. Et c'est à partir de ce moment qu'elles peuvent agir. C'est donc intéressant que les ONG puissent avoir une convention ou un partenariat avec des ONG locales pour pouvoir agir très rapidement. On constate aussi qu'au niveau des collectivités, des services existent que les ONG peuvent contacter ou avec qui elles peuvent signer des conventions pour pouvoir exercer tranquillement.

J'aborde maintenant le problème du financement. Il faut savoir qu'au niveau des gouvernements, dans les pays du Sud - je dois le dire et je l'assume- la santé est le dernier de nos soucis. Les politiciens sont à la recherche de sensations fortes. Un investissement à fond dans la santé, ça ne se voit pas. Quand on investit pour qu'on ait un match de foot et

qu'après on ait une coupe, que toute la population vibre, tout le monde est content. Il faut savoir que lorsqu'on décide des budgets, comme on n'est pas stable, il y a des personnes qui sont bien positionnées et qui auront plus de sous pour leur budget que la santé. On préfère investir dans l'armée, on préfère investir dans l'éducation – je suis d'accord- mais la santé arrive loin derrière. Quand on investit dans la santé, on n'en voit pas l'impact direct. Il faut savoir que tous les leaders politiques de chez nous vont vous dire : "j'ai construit tel nombre d'hôpitaux et j'ai payé tel nombre de salaires", mais jamais ils ne vous diront "j'ai fait varier les indicateurs de santé, le taux de mortalité est passé de cela à cela". C'est parce qu'ils ne s'en occupent pas vraiment. Il faut qu'il y ait des crises pour voir tout le monde se mobiliser autour de la santé. Donc, il y a un gros travail à faire. Quand on a des ONG de chez nous qui sont financées par l'Union Européenne par exemple, elles veulent travailler obligatoirement avec des ONG occidentales. Et ces ONG, qui arrivent sur le terrain, ne savent pas de quoi il s'agit, sont obligées de passer beaucoup de temps, et on tourne en rond. Moi, j'ai demandé, en tant que chargé d'études et conseiller santé, de nous faire parvenir les différentes activités qu'elles mènent dans l'ouest de la Côte d'Ivoire. Mais jusqu'à aujourd'hui je n'ai toujours rien reçu. Lorsque les ONG nous rapportent leurs activités, cela nous permet d'avoir un suivi concernant ce qui est fait au niveau de l'humanitaire. Aujourd'hui, le président de la République de la Côte d'Ivoire a décidé de faire du pays un pays émergent. Donc, nous mettons les moyens à notre disposition sur tous les plans pour que nous soyons émergents en 2020. Donc, concernant les investissements qui sont faits au niveau des ONG, que ça soit international ou pas, nous voulons savoir ce qui est fait, que ce soit suivi par le Ministère de la Santé, et que les normes soient respectées.

Enfin, je vais plus parler d'Ebola maintenant. Chez nous, le gouvernement a pris, comme on dit, le taureau par les cornes, pour faire des spots télé, pour informer les gens, pour faire des émissions radio au niveau local, des affiches de sensibilisation, en fonction de toute la population. Il faut savoir que nous avons nos us et coutumes. Quand on va à l'hôpital chez nous,

c'est pour être soigné et guéri. Quand la crise a commencé, on a dit qu'il n'y avait pas de médicament et que l'hôpital, quand on y allait, on mourait. Tout le monde sait ici que c'est difficile d'accepter la mort. Donc, qu'est-ce qui se passe pour les cas qui présentent des signes d'Ebola puisqu'on n'a pas de médicaments? Parce-que le traitement est symptomatique. Quand on a de la fièvre, on donne du paracétamol. Qu'est-ce que les gens ont fait? Ils ont préféré ne pas partir à l'hôpital et sont allés voir les tradipraticiens pour avoir un espoir de guérir. Et après, on a nos rites. Lorsqu'on a quelqu'un qui meurt, il faut l'enterrer, et l'enterrer dignement. Vous imaginez que vous avez un parent qui est mort et que l'on vous dise qu'il faut le brûler. C'est difficile à accepter. Les gens préfèrent s'isoler et l'enterrer eux-mêmes, quitte à prendre des risques. Avec ça, quand l'humanitaire arrive, quand on prend les décisions là-haut, on dit qu'il faut ceci, qu'il faut cela, mais sans tenir compte de ceux qui sont sur le terrain. Il faut les sensibiliser pendant longtemps pour qu'ils sachent que la maladie est là. On a même entendu que « c'est quand on va à l'hôpital que l'on a la maladie, quand on ne va pas à l'hôpital, on n'a pas la maladie ». Et ça c'est vrai parce que quelqu'un qui présente les symptômes d'Ebola et quelqu'un qui présente les symptômes du paludisme, c'est identique jusqu'à un certain moment. Et quand vous arrivez dans le centre, ceux qui ont les symptômes d'Ebola et ceux qui ont les symptômes du paludisme se retrouvent tous ensemble. A la fin, tu es contaminé. C'est pour ça que nous avons pris des mesures : si vous n'avez pas de tests de diagnostic rapide du paludisme, que vous n'avez pas les médicaments qu'il faut, les laboratoires qu'il faut, etc. En plus, quand on fait un prélèvement, il faut l'envoyer dans le bon laboratoire. Cela met combien de temps ? Et puis le prélèvement doit être conditionné. Tout cela, on n'en a pas. Quand on regarde le nombre de victimes et le nombre de survivants d'Ebola, on est pratiquement à une fréquence de 50-50, que les personnes soient soignées ou non d'ailleurs. Donc les personnes préfèrent prendre le risque de ne pas partir à l'hôpital, de ne pas aller dans le centre, pour être sûres qu'elles auront à manger, qu'elles seront traitées par leurs parents, et qu'elles seront enterrées dignement quand elle mourront. Donc, si l'humanitaire doit agir, il doit

prendre en compte les us et coutumes de ces personnes-là pour que l'action soit efficace. En Côte d'Ivoire, il y a des comités qui ont été mis en place pour prendre en compte toute la communauté. C'est-à-dire qu'il y a les maires, les préfets, les leaders religieux, les hommes politiques qui ont des réunions chaque semaine pour faire le point, pour sensibiliser, pour expliquer les difficultés et pour faire remonter l'information jusqu'au Ministère de la Santé. Si ce n'est pas fait comme ça, il y a des personnes arrivant de l'extérieur qui vont passer des informations, qui sont justes, mais si ces informations ne viennent pas de quelqu'un qui est sur place, qui maîtrise mieux le direct, ça sera difficile à accepter. Et ça sera l'augmentation du nombre de cas tous les jours. Certes, on a dit qu'il y a des vaccins qui sont en cours mais l'on sait que pour qu'un vaccin ait l'autorisation de mise sur le marché, cela nécessite du temps, de l'expérience. Mais aujourd'hui, on est partis très rapidement pour faire filer tout cela, on dit qu'il faut essayer ce vaccin. Est-ce que ce vaccin ne va pas entraîner beaucoup de choses? C'est une question qu'il faut se poser. Est-ce vraiment opportun de faire l'expérience à grande échelle avec ce vaccin? Il faut faire attention et respecter la législation quand on est dans l'humanitaire. Certes, aujourd'hui on va guérir de l'Ebola, mais peut-être que dans cinq ans, on aura une autre crise à cause des vaccins utilisés pour Ebola. La question on se la pose toujours. Est-ce qu'il ne faut pas continuer avec les traitements symptomatiques actuels? Moi, j'invite les gens de l'humanitaire à nous aider à résoudre ce problème. Au niveau du Ministère de la Santé, on a sorti des brochures où on demande de ne pas chasser, parce qu'au début on a dit que la maladie était véhiculée par les singes, par la consommation des rongeurs. Donc on a dit de ne pas chasser, de ne pas consommer de la viande de brousse, de ne plus prendre les animaux morts que l'on croisait. Quand une personne présente les symptômes, il faut le signaler au centre de santé le plus proche pour qu'il la prenne en charge. Aussi, toute personne suspecte ne doit pas être soignée comme une personne normale, il faut prendre des mesures de sécurité pour les soignants. Dans cette affaire, il faut reconnaître que les soignants paient beaucoup. Ce sont des personnes innocentes qui apportent le savoir, qui veulent soigner, qui

veulent sauver et qui perdent leurs vies. Ça, c'est difficile à accepter pour nous. On leur a appris à porter des combinaisons de protection, mais elles n'étaient pas adaptées. Vous pouvez être contaminés si vous êtes en contact avec le malade - par la salive, la sueur, tous les liquides. Quand vous avez des soignants qui vont pour soulever les malades, vous avez des combinaisons qui laissent apparaître des parties de la peau. Ils sont plus exposés qu'avec la combinaison intégrale. Les combinaisons non intégrales ont donc été retirées. Les gants qui étaient donnés, qui étaient des gants normaux, ont été changés. Il fallait des gants qui remontent jusqu'au niveau du coude, pas des gants qui s'arrêtent au niveau des poignets. Mais les premiers humanitaires qui sont arrivés n'avaient pas cela, ils ne le savaient pas.

En conclusion, je vais essayer de faire le récapitulatif au niveau des six piliers du système de santé, avec l'action que les ONG doivent mener. Vous devez nous aider à la formation du personnel soignant. En plus des ressources humaines, il faut aussi construire des infrastructures sanitaires. Il faut régler tout ce qui est technique, mais aussi beaucoup de communication. Sachez que la communication est très importante dans toute activité. Celui qui communique plus a plus de chance d'arriver à bon port. En ce qui concerne le financement de la santé, certes il y a la logistique, mais il faut le suivre. Il faut des équipements, mais il faut que ça soit suivi en collaboration avec le Ministère de la Santé, le gouvernement et les collectivités qui sont sur place.

Merci pour votre attention.

Patrick Baguet

Merci à Amar Sangaré. Effectivement, on lui a laissé un peu plus de temps parce que c'était important de laisser la parole à des acteurs du Sud. C'est intéressant pour nous d'entendre cela et de voir comment peuvent évoluer les choses. Je laisse maintenant la parole à Benoît Miribel qui est directeur

de la Fondation Mérieux, qui va parler de l'action concrète, et notamment au sujet d'Ebola.

Benoît Miribel

Bonjour, je suis très heureux d'être ici à Annemasse avec vous ce matin. Je salue le travail de Joseph Dato et l'équipe Humacoop pour la préparation de ces Etats Généraux. C'est l'agglomération d'Annemasse qui nous accueille et je vois qu'elle est en train de réussir ce pari de faire émerger un pôle de solidarité internationale, ici à Annemasse, à côté de la Genève Internationale. J'aurais aimé qu'en 2006, ACF s'installe ici, mais notre CA à l'époque avait voté 8 pour et 11 contre. Je découvre ces nouveaux locaux dans lesquels nous aurions pu être et je les trouve vraiment adaptés.

Pour aborder le sujet dont nous parlions ce matin, je suivrais trois points pour compléter ce qui a été évoqué par les deux intervenants précédents qui ont déjà souligné beaucoup de choses relatives aux crises sanitaires. D'abord, je voudrais revenir sur le contexte : Dans quel contexte surgit une crise sanitaire ou une épidémie? Après cela, j'aborderai dans un deuxième temps le cas Ebola dont on parle aujourd'hui. Je terminerai en m'interrogeant sur les crises sanitaires et épidémiques par rapport aux catastrophes humanitaires. En effet, une épidémie est aussi une catastrophe naturelle même si cela n'est pas vraiment répertorié dans la liste habituelle des catastrophes humanitaires. Voilà les trois points que je voudrais aborder avec vous.

Le premier point c'est celui de notre contexte environnemental avec de fait des « foyers infectieux » situés pour la plupart dans des zones tropicales. Nous savons que sommes tous issus d'une évolution biologique naturelle évoluant depuis la nuit des temps en fonction de nos écosystèmes. Et depuis que l'homme a commencé à se domestiquer, il y a environ 10 000 ans avec le début de la période néolithique, cela a marqué un tournant dans notre relation avec les animaux et avec la terre, et donc une nouvelle

donne en termes d'évolution de l'environnement. Les animaux nous apportent à peu près 75% de nos infections. C'est bien la chauve-souris qui nous transmet Ebola, mais n'oublions pas que les bactéries s'adaptent en permanence et que nous voyons, par exemple, de plus en plus de tuberculoses résistantes qui tuent et pour lesquelles nous n'avons pas encore de traitement approprié. A ce sujet, j'ai en tête un livre qui a été écrit, il y a 3 ou 4 ans et qui s'intitule "Des microbes et des hommes, qui l'emportera?". Ceci pour rappeler que nous devons être humbles et solidaires face à ces enjeux de santé publique. Comme les pathogènes infectieux n'ont pas de frontières, nous avons intérêt à collaborer pour une santé publique mondiale capable de les détecter et de les traiter. L'effort de la communauté internationale est en train de réussir à endiguer la pandémie du SIDA, mais à quel prix ?

Notre environnement évolue avec la croissance démographique que l'on connaît, avec plus de 80% d'humains vivant dans les villes, dont certaines sont devenues des mégapoles de dizaines de millions d'habitants. En cas d'épidémie, la concentration de population dans des grandes villes présente un risque exponentiel en termes de vulnérabilités infectieuses. Tant qu'Ebola était dans la forêt, le virus touchait peu de personnes. Mais avec l'évolution de l'environnement, en particulier des zones forestières, cela a eu un impact en termes de déplacement des foyers infectieux. Ebola fait partie de la famille des filovirus, à côté, il y a le virus Marburg, qui lui est porté par un rongeur. On est dans la catégorie des pathogènes de classe 4. Au niveau mondial, on distingue quatre classes de pathogènes et c'est une nomenclature internationale dirigée par l'OMS et les gouvernements. Il y a, pour l'instant, un seul laboratoire en France qui est habilité à travailler sur les pathogènes de classe 4, c'est le laboratoire Jean Mérieux- INSERM à Lyon, dans lequel, parmi les six échantillons acheminés par MSF en provenance de Guinée, deux ont été testé positifs. Donc effectivement, cette nouvelle épidémie Ebola a été déclarée le 21 mars au P4 de Lyon par le Dr Sylvain Baize, et l'on sait qu'elle était déjà depuis plusieurs mois en Afrique de l'Ouest.

Après ce rappel sur l'évolution du contexte infectieux, si on ne sait pas encore très bien comment est survenu le premier cas de cette 12ème crise Ebola, on sait par contre que c'est l'impossibilité d'avoir pu écarter les patients infectés (quarantaine) qui a été le facteur aggravant au point de tuer plus de 10 000 personnes. En effet, à la suite de la déclaration de cette épidémie en mars 2014, la plupart des spécialistes se sont accordés pour dire qu'elle ne durerait que deux ou trois mois maximum. Pourquoi ? Parce que plus un virus est dangereux en terme de mortalité, plus il disparait rapidement en emportant avec lui les patients infectés et donc en s'éteignant avec eux. Mais cela implique qu'il y ait une capacité de diagnostic et de mise en quarantaine des patients infectés, pour les traiter et les isoler afin de protéger le reste de la population encore non contaminée.

Partie de la Guinée forestière, cette douzième épidémie s'est propagée rapidement aux deux pays voisins les plus faibles en termes de système de santé, la Sierra-Leone et le Liberia. Les autres pays d'Afrique de l'Ouest, tels que le Sénégal, le Burkina-Faso, le Togo, la Côte d'Ivoire ont pu échapper notamment par une surveillance épidémiologique appropriée et une capacité de détection par les laboratoires de biologie clinique. Le Mali a été frappé de plusieurs cas et a montré la capacité de réaction de sa cellule de crise spécialement dédiée au combat contre Ebola. Dans ce contexte, il faut saluer le programme RESAOLAB qui a été lancé en 2010 d'abord par les ministères de la santé du Mali, du Burkina-Faso et du Sénégal, pour s'attaquer à un domaine négligé de la médecine en Afrique, le diagnostic. Ce programme soutenu par l'AFD, la Banque Islamique de Développement, la Coopération Monégasque et la Fondation Mérieux s'est étendu en 2013, au Bénin, au Niger, au Togo et à la Guinée.

Ebola nous a permis de voir que certains pays, en particulier la Côte d'Ivoire, mais aussi le Sénégal et le Burkina Faso, ont pu traiter les premiers cas qu'ils ont eus. Mais globalement, compte tenu du contexte infectieux et des faiblesses du système de santé au Liberia, Sierra-Leone et Guinée, le virus Ebola n'a pas pu être contenu dans ces trois pays au point de contaminer plus de 25000 personnes. Les maladies infectieuses n'ayant pas de frontières, une approche nationale, c'est bien, mais si votre voisin à côté

n'a pas pris les mesures nécessaires, vous êtes vulnérables. L'approche régionale est essentielle pour lutter efficacement avec un bon réseau de surveillance épidémiologique basé sur des laboratoires efficaces pour un système d'alerte efficace. L'OMS a lancé en 2005, le Règlement Sanitaire International (RSI), signé déjà par de nombreux pays mais loin d'être encore suffisant sur le plan international pour maitriser les épidémies. L'OMS élabore les règles sanitaires, les recommande mais ne peut les imposer à chaque Etat qui est libre de sa gouvernance. Donc ce RSI a le mérite d'exister avec un cadre international et des formations, mais il faut renforcer le plaidoyer en sa faveur auprès des nombreux gouvernements qui ne l'ont pas encore adopté.

En fait, mis à part MSF, la plupart des acteurs onusiens et non gouvernementaux ont tardé à prendre la mesure de cette nouvelle épidémie Ebola. C'est seulement en septembre que le Conseil de Sécurité de l'ONU a pris la mesure des enjeux liés à cette épidémie, poussé par la crainte de voir le virus se répandre à travers le monde. Est-ce l'enjeu sécurité plus que « santé pour tous » qui a amené la réponse onusienne ?

On sait que les priorités humanitaires sont à géométrie variable selon l'influence des médias et l'intérêt des politiques. D'où le souci de savoir gérer l'affectation de ses moyens lorsqu'on est une ONG humanitaire, en particulier en ciblant les populations les plus vulnérables et les contextes de « crises oubliées », loin des spots médiatiques.

Ce matin, je me suis réveillé avec le journal de 7h sur France Inter et l'information du départ de François Hollande en Guinée. Le journaliste a parlé des deux candidat-vaccins et l'on sait qu'il y a tout un art de la communication autour de ces enjeux de santé, surtout lorsque la communauté internationale abonde par millions de dollars et que de nombreuses équipes de recherche et industries s'affairent autour de cela.

C'est aussi un effet que l'on voit parfois dans les crises humanitaires et que l'on retrouve aujourd'hui dans les crises sanitaires : il y a beaucoup de

communication mais il y a aussi les réalités de qui fait quoi, entre ceux qui font beaucoup et qui communiquent peu, et inversement, ceux qui font peu mais qui communiquent beaucoup pour influencer dans le sens de leurs intérêts.

Il est regrettable de savoir que le virus Ebola qui a été découvert en 1976, en particulier par le Dr Jean-Jacques Muyembe basé à Kinshasa, ne suscitait pas l'intérêt des industries de santé jusque-là parce qu'il n'y avait pas de débouché économique. Ceci malgré les connaissances et les capacités disponibles pour faire un vaccin Ebola par exemple ou avancer sur le traitement.

La crise Ebola a aussi donné lieu à une polémique du fait qu'elle a eu un effet mobilisateur sur l'épidémie en occultant toutes les autres maladies qui tuent beaucoup plus de personnes chaque année. D'un point de vue comptable cela est vrai car on sait le nombre de personnes qui décèdent chaque année du VIH ou de la Tuberculose, mais il faut garder en tête que si la grippe tue annuellement plus qu'Ebola - entre 400 et 500 000 personnes selon l'OMS - il y a longtemps que l'humanité n'avait pas eu à faire face à un virus entrainant une aussi forte létalité pouvant aller jusqu'à 90%.

Cette crise Ebola a vu la disparition de nombreux personnels de santé en première ligne face aux patients infectés, sans vaccin disponible et souvent sans équipement de protection adapté[1]. Le manque de préparation et la faiblesse des systèmes de santé ont eu un impact considérable sur les populations africaines touchées.

Beaucoup de familles ont perdu l'un des leurs et se retrouvent vulnérables en termes de revenus. Les pertes humaines de l'épidémie s'accompagnent de pertes économiques importantes en raison des entraves en termes de

---

[1] Rapport du Dr Christophe Peyrefitte effectué en Guinée en septembre 2014 pour inventorier les capacités des laboratoires de biologies cliniques. Source RESAOLAB 2014.

transport et de circulation des biens. Action contre la Faim (ACF) a dû renforcer dès le mois d'avril 2014 ses actions de sécurité alimentaire pour faire face aux risques d'insécurité nutritionnelle[2]. Les personnels de santé fortement touchés par le virus Ebola et prioritairement accaparés par l'épidémie n'ont pas été en mesure de pouvoir soigner tous les patients souffrant d'autres maladies. Ebola a complexifié le rapport entre « soignants et patients » en raison de l'impossibilité de toucher directement les patients, et donc obligé de réduire les examens au strict minimum, en portant systématiquement les combinaisons de protection. Les mêmes conséquences négatives secondaires à Ebola sont liées à la prise en charge des patients VIH, atteints de Paludisme ou dans le domaine des vaccinations infantiles (rougeole,…).

Si des centres de santé équipés avec des personnels formés avaient été disponibles en région, des milliers de vies auraient pu être épargnées et le virus n'aurait pas rencontré autant d'hôtes disponibles. En effet, la baisse de la propagation du virus Ebola en Afrique de l'Ouest, confirmée depuis le début de cette année est dû prioritairement à la capacité de détection et d'isolement des patients infectés et la pratique d'enterrements sécurisés pour les morts d'Ebola.

Au-delà des aspects médicaux et scientifiques, la dimension sociale et anthropologique d'une épidémie est encore trop souvent négligée et nécessite une approche appropriée dans le respect du contexte culturel. La transversalité des enjeux incite les experts à croiser leurs connaissances pour envisager des réponses encore plus adaptées, portées localement par les responsables communautaires et politiques.

Il est difficile de critiquer ouvertement toutes les défaillances que l'on peut voir dans des ministères de la santé et il vaut mieux procéder en valorisant ceux qui font ce qu'il faut pour leur population de façon à peu à peu mon-

[2] www.actioncontrelafaim.org

trer les avancées positives qui ont un impact sur les patients, et par voie de conséquence sur le social et l'économique.

Il faut aussi souligner qu'il y a eu des milliards alloués pour les avancés sur le HIV qui est une pandémie mais on manque de moyens considérables sur d'autres maladies infectieuses, sans parler de maladies tropicales négligées. Plus les tuberculoses résistantes vont toucher les pays développés plus nous verrons une mobilisation internationale. Le slogan de l'OMS pour l'an 2000 était « la santé pour tous », mais nous en sommes encore très loin. L'une des leçons de cette crise Ebola, c'est qu'au-delà de la verticalité des fonds versés aux maladies infectieuses, il y a un impératif à renforcer et structurer les systèmes de santé des pays les moins développés, de la prévention au diagnostic jusqu'au traitement.

Je rebondis maintenant très rapidement sur ce qui a été évoqué au sujet de l'hépatite C et du choléra. L'hépatite C est un problème puisque c'est principalement une population marginale qui en est victime. On essaie de travailler sur un test d'hépatite C qui soit en même temps un indicateur pour l'évolution du traitement, mais il y a peu d'acteurs pour y contribuer parce-que c'est marginal. Le coût du traitement commence à baisser, mais il reste extrêmement élevé. Sur le choléra, MSF a quand même réussi à prendre en compte dans le cas d'Haïti les capacités du centre Gheskio dirigé par le professeur Jean-William Pape, Haïtien, qui est un homme remarquable avec lequel on collabore depuis des années. Pour mémoire, c'est lui qui avait identifié le syndrome de Kaposi, avant que soit nommé le VIH.

MSF a voulu définir des protocoles choléra parce qu'effectivement le Ministère de la Santé en Haïti n'était pas en capacité de le faire. Mais Bill Pape leur a dit : "attendez, moi je suis là depuis des décennies comme ONG locale haïtienne et je travaille sur le choléra depuis des années ». Ensemble, ils ont réussi à se mettre d'accord sur les protocoles choléra. Cet exemple pose la question de la prise en compte des capacités locales, gouvernementales ou non, et de leur renforcement, afin d'éviter au maximum

d’être en substitution quand une crise survient et que les organisations internationales ont les moyens d’opérer immédiatement, mais souvent sans être en mesure de s’inscrire dans un partenariat local. Comment se fait le partenariat entre l'acteur international et l'acteur national qui ne doit pas être dépossédé de sa responsabilité première?

Les crises sanitaires sont de l'action humanitaire car il y a pour moi l’enjeu du « life saving ». D'ailleurs, l'action humanitaire c'est quoi? Ce n’est pas bien délimité. Bien sûr, il y a les textes internationaux qu’a rappelé François Rubio, mais parfois Mme Chirac disait que l’opération pièces jaunes c'était de l'humanitaire. L'humanitaire s‘étire comme du chewing-gum sur beaucoup de choses qui sont parfois tout simplement du social. En tout cas, l'humanitaire au sens « sauver des vies » est bien dans la santé publique mondiale comme le rappelle Dominique Kerouedan. La santé publique est aussi un rapport de force entre le gouvernemental et le non gouvernemental pour le bien-être des populations et c’est en ce sens que l’action de plaidoyer est importante, portée par la légitimité des actions de terrain. Je salue le terme de "démocraties sanitaires" porté par MDM car pour moi il résonne. Beaucoup d'ONG ont avancé dans le plaidoyer, disant que l'action ne suffit pas et qu’il faut aussi faire bouger les choses durablement, par le politique, etc. C'est cet équilibre-là qui est important. Il n'y a pas de santé publique sans cet engagement des responsables politiques d'abord.

Alors, je vais m'arrêter là, en rappelant une chose: je ne connais pas d'acteur humanitaire dans l'urgence qui ne fasse que de l'urgence. L’urgence représente 30% à 40% du volume des programmes de la plupart des ONG dites humanitaires parce qu’en fait, elles sont bien présentes lorsqu’il y a des urgences, même si cela ne représente pas la majorité de leur actions de terrain sur une année. Parce qu’il y a souvent une visibilité médiatique qui accompagne les contextes d’urgence humanitaire, le grand public ne connait bien souvent que cette partie de l’iceberg. Il est de notre respon-

sabilité de valoriser l'importance du développement et de la coopération, en dehors des urgences, car c'est la garantie d'avoir un plus grand impact si le pays bascule dans l'urgence, suite à une catastrophe naturelle telle qu'une épidémie. Les ONG humanitaires ont l'habitude de qualifier schématiquement leur intervention en parlant de contexte de catastrophes humaines (conflits/guerres) ou de catastrophes naturelles. En plus des tremblements de terre, inondations ou sécheresses, il faut prendre en compte les crises sanitaires dont on peut craindre l'émergence, en raison du le contexte que j'ai évoqué en début d'intervention. J'ai entendu que Bill Gates demandait la création d'une nouvelle agence onusienne pour traiter les crises sanitaires, mais je pense que nous avons assez d'acteurs possibles et que c'est avant tout l'organisation et la coordination entre les acteurs, du développement à l'urgence, qui doit être revue, avec une addition de moyens financiers adaptés aux besoins.

Le Sommet Mondial de l'Humanitaire prévu en 2016 à Istanbul sera certainement l'occasion d'aborder ces enjeux de santé publique, globalement.

Merci.

Table ronde 2 : La coopération décentralisée face aux enjeux humanitaires

Modérateur :

- ***Amar Thioune -*** *ancien chef de service « coopération décentralisée et relations internationales » du Conseil Général de l'Isère et consultant pour INEDITFORCE*

Intervenants :

- ***Marc Noailly -*** *encadrant sénior et ancien responsable de la coopération de la région Rhône-Alpes*
- ***Mohamed El Moudene -*** *Vice-président de la région du Souss-Massa Drâa, Maroc*
- ***Jean-Yves Astruc -*** *chef de la mission humanitaire internationale, région PACA*

Grands témoins dans la salle :

- ***Bertrand Devimeux*** *- médecin et président de l'association Aide Médicale et Développement*
- ***Rose Marie Di Donato -*** *directrice de Resacoop*

Amar Thioune

Nous aurons comme intervenants Monsieur Jean-Yves Astruc de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA), Monsieur Marc Noailly de la région Rhône Alpes, et Monsieur El Moudene, Vice-président de la région du Souss-Massa Drâa au Maroc. Nous aurons deux grands témoins : Rose Marie Di Donato qui est la directrice de RESACOOP et Bertrand Devimeux, président de l'ONG Aide Médicale et Développement. Très rapidement, la lecture du message de Monsieur Alain Rousset.

Lecture du message du président des régions, Monsieur Alain Rousset

Mesdames et messieurs, cher amis, à l'occasion des Etats Généraux de l'action humanitaire internationale, je souhaitais évoquer avec vous les dynamiques et convergences qui réunissent ONG et collectivités territoriales autour de programmes d'actions partagés. La coopération décentralisée, si elle est certes plus éloignée des grands programmes internatio-

naux traditionnels, est aussi plus directement en prise avec les règles et les besoins exprimés au niveau local. C'est pourquoi j'ai la conviction que l'aide au développement passe désormais aussi par elle. Les régions françaises ce sont engagées dans cette voie. La région Aquitaine est riche d'une expérience réussie dans la matière, notamment dans le nord Haïti, au Souss-Massa Drâa, Maroc, à Diourbel, Sénégal ou encore à Itasy, Madagascar. Cette coopération décentralisée avec la région Itasy sur laquelle je souhaite revenir et en mon sens un exemple de l'efficacité de l'articulation et de la complémentarité de l'action des collectivités locales et des ONG. Elle s'articule autour de trois ambitions : le développement des capacités d'ingénieries des acteurs locaux, à commencer par les collectivités territoriales, régions et intercommunalités, communes ; la coordination avec les acteurs du territoire, notamment les ONG, dans la construction et la mise en œuvre des projets de développement ; la recherche de résultats concrets au bénéfice direct des populations. La région Aquitaine s'efforce, dans un dialogue permanent avec ces partenaires, à lier la coopération avec ces trois ambitions. Toutefois cette volonté ne peut réellement se traduire sans la mobilisation d'ONG françaises et malgaches, sans un grand professionnalisme qui intervient de manière coordonnée dans le cadre de principes et priorités définis par les régions Aquitaine et Itasy. Après sept années de coopération, le couple Aquitaine-Itasy peut se prévaloir d'avoir rassemblé autour de lui un vaste réseau de partenaires étroitement liés entre eux. Citons ici quelques ONG comme Agrisud Internationale, APDRA, le Centre Internationale de Développement et de Recherche (le CIDR), etc. Sans entrer dans les détails d'un partenariat extrêmement riche, il convient de rappeler que pour la seul région Itasy, l'action croisée des ONG partenaires et de la région Aquitaine en matière de renforcement institutionnel a permis d'accompagner ces trois derniers années près de 3000 micro-entrepreneurs, paysans et artisans dans le changement économique et social, et de former plus de 5000 agriculteurs. C'est également plusieurs structures locales de gouvernance et d'ingénierie de la formation qui ont été mises sur pied, ainsi qu'une agence de développement auprès de la région Itasy, des bureaux intercommunaux réunissant de l'expertise tech-

nique ou un centre régional de formation professionnel copiloté par la région Itasy et nos ONG partenaires. Vous le comprenez bien, derrière ce projet sectoriel, c'est un renforcement en bottom up des capacités d'ingénierie et de développement territoriale de la région d'Itasy qui est visé. C'est pour cela que la relation entre l'Aquitaine et l'Itasy s'attache tout particulièrement à croiser appui institutionnel et projets de terrain. Aujourd'hui la coopération décentralisée Aquitaine-Itasy est reconnue pour renforcer la région Itasy dans sa mission de coordination du développement économique et sociale, lui assurant du même coup une crédibilité accrue auprès des partenaires techniques et financiers. Multiplier les occasions de dialogue entre les autorités locales et la société civile d'Itasy est le lieu de plusieurs expérimentations, suivies de près par l'Etat malgache, avec par exemple le centre régional de formation professionnel qui a participé dans la durée de son engagement à la stabilité nécessaire à toutes actions. Pour conclure mon propos et à travers cet exemple menés par des collectivités, mais j'aurais pu en citer bien d'autres, je voudrais simplement rappeler ma conviction. A l'heure où les flux migratoires démontrent toute la misère du monde, il est nécessaire d'abord d'être le plus efficace et le plus respectueux en matière de coopération. Le partenariat et la coopération renforcée entre acteurs sont donc une nécessité. Cette certitude renforce aujourd'hui l'action des régions françaises dans leurs programmes de coopération décentralisée. Alain Rousset Président du Conseil Régional d'Aquitaine, Président De l'Association des Régions de France.

Voilà pour ce qui est du message de Monsieur Rousset. En ce qui nous concerne, on a remarqué qu'il pose bien un certain nombre de questions, et on l'a vu ce matin, par rapport à l'humanitaire et aux contextes d'interventions. Il est important également de préciser l'autre versant de ce qu'est la coopération décentralisée. On a eu ce matin une démonstration sur le plan juridique, disant qu'il existe des textes sur l'humanitaire, il existe également un cadre légal de la coopération décentralisée. En France, en 1982 puis en 1992, et 2000 et en 2007, puis de manière très récente avec la loi de juillet 2014, les ONG ont été réintroduites dans la coopéra-

tion décentralisée alors que c'est une coopération de collectivité à collectivité, de territoire à territoire entre une collectivité locale française et une collectivité locale étrangère. C'est important de préciser cela. Quand on parle du carré magique en matière de coopération décentralisée c'est aussi dans cette relation, bipartite, conventionnée entre deux institutions publiques, que souvent les sociétés civiles des deux territoires sont mobilisées pour la mise en œuvre de cette action. Est-ce que cette société civile est représentative de ce que l'on peut appeler aujourd'hui l'acteur humanitaire ? Quelle est la place de l'humanitaire dans les actions de coopération décentralisée ? Ce sont des questions qu'il faut se poser. Quelles sont les relations entre les deux, l'action humanitaire et la coopération décentralisée ? Et puis je dirais tout simplement dans l'évolution du contexte et son état actuel avec un monde anthropique, mais multipolaire, avec des mobilités extraordinaires, est-ce que l'on peut continuer à cloisonner l'humanitaire et la coopération décentralisée ? Ce sont des questions auxquelles nos intervenants vont essayez de répondre. Ce matin on a essayé d'éteindre le foyer infectieux, cet après-midi on va essayer de maintenir la flamme du développement durable. Ainsi je donne la parole à Monsieur Jean Yves Astruc pour sa présentation.

Jean-Yves Astruc

Mesdames, messieurs, d'abord deux mots pour me présenter car j'interviens en plus de ce programme. Je m'appelle Jean-Yves Astruc. Je suis responsable de la mission humanitaire internationale au Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur. Et cette mission humanitaire internationale, qui est un service administratif, appartient à une direction internationale qui regroupe les services extérieurs dont la coopération décentralisée, la mission humanitaire et une troisième qui est une entité de projet en méditerranée.

Déjà le premier message que je souhaite vous faire passer est que dans la région PACA, il y a une proximité entre l'humanitaire et la coopération

décentralisée. Une proximité qui signifie aussi quand même une différence, l'humanitaire n'est pas dans le service des relations extérieures.

Je suis là pour plusieurs raisons. La première raison est que ces journées me semblent être extrêmement intéressantes afin de participer à regrouper à la fois les acteurs de l'action humanitaire en France et les acteurs de la coopération décentralisée. C'est extrêmement intéressant à deux niveaux pour nous, institutions régionales. La première est que les régions vont devenir des entités immenses, la loi est passée en deuxième lecture devant le parlement pour la recomposition des régions. La région Rhône Alpes représentera une collectivité de près de 8 millions d'habitants lorsque la loi sera passée, la région PACA 5 millions d'habitants et la région Midi-Pyrénées-Languedoc-Roussillon 6 millions d'habitants. Ce qui signifie que sur les trois grandes régions du sud de la France, il y aura trois pays qui seront constitués. Bien sûr on est en France. C'est une réalité profonde, ce qui signifie que cette réalité a une réalité politique, mais aussi financière. L'Etat, petit à petit, va donner des compétences, ce qu'il est en train de faire. Et c'est le cas de la loi Canfin qui autorise les régions à intervenir dans le domaine de la coopération décentralisée, sans qu'il y ait obligation d'avoir des accords de coopération, c'est à dire en toute liberté. C'est une ouverture et bien sûr se posera par la suite le problème des financements. La deuxième raison est que ces grandes entités administratives, politiques et financières sont des partenaires auxquels les acteurs de l'action humanitaire seront confrontés avec un aspect positif et négatif. Alors est-ce que ce partenaire sera sensible à la dimension humanitaire, et c'est là le troisième point qui fait que je suis présent aujourd'hui. C'est qu'en région PACA depuis neuf ans, à l'intérieur de cette grande maison que je vous ai présenté, l'humanitaire n'est pas prioritaire. Il est important, mais il n'est pas prioritaire, car il est plus vu comme une compétence des Etats ou des ONG que des collectivités territoriales régionales qui comme leur nom l'indique étaient en train de se créer.

J'ai essayé de faire dans un temps record un PowerPoint qui va se décomposer en trois temps. La première partie va présenter ce qu'est la mission humanitaire internationale. Quelle est l'esprit fou qui a conçu dans une

administration régionale une mission humanitaire internationale en région PACA. Le deuxième temps est un peu une réponse à la problématique de cette après-midi. Nous, régions, nous ne travaillons pas par thème. Nous travaillons par territoire. Or cette approche territoriale, par définition, garantie une certaine continuité. Et lorsque des partenaires s'inscrivaient dans cette approche territoriale, s'ils s'intéressaient à l'humanitaire, ils trouvaient dans cette approche contractualisée, mécanisée et pluriannuelle une certaine garantie de pérennité. Ce qu'il faut bien voir dans ce partenariat, c'est que notre approche reste toujours d'une collectivité territoriale vers une autre collectivité territoriale. Et nous ne faisons pas des cours mais des coopérations. Nous agissons sur des territoires et nous y restons plusieurs années. Bien sur les territoires explosent, on s'éloigne un peu et l'on reprend les coopérations. Dans ce que font les collectivités et les régions en particulier, il y a cette notion de développement territoriale sur une longue période. Je vais essayer de vous présenter cette expérience qui se passe à Kasserine au cœur de la Tunisie, territoire originel de la révolution de jasmin et donc un enjeu extrêmement important à la fois politique et démocratique, car si ce territoire - mais également toute la Tunisie - bascule dans une forme d'isolement et d'intégrisme, c'est pour tous les pays du Maghreb un signe terrible. Nous sommes là, sur ce territoire pas uniquement pour des raisons économiques, mais aussi pour des raisons politiques au sens noble du terme. Et enfin le troisième point que je vais traiter, c'est l'exemple du prolongement d'une action démarrée par l'humanitaire qui s'est poursuivi par le développement, et qui aujourd'hui s'oriente vers une action de tourisme durable car nous pensons que sur un certain nombre de territoires des pays du Maghreb, le tourisme n'est pas qu'un moyen de faire du business. Le tourisme est aussi un moyen de faire que les gens se rencontrent, se retrouvent, valorisent des patrimoines communs et notamment celui sur la romanité dans tout le bassin méditerranéen, qui est un patrimoine commun. Démarrons, sur le PowerPoint.

(Description occasionnelle de diapositives)

Voici une présentation d'une des raisons pour lesquelles nous intervenons dans l'humanitaire. Les points rouges sont nos territoires de coopération, le reste représente des zones à caractère sismique ou des zones de cyclones. Notre intervention est sur la zone méditerranéenne et elle va se télescoper avec des zones de très forte sismicité mais également avec des zones où les conditions climatiques sont difficiles.

La diapositive suivante est importante car elle est ce qui qualifie l'intérêt régional. Nous avons une vraie demande. L'argument fort est que s'il y a une volonté politique dans une administration, il faut des instruments administratifs.

Enfin, petite mission qui peut mobiliser l'ensemble des services de la région en cas de situation d'urgence. Une grande partie de notre action se fait en relation avec le centre de crise, le réseau des ambassades de France et nous mobilisons aussi des compagnies de transport maritime sur la plateforme de Marseille.

Nous mettons en réseau les centres de stockages régionaux pour arriver à constituer un centre sur la partie livres, sur la partie ordinateurs, sur la partie matériel hospitalier ou sur tous produits en relation avec un des deux centres nationaux de la Croix-Rouge, qui aujourd'hui réduit ses centres de stockage.

La Deuxième partie concerne donc l'humanitaire et la coopération décentralisée. Il y a 24 gouvernorats en Tunisie. Kasserine, le gouvernorat dans lequel nous travaillons est le 24ème en indice de savoirs, 24ème en indice de richesse et d'emplois, 23ème en indice santé population, 24ème en indice de la justice et équité. C'est incroyable dans le pays que l'on connait qu'est la Tunisie. Pour vous donner un ordre de grandeur, il n'y a que deux gynécologues qui assurent 6000 accouchements par an. C'est donc un territoire abandonné. Face à cet abandon, le conseil régional au lendemain de la révolution est intervenu pour deux raisons.

La région de Kasserine fait la taille d'un petit département et la population constatée est de 424 000 habitants. C'est une région qui est frontalière avec l'Algérie donc qui permet tous les échanges, tous les trafics. De plus, ce territoire est à l'abandon et devient donc un foyer pour le terrorisme.

Amar Thioune

Sachant que votre temps va rapidement se terminer, on est intéressé d'avoir votre avis par rapport à plusieurs questions. Quel est l'intérêt pour la région PACA d'intervenir sur ce territoire-là et de mener des actions humanitaires ? C'est important que les gens comprennent que la région PACA ne le fait pas juste par intérêt. Puis, quelle est la place des organisations humanitaires dans le travail que vous menez ? Est-ce que vous vous associez avec des ONG par exemple?

Jean Yves Astruc

Concernant la première question, j'ai commencé à en parler en vous disant que les régions deviennent des pays. Lorsqu'elles deviennent des pays, il est indispensable qu'il y ait une action économique et une action solidaire. Lorsqu'en Méditerranée on est face à ce qui se passe aujourd'hui, il semble évident politiquement qu'il y ait un choix qui soit fait pour apporter une solidarité. La région est impliquée pour des raisons politiques, humaines, mais aussi par bon sens. Car si nous ne sommes pas dans ces territoires, le mal se développe. Il se développe du point de vue santé, cela a été dit ce matin, il se développe du point de vu démocratie, avec des extrémistes qui naissent.

L'humanitaire doit être présent pour apporter aux gens qui sont en difficulté pas uniquement des réponses négatives ou des réponses excessives. Si nous intervenons dans l'action humanitaire, c'est bien parce qu'il y a là un enjeu très fort pour ces pays et pour nous aussi. A partir du moment où une assemblée politique qui gère des millions d'euros a ce discours, il est normal qu'elle mette en place un service, car un discours ne veut rien dire s'il n'est pas en adéquation avec des services administratifs. Elle est com-

pétente sur la formation, donc si elle veut intervenir dans le domaine de l'humanitaire, il faut qu'elle implante des outils administratifs. Il faut les mettre d'autant plus en place car l'humanitaire se fait dans l'urgence et donc il faut avoir des équipes rapides qui peuvent intervenir. Pour répondre à votre deuxième question est ce que nous travaillons seul ou avec des partenaires.

Amar Thioune

Autrement dit, de manière un peu caricaturale, est-ce que la Croix-Rouge sert seulement à stocker votre matériel qui est collecté ou bien la Croix-Rouge va intervenir avec vous sur le terrain ?

Jean Yves Astruc

Déjà vous avez vu sur ce PowerPoint qu'elle intervient à nos côtés, donc la première réponse vous l'avez. Nous travaillons avec toutes les ONG importantes et des délégations régionales de toutes les ONG : Médecins Du Monde, l'ONG de la Croix Rouge, l'ordre de Malte, le Secours Populaire, chaque fois à un niveau régional car nous avons constaté que lorsqu'il y a des opérations internationales, la plupart du temps, ce sont les niveaux nationaux, parisiens, qui interviennent, et il est laissé aux régions et aux délégations régionales le soin de s'occuper de leur territoire local. Donc ce que nous avons mis en place au niveau régional, et comme nous sommes des puissances territoriales, nous essayons de faire travailler nos partenaires locaux dans trois cas de figure :

Premièrement en termes de financements : on nous propose un projet qui nous intéresse, nous le finançons.

Deuxième cas, nous les regroupons au sein de collectif, ce que nous avons fait pour Haïti : nous avons regroupé les secouristes, les pompiers, nous avons regroupé MDM de la délégation régionale, nous avons associés des chirurgiens. Cela fait que l'on peut arriver à ce que les ONG travaillent ensembles sans rivaliser. C'est toujours compliqué, mais on essaye de se rendre complémentaire sur une opération particulière.

Et enfin troisièmement nous sommes - et la loi nous y autorisait en tant que collectivité - habilités à intervenir soit en financement soit en maitrise d'ouvrage directe. L'opération sur laquelle le Président à apporter son concours c'était 110 tonnes de riz qui ont été acheminées au moment où la banque mondiale n'a plus de riz à donner aux camps de réfugiés en Somalie lors de la grande famine. C'est exceptionnelle, mais nous travaillons parce qu'à un moment le Programme Alimentaire Mondial (PAM), en relation avec l'ambassade, et l'ambassade en relation avec les cellules de crise du ministère, fait appel à une aide exceptionnelle.

Amar Thioune

Le temps est compté mais vous aurez l'occasion de revenir dans le débat et de répondre aux questions qui seront posées. Je retiens quelque chose d'essentielle que vous avez mentionné, c'est la mutualisation qui a été initiée pour mobiliser l'ensemble de vos acteurs. Et puis je me tourne vers la région Rhône Alpes et Monsieur Marc Noailly, afin de poser la question de savoir aujourd'hui quelle est la place des pouvoirs publics dans les stratégies de pérennisation ? Je pense que le débat a été porté, là on voit bien qu'il y a des choses qui se font avec la région PACA, notamment répondre à cette notion de vulnérabilité qui a été développée ce matin.

Au niveau de la région Rhône-Alpes, au-delà des actions que vous menez, qu'elle est la place de la stratégie de pérennisation ? Et puis comment vous faites pour intégrer l'action humanitaire dans les stratégies de développement d'un pays. Autrement dit dans le jargon, l'alignement stratégique d'un pays sur les questions de coopération décentralisée.

Marc Noailly

Je vais essayer de répondre à ces deux questions, mais je partirai d'abord de deux petits exemples, pour capter l'attention ! C'est un peu caricatural mais vous verrez ce que je veux dire. Premier exemple, dans un village de Haute Savoie : on demandait à un habitant pourquoi il avait élu maire un des agriculteurs de cette commune. Il répondait : « car c'est lui qui a le

chasse-neige pour dégager les routes ». Deuxième exemple quand, au Mali, il y a besoin d'évacuer une femme qui accouche ou suite à un accident, le commerçant du village qui est le seul à avoir la voiture avec le gasoil et avec le chauffeur met sa voiture à disposition pour emmener cette personne à l'hôpital. Qu'est-ce que ça veut dire ? Cela signifie qu'en situation de crise ou en situation exceptionnelle, la solidarité est d'abord locale et humaine. Et il me semble qu'à travers ces deux images on voit toute la part du territoire. Le fait que les collectivités soient impliquées vient du fait que les collectivités, et donc leurs ancrages, sont constituées d'un territoire et des hommes qui sont sur ce territoire. On a vu ce matin des grandes orientations géostratégiques ou encore les grands phénomènes mondiaux, certes, mais il existe aussi la réalité de base. Et j'aurais tendance à dire que la coopération décentralisée essaie de voir de quelle manière les territoires entre eux peuvent essayer de prendre en compte ces situations.

La question de la pérennisation peut se poser et je vais prendre l'exemple de la coopération de la région Rhône Alpes avec la région de Tombouctou au Mali. Elle a commencé sur un sentiment, sur une volonté, sur une réaction très commune à l'action humanitaire. Il y a eu une sécheresse au Sahel, il faut faire quelque chose. C'est ce que l'on a dit ce matin, la première réaction c'est face à une situation qui nous paraît impossible à laisser pour telle …. On peut, on veut faire quelque chose. La coopération décentralisée a son origine au niveau de la Région Rhône Alpes dans les années 1980, comme une réaction à ce type de situation. Une réaction purement humanitaire en s'appuyant sur des acteurs rhônalpins, la Région Rhône Alpes finance une action d'ONG qui apporte un soutien humanitaire au Sahel en période de sécheresse. C'est un schéma classique. Après, la question de la pérennisation se pose, une fois que cela a été fait. Pour une collectivité territoriale, la notion de responsabilité s'inscrit dans le temps. On ne laisse pas tomber les gens, c'est le principe même du fonctionnement d'une collectivité. Alors qu'est-ce que l'on fait ? Il faut trouver une justification de « territoire ». Et à ce moment-là, cette justification on la trouve en fonction

de ce que l'on ait. Quand on est une ONG de santé, on s'implique sur des questions de santé. Quand on est une collectivité, on mobilise le territoire, ses acteurs, ses compétences. Le deuxième fondement de la pérennisation des actions : savoir quelles sont les compétences d'une région que l'on peut mettre au service de la poursuite d'une action de coopération. A l'époque pour le Mali cela a été la compétence régionale sur le développement local. C'est une action qui a drainé l'essentiel des coopérations décentralisées de la Région qui, ici d'abord en Rhône-Alpes, a compétence sur l'appui au développement local. La pérennisation des actions se fait sur la base des compétences. Ensuite on essaie de les transformer en un programme de partenariat tel que cela a été évoqué ce matin. Cette notion de pérennisation repose aussi sur les acteurs. La décision de l'institution ne suffit pas. Il ne suffit pas d'avoir un acteur brillant. Il ne suffit pas d'avoir un super spécialiste mais il faut avoir une mobilisation du territoire. Et c'est là le deuxième aspect de la pérennisation. C'est pour cela que dans les actions de coopération décentralisée, de plus en plus et vous le constaterez, il n'y a plus un seul opérateur qui travaille avec une région mais il y en a plusieurs. Par exemple, dans la coopération avec le Mali on trouve douze associations, centre de santé, université, etc., qui travaillent de manière concertée pour conduire les actions. Quel est l'outil qu'offre la collectivité dans ce domaine-là ? Il me semble que la coopération offre un cadre de concertation à travers la relation de collectivité à collectivité. La coopération décentralisée ce n'est pas la coopération décentralisée de la seule Région-Rhône Alpes, c'est la coopération décentralisée entre la région Rhône-Alpes et la région de Tombouctou par exemple au Mali. Ce n'est pas une coopération « d'ici » c'est une coopération « avec ». Offrir un cadre dans lequel des acteurs peuvent travailler ensemble et travailler en binôme de part et d'autre, et construire leurs actions dans la durée. L'avantage d'un accord de coopération c'est qu'il s'inscrit dans la durée. L'avantage (ou la difficulté) pour une collectivité territoriale c'est de remettre en cause un accord de coopération. « Cela ne se fait pas » ! C'est très rare que l'on bloque une action de coopération. Donc à partir du moment où l'on s'engage entre deux collectivités, on assume la pérennité et on s'aperçoit

dans la pratique que les actions durent plusieurs décennies. C'est cela qui est apporté par la collectivité et la relation entre les deux territoires. On évoquait ce matin la difficulté de travailler avec les structures locales. La collectivité, elle, peut plus facilement mobiliser un hôpital ou un centre de formation… La collectivité locale peut être un facteur pour mobiliser des partenaires qui seraient peut être opposés au projet. C'est ce rôle un peu de diplomatie qui est développé. Voilà les outils de pérennisation qu'apporte la coopération par rapport à cela. Mais tout cela n'est pas un fleuve tranquille comme vous l'avez dit et en situation de crise, la coopération est secouée. Et là se pose une deuxième notion de responsabilité qui a conduit la région à trouver des solutions.

Il y a un paradoxe des compétences régionales. C'est-à-dire que dans une région, on a le droit de faire ce que l'on veut mais si l'on fait quelque chose de négatif on a le risque de se retrouver au tribunal administratif … cette crainte du tribunal administratif ! Mais finalement jusqu'où peut-on aller ? Pendant longtemps les actions de coopération étaient assez classiques : on dispose d'une convention de coopération, la région a ses compétences et si l'on met en place des actions qui correspondent à la zone de coopération associée aux compétences régionales, normalement, c'est légal. Que se passe-t-il quand on est hors des compétences ? Un ouragan à Madagascar, qu'est-ce qu'on fait ? Cela ne relève pas d'une compétence des régions mais des départements ?

Amar Thioune

Si on parle de la guerre au Mali, où vous avez une coopération, c'est une situation de tension, qu'est-ce que vous avez fait pour continuer à agir ? La région n'y va plus car elle sécurise ses agents, et on envoie au casse-pipe les ONG et les humanitaires ? Comment avez-vous fait ?

Marc Noailly

Je reviens sur cette idée… D'abord on a signé un accord de coopération. Une région a des responsabilités et elle ne s'arrête pas au moment où cela

« tangue ». Donc on continue, par contre on adapte les interventions. Il est clair que l'on a une notion de responsabilité, on ne peut pas mettre en danger les actions de coopération et les acteurs. On demande à tous les acteurs de la coopération régionale au Mali de réajuster leurs interventions de façon à ce que cela puisse répondre à la situation de crise que vit la région de Tombouctou. Et là on arrive à la deuxième notion que j'évoquais : ce n'est pas ici, de Rhône Alpes, que l'on définit les actions, c'est en lien avec l'Assemblée régionale de Tombouctou qui devient alors le pilote de l'action humanitaire de la région. C'est donc la Région de Tombouctou en lien avec la Région Rhône Alpes qui réoriente les programmes, met en place un nombre d'actions dites plus de sécurité alimentaire, de soutien aux personnes en difficulté, tout ce que l'on peut imaginer dans ce cadre-là. C'est donc fait en lien par les autorités locales avec l'appui de la coopération en simplement modifiant les arrêtés attributifs de subvention. Il est vrai qu'il est plus facile de modifier le contenu d'un programme quand on est en proximité avec une région, que lorsqu'il faut envoyer un fax à Bruxelles. Il suffit de venir à la Région, de rencontrer ceux qui s'en occupe et savoir si politiquement cela est possible … et on peut modifier une opération très facilement. La collectivité a cette réactivité possible et peut ajuster ses interventions en fonction des situations de crises. En résumé, il s'agit donc de responsabilité, de capacité d'adaptation des programmes pour répondre aux besoins mais avec l'implication des autorités locales.

Mais je voulais aussi évoquer un autre point, je crois qu'on oublie parfois de questionner aussi la légitimité des acteurs. Je vais être un peu provocateur : quelle est la légitimité d'un acteur comme le Conseil Régional ? C'est l'élection régionale, ce sont les élus ! Qui ont été élus pour un programme et donc ils ont la légitimité d'intervenir. Il faut se le dire : le maire d'une Commune, le président d'une Région au Maroc, ont la légitimité de dire ce qui leur paraît important dans les différentes situations y compris les situations de crises. Il est au cœur des décisions et du pilotage.

Quelle est la légitimé de l'ONG qui intervient ? La première légitimité c'est la qualité de ce qu'elle fait, son implication, son dynamisme. Mais elle a aussi deux autres légitimités à obtenir : tout d'abord par ses adhérents,

c'est-à-dire les gens qui cautionnent son implication et qui donnent du poids à la collectivité pour intervenir. Quand la région Rhône-Alpes travaille avec Handicap International à Madagascar ou au Liban, c'est un renforcement mutuel, la Région est renforcée par la légitimé de l'ONG. Mais encore faut-il qu'une ONG cultive sa légitimité ? Enfin l'action de coopération ne doit pas se faire de façon déconnectée mais concertée avec les autres acteurs. La méthode de travail, le fait de travailler entre acteurs, le fait de se coordonner et de ne pas entrer en concurrence, c'est un facteur supplémentaire de légitimité territoriale pour être efficace.

Amar Thioune

Alors Monsieur El Moudene, vous avez une coopération avec un pays, les iles Canaries, une région, l'Aquitaine, et un département, l'Isère. Comment vous faites? Quelle est la place de l'humanitaire dans tout ça ?

Mohamed El Moudene

Merci M. Amar Thioune. D'abord je tiens à remercier les organisateurs de nous avoir conviés à cette importante manifestation. Je tiens avant tout à vous parler de ma région et de mon pays pour arriver à répondre à votre question. Donc on est une région parmi les seize régions marocaines, dont la superficie est de 70 580km² et dont la population est de 3,3 millions d'habitants, qui se trouve au centre-Sud du Maroc, et qui relie l'Océan Atlantique à la frontière avec l'Algérie. On représente 10% de la population marocaine et 10% de la superficie marocaine. En ce qui nous concerne, le Maroc, comme vous le savez, est convaincu à la fin des années 1990 qu'il n'y aura pas de développement durable sans le développement de son monde rural, pour la simple raison qu'il y a une vraie disparité, un vrai déséquilibre entre le monde rural et le monde urbain. Et on a vu que le monde rural ne pourra pas avancer, tant qu'il y a un exode rural vers le monde urbain. Ou on trouve à cause de cet exode des mendiants, des marchands ambulants, des bidonvilles, etc. C'est pourquoi il faut essayer de faire croître son monde rural et essayer de le développer.

Pour bien développer un territoire, la première chose à laquelle il faut faire attention c'est naturellement l'infrastructure. Il y avait un déficit très important encore dans les années 1990 au Maroc. Par exemple, les lignes électriques couvraient seulement 12% du territoire national, alors qu'aujourd'hui environ 99% du territoire national est couvert. On trouve rarement un village sans ligne électrique en ce moment au Maroc. Tout cela pour vous montrer les avancées qui ont été réalisées. Un autre exemple et autre problème : l'adduction d'eau. Tout le monde se procurait de l'eau des citernes alors que cela pouvait générer des épidémies, dans ce cas nous aurions eu besoin de l'intervention des organisations humanitaires. Le Maroc a réalisé beaucoup d'avancées, notamment dans ce domaine, l'éducation, les dispensaires. Beaucoup d'interventions dans le domaine de la santé organisées par certaines ONG comme le Rotary International. La route ne couvrait que 8% à peine du territoire nationale à la fin des années 1990, comparé à 75% aujourd'hui. Il y a énormément de milliers de kilomètres qui ont été réalisés ces dernières années. On a fait les routes, l'eau, l'assainissement, on va vers un accroissement du développement dans le monde rural. Mais nous n'avons pas pensé à stabiliser les gens dans leurs villages. Cela ne pouvait se faire sans leur créer des activités génératrices de revenu qui leur permettraient d'avoir de quoi vivre sur place. C'est là que nous sommes passés à la coopération décentralisée grâce à des pays comme la France avec lesquels nous sommes liés depuis des années par l'Histoire. On doit créer des activités génératrices de revenu pour stabiliser les populations rurales et contribuer au développement local. Avec la région Aquitaine, par exemple, nous avons travaillé sur la communication institutionnelle, le tourisme rural, les produits du terroirs – sachant que nous avons au moins 155 produits de terroirs qui ne sont pas valorisés au Maroc- car si en France on a l'habitude de valoriser son propre patrimoine culturel, chez nous nous ne faisons pas attention à ça. Par exemple, nous avons l'arganier qui est un arbre sain qui nous donne tout et auquel on ne donne rien du tout, mais que nous n'avons pas su valorisé. Il y a aussi le cinéma, l'agriculture et la formation. Avec la région de l'Hérault, nous avons développé l'irrigation, la gestion de l'eau, l'agro-

alimentaire, le social ainsi que l'action culturelle. Avec l'Isère, nous avons développé le tourisme rural, le développement et la conservation du patrimoine culturel et naturel. Il y a également toutes les femmes dans le milieu rural qui participent en collectant le safran, les roses, les dattes, les figues de barbaries, ce qui leur génère des revenus plus ou moins stables. Ces produits seront ensuite exportés à un prix plus important leur permettant de vivre de cette activité.

Amar Thioune

Est-ce-que c'est ce que vous appelez humanitaire de développement ?

Mohamed El Moudene

Oui, exactement. C'est ce qu'on va appeler humanitaire de développement.

Amar Thioune

Cet humanitaire de développement, comment s'organise-t-il sur le territoire ?

Mohamed El Moudene

Premièrement, vous avez cette femme rurale qui dépendait de son mari, celui-ci part en ville pour y travailler et ne revient peut-être plus. La femme va se permettre de vendre et d'avoir un revenu, et n'aura peut-être plus besoin des revenus que lui procurait son mari. En général, c'est un peu comme ça que ça se passe. Se soigner, s'habiller convenablement, se laver convenablement, être propre, aller voir son médecin régulièrement, ça c'est la survie humanitaire grâce au développement.

Amar Thioune

Je vais vous poser une dernière question, parce qu'il vous reste quasiment une minute. Je sais que vous avez une autre casquette, vous êtes président de SMD Initiative (Souss-Massa Drâa Initiative) qui est une structure faitière, quasiment une ONG on pourrait dire. Alors quelles sont les actions menées ?

Mohamed El Moudene

Alors, vu le peu de temps qu'il nous reste, je vais parler de deux actions très importantes qu'on a mis en place grâce à la coopération décentralisée, et qui ont un impact très positif sur la vie quotidienne du citoyen marocain rural. On a un réseau dans le tourisme rural, qui a permis de créer soixante-dix structures d'hébergement et de restauration. Il s'est inspiré d'expériences aussi bien iséroises que Héraultaises créant entre 700 et 800 emplois. Quand on parle de développement, on parle aussi de financement. On s'est penché sur l'expérience de France Initiative, que certains d'entre vous connaissent, qui est un réseau français qui arrive à créer plus de 16 000 entreprises en France et dont sa collaboration avec SMD Initiative est une première à l'étranger. Nous sommes la première plateforme internationale qui travaille sur le modèle français et nous avons pu coopérer grâce à un financement sans intérêt et sans garantie dans notre pays. Aujourd'hui, nous avons créé plus de 220 entreprises et entre 700 et 800 emplois dans le monde rural mais aussi dans le monde urbain, grâce à ce système.

Amar Thioune

Merci beaucoup. Je suis désolé de vous couper la parole mais il le faut car sinon nous n'aurons pas de temps pour le débat. Nous avons donc bien compris votre intervention. Au-delà des ONG étrangères, il est aussi nécessaire de fabriquer, organiser et accompagner la création et les méthodes d'ONG locales pour qu'elles puissent agir dans leur développement. Et

c’est une très bonne chose car ce thème va nous permettre de faire la transition.

Mohamed El Moudene

En tant que collectivité locale, nous ne travaillons pas seules. Dans le cadre de la coopération décentralisée, nous faisons appel aux ONG présentes sur le territoire afin de les mettre en lien avec les ONG françaises, et c’est ce qui fait que nous avons des bons résultats.

Amar Thioune

On va maintenant parler de réseau, avec Resacoop en Rhône-Alpes. Je m’adresse à Rose-Marie Di Donato qui est notre grand témoin dans la salle : par rapport à ces questions-là, quel est le rôle que joue Resacoop à l’échelle française cette fois-ci - car c’est un réseau d’acteurs français - par rapport à la question qui nous intéresse aujourd’hui ?

Rose-Marie Di Donato

Merci pour cette question très précise. Juste pour bien situer d’où je pars, je me présente rapidement. Je suis Rose-Marie Di Donato et je suis directrice de Resacoop, le réseau Rhône-Alpes d’appui à la coopération internationale. Resacoop, c’est quelque chose entre le service public régional de la coopération internationale dans la région Rhône-Alpes et un centre de ressources. Il s’agit d’une plateforme d’acteurs qui va permettre à la fois aux organisations en Rhône-Alpes, intéressées par ces questions-là, de pouvoir agir, se rencontrer, se connaitre, se mettre en relation et pouvoir un jour peut-être travailler ensemble. Donc moi j’étais un petit peu perdue dans le débat, sûrement pour une raison qui est simple, c’est que cette question d’humanitaire n’est pas au cœur du travail des collectivités, en tout cas à l’international. C’est-à-dire qu’une collectivité territoriale est une institution qui a comme objet de mettre en œuvre les conditions pour que les gens qui habitent dans cette collectivité, sur ce territoire, vivent le

mieux possible. Et donc, c'est vrai qu'il y a un petit décalage avec cette action d'humanitaire si on l'entend par action d'urgence, il faut aller sur le terrain, il faut aller ailleurs. Il n'est pas question bien entendu d'envoyer des fonctionnaires ou des techniciens territoriaux pour aller distribuer des aliments ou se substituer à des médecins, etc. Donc je pense que c'est aussi, on le voit bien, un sujet pas toujours évident et cela montre que c'est souvent mal compris, et nous on le voit dans notre public. Il y a plus de 2000 organisations en Rhône-Alpes qui travaillent sur des questions de coopération internationale, et on voit bien que la place des collectivités est mal comprise. Et d'ailleurs souvent la première réaction - et je pense que tout le monde dans sa tête dira « Ben oui » - c'est que les collectivités sont des financeurs. C'est-à-dire que quand on a besoin d'argent, on va venir taper à la porte de la collectivité, et celle-ci va nous laisser agir car on sait mieux qu'elle ce qu'il faut faire. Donc c'est vrai que cette question humanitaire n'est pas facile à traiter. Je pense que, pour repointer des éléments qui m'ont semblés importants et pour reboucler des choses qui se sont dites ce matin, effectivement il y a une question d'urgence, qu'elle qu'en soit sa nature - mais je mets un petit peu de côté les crises qui sont liées à des conflits politiques car ça c'est vraiment délicat et je ne voudrais pas mettre les pieds là-dedans. Mais quand on est sur des crises de nature sanitaire ou qui sont liée à des conditions climatiques - on l'a dit ce matin et j'étais d'accord avec ça - c'est la population locale qui va agir en premier. Donc, quand ces territoires sont en situation difficile - et je prends l'exemple de Haïti car nous avons fait un travail particulier sur cette zone-là, notamment avec les collègues de URD – s'il y a des collectivités françaises qui ont un partenariat avec des collectivités haïtiennes, elles peuvent avoir un mode de réflexion qui sera différent de « je vais juste faire un bon geste, je vais donner de l'argent à quelqu'un, à une ONG, pour qu'il y ait des choses qui se passent ». Et c'est bien au moment où il y a cette crise qu'il faut se poser les bonnes questions, et notamment se rappeler ce qu'est une collectivité territoriale et notamment qu'elle a des compétences et qu'il y a des actions qui relèvent de ce qu'elle doit faire et d'autres non. En réfléchissant à ce partenariat qui est d'abord un partena-

riat de développement, même s'il est vrai qu'en situation de crise, le processus de développement est rompu, il ne faut pas oublier qu'on part dans une situation où il y a déjà des institutions qui existent, où il y a des services qui fonctionnent, bien ou mal, ça chacun peut apprécier, mais que ça existe, et que l'on ne va pas faire table rase de ce qui existe juste parce qu'il y a une crise et que peut-être nous, acteurs français, on va arriver et on va sauver tout le monde. Donc, quand il y a de la coopération entre collectivités, cela permet de se rappeler qu'il y a des institutions, de remettre, comme le disait Marc Noailly, la collectivité locale au cœur du processus dans le pays pour permettre une fois que la crise est passée, que les choses reprennent et que l'on ait à la fois des services, des élus pour reprendre un peu les rennes et permettre le redémarrage. Cela me pousse à poser la question suivante, à savoir comment on peut se préparer en tant que collectivité territoriale et acteurs de développement conjointement sur un même territoire, à anticiper tout ça. C'est un peu la réflexion que l'on essaye de faire avancer notamment dans ce travail avec des organisations en Haïti, c'est vous dire que demain il y aura encore des séismes en Haïti, donc comment aujourd'hui les acteurs du développement, les collectivités territoriales qui travaillent en Haïti se préparent ou conçoivent leurs actions de développement en anticipant et en s'inscrivant dans une position qui va faire que le risque demain sera mieux pris en compte et mieux géré car on s'y sera préparé. Deuxième chose, je pense que les collectivités doivent avoir aussi un rôle de veille avec leurs collectivités partenaires sur l'arrivée de crise de quelque sorte que ce soit. Je pense au Mali où on a eu beaucoup de signaux qui ont été envoyés par des Maliens, ce n'était pas forcément que des élus, qui disaient : « Attention, ils se passent des choses au Nord-Mali, la pauvreté est en train de se développer, les djihadistes sont là et nous distribuent de l'argent, si vous nous aidez pas à reprendre les rennes et à faire du développement économique, ça va être très chaud ». Je pense qu'on a vu que c'était très chaud.

Amar Thioune

Merci beaucoup Rose-Marie Di Donato pour ce témoignage très éclairant de ce point de vue-là, entre résilience ce matin, vulnérabilité et anticipation cette après-midi. Je m'adresse maintenant à Monsieur Bertrand Devimeux, vous qui avez cette double casquette humanitaire d'urgence ou humanitaire de développement, que fait aujourd'hui Aide Médicale et Développement dans ce domaine-là et comment vous percevez ces relations avec vos collectivités partenaires ?

Bertrand Devimeux

Bonjour, je suis président d'une ONG grenobloise qui s'appelle Aide Médicale et Développement et je peux apporter mon regard sur la coopération décentralisée vue par le prisme d'une petite ONG qui fait de la coopération décentralisée. Juste avant de répondre, je suis étonné qu'on n'ait pas encore vraiment défini ce qu'était exactement la coopération décentralisée sur un plan même de dictionnaire, qu'est-ce-que c'est exactement pour vous la coopération décentralisée ? Je pourrais y répondre mais je ne sais pas si c'est à moi de le faire. Alors moi, je me suis basé sur la définition européenne, qui n'est peut-être pas tout à fait la définition française. Dans la définition européenne, on nomme la coopération décentralisée « toutes actions de coopération conçues ou mises en place avec des partenaires locaux ». Les partenaires locaux étant soit des pouvoirs locaux, des collectivités territoriales locales, mais soit aussi des ONG, des syndicats, des coopératives et donc finalement toutes sortes de regroupements sociales. Et dans cette définition européenne, la présence de collectivités territoriales européennes ou françaises en l'occurrence n'est pas obligatoire non plus, c'est-à-dire que l'Europe considère qu'une coopération menée par une ONG avec un partenaire du sud, qu'il soit une collectivité territoriale ou une ONG, est aussi une coopération décentralisée. Alors je ne sais pas ce que vous en pensez, c'est peut-être quelque chose que vous pourrez commenter par la suite.

Après les relations entre les ONG et les collectivités locales sont très étroites, vous le savez, et elles sont relativement bonnes en général. Et j'ai regardé, avant de venir, un petit sondage qui a été fait par un magazine que les responsables associatifs connaissent bien et qui s'appelle « Association mode d'emploi ». Une étude a été faite sur les relations entre les associations françaises et les collectivités territoriales de leur territoire. 67% des associations françaises ont déjà fait des demandes à leur collectivité pour des subventions dans le cadre de projets et ces demandes ont été acceptées en moyenne une fois sur deux, donc vous voyez que cela est une source de financements qui est importante pour les associations locales françaises. Le dialogue avec les collectivités locales est jugé bon par les associations, 67% des associations ont déclaré avoir de bons rapports avec leurs élus et 70% avec les agents territoriaux. Il faut savoir que les principales coopérations, me basant sur les sources de financements pour les associations, sont majoritairement avec les communes, à savoir 34% des ressources, avec les départements dans 14% des cas, avec les Etats et l'Etat français en l'occurrence dans 14% des cas, les régions 10% des cas, l'Europe 3% des cas puis 26% d'autres, je pense par exemple aux agences de l'eau, il y d'autres acteurs de la coopération qui sont des sources de financements pour les associations. Alors nous en tant qu'association, AMD, on ne fait pas tellement d'urgence, nous sommes une association qui fait de la santé et du développement, on a à peu près le tiers de notre activité et donc de nos ressources qui sont de la coopération décentralisée. C'est-à-dire que l'on ne fait pas que ça mais c'est une part importante de nos actions. On a aussi un tiers qui provient de subventions privées comme des fondations ou encore des mécénats et enfin un tiers qui vient de la générosité du public. Alors après je ne sais pas si on peut expliquer quel est l'intérêt pour une association de travailler dans le cadre de la coopération décentralisée. Il y en a plusieurs et j'en ai noté cinq :

D'abord c'est vrai que de travailler en coopération décentralisée avec un territoire, avec une collectivité territoriale française donne souvent sur le terrain une certaine crédibilité, une certaine légitimité. D'abord parce que la collectivité française a un partenariat avec une collectivité du sud sou-

vent mais cela peut-être avec un autre acteur qu'une collectivité du sud. Et finalement, ce partenariat est souvent là avant, avant même que l'association arrive et on s'appuie sur ce partenariat pour mener nos projets.

Le deuxième intérêt, on l'a mentionné tout à l'heure, c'est une source de financements. A AMD par exemple c'est le tiers de nos ressources. D'ailleurs je signalerai à ce point que les associations, Monsieur Noailly l'a déjà mentionné, sont capables d'amplifier ces financements. Si je prends l'exemple de notre association qui a une coopération avec le Conseil Général de l'Isère sur le Sénégal, où on mène actuellement cinq projets sur la nouvelle plateforme de coopération 2013-2016, l'aide du Conseil Général de l'Isère a été plus que doublée par l'association.

Le troisième intérêt pour une ONG à travailler avec une collectivité locale, c'est aussi en termes de ressources, de s'assurer une crédibilité vis-à-vis d'autres bailleurs. C'est-à-dire que souvent lorsqu'on a dans un projet une collectivité locale cela peut aider pour avoir un financement par ailleurs, qu'il soit privé ou public.

Quatrième intérêt c'est que, Monsieur Noailly l'a bien dit, la pérennisation des coopérations décentralisées dans le temps et même pour une association permet d'avoir une visibilité à plus long terme. Souvent les bailleurs privés financent des associations pour des activités ponctuelles et les collectivités locales nous permettent de nous inscrire dans la durée, et cela est appréciable.

Le cinquième intérêt pour les ONG est aussi de s'inscrire dans des plateformes de coopération. C'est-à-dire que l'on est plus seul, on est pris dans un train avec d'autres wagons et c'est finalement une façon très intéressante et très riche de travailler aussi avec d'autres associations. Les plateformes de coopération qu'il y a par exemple avec le Conseil Général de l'Isère au Sénégal, où on a rencontré beaucoup d'autres associations - qui sont peut-être là aujourd'hui, Tetraktys, Culture Ailleurs - et où finalement des passerelles se font et où on peut mutualiser des moyens humains, éventuellement financiers ou matériel, en est une bonne illustration. Voilà

un petit peu quel est pour une association l'intérêt de travailler dans une coopération décentralisée.

Après si vous souhaitez en savoir un peu plus, je peux vous dire qu'il n'y a pas que des avantages et il y a aussi quelques inconvénients, ou quelques réticences. Alors je ne sais pas si cela est très politiquement correct de les aborder.

Amar Thioune

Si, si nous sommes là aujourd'hui pour faire bouger les lignes, c'est ce que l'on a dit ce matin. Il faut que cela bouge.

Bertrand Devimeux

Je citerai aussi, très rapidement - car j'entends aussi dans mon entourage associatif et extra-associatif parfois quelques réticences mais elles sont rassurez-vous minimes - que d'abord nous, ONG, et cela a été évoqué ce matin par Monsieur Miribel, on s'intéresse à la vulnérabilité donc on s'intéresse avant tout aux populations locales et pas forcément aux collectivités locales, c'est l'éthique des ONG et c'est pour cette raison que les personnes font du bénévolat de façon très active et que parfois on a l'impression que le partenaire de la coopération décentralisée n'est pas toujours, vu de notre prisme, le meilleur partenaire possible. C'est-à-dire que parfois d'autres choix de partenariats locaux auraient pu être faits. Cela est vu par le prisme de l'ONG. Deuxième réserve que l'on entend souvent, c'est que parfois l'ONG perd un peu l'initiative. C'est-à-dire qu’elle perd au moins déjà l'initiative du repérage du partenaire local. Il est vrai quand même qu'on perd peu l'initiative de la mise en place du projet et c'est pour cela qu'il faut reconnaître que les collectivités locales nous donnent une grande liberté d'agir sur le plan de la mise en place des projets. On en a moins sur le choix des partenaires mais quand même relativement sur le choix de mener les projets. Ensuite, alors c'est quelque chose qu'on a souvent vu et souvent entendu, il y a dans le cadre des coopérations décentralisées par-

fois une certaine tentation de la récupération, récupération un peu politique, surtout localement.

Amar Thioune

Au sud ou au nord ?

Bertrand Devimaux

Des deux côtés. Je parlerai d'abord du sud car au sud il y a des jalousies qui se créent parfois, à savoir pourquoi on agit toujours avec les mêmes partenaires et pas avec d'autres partenaires ? Mais ça c'est une réserve qu'il faut savoir et c'est à nous de le gérer. Et puis après, pour répondre à votre question, cela est moins gênant pour nous car nous ne sommes pas là pour récupérer les projets, mais il y a parfois des récupérations politiques d'actions de terrain. Je citerai un exemple : j'ai déjà était à l'inauguration d'une maternité que l'on avait construit, où l'association avait engagé beaucoup de moyens humains, des bénévoles, et même beaucoup d'argent, sans que nous soyons cités au cours de l'inauguration du projet. Cela nous avait quelque peu étonnés, mais nous ne sommes pas là pour tirer une gloire de nos actions.

Amar Thioune

Merci beaucoup. Comme quoi les exigences ce n'est pas que pour la recomposition de l’action humanitaire mais aussi souvent dans les relations avec les autres, n'est-ce pas ? On va très rapidement donner la parole à la salle pour vos questions comme ça nos intervenants pourront répondre également.

Joseph Dato

Bonjour et merci, j'ai une question très basique. Est-ce qu'il y a une inquiétude financière compte-tenu des contraintes financières ? C'est-à-dire qu'en France c'est le rabotage des dotations de l'Etat aux territoires, premièrement. Donc est-ce qu'il y a donc une inquiétude pour la pérennisation, le développement et la création de nouveaux projets, en bref pour la poursuite de ces dynamiques de coopération ?

Deuxièmement quid du FASECO, si je ne m'abuse, du dispositif récent, inauguré il me semble lors de la crise du Mali. Vous nous expliquerez, Monsieur Astruc, car je pense que vous connaissez le dispositif. Qu'est-ce qu'il en est ? Est-ce qu'il a un devenir, est-ce que ce dispositif FASECO est mal parti?

Konan Kouassi

Bonjour, merci. Je voudrais m'adresser au représentant de la région PACA pour m'informer et savoir si les bruits de couloirs que j'ai entendu dernièrement à Abidjan, laissant dire que prochainement la région PACA devrait avoir un partenariat avec le district d'Abidjan, pouvaient être confirmés. Et donc si tel était le cas, quelle serait la place des jeunes et des organisations locales dans ce partenariat ? Par ailleurs, qu'en est-il du fait que généralement dans le partenariat nord-sud, ce que l'on observe est que les collectivités territoriales du sud sont bien heureuses de coopérer avec leurs pairs du nord et leur société civile, mais ignorent royalement les leurs, les dévalorisent même parce que les organisations du nord apportent des ressources et des moyens et s'interrogent sur ce qu'apporte la société civile au sud. Et elles oublient que ce sont les collectivités du nord qui donnent de l'argent à leurs organisations de la société civile pour venir agir. Donc la même expertise et je suis même tenté de dire quelque fois l'expertise que devrait apporter l'ONG du nord, est là très souvent. Ce qu'il manque ce sont les ressources et aussi la question de la bonne gouvernance. On voit

bien qu'en Europe, vous avez beaucoup d'éléments comme la Cour des Comptes. Il y a donc des systèmes de contrôle, on injecte de l'argent dans nos collectivités et on ne s'inquiète pas de savoir comment les ressources sont utilisées. Si je prends le district d'Abidjan, peut-être que je me trompe mais le budget de la ville d'Abidjan oscille autour de 40 milliards de Francs CFA. Pour moi cela est suffisamment exponentielle pour que les deux millions d'enfants et de jeunes habitants puissent trouver des réponses à leurs problèmes d'éducation et d'insertion. Donc si tel est le cas, je souhaiterai vraiment que l'on puisse en parler.

Tia Sabine Seu

Bonjour, je vous remercie. Je suis mademoiselle Tia Sabine de l'organisation Cœur d'Amour pour un Enfant en Côte d'Ivoire. En fait, je voudrais abonder dans le sens de Monsieur Konan, à savoir sur l'implication de la société civile des pays du sud dans la coopération décentralisée. Cela pose un peu le problème de l'ingérence. Je prends le cas de la Côte d'Ivoire mais je ne vais pas citer la commune. Mon organisation fait partie d'un comité de la société civile d'une commune en Côte d'Ivoire et donc avait eu affaire, à travers un projet de budget participatif, à une collectivité territoriale d'un pays du nord. Et on avait eu un problème sur le terrain car le maire de la commune pensait que la société civile voulait s'immiscer dans la politique administrative alors que cela n'était pas le cas. Ainsi, on se rend compte que sur le terrain, il y a des difficultés car il y a incompréhension. La société civile est en général au courant de ce qui se passe au niveau de la population et veut travailler en collaboration avec les autorités. Il y a des difficultés et je peux prendre un exemple : la commune identifie souvent des besoins idiots en partenariat toujours avec une collectivité, comme la construction d'un établissement, d'une école. Or, il s'est trouvé que lorsqu'on est allé à la rencontre de la population et de la société civile, il s'est trouvé que le besoin de la population ciblée n'était pas la création d'une école primaire mais la création d'un centre de santé, donc il faut faire comprendre aux autorités l'importance de l'implication de la société civile. C'est vrai, on le dit, mais sur le terrain la société civile rencontre des diffi-

cultés. Donc moi je voudrais savoir quel est le rôle de la société civile des pays du sud dans la coopération décentralisée ? Est-ce-que c'est une coopération qui doit se faire entre pays, ou la société civile a un rôle à jouer ? Il faut qu'on puisse définir ce rôle.

Amar Thioune

La question est très claire et je demanderais aux autres intervenants d'être un peu plus brefs car il ne nous reste pas beaucoup de temps et une autre table ronde est prévue. Je vais prendre encore trois questions.

Public 1

Bonjour, je vais faire court. J'avais trois questions mais je ne vais en poser qu'une seule. Y a-t-il parfois des difficultés, faut-il être diplomate compte-tenu du fait que dans certains pays du sud, on va dire, la décentralisation du pouvoir n'est pas aussi évidente que ce qui est en train de se faire ici par exemple ? Voilà donc est-ce qu'il faut être diplomate avec les autorités qui se trouvent au-dessus pour ne pas donner l'impression de vouloir transcender l'autorité qui pourrait être sur place ?

Amadou Mansour Faye (Maire de Saint-Louis, Sénégal)

Il serait intéressant de faire le parallélisme entre la coopération décentralisée et l'humanitaire, si l'on sait que la coopération décentralisée s'inscrit dans le cadre institutionnel alors que l'humanitaire est spontané. De plus, la coopération décentralisée est quelque chose de durable alors que l'humanitaire ne dure que le temps d'une crise. Par ailleurs, l'humanitaire est opportuniste alors que la coopération décentralisée est partenariale. De ce point de vue-là, nous avons quelques parallélismes pour s'interroger davantage. Maintenant par rapport à cela, j'ai deux questions à poser :

D'abord, en parlant de coopération décentralisée, nous nous inscrivons dans une démarche partenariale. Qui dit partenariat dit forcément prendre part des deux côtés également, mais aussi quelque part partager les re-

tombées de ce partenariat, de cette coopération. Pour nous, les pays du sud, il est certain que nous ressentons effectivement l'effet ou les effets de la coopération décentralisée mais du côté du nord je ne sais pas trop, et je voudrais demander aux présidents des régions présents ici quelles sont les retombées pour eux de cette coopération décentralisée ?

Le deuxième élément est par rapport au développement aujourd'hui fulgurant de la coopération décentralisée. On observe que toutes les collectivités locales voudraient créer un partenariat avec un pays du sud. Est-ce-que là nous ne sommes pas dans une logique de vouloir récupérer le terrain acquis pendant longtemps par la société civile, par les organisations et les ONG ? Est-ce qu'il n'y a pas quelque part une réduction du terrain car aujourd'hui ce que font la plupart des partenariats dans le cadre de la coopération décentralisée relève du domaine d'exercice des ONG de manière générale ?

Amar Thioune

On va prendre les deux dernières questions et on va faire une salve de réponses.

Lilia Ben Saidane

Bonjour. Je suis là pour mon rôle en tant que formatrice en gestion de projet humanitaire et particulièrement sur les questions de gestion de projet à distance. Je rebondis sur la question de Monsieur par rapport à l'articulation entre humanitaire et coopération décentralisée, thème de cette table ronde. Je vois vraiment qu'il y a un enjeu là-dedans car il y a à la fois ce que vous avez bien développé à savoir le rôle de la coopération décentralisée et son atout essentiel qu'est sa pérennité, sa stabilité dans les pays, et le réseau de partenaires locaux, mais la limite est effectivement son domaine de compétence. La question est donc de savoir si la coopération décentralisée ne pourrait pas être ponctuellement une interface, un relai en temps de crise et je ne parle pas seulement de catastrophes naturelles. On est aujourd'hui confronté à de plus en plus de crises

politiques qui font que ni la coopération décentralisée ni les organisations internationales n'ont accès aux populations. Est-ce-que la coopération décentralisée dans ces cas-là ne pourrait-elle pas être une interface mettant en relation les organisations internationales qui ont les compétences pour agir sur les situations de crises et les acteurs locaux qui ponctuellement se retrouvent dans le besoin finalement de se tourner vers des actions d'urgence et de suspendre entre guillemets ces activités. Vous avez déjà entendu parler de redémarrage, de suspension temporaire des programmes, mais qu'en est-il de suspendre l'action de développement au profit de l'urgence car dans ces cas-là cette dernière prime ?

Bonaventure G. Sokpoh

Bonjour. Comme cela a été mentionné ce matin, je voulais alimenter la réflexion autour de la résilience et dans les interventions, il y a certains éléments qui ont attiré mon attention. C'est tout d'abord la réflexion territoriale. L'approche territoriale est un thème fort tout comme la durabilité de l'engagement et la flexibilité dans les programmes. Dans la réflexion sur la résilience, on place beaucoup les populations locales au cœur de cette dernière, cela signifie que leurs points de vue et leurs perceptions doivent être pris en compte.

En ce qui concerne la notion de vulnérabilité qui a été soulevée, et lorsqu'on aborde le fait que certaines priorités des populations ne se reflètent pas dans les actions, je souhaite poser la question suivante à savoir dans la coopération décentralisée telle que vous la connaissez, est-ce-que vous êtes confrontés à cette contradiction entre ce que les populations veulent et les domaines de compétences dans lesquels la coopération décentralisée intervient ? Et si oui, comment ces difficultés sont-elles gérées pour réellement être proche des besoins des populations ?

Amar Thioune

Merci beaucoup. On a donc beaucoup de questions sur les financements par exemple, sur FASECO, sur la région Rhône-Alpes et le district d'Abidjan

mais également sur la notion d'ingérence, le niveau de décentralisation, la coopération décentralisée en tant qu'interface en situation de crise, la place de la société civile du sud dans ces projets et puis est-ce-que ce n'est pas une stratégie parallèle pour récupérer la place occupée par un certain nombre d'autres structures, notamment en Afrique ? Enfin il s'est également poser la question suivante, à savoir peut-on agir en dehors des champs de compétences des collectivités locales ?

Mohamed El Moudene

Je vais essayer de répondre de façon générale à ces questions afin d'éclaircir les choses. Concernant aussi bien les ONG d'un côté que les collectivités locales de l'autre, il ne doit pas y avoir de confrontations entre ces deux institutions. Au contraire, celles-ci se doivent d'être complémentaires et il faut aussi dire que les collectivités ont besoin des ONG, de leurs compétences et de leurs expériences, comme les ONG ont besoin des collectivités locales pour leurs moyens financiers, leur positionnement et pour la durabilité des actions. C'est là le principe général d'action, les uns ont besoin des autres. Et bien sûr partout dans le monde il y a « élus » et « élus », il y a donc certains politiciens compétents et d'autres pas. Dans le monde des ONG, c'est également le cas. Comme mentionné ce matin par notre intervenant de la Côte d'Ivoire, c'est aussi le cas chez les médecins. Il y a « médecins » et « médecins ». Il y a des médecins qui n'arrêtent pas de s'enrichir et des médecins qui font des actions humanitaires. Telle est la situation aujourd'hui. Pour réussir une action dans le cadre de la coopération décentralisée, celle-ci doit se dérouler entre collectivités et collectivités, il ne faut pas passer par le central, à savoir les instances de la capitale , et donc passer par une coopération collectivité locale du sud et collectivité locale du nord. Pour que les actions de la coopération décentralisée soient fructueuses, il faut choisir des actions précises. Les pays du sud ont des besoins précis dans leur territoire comme par exemple le développement du tourisme rural, projet qui nécessite de l'expérience et de l'expertise d'acteurs provenant de pays plus développés pour la mise en place des actions. Autre exemple avec la valorisation des produits du terroir, où la

collectivité locale est compétente. Je voudrais souligner une chose, on a mis en place un projet de développement du tourisme rural en coopération avec la France, ils ont travaillé sur des actions très importantes qui ont été bénéfiques et ont donnée de bons résultats dernièrement lors des Assises du Tourisme au Maroc. C'est quelque chose qu'on a mis en place il y a deux ans, et cela fait actuellement l'objet d'une généralisation sur l'ensemble du territoire du Maroc, pour souligner l'ampleur de ces actions. Et maintenant toutes les régions veulent faire la même chose, à savoir créer des plateformes un peu partout, et s'inspirent donc directement de notre expérience dans le cadre de la coopération décentralisée. Il faut dire qu'il y a des actions très pertinentes mais il faut aussi bien choisir les relais et que cela soit très ciblé, il faut que le partenaire au sud identifie un besoin pour aller le chercher ailleurs pour dupliquer le modèle au sud. En résumé c'est un peu ça.

Jean -Yves Astruc

Je répondrai à la dernière question. On n'a pas de problème de compétences si l'opération est de qualité. La loi Canfin a complètement ouvert le champ à l'action qui n'est plus de la coopération décentralisée et les termes aujourd'hui sont très précis : « action extérieure de solidarité ». Nous ne sommes plus dans la coopération décentralisée bien contrôlée par l'Etat national français mais dans l'action extérieure des collectivités, c'est-à-dire que la loi reconnaît aux collectivités territoriales (régions, départements, communes) la capacité d'avoir une action extérieure.

Deuxièmement pour répondre à la question financière, la situation est délicate aujourd'hui en France. Les collectivités ont des difficultés comme les autres, et donc il y a des contraintes extrêmes sur les budgets. Mais vous êtes aussi des habitants des régions, des départements, donc si vous n'avez pas conscience qu'une région peut intervenir dans le domaine de l'humanitaire, il ne faut pas penser que les élus le voteront. Et c'est là que cela devient intéressant car tout le débat aujourd'hui est un débat franco-français. Vous seriez dans une région allemande qui n'est pas une région

française, ou dans la région catalogne, ou dans une région italienne, qui n'est donc pas soumise à un mental jacobin, vous ne vous poseriez pas la question. Vous vous la poseriez pareil que pour l'état, pourquoi L'Etat intervient à l'international et pourquoi il ne conserverait pas ses fonds que pour son fonctionnement. Si vous-même, je vous pose la question : vous qui payez vos impôts, est-ce-que vous voulez que votre collectivité régionale finance des actions humanitaires, qu'est-ce-que vous me répondriez. Oui, en tout cas au sein de cette instance. 70% de la population répond oui lorsqu'on parle de coopération internationale. On ne leur a pas encore posé la question d'une action humanitaire. Est-ce qu'elle se situe au niveau des communes, est-ce qu'elle se situe au niveau des régions. Moi, je suis de la région et je pense que celle-ci se situe au niveau régional évidemment. Et donc la réponse est comment vous-même vous allez faire passer, à l'intérieur de vos structures, le message « oui l'humanitaire c'est important ». C'est important pour ce pays, c'est important pour le souci de solidarité. Donc ça c'est le deuxième point positif.

Le troisième point positif, c'est qu'avec le nombre de catastrophes qui se produisent, on prend conscience d'un seul coup que faire de l'humanitaire chez les autres cela peut être de temps en temps utile pour soi. Vous avez parlé qu'on se contentait de faire des centres de stockage avec la Croix-Rouge. En réalité on fait des centres de stockage avec la Croix-Rouge, on pré-positionne des produits. En cas de catastrophes comme cela a été le cas en Haïti ou dans le reste du monde, on a les produits. On est dans le monde, on n'est plus dans sa caisse. Et pour revenir à la question, est-ce-que les collectivités comme les régions, de poids énorme, prendront en compte cette problématique du 21ème siècle ? Elles la prendront en considération car autour d'elles c'est la crise, car il y a en ce moment des camps au Liban de un million de personnes sur une population qui en faisait trois millions et on ne peut pas rester insensible.

Le quatrième point sur lequel j'interviendrai est qu’il n'y a pas d'ingérence à partir du moment - et cela a été dit par Monsieur Mohamed El Moudene - où on est présent et qu’on ouvre le débat. Nous avons ouvert à Kasserine une maison pour tous, celle-ci est destinée justement à ce que les gens

viennent et discutent. Nous faisons des rencontres annuelles de la coopération à Kasserine depuis quatre ans. Si on va vers les gens et si on leur donne les moyens de dire ce qu'ils veulent, on apaise. Il y aura toujours des incompréhensions, mais on apaisera tout de même profondément les actions. Et dernier point, si c'est eux qui les proposent et qu'on a eu la capacité d'en discuter sur le territoire car il existe des lieux, on apaisera les conflits et on fera moins d'erreurs.

Marc Noailly

Je ne reviens pas sur les points déjà abordés mais je souhaite revenir sur un élément qu'on n'a pas encore traité. L'apport des collectivités et donc de la coopération décentralisée est de faire en sorte qu'il y ait des services publics qui fonctionnent et donc appuyer leur développement et notamment celui des fonctions publiques territoriales. C'est-à-dire qu'il y ait à la fois une administration et que celle-ci puisse fonctionner. C'est à long terme et cela contribue aussi à ce que les périodes et les situations de crise puissent être mieux maîtrisées.

Je souhaiterais terminer en soulignant qu'il y a un « doute » sur l'implication des collectivités territoriales sur la question humanitaire mais cela ne se traduit pas au sens négatif du terme. Il y a eu une évolution des compétences, cela est sûr et il y a un débat sur cette question. Et chaque collectivité devra repositionner son action internationale et son action dite de « solidarité » et y compris humanitaire, cela est évident.

Par ailleurs, je crois qu'au fil du temps, et cela a été le cas pour la Région Rhône-Alpes, il est toujours possible de donner un coup de main mais il s'est posé la question de savoir si cela sert réellement à quelque chose. On peut toujours annoncer son soutien à l'association présente, et il faut le faire … car c'est un cas de conscience ! Mais est-ce-que c'est le plus utile ?

On est arrivé à la conclusion qu'il fallait peut-être mieux cibler ce sur quoi on intervenait. Et en liaison avec un certain nombre d'acteurs rhônalpins, à vocation humanitaire, on a mis en place après plusieurs années de coopération ce que l'on appelle un « fond régional d'intervention humanitaire »

qui a pour but de financer le pré-positionnement des acteurs humanitaires. C'est-à-dire que les actions qui ne sont pas prises en compte, qui sont normalement sur budget propre, ne peuvent-elles pas être appuyées de façon à ce que l'acteur puisse ensuite faire financer la poursuite du projet. ? C'était une manière aussi de répondre à cette notion de doute. Est-ce qu'on fait le mieux possible ?

Deuxième piste de doute, et comme on est en « Etats Généraux », proposons ! On a souvent décrié des interventions éparses, dispersées de collectivités ? Ne peut-on pas penser à l'idée d'un **fond interrégional d'action humanitaire** qui serait coordonné à plusieurs régions et qui aurait là un effet de masse plus important, à charge que la gouvernance soit bien partagée ?

Amar Thioune

Merci aux représentants des différentes régions et des collectivités (PACA, Rhône-Alpes, Grenoble, Besançon, Neuchâtel, le Grand Lyon). De beaux projets ont été cités. La coopération décentralisée dans l'humanitaire est un débat très passionné, très riche qui nécessite d'être questionné de nouveau car la situation est nouvelle. Il faut donc continuer la réflexion.

Merci beaucoup de votre attention.

Table ronde 3 : Communication, plaidoyer et responsabilité des ONG

Modérateur :

- ***Elodie Vialle -*** *journaliste, enseignante, spécialisée sur l'innovation sociale et les nouveaux médias*

Intervenants :

- ***Aïcha El-Basri*** *- ancienne porte-parole de la MINUAD au Darfour, « lanceuse d'alerte »*
- ***Bruno David*** *- directeur de la communication et du développement à Action Contre la Faim, et président de l'association Communication Sans Frontières*

Grands témoins dans la salle :

- ***Anne Hery*** *- directrice du plaidoyer chez Handicap International France*
- ***Florence Collin -*** *coordinatrice financière et administrative pour MSF France*

Élodie Vialle

Tout d'abord un petit mot pour me présenter. Je suis Elodie Vialle, journaliste, j'ai dirigé pendant six ans la rédaction de Youphil.com qui est un média dédié aux nouvelles solidarités. Je travaille désormais pour RFI et Divex, une plateforme anglo-saxonne dédiée aux enjeux de développement, et je donne également des cours de journalisme en France et à l'international.

C'est un plaisir d'animer cette table ronde, évidemment. Un plaisir un petit peu nuancé parce qu'on a beaucoup d'absents, même si l'on remercie les personnes évidemment présentes d'avoir fait le déplacement. Anne Héry, chargée de plaidoyer à Handicap International, n'a pas pu venir. Nous avons eu aussi un gros souci avec Ralf Thomassaint Joseph qui est le journaliste haïtien lauréat du Prix Radio-France Philippe Chaffanjon pour son reportage en Haïti. Très bon reportage sur une dame qui vit dans un camp sinistré depuis quatre ans et qui est handicapée, qui n'a plus de mains. Le jury avait souligné le caractère sensible mais sans sensibleries de son re-

portage. Il s'excuse évidemment. Et je tiens à remercier Joseph Dato et toute l'équipe d'Humacoop qui se sont démenés jusqu'au bout pour essayer de le faire venir malgré tout, malgré les réticences du service d'immigration.

On va quand même essayer de parler de communication et de faire en sorte que tous les points de vue émergent. La communication pour les ONG est aujourd'hui évidemment un enjeu fondamental parce que, et j'espère ne pas me tromper en disant ça, il y a une hyper concurrence des ONG. Hyper concurrence médiatique, hyper concurrence aussi pour les levées de fonds. Il faut communiquer aussi par rapport aux annonceurs et puis, il faut communiquer aussi pour des questions de recrutement, même si c'est peut-être un peu plus annexe. On va donc aborder cette question de la concurrence. On va se poser une question aujourd'hui, notamment avec Aïcha, à savoir est-ce que les ONG jouent encore leur rôle de lanceur d'alertes ? Question fondamentale que l'on posera. Puis, un autre point qui est celui de l'émergence des réseaux sociaux et de la communication des ONG à l'ère du numérique. Le numérique qui a bouleversé, évidemment, tous les secteurs, pas seulement celui de l'humanitaire. Comment est-ce que les ONG adaptent leur communication par rapport aux réseaux sociaux et à l'émergence numérique ? Et est-ce que ça change, éventuellement, le rapport qu'elles entretiennent avec leurs bénéficiaires ? Donc vous voyez, nous essayons en un peu plus d'une heure, en peu de temps donc, d'aborder vraiment les différents enjeux qui touchent le secteur de la communication.

Je vais vous présenter les deux intervenants qui sont présents autour de moi. Aïcha El-Basri, merci d'être venue aux États Généraux de l'Humanitaire. Vous êtes l'ancienne porte-parole de la MINUAD au Darfour. La MINUAD est l'opération de l'Union Africaine et des Nations Unies sur place. Vous êtes ce que l'on appelle une lanceuse d'alerte, c'est une fonction qui émerge selon vous parce que « les journalistes et les ONG ne

jouent plus leur rôle », on en reparle dans un tout petit instant. Et également présent avec nous Bruno David, qui a une double casquette et c'est ce qui est très intéressant aussi pour nous dans ce débat. Vous êtes à la fois directeur de la communication d'Action contre la Faim et en même temps président-fondateur de Communication Sans Frontières, une ONG qui tente de favoriser une autre approche de la communication humanitaire, on en reparlera. Et puis, bien sûr, il y aura nos deux grands témoins à la fin. Anne Hery n'est pas là, mais nous poserons une petite question à Florence Collin, responsable administratif, RH et financier à Médecins Sans Frontières (MSF). Puis je suis sûre que Joseph Dato voudra prendre la parole également, ainsi que Christian Lombard, directeur de Triangle Humanitaire.

Donc Aïcha, à nous. Vous êtes l'ancienne porte-parole de la MINUAD au Darfour. Vous allez nous raconter la raison de votre présence ici. Vous êtes ce qu'on appelle une lanceuse d'alerte. En fait la MINUAD est une mission qui réunit 13 000 personnes au Darfour. En 2012, des enquêteurs s'étaient penchés sur des attaques perpétrées contre les civiles et les forces de maintien de la paix, des attaques perpétrées par les forces gouvernementales. Ces enquêteurs étaient restés silencieux sur certains détails de ces attaques face aux médias. Alors vous, ce que vous avez fait, c'est que vous avez dénoncé ses dissimulations. Des dissimulations qui étaient faites lors d'une mission dont vous étiez porte-parole, alors j'imagine que c'est peut-être pour ça qu'aujourd'hui vous ne travaillez plus pour eux.

Aïcha El-Basri

Je tiens tout d'abord à remercier Joseph Dato et Humacoop pour cette opportunité de parler de la communication dans des zones de conflit, une zone de guerre en particulier, et dans un contexte juridique, à savoir les violations des droits humanitaires. Donc, il ne s'agit pas de la solidarité ni de l'action humanitaire, dont nous avons parlé jusque-là, mais plutôt d'un contexte humanitaire par rapport à un droit juridique.

Alors, j'aimerais bien vous parler de cette histoire, et commencer par vous montrer quatre images pour raconter de quoi il s'agit, pourquoi j'ai dû mettre beaucoup de choses en jeu et remplir un devoir, le devoir de lancer des alertes dans un contexte de guerre. Pour commencer, sur l'écran *(projection de la 1ère image),* il s'agit d'une milice gouvernementale, officiellement appelée les gardes-frontières. Nous sommes bien au Darfour le 5 septembre 2012. Cette milice se trouve à peu près à deux mètres de la mission de la MINUAD, la mission qui réunit l'Union Africaine et les Nations Unies au Darfour, et qui a été déployée sous le chapitre 7, ce qui veut dire qu'elle est non seulement autorisée à utiliser la force mais qu'elle doit le faire parce qu'elle a été déployée pour protéger les civiles. On voit des milices qui arrivent, à peu près cent personnes, bien armées, qui sont juste devant la Mission, ce qui est déjà un acte de provocation. Et qu'est-ce qui va se passer ? Le contexte général est celui-là *(projection de la 2ème image)* : nous avons à droite la tour de contrôle, qui appartient à la Mission - c'est un siège de terrain, un camp de terrain – et à gauche, les milices que l'on a vu tout à l'heure. Cette milice est restée d'à peu près 7h15 jusqu'à peu près midi. Pendant toute la matinée ils étaient là, et guettaient une occasion, une opportunité de rentrer à Kutum dans la ville pour retirer les cadavres de miliciens qui ont été tuées. En attendant, qu'est-ce qui arrive ? *(projection de la 3ème image)* : nous voyons à droite un camion transportant des civiles qui revenaient d'un marché où ils venaient de faire leurs courses et rentraient à Kutum. Alors, six milices - on ne sait pas exactement ce qui s'est passé mais c'est très courant, ça n'a rien d'exceptionnel ce qu'ils ont fait - ont tout simplement tiré sur des civiles en présence des Nations Unies, de la MINUAD. Les forces de la MINUAD regardaient, surveillaient et prenaient ces photos. En leur présence donc, ils tirent sur des civiles. Ils ont tué trois personnes *(projection de la 4ème image)* : une personne sur-le-champ, deux personnes après, et ont blessé sept personnes. Voilà, ce que je suis en train de partager avec vous, ce sont des documents confidentiels. En principe je suis tenue par le secret professionnel de ne pas partager cette information. Mais j'ai décidé de briser ce secret professionnel parce que toute cette information n'apparaissait pas dans les rap-

ports envoyés à New York, et surtout dans les rapports pour le Secrétaire général. Il ne s'agit pas d'un seul indicent, mais de plusieurs incidents. Tous ces incidents ont un point en commun : il s'agit d'attaques sur des civiles et contre les forces de maintien de la paix menées par des forces gouvernementales ou des milices qui travaillent pour le gouvernement. Face à cette situation, j'ai essayé de soulever la question au sein de la MINUAD. Je me suis battue parce que j'étais porte-parole pour qu'on dise la vérité. Il fallait qu'on dise au monde que la situation se détériorait au Darfour, que le gouvernement soudanais non seulement ne protégeait pas les civiles, bien que ce soit son devoir, mais qu'il était au contraire en train d'armer des tribus et des milices. La MINUAD qui était sur place devait donc alerter la communauté internationale sur ces crimes, parce qu'ils constituaient, et constituent toujours, une violation flagrante du Droit Humanitaire et du Droit International, et s'inscrivaient contre le mandat de la Mission sous le chapitre 7. Pendant huit mois la réponse était : « taisez-vous, vous êtes là pour raconter ce qu'on vous dit. On vous donne une ligne et c'est ce qu'il faut faire. Le reste, c'est du politique, de la diplomatie. Il y a un processus de paix en cours, qui est d'ailleurs très polémique, alors ce n'est pas vraiment votre affaire». Après huit mois j'ai bien sur démissionné, non seulement parce que je refusais de mentir, mais j'avais la certitude qu'il était presque impossible de raconter la vérité sur ce qui se passait au Darfour. Avant de parler aux médias, j'ai commencé une procédure au sein des Nations Unies. Je me suis adressée à un département qui est chargé d'enquêter, d'entamer des investigations. Malheureusement au bout de quelques mois j'ai reçu une réponse m'informant qu'ils n'allaient pas enquêter sur cette question. Il ne me restait alors que deux choix : soit me taire, soit révéler ces violations du Droit humanitaire et du Droit international et assumer les conséquences. Les conséquences ne sont pas si graves que ça je dirais, il s'agissait simplement de dire adieu à ma carrière et à mon travail. Depuis, donc, je mène une campagne pour aller jusqu'au bout dans cette enquête. Il y a eu une enquête, Élodie l'a mentionné. La Cour Pénale Internationale m'a soutenue et a demandé au Secrétaire Général des Nations Unies, Ban Ki-Moon, de mener une enquête indépen-

dante, publique et exhaustive. Malheureusement, Ban Ki-Moon ne l'a pas fait. Il a opté pour une enquête interne, partielle et secrète. Bien sûr il a été révélé cinq incidents sur seize dans lesquels la MINUAD n'a pas dit la vérité et a caché cette vérité au Conseil de Sécurité, ce qui est quand même grave. Le résultat de cette enquête ne me convient pas, donc le dossier est actuellement au Conseil de Sécurité. Donc je continue et je veux qu'on fasse la lumière sur toute l'histoire, sur tous les mensonges qui concernent le Darfour et qui concernent surtout la protection des civiles, et sur une guerre qui s'est élargie et compliquée parce que la mission de la MINUAD, qui était en place pour justement rendre compte de la situation, n'a pas fait son travail. C'est en gros de ça qu'il s'agit.

Élodie Vialle

Est-ce que ce rôle de lanceur d'alerte, comme vous l'êtes, a émergé avec une stratégie des ONG plus tournée vers le plaidoyer ? Est-ce qu'on peut encore dire les choses, lancer des alertes, quand on fait de la diplomatie de couloir ?

Aïcha El-Basri

C'est-à-dire que je n'aurais jamais eu à choisir entre mon travail et la fonction de lancer des alertes si les ONG, surtout celles qui travaillent dans des zones de conflits, faisaient leur travail qui consiste justement à lancer des alertes sur des situations comme celle-ci. Ce qui s'est passé est que j'ai vécu au Soudan avant d'aller au Darfour. J'ai travaillé au Soudan pendant plus de quatre ans, et c'était la période où les ONG ont eu des problèmes avec le gouvernement soudanais. Celui-ci a renvoyé treize ONG internationales, les accusant de mensonges et d'espionnage. Quelques-unes ont pu retourner au Darfour mais le prix à payer était énorme. J'ai vécu là-bas, j'ai travaillé avec des ONG internationales et nationales et je peux dire qu'il y avait un sentiment de terreur. Les ONG étaient dans une situation assez délicate, elles voulaient travailler sur le terrain mais en même temps elles ne pouvaient plus parler. Elles voyaient beaucoup de choses, et certaine-

ment beaucoup plus que ce que je voyais, mais elles gardaient le silence parce qu'elles voulaient coute que coute rester au Darfour et travailler. Là, il y a un choix à faire, parce qu'il ne s'agit pas de petite criminalité mais il s'agit d'actes graves. Cette attaque-là a couté la vie à trois personnes, mais d'autres attaques ont couté la vie à plus de cent personnes et d'autres à des communautés entières. Les crimes dont on a parlé au Darfour il y a dix ans continuent. En fait, la situation s'empire parce qu'on ne voit pas ce qu'il se passe là-bas. Les bombardements continuent, on brule et on rase des villages entiers, il y a des attaques ethniques. Il y a des crimes et des atrocités qui rentrent dans le registre de « crime contre l'Humanité » et peut-être même dans le registre du « génocide ». Il y a vraiment un choix à faire. Est-ce qu'on reste sur place à travailler, rendre service, en fermant quand même les yeux sur les atrocités ? Ma réponse est non, parce qu'il s'agit là d'une situation juridique. Il s'agit d'une complicité, je suppose. J'espère que Monsieur François Rubio va nous parler des conséquences de ce genre de réactions par rapport aux crimes dont je parle. Les ONG non seulement voulaient préserver leur travail sur le terrain, mais j'ai remarqué aussi, surtout dans certains contextes - je parle en particulier des pays où j'ai travaillé : le Soudan, l'Egypte et l'Irak – que les grandes ONG se sont institutionnalisées. Il y a eu une professionnalisation qui a fait qu'elles ont un peu perdu cette âme militante. J'avais donc l'impression souvent, lors des réunions, d'avoir en face de moi des politiciens, ou disons des diplomates, mais pas dans le bon sens. En plus de ça, il y a cette activité de plaidoyer qui a été développée et qui dans beaucoup de cas les a amené à négocier, à essayer de faire un peu de pression pour travailler avec le gouvernement, et là aussi, il fallait faire des compromis. Tout ça a abouti à une situation où les ONG, dans les zones de conflit – comme je l'ai vu en Irak et au Darfour - n'ont pas fait leur travail de lanceur d'alertes.

Élodie Vialle

Merci Aïcha pour ce témoignage. Vous dites effectivement que le sacrifice de votre côté a été très minime. Mais il y a sans doute peu de gens qui, après quinze ans de carrière à l'ONU, accepteraient de mettre leur carrière

entre parenthèse. Comme vous le dites la suite est inconnue. Vous dédiez l'intégralité de votre temps à faire connaître cette affaire auprès des journalistes. Les journalistes qui, selon vous, ne jouent plus non plus leur rôle.

Aïcha El-Basri

Je ferais juste une correction. Lancer des alertes est la mission principale des journalistes, bien avant les ONG. Je ne vais pas m'attarder sur ce point, l'on connait la crise que traverse le journalisme dans le monde, surtout en Occident. Le journalisme souffre de l'instantanéité de l'information ou encore le problème de la tyrannie des titres qui doivent apparaître tout de suite et fait qu'on n'a pas le temps d'engager des investigations. Le journalisme d'investigation souffre énormément surtout lorsqu'il s'agit d'enquêter sur des affaires qui ont trait aux affaires publiques, aux biens publics, à l'intérêt public. Je crois qu'il y a plus d'argent pour enquêter sur des affaires qui touchent le voyage de noces de George Clooney ou d'autres célébrités. Il y a beaucoup d'argent pour ce genre d'investigations, mais pas beaucoup pour les affaires qui concernent l'intérêt public. Il y a aussi, comme on le sait, et cela s'est vu beaucoup plus depuis la Première Guerre du Golfe, l'intérêt commercial, le marketing comme critère d'information. Et le plus grave, je dirais, est que les lanceurs d'alertes – et j'ai vécu cela – souffrent du manque de réaction des médias. Au cours de ces huit mois, j'ai essayé de parler aux journalistes, j'ai donné des signaux pour leur dire qu'il y avait une grosse différence entre ce qui se passe en réalité sur le terrain et ce que racontent les rapports de M. Ban Ki-Moon sur le Darfour. Il n'y a pas eu de réaction. Je dirais aussi que c'est parce qu'il y a une grande crise du journalisme qu'il y a un dysfonctionnement au niveau des enquêtes, au niveau de ce qu'il se passe avec les fonds publics. On ne sait pas comment cet argent est géré. Par exemple au Darfour cette mission nous a coûté en sept ans environ 11 milliards de dollars, et je dis bien nous a coûté parce que je paie des impôts en tant que citoyenne américaine et marocaine, je paie deux fois. Alors, 11 milliards de dollars pour ne pas protéger les civiles et pour mentir sur des crimes pour protéger un gouvernement génocidaire. C'est pour cela que j'ai dit « je démissionne,

j'ai envie de me battre » parce qu'on travaille dur et nous avons tous le droit de savoir comment notre argent est justement géré. Pour terminer sur ce point, vous avez remarqué qu'il y a un phénomène de lanceur d'alertes : Julian Assange, Edward Snowden, Chelsea Manning pour citer les plus grande figures. S'il y a un mouvement de lanceur d'alertes dans lequel je m'inscris, c'est justement parce qu'il y a un dysfonctionnement à plusieurs échelles. Ce dysfonctionnement concerne surtout les médias et aussi, à un certain degré, les ONG qui travaillent sur des zones de guerre.

Elodie Vialle

Merci beaucoup Aïcha el-Basri. Bruno David, Aïcha a pointé un certain nombre de dysfonctionnements, notamment cette professionnalisation des ONG qui se renforce depuis quelques années. Est-ce que nous ne sommes pas en train d'en subir les conséquences ? Avec le fait d'avoir développé les pôles communication, les pôles plaidoyer des ONG, est-ce qu'aujourd'hui le prix à payer de tout ça n'est pas justement le fait que parfois les ONG soient forcées de se taire sur certaines choses ?

Bruno David

C'est difficile d'y répondre. Il y a un lien entre ce qui se passe sur le terrain et ce qui se passe ailleurs, même si aujourd'hui tout cela reste assez virtuel. Ce qui pourrait être un problème c'est la coupure de ce lien entre la réalité de terrain et ce que l'on fait en termes de communication. Voici un premier questionnement qu'on a pu poser. Si ce lien est effectivement coupé il y a bien plus de difficultés à parler de ce qu'il se passe en réalité. Il faut aussi, à mon sens, définir de quoi l'on parle. Les ONG peuvent avoir un rôle de lanceur d'alertes à un moment donné ou s'emparer de ce rôle, mais est-ce que mécaniquement, systématiquement, structurellement, dans leur mandat, elles se sont fixées un rôle d'alertes ? Cela c'est à chaque ONG de le dire. Ce que vous disiez me rappelle Bernard Kouchner au Biafra, dans les années 70, qui dénonçait le silence assourdissant de la Croix Rouge.

Je crois que toute l'histoire des humanitaires est jalonnée de ce type de situations. Le plaidoyer en particulier, dans la plupart des pays en guerre ou en conflit dans lesquels on se trouve. Médecins Sans Frontières l'est, Médecins Du Monde l'est tout comme Action Contre la Faim. Quand est-ce qu'on peut prendre la parole ? Quand est-ce qu'on va prendre la parole ? Avec qui on la prendra? Sur quel thème ? Par quel angle? On peut dire que, dans nos métiers, c'est une problématique récurrente. Celle du lanceur d'alertes est un peu différente parce que, à mon sens, il ne dépend pas d'une structure, il n'est pas au sein d'une organisation à moins qu'il ne lance une alerte sur la l'organisation à laquelle il appartient. Comme Élodie Vialle l'a dit, j'ai cette double casquette, Communication Sans Frontières et Action Contre la Faim et l'exercice est extrêmement compliqué. On ne peut pas dire que communiquer sur les sujets dont on a la charge se fasse comme si l'on travaillait sur des sujets de peu d'importance. L'humain est au centre du dispositif. Cela veut dire qu'à chaque fois qu'il y a des prises de décisions ou à chaque fois qu'il y a une volonté de communiquer à petite ou à très grande échelle, il y a une « lourdeur » de l'organisation dans le dispositif. Et ça nous arrive de nous tromper. Pour les lanceurs d'alertes, on est dans une dimension qui est très différente, à l'inverse des ONG qui sont un peu victimes du « syndrome Leclerc ». Le « syndrome Leclerc », c'est *Edouard Leclerc* qui veut défendre le pouvoir d'achat avec des affiches de mai 68 et un point levé. On peut adhérer à ça mais c'est d'abord une structure qui utilise des techniques marketings pour défendre son intérêt commercial en récupérant des références politiques pour solliciter et intéresser l'opinion. Pour les lanceurs d'alertes, ou les Anonymous, on est dans autre chose. Ils sont dans des dénonciations de systèmes qui vont très loin - sur l'espionnage, sur les écoutes individuelles, sur les cartels, sur la corruption - pour nous c'est une des facettes sur lesquelles nous travaillons.

Pour moi, une des grandes différences, par rapport à la question posée par Élodie, c'est le fait que nous sommes dans une structure et que, avant tout, ce n'est pas mon point de vue que je vais défendre dans la structure,

c’est celui de la structure. C’est ce que la structure aura décidé, par le biais de ses instances, de porter devant le public et auprès des médias. Ce n’est pas mon point de vue, même si j’en suis en charge. Dans le cas de Communication Sans Frontières, on a renversé la situation. On a renversé le prisme. L’idée était de voir si toutes les prises de position et de paroles, les « choses » qui auraient pu être dénoncées, ne l’ont pas vraiment été, ou l’ont été à moitié, etc., est-ce que cela posait de vrais problèmes ? Ce que je trouve quand même positif dans tout ça c’est qu’aujourd’hui les ONG en deviennent conscientes. Il y a quelques années - et là je rends hommage à Médecins du Monde, parce que les premières discussions sur ce sujet remontent à l’époque du tsunami ce qui fera dix ans malheureusement aux mois de décembre-janvier - on s’est interrogé communément sur les problématiques de ce qui était en train de se passer en termes de communication. Si vous vous souvenez, toutes les écoles se remplissaient de gens qui livraient du riz, des doudounes, des couvertures, etc. Personne ne pouvait s’extraire de la dimension de communication et de marketing. Il fallait donner absolument et personne ne savait pour quoi faire, y compris les entreprises qui ont monté elles-mêmes des opérations dites « humanitaires ». Tout le schéma de cette époque, c'est-à-dire d’il y a dix ans, a transformé radicalement le dispositif de communication dans lequel nous nous trouvions précédemment. Les autres changements, nouvelles technologies, simultanéité, instantanéité, flux continus, etc., sont des choses beaucoup plus marginales pour tous les acteurs qui ont pris la parole à ce moment-là.

Elodie Vialle

Quelle image et quelle autre communication vous cherchez à promouvoir à Communication Sans Frontières ? Peut-être en ce qui concerne la prise en compte des bénéficiaires et l’impact que la communication peut avoir aussi sur eux.

Bruno David

Il y a une problématique sur laquelle il faut que l'on arrive à avancer et pas seulement chez Action Contre la Faim. Cela concerne toutes les ONG qui à un moment donné vont communiquer en prenant les bénéficiaires comme un élément essentiel de leur communication. Chez Action Contre la Faim c'est extrêmement difficile parce qu'il y a un patrimoine lié au mandat d'Action Contre la Faim à savoir la malnutrition sévère ou aigue avec des images qui sont parfois extrêmement dures. Nous-mêmes on s'interroge en permanence sur la pertinence de les montrer ou pas. Entrez dans un pavillon de cancéreux ou des chambres d'hôpitaux, il y a des images que vous n'avez pas envie de faire.

Elodie Vialle

Certainement ces images doivent provoquer quelques débats en interne, quand on voit vos campagnes d'affichage.

Bruno David

C'est un débat permanent et c'est ça qui est bon. Cela ne peut pas être un débat qu'on évacue. Ce débat est très important car il soulève, à mon sens, deux questions. D'un côté, celle de la dignité humaine, de la représentation de la personne dans la communication. Là on n'est pas dans l'information, on n'est pas dans un travail journalistique. On est dans un travail de communication qui a pour but de sensibiliser avec un parti pris, une volonté orientée, partisane, des opinions sur un sujet. Maintenant à nous de nous dire comment l'on souhaite organiser, structurer et montrer les individus. Cela soulève la question de la représentation de la « personne » dans la communication. Mais, en plus de cette question de la dignité de la personne, cela soulève celle de la véracité. Est-ce que les personnes que nous montrons sont vraiment les personnes que nous soignons ? Si demain on commence à utiliser des images qui ne sont pas celles de nos actions, cela pose un problème. Se pose aussi un celui inverse car l'on entend: « mais vous n'avez pas autres chose à montrer que des

enfants qui crèvent de faim ? », et bien écoutez, a priori comme on n'est pas Nestlé, ça va être difficile de faire autrement. Et si l'on insiste un peu trop on va nous dire de montrer l'impact et le résultat. Donc très bien, on va montrer l'impact et le résultat : un enfant qui va être soigné, pris en charge dans un centre nutritionnel d'Action Contre la Faim, et là on ne verra plus rien, plus aucun stigmate. On verra un joli bébé, super, très beau, avec ses petites dents blanches, sa peau bien noire.

Elodie Vialle

Et cela est moins bon pour collecter des dons ?

Bruno David

Non, ce n'est pas ça mais c'est que les gens vont se demander où est le problème. Si vous voulez expliquer la malnutrition, il faut savoir quels sont les codes pour décrypter ce qu'est la malnutrition. Si vous voulez décrypter les codes du non-respect des droits humains, si vous voulez décrypter les codes de la santé publique, les codes de l'épidémiologie, de l'infection, etc., vous utilisez des raccourcis en termes de communication qui vont vous permettre de stigmatiser une situation à un moment donné. Vous avez même dans les toilettes des icônes pour dire qu'il faut se laver les mains, si on ne vous met pas cet icone, vous ne vous dites pas qu'il faut vous laver les mains. La communication fonctionne par reflexe, par caricature, parfois à outrance, et elle est extrêmement difficile et délicate à gérer dans le cadre des ONG. Elle soulève, comme je le disais il y a un instant, énormément de questions sur lesquelles je me dis, depuis de nombreuses années, que l'ONG doit être extrêmement vigilante parce qu'il ne s'agit pas là de cannettes de Coca, il s'agit de l'humain et des individus. Les questions que cela soulève sont d'une grande profondeur et nous engagent à une très grande responsabilité. Chez Action Contre la Faim, nous sommes loin d'avoir réussi la feuille de route que l'on s'est fixée, car elle est très ambitieuse. Cela doit se faire petit à petit parce que cela nous oblige aussi à une pédagogie vis-à-vis du public. Les gens qui sont habitués depuis un certain

nombre d'années à recevoir des modes de communication, doivent se réhabituer à voir d'autres modes plus pédagogiques – on parlait tout à l'heure des réseaux sociaux - que ceux que l'on a fait jusqu'à présent. Il faut savoir que la France est peut-être le pays qui a vu naître les French Doctors, mais c'est quand même le pays où la culture de l'humanitaire du grand public est la plus incertaine.

Elodie Vialle

Justement vous parlez des réseaux sociaux, on est dans une stratégie de communication qui n'est quand même pas tout à fait la même. On cherche la viralité des contenus, on voit beaucoup de pétitions en ligne, d'images à partager. En quoi est-ce que ça transforme vos stratégies de communication ?

Bruno David

En fait, cela transforme l'environnement de tout le monde. Avant de transformer celui de l'ONG, cela transforme l'individu dans sa relation aux autres. Aujourd'hui si on vous enlève votre téléphone portable ou votre adresse email, cela commence à devenir très compliqué. Vous seriez en phase quasiment de désocialisation et vous ne pourriez plus communiquer avec le monde dans lequel vous vivez. L'apparition des nouvelles technologies - et les réseaux sociaux qui en sont juste une conséquence - fait que, sans elles, vous ne pouvez plus vivre aujourd'hui. Vous ne pouvez plus adresser un certain nombre d'éléments, y compris de langages. La Finlande va arrêter l'enseignement de l'écriture manuscrite. Cela nous fait nous poser des questions : c'est quoi la prochaine étape ? Où va-t-on derrière ? Quels sont les systèmes par lesquels on va passer ? On est dans la reconnaissance vocale, être capable de parler à votre ordinateur, et c'est lui-même qui va écrire à votre place. On est dans une révolution qui est au-delà du simple « j'aime ou je n'aime pas ». Il y a une transformation complète qui est en train de se faire dans notre modèle de société et on doit s'y adapter. Quand on parle des réseaux sociaux, il faut savoir qu'ils sont

juste des plateformes qui nous permettent de communiquer et d'attraper énormément d'informations. C'est un sujet sur lequel on vient de lancer une étude à Communication Sans Frontières pour mieux connaître les utilisateurs des réseaux sociaux et leur rapport avec les ONG. Pour vous donner un chiffre en exclusivité, on vient de découvrir que 25% des Français utilisent les réseaux sociaux pour mieux connaître les ONG. C'est un pourcentage énorme. Il y a très peu de « marchés » sur lesquels il y a 25% des gens qui vont sur des réseaux sociaux pour se renseigner. Il y aussi une deuxième réalité qui est extrêmement surprenante : les réseaux sociaux sont loin d'être utilisés seulement par les jeunes. On veut faire du jeunisme, on veut parler aux nouvelles générations donc on se dit qu'il faut être sur les réseaux sociaux, sur les applications mobiles mais il y a en fait des « papis webers » qui sont bien plus efficaces que les plus jeunes. Ils sont extrêmement dynamiques sur le web et ils sont, en l'occurrence, des gens très avancés dans le plaidoyer et dans le relais d'information. Ils sont, on va dire, des lanceurs d'alertes individuels sur les réseaux, quitte à se tromper, c'est-à-dire à relayer des informations qui n'en sont pas ou des rumeurs, mais ils sont extrêmement actifs. C'est une des nouveautés que l'on apprend. Les anciennes générations sont allées extrêmement vite dans leur adaptation aux réseaux sociaux.

Elodie Vialle

Peut-être à ce sujet-là, Florence Collin. Concernant les réseaux sociaux, on voit qu'ils représentent plus qu'un outil, c'est un levier pour la communication des ONG, avec parfois peut-être, on s'en doute, quelques limites. Je vous tends du coup la perche pour une anecdote que vous allez nous raconter.

Florence Collin

Oui, j'étais sur le terrain au Yémen, et c'est vrai que la question de la communication, avec notamment l'exemple de Facebook, se pose en termes de responsabilité de ceux qui sont sur le terrain et qui y travaillent.

Quel est le message que l'on peut véhiculer, que ce soit par rapport aux donateurs qu'on a ici en France ou ailleurs, et aussi par rapport aux bénéficiaires et à ceux qui nous accueillent ?

L'anecdote se passe donc au Nord du Yémen, dans une zone de conflit actuellement, qui ne l'était pas encore à l'époque. Quoi qu'il en soit beaucoup de kalachnikovs circulaient et on s'est retrouvés à devoir gérer deux volontaires qui sont allés dans une boutique, dans un village au Nord du Yémen, qui ont posé avec des kalachnikovs en bandoulière, et ont posté les images sur Facebook. La question qu'on s'est posé était : qu'est-ce qu'on fait ? Parce que la communication, quand on est sur le terrain, relève du chef de mission. Qu'est-ce qu'on peut faire dans ce cas-là ? Est-ce qu'on laisse passer ça ? Est-ce qu'on renvoie la personne chez elle ? Quel est l'impact que ça va avoir ? Puisqu'au Yémen Facebook marche du tonnerre, tout le monde est sur Facebook, tout le monde est ami et est en lien. La question était de savoir quelle est la responsabilité quand on veut véhiculer une image de sérieux ? Et aussi, quelle responsabilité on a là-dedans en tant qu'individu, en tant que volontaire ? Parce que quand on s'engage dans une ONG et qu'on va sur le terrain, on doit répondre normalement à une certaine image de sérieux, véhiculer neutralité et indépendance en ce qui concerne Médecins Sans Frontières, même si je parle à mon nom et non pas à celui de Médecins Sans Frontières. La question c'est ça : qu'est-ce qu'on fait avec les dérives qu'on peut rencontrer sur le terrain ? Quels dangers, quels risques on fait encourir aux personnes qui travaillent en tant que volontaires ? Et quelle image on véhicule auprès de nos bénéficiaires ?

Elodie Vialle

Par rapport à ces volontaires qui posaient avec des kalachnikovs, quelle a été la sanction adoptée ?

Florence Collin

Le chef de mission a décidé d'une sanction, même si on ne peut pas l'appeler comme ça. Ces personnes ont fini leur mission, il ne leur restait pas beaucoup de temps, et elles sont rentrées chez elles.

Elodie Vialle

Et MSF ne les a pas rappelés ?

Florence Collin

Non, ça je ne sais pas.

Elodie Vialle

Je trouve que c'est un exemple intéressant parce que j'ai le sentiment que beaucoup d'ONG se servent de manière positive de leur volontaires sur le terrain pour contribuer à leur communication en ligne, en faire des ambassadeurs, tenir des blogs ou des choses comme ça, et en même temps, on ne peut pas les cadrer autant qu'un chargé de communication.

Florence Collin

C'est juste, c'est encouragé. On peut ramener des vidéos, des images, des témoignages, quelque chose qui retranscrit au maximum la réalité qu'on vit sur le terrain – bien entendu on peut prendre des photos, si on est dans un contexte sécuritaire qui nous le permet. Mais il n'y a pas réellement de cadre, après c'est une question de volonté individuelle. Comment on fait pour gérer une personne qui décide, parce qu'elle a une heure dans la journée et qu'elle se sent en sécurité, de rentrer dans une boutique et de poser avec des armes ? C'est une question d'image et on ne peut pas toujours cadrer ça. C'est mon avis.

Elodie Vialle

Merci Florence Collin de nous avoir dévoilé cette anecdote. Bruno David a un petit mot à dire.

Bruno David

Je trouve cette anecdote très intéressante. Elle montre bien à quel point les ONG ont besoin de soigner leur image. C'est-à-dire qu'à un moment donné vous ne pouvez pas vous retrouver à faire l'inverse de ce que vous allez défendre, ne serait-ce que par principe, par exemple se déplacer armes ou être neutres. Si vous avez des gens qui sur le terrain font l'inverse, par quelque moyen que ce soit, Facebook, Twitter, une photo Polaroid ou un fax, ça ne change rien. Le principe est que vous avez besoin de contrôler votre image. Dès lors, si vous contrôlez votre image, vous mettez des limites à l'expression. Vous êtes bien dans le cadre d'une structure, une organisation, qui à un moment donné va décider de ne pas tout montrer, de ne pas tout dire, de ne pas tout faire, et vous devez avoir des politiques là-dessus. Ce qui fait la grande différence avec ce qui se passait avant - quoi que, les moyens étaient différents – c'est que vous avez des règles à suivre quand vous allez sur le terrain. Il faut que les équipes sachent qu'aujourd'hui en termes d'image, de rapidité de l'information et de risque, c'est instantané. Comme le disait Aïcha, votre image n'arrive pas qu'en France, mais elle fait le tour du monde. C'est ça le risque aussi, les canaux de diffusion sont mondiaux. Il y aura toujours quelqu'un qui peut faire « une connerie », il y en aura peut-être probablement de plus en plus parce que les personnes ne prennent pas la mesure de l'impact que peut avoir tout cela. Aujourd'hui vous avez une guerre d'image qui se déroule, au-delà des médias, sur les réseaux sociaux. Vous avez le Pentagone qui dénonce *Daesh* aujourd'hui pour l'utilisation d'images pornographiques et stigmatise le comportement de l'Armée régulière syrienne contre ses populations. Il est obligé de diffuser l'image pornographique et l'utilisation par *Daesh* de cette image à moitié falsifiée pour montrer les pseudo-viols. C'est une bagarre qui est permanente aujourd'hui. Il ne faut pas s'imaginer

qu'on est dans un long fleuve tranquille, que tout ça va s'organiser et qu'on va prendre des décisions tranquillement. C'est en ce sens que je disais qu'on est dans une révolution parce que vous ne maîtrisez plus votre image du tout. Elle ne vous appartient plus. Elle appartient à chacun, ici, par exemple, chacun peut faire autant de photos qu'il veut, il y a probablement autant de téléphones portables que d'individus. Vous ne savez pas où votre image va aller, si elle va être publiée ou non. Cela n'était pas possible il y a cinq ans, aujourd'hui c'est comme ça. Soit vous arrivez à vivre avec et vous vous débrouiller dans ce nouvel environnement ou vous essayer de le bloquer. Mais dîtes vous que lorsque vous allez dans l'eau, vous pouvez mettre une combinaison, ou ne pas en mettre du tout, mais à un moment donné vous serez mouillés. Vous ne pouvez pas être dans l'eau et vous dire que vous ne serez pas mouillé, c'est impossible. Les réseaux sociaux sont juste une petite frange des situations auxquelles sont confrontées, les ONG dans la gestion de leur image.

Elodie Vialle

Alors nous avons vu l'aspect plutôt négatif de cette émergence des réseaux sociaux, mais rêvons un peu, est-ce que justement cette révolution numérique ne peut pas avoir pour conséquence aussi de bouleverser le rapport aux bénéficiaires, à savoir, quand vous avez la possibilité de donner votre avis directement, ça change tout, vous avez sans doute fait l'expérience pour les adeptes de Twitter, si vous vous adressez à Orange, SFR sur Twitter il y a plus de chances qu'ils vous répondent rapidement que si vous appelez le service après-vente. De même pour nous, journalistes, le fait de mettre les articles en ligne, d'avoir les commentaires des lecteurs directement à la suite des articles, évidemment ça a changé la prise en compte des lecteurs dans l'écriture des papiers. Aujourd'hui, une des premières choses qu'on peut même faire en conférence de rédaction c'est dire quels ont été les commentaires des lecteurs, ça peut même orienter le choix des sujets, etc. Et je me demande, est-ce que pour les ONG ça peut être aussi la même chose ? Est-ce que le fait d'être peut-être, via le web, un petit peu plus en lien avec les bénéficiaires ou une partie des bénéficiaires connec-

tés, peut aussi faire évoluer tout ce qui touche au monitoring, à l'évaluation des actions, etc.

Bruno David

Je reprends une expression de Stéphanie Rivoal, présidente d'Action contre la Faim qui dit « il y a un péché originel dans les ONG ». En fait on compare souvent deux choses qui ne sont pas comparables. Si l'on prend les médias et leurs lecteurs, vous êtes dans une relation à deux, c'est le média et vous. Si vous prenez une marque, c'est la marque et vous, si vous voulez boire du Coca c'est vous qui décidez de boire du Coca. Si vous n'aimez pas le Coca, vous allez décider de prendre autre chose. Dans la relation qui se construit entre un lecteur et un journal, elle est entre le lecteur et le journal. Dans la relation avec les ONG, nous sommes dans une relation tripartie. Pas du tout dans une relation à deux mais dans une relation à trois. Il y a l'ONG, les gens qui financent - les donateurs- et les bénéficiaires. Donc là où il y a « pêché originel » pour moi c'est qu'on ne s'adresse pas aux bénéficiaires dans la communication humanitaire mais on s'adresse aux donateurs. On est dans un circuit fermé de gens du nord qui parlent à des gens du nord. Nous ne sommes pas du tout des gens du nord qui parlons à des gens du sud, voire même qui acceptons de recevoir des informations des gens du sud. Et ce, alors que les nouvelles technologies nous permettraient, de construire des rapports réinventés, restructurés avec eux. Je déteste cette relation nord-sud que je trouve obsolète et caricaturale par essence, mais bon utilisons ces mots-là, c'est l'inverse des nouvelles technologies aujourd'hui, c'est-à-dire que ce n'est pas un nord-sud, est-ouest, c'est un tout complet. Nord-sud c'est très préhistorique comme vision mais disons que, pour moi, on pourrait essayer d'avoir une vision un peu plus holistique, un peu plus retravaillée, recomposée, restructurée parce que les nouvelles technologies nous le permettent. En fait, nous sommes toujours dans un archétype de la relation nord-nord, nord-sud, et alors on se force. Dès qu'il va falloir parler du sud cela devient très compliqué. Je pense qu'aujourd'hui les ONG - comme l'on fait les marques il y a dix ans - ont tout à réinventer sur ces sujets-là. On est en retard. On

aime ou on n'aime pas, mais on est en retard. C'est très impressionnant, parce qu'aujourd'hui un donateur nous demande à voir directement en ligne ce qu'il se passe sur le terrain. Il ne va pas nous demander « attendez, est-ce que vous pouvez nous donner des informations sur ce que je vous ai donné l'année dernière pour le Burkina Faso », alors qu'entretemps il y a eu quatre crises et on va revenir avec un journal papier pour leur dire « alors le Burkina Faso... ». Ça ne marche plus comme ça. Qu'est-ce que fait le donateur ? Qu'est-ce que font les médias ? Qu'est-ce que font les gens qui s'intéressent à leur pays ? Ils passent par d'autres canaux, ils passent par les réseaux sociaux, ils passent par Twitter parce que c'est instantané, c'est tout de suite. Nous-mêmes on introduit des biais, nous-mêmes c'est-à-dire lecteurs, followers, etc., on ne supporte pas de ne pas avoir l'information tout de suite. On est perverti aussi. Si un journaliste prend du temps aujourd'hui pour faire son travail de journaliste, on va dire c'est un mauvais gars, qu'il a mis trop de temps. Ce n'est pas possible, qu'entre un évènement et le travail d'écriture, il ait pris du temps pour réfléchir à ce qu'il s'est passé. Qu'il ait récolté des témoignages, qu'il ait fait son opinion et qu'il donne une information. Si ça prend plus de cinq minutes aujourd'hui il a raté quelque chose.

Elodie Vialle

Ce qui fait échos à ce que disait effectivement Aïcha.

Aïcha El-Basri

Je veux juste revenir sur ce que vous avez soulevé. Je crois que les problèmes de communication tels que vous les articulez correspondent finalement exactement à ce qu'on se disait aussi aux Nations Unies. On ne communique pas pour communiquer mais on communique pour la visibilité. On cherche vraiment désespérément des histoires à succès, on les crée parfois et on fait des interviews avec les bénéficiaires, juste pour vendre les mérites d'une action mais rarement pour parler de ce qui ne marche pas, et donc ce qui est sacrifié dans ce processus c'est l'information. On ne

communique plus ou rarement pour informer les gens de ce qui se passe sur le terrain, et justement sur la situation et l'état des bénéficiaires. Au Soudan par exemple, quand je travaillais avec le PNUD, pendant quatre ans, on avait des réunions régulières avec les ONG, une fois par mois, donc on se rencontrait pour parler des problèmes de communication, justement comment promouvoir, sensibiliser, etc., et c'était les mêmes problèmes, mal visibilité, il y a une guerre entre les ONG pour justement montrer qui se débrouille le mieux, qui produit plus, qui arrive à avoir plus d'impact, etc., et on sacrifie l'information, ce qui est pour moi d'ailleurs le point de départ. Dans le schéma qu'on véhicule, on définit le problème au départ et on passe à l'action qui est nécessitée par ce problème pour montrer l'impact, et souvent on le fait pour montrer qu'on a réussi. C'est tout un problème que j'ai vu, j'ai travaillé pendant quatorze ans aux Nations Unies et je travaillais aussi avec les ONG qui nous entouraient et c'est toujours la même obsession de la visibilité, de l'écho des ONG comme celle des Nations Unies. On se battait pour ne pas justement faire passer l'information aux ONG parce qu'on ne voulait pas qu'elles nous prennent le crédit. Donc le problème c'est la communication dans le sens premier de l'information. Qu'est-ce qui se passe d'abord, est-ce qu'on véhicule, est-ce qu'on parle, est-ce qu'on rapporte ce qui se passe sur le terrain.

Bruno David

Je pense que c'est un point important, cette différence sur l'information et la communication. Je pense, qu'il ne faut pas oublier que les ONG sont des structures qui communiquent. Ces structures utilisent aujourd'hui des techniques et outils de communication, dont le marketing. Le marketing est une technique de vente, développée il y a une cinquantaine d'années pour vendre des produits et a une résultante qui est celle de gommer tous les aspects qui sont les moins favorables à l'objet que l'on expose. En utilisant exactement les mêmes techniques et les mêmes procédés forcément, à un moment donné, les ONG se retrouvent elles-mêmes emprisonnées dans une mécanique qui est celle de l'ultra-concurrence, de la valorisation, de montrer l'impact etc., et donc de gommer, mais pas forcément volon-

tairement, ou de surreprésenter leurs capacités et leurs activités. Il y a une grande différence entre l'origine de ce que pouvait faire les ONG en terme de communication, beaucoup plus lié à l'information - j'ai une mission de témoignage, je relate ce que j'ai vu, ce que j'ai ressenti et ce contre quoi je me bats - et le fait de faire de la séduction, d'essayer de séduire des audiences, des publics, que ça soit les donateurs, les journaux, la télévision, voire les états, les bénéficiaires eux-mêmes afin d'emporter une part du dispositif général dans lequel on se trouve. En revanche, si cela est vrai, je serais quand même moins sévère avec les ONG peut-être aujourd'hui que ce que je l'ai été hier. On va prendre l'exemple d'Handicap International - puisqu'ils ne sont pas là, tant pis pour eux - pour lutter contre les armes ou les bombes à sous-munition et fragmentation. Vous faites une campagne formidable, le Figaro vous offre une page dans son journal. Vous dites oui ou vous dites non ? C'est juste Serge Dassault le Figaro. Et Serge Dassault il fait des armes, donc aujourd'hui vous faites quoi ? Vous allez dans Libération ? Mais vous vous dites non je ne vais pas faire des partenariats, il y avait quand même Rothschild, puis il y a Bernard-Henry Lévy aussi,… Je vais dans le Monde, mais dans le Monde il y a des financiers, il y a des banquiers, alors je ne vais pas publier dans le Monde. Ok j'enlève tout le monde. Il nous reste quoi ? J'enlève MédiaPart mais on ne peut pas dire qu'ils soient totalement « neutres ». On enlève TF1, on enlève l'État, France 2, France 3 car l'État vend aussi des armes. Donc je fais quoi ? La question aujourd'hui est que vous êtes baignés dans un mécanisme de communication, de médiatisation qui est tel que vous êtes dans un grillage sur lequel vous êtes obligés de vous appuyer pour sauter plus loin. Si vous ne vous appuyez pas sur ce grillage-là vous n'avez aucun dispositif. Vous ne prenez pas Facebook car vous n'aimez pas Mark Zuckerberg. Vous n'utilisez pas d'ordinateurs ni Microsoft parce que vous n'aimez pas Bill et Melinda Gates. Pour la téléphonie c'est la même chose. Et vous faites comment ? La relation de compagnonnage médiatique qu'il y avait à l'origine, les journaux qui étaient faits par des journalistes qui allaient sur le terrain avec les humanitaires, qui portaient des messages et du plaidoyer, et qui ont fait toute l'histoire des French Doctors jusqu'à aujourd'hui, ce n'est plus le

même monde, c'est fini, ce n'est plus possible. Et vous n'appelez pas un journaliste en disant : « écoute, j'ai un sujet, là, il faut vraiment que tu le couvres, c'est en Birmanie… ». Ce n'est pas comme cela que ça se passe. C'est dix minutes avant l'interview, un gars qui vous appelle : « dis-donc BFM Tv là, Valérie Trierweiler elle va porter quelle jupe quand elle va aller en Inde ? Vous voulez passer sur le plateau pour en parler ? » Et bien je dis, pour ma part, non.

Elodie Vialle

En même temps vous n'avez pas mis un terme au partenariat que vous aviez avec elle.

Bruno David

Et bien ce n'était pas un partenariat, c'est une sympathisante depuis quatre ans. Et on ne va pas demander aux donateurs pour qu'ils votent non plus.

Elodie Vialle

Alors merci beaucoup Bruno David pour cette intervention sans langue de bois. On va tout de suite passer aux questions, la salle me fait signe depuis tout à l'heure. Je vous laisse la parole.

Questions

Patrick David (Vice-Président de Médecins du Monde)

J'ai écouté votre intervention, Aïcha, avec beaucoup de respect parce que ça nous renvoie à nos responsabilités. Vous avez posé la question du huit clos. Médecins du Monde a travaillé en Est Papoua en Irian Jaya de 1999 à 2014, peu d'acteurs étaient présents sur le terrain, MSF était présent. C'est une des dernières colonisations du siècle dernier. On a choisi de faire un

travail médical et de ne pas communiquer, cette question est revenue à la surface à la suite de l'arrestation des deux journalistes de France 3. Thierry Brigaud et moi avons reçu il y a quinze jours un des représentants des Papou d'Irian Jaya en exile qui dénonce un génocide, qui dénonce le fait que deux cadres papous sont assassinés chaque semaine, donc votre intervention pour la rupture du huit clos était une indignation individuelle. Quels sont les autres paramètres pour rompre ce huit clos ? Je proposerais aussi l'émergence politique du mouvement politique envers la population qui est agressée si c'est le cas. Après c'est difficile car si on prend la parole, si on communique, on est plus là, quels sont les acteurs qui vont rester sur place ? Voilà, c'est cette question-là que je veux vous renvoyer. A part votre courageuse indignation, quels sont les critères pour rompre ce huit clos ? Quand est-ce qu'on le fait ? Quand est-ce qu'on abandonne ces populations à leurs sorts en imaginant que notre présence peut d'une part édulcorer certaines exactions ?

Christian Lombard (Triangle Génération Humanitaire)

Je voulais juste rebondir sur ce que vous venez de dire. L'association que je représente, Triangle Génération Humanitaire, travaille en Corée du Nord depuis une quinzaine d'années. Par exemple on ne peut pas travailler en Corée du Nord, c'est à dire être présent sur le terrain et dénoncer ce qui se passe. Donc c'est un choix qui est difficile mais c'est un choix à faire.

Sinon je voulais revenir sur les questions de communication : je pense qu'il faut savoir distinguer la communication qui est destinée à lever des fonds auprès du public et celle qui est destinée à informer le public. Ce sont deux communications complétement différentes. Il y en a une qui se doit beaucoup plus didactique, qui va placer la personne humaine même au centre du projet, et une communication plus associative aussi au sens opposé à ce qui a été conçu pour vendre le produit. On parlait de la canette de coca-cola, on ne vend pas du coca-cola. Une communication communicante capable de convaincre le public et d'influencer le politique. Et puis comment est-ce que se place le partenaire du sud dans la conception de la

communication ? Thierry Brigaud rappelait ce matin cette citation : « ce que vous faites sans nous, vous le faites contre nous », on peut dire aussi que ce que vous dites sans nous, vous le dites contre nous ». Et puis quelque chose qui est un petit peu en marge de tout ce dont on vient de parler, c'est comment rappeler en ce moment les valeurs qui sous-tendent nos actions telles l'indépendance, l'impartialité, la neutralité dans un contexte tendu où les humanitaires sont de plus en plus pris pour cible. Il me semble qu'il y a aussi urgence à communiquer.

Véronique de Geoffroy (groupe URD-Urgence, Réhabilitation, Développement)

Il y quelques années lorsqu'on était face à ces mêmes dilemmes de savoir s'il fallait témoigner au risque d'être expulsé, il y avait tout de même cette option de partenariat avec les ONG de Droits de l'Homme moins présentes sur le terrain et plus libres de paroles qui dans beaucoup de cas a permis de sortir de cette espèce de blocage dans lequel on est actuellement. Après ce qui faut aussi rappeler dans la plupart de ces contextes-là, c'est que les états savent très bien ce qu'il se passe, donc il y a aussi cette réalité. Témoigner certes, mais quand le risque du témoignage c'est de se mettre soi-même en difficulté et que tout le monde sait qu'il y a des tas d'autres canaux de communication, cela rajoute une couche de complexité.

Enfin dernière réaction effectivement sur les différents types de communication. Je suis d'accord et je pense qu'il est vraiment important de bien clarifier les objectifs de chaque type de communication. On ne peut pas tout mélanger. La discussion sur la communication pour le témoignage est quand même de nature différente de celle sur la communication marketing. Et dans celle qui concerne le marketing, cela fait déjà des années que je répète la même chose, je pense qu'il y a en tant qu'évaluateur un discours de vérité que l'on porte entre professionnels sur les limites, sur les difficultés rencontrées, sur les sources d'apprentissages. Toutes les erreurs sont des sources d'apprentissages, et cela ne passe jamais le pas d'une

diffusion plus publique. Et comme j'ai des relations directes avec des donateurs, leur expliquant ce que je fais, le type de difficultés que les ONG rencontrent, je remarque que tout le monde est content d'entendre ce discours de vérité, et cela rassure. Donc je pense que dans cette relation étrange qu'on a avec le client qui n'est pas le bénéficiaire, le client n'a pas de contrôle et de capacité de connaître le résultat de ce pourquoi il a payé. On a un devoir d'expliquer ce qu'il s'est passé. Il y a un espace, je pense dans le marketing des ONG pour plus de transparence et de vérité afin de construire une relation de confiance à long terme.

Public 1

Bonjour, ma question concerne le plaidoyer et l'importance de lanceur d'alerte. Ce que je me dis c'est que les ONG, leur première mission c'est de sauver des vies. Les ONG ont aussi des principes humanitaires à respecter dont la neutralité notamment. Je comprends que dans des situations comme par exemple au Soudan où il y a des crimes graves qui sont commis, le silence pourrait être mal vu ou mal interprété. Mais en même temps le fait de ne pas rester silencieux pourrait aussi mettre en danger ces populations car si on laisse par exemple le Soudan ou le Sud-Soudan sans aucune ONG sur place, qui va s'occuper de cette population ? Et cette population sera doublement victime, victime car il n'y a pas l'aide du gouvernement ni l'aide d'aucune ONG. Est-ce que vraiment dans tous les cas il faut être le lanceur d'alerte et est-ce que c'est réellement le rôle des ONG d'être ce lanceur d'alerte ?

Joseph Dato

Mon propos concerne plus les liens entre les médias et les ONG, les structures onusiennes, etc., un sujet qui ne va pas de soi. Il ne va pas de soi car il n'y a pas de couples spécifiques qui aillent de soi, il n'y a pas plus de couples spécifiques médias et humanitaire que médias et police, justice, etc., mais il y a de temps en temps des intérêts communs entre médias et humanitaires. Voici le premier constat.

Deuxième constat, il nous reste beaucoup de travail de ce côté-là. Je m'explique : je pense à la question - et cela ne va pas vous étonner - des médias arabes. Je pense d'autant plus à cette question des médias arabes car à Paris, chacun le sait, il y a en permanence 160 correspondants des médias arabes nationaux ou transnationaux. Combien de fois les invite-t-on dans nos conférences de presse lorsque l'on parle de nos actions dans le monde arabe ? Pas beaucoup voir jamais. Ça c'est pour parler du nord car je suis obsolète mais je crois qu'il y a encore un nord et un sud d'un point de vue géographique, culturel. Alors quand on est au Yémen qui n'est pas encore au nord mais au sud, la situation est la même. Est-ce qu'on fait l'effort de communiquer avec les médias des pays dans lesquels on se trouve ? A mon avis, de façon insuffisante voir même très insuffisante. Donc si on faisait juste cet effort d'inviter d'autres médias, les médias arabes n'étant qu'un exemple parmi d'autres, on ne serait plus ethno-mono centré. Et cela est un vrai problème dont on n'arrive pas à se débarrasser. Alors je vous interroge, Bruno David comme communiquant, Aïcha El-Basri de par son parcours et sa posture et Elodie Vialle comme journaliste, vos réponses m'intéressent.

Valérie Ceccherini (Représentante du Norwegian Refugee Council)

J'interviens pour apporter un commentaire. Je pense qu'il faut bien distinguer la communication d'une part et le plaidoyer de l'autre. La communication peut être utilisée pour différents objectifs comme cela a été mentionné. Le plaidoyer, l'objectif c'est d'avoir un changement, soit un changement de politique soit un changement de pratiques. On élabore une stratégie pour cela, on a d'abord des objectifs et on définit quelle est la meilleure façon d'atteindre ces objectifs. Et quelques fois la meilleure façon ce n'est pas de communiquer, on n'atteindra pas les objectifs en communiquant sur la place publique. Ce n'est pas la meilleure des stratégies et donc dans ces cas-là on ne va pas forcément être dans la dénonciation, mais on va travailler sur autre chose pour arriver aux objectifs. Il faut donc bien distinguer ces deux notions.

Je voudrais également aussi souligner le fait que les ONG peuvent être parfois silencieuses mais en réalité elles ne le sont pas tant que ça. Il existe une façon de communiquer pour les ONG sans passer par les médias et la voix publique. On fait cela autrement comme cela a été dit tout à l'heure en communiquant avec des ONG qui elles peuvent s'exprimer plus librement et où l'information peut être partagée. Donc le silence est aussi relatif.

Et en dernier lieu, je souhaiterais brièvement parler des réseaux sociaux. Je pense que c'est un outil extraordinaire comme le disait Joseph Dato d'abord pour mobiliser le public dans l'action de plaidoyer sur certaines questions et aussi pour parler à des acteurs auxquels on ne peut pas souvent facilement parler, je pense par exemple aux « non-state actors » dans les conflits comme en Syrie ou ailleurs. Cela serait peut-être intéressant de réfléchir à réaliser un mapping des réseaux sociaux et de s'intéresser au poids que l'on pourrait avoir pour communiquer avec eux sur l'action humanitaire ? Je pense que c'est une sacrée chance de pouvoir s'appuyer sur les réseaux sociaux à ce niveau-là. En termes de plaidoyer c'est aussi une très bonne façon d'atteindre les politiques car ces derniers utilisent énormément les réseaux sociaux. Merci.

Aïssa Touré

Merci de m'avoir donné la parole. Je voudrais partager avec vous un témoignage. Je suis présidente d'une association humanitaire. L'association est jeune et donc nous avons organisé une conférence et nous avons été soutenues par d'autres associations. On a été voir les médias et les actes de la conférence vont être publiés. Mais malheureusement le jour de la conférence aucun média n'était présent que cela soit la presse écrite ou encore la télévision. Pourtant nous avions communiqué sur l'évènement à travers l'envoi de communiqué de presse mais personne des médias n'est venu. Après la conférence, rien n'a été diffusé. Merci

Elodie Vialle

Il y a un autre point que nous n'avons pas abordé au cours de cette table ronde mais qui me semble important, c'est le fait que toutes les ONG ne disposent pas forcément des mêmes moyens pour communiquer et selon qu'on est une ONG importante ou une plus petite structure au niveau national, on ne dispose pas forcément des mêmes moyens, des mêmes fichiers de journalistes. Est-ce que c'est le fond de votre pensée ou pas du tout ? Vous aviez essayé de relancer les journalistes ?

Aïssa Touré

Oui bien sûr nous sommes allés voir les médias pour se faire connaître, pour soutenir l'association.

Elodie Vialle

Merci de votre témoignage. Si vous le voulez, on en reparlera plus tard. Est-ce que vous avez des réactions collectives Aïcha, Bruno ? Il faudrait faire des réponses synthétiques car beaucoup de thèmes ont été abordés.

Aïcha El-Basri

Pour répondre à Joseph Dato, j'aimerais revenir sur la question à savoir quand est-ce qu'il faut briser le silence ou pas d'ailleurs. Je suis tout à fait d'accord avec ce que l'avant-dernière intervenante a dit à propos du silence. En effet, il y a plusieurs manières de communiquer et souvent, comme plusieurs personnes l'ont déjà dit, les professionnels le savent et tout le monde le sait. Il y a donc d'autres façons de communiquer et de parler aux médias et donc plusieurs façons de faire passer le message et l'information au public mais aussi aux gens qui peuvent agir comme par exemple les politiciens, les diplomates. Quand est-ce qu'il faut absolument rompre le silence? Moi je préfère poser une autre question : est-ce qu'une ONG peut garder le silence absolu pour travailler dans un endroit et justement aider les gens quand il y a un génocide ? C'est la question qui se pose

au Darfour à beaucoup d'acteurs humanitaires onusiens et autres. Est-ce qu'on a le droit de continuer à travailler et de ne rien dire ? Attention je parle bien des cas où on ne parle pas de ce qu'il se passe ou alors on le dit mais de façon très tamisée, et donc on ne révèle pas la vraie gravité du problème et du danger. Et là on parle de génocide c'est à dire d'élimination de groupes de personnes pour une raison ethnique précise. C'est la question que je me suis posée. Vous savez, je suis sure qu'il existe beaucoup d'autres personnes qui ont fait l'expérience de ce que j'ai vécu mais je situe mon travail dans le cadre humanitaire, c'est-à-dire dans le cadre juridique. On est déployé sous le chapitre 7 de la Charte de l'ONU et dans le cadre du Droit Humanitaire et du Droit International qui qualifie certains actes d'actes de génocide ou de crimes contre l'humanité, etc. Et dans ce cas le silence peut aussi être interprété juridiquement en complicité. Donc ce sont des questions auxquelles je n'ai pas de réponses. Je ne dirais pas que j'ai agi de façon spontanée car j'ai beaucoup réfléchi, et il faut rappeler qu'au Darfour la première personne qui a révélé l'affaire était aussi un fonctionnaire onusien, un coordinateur humanitaire. En 2004, il a justement appris l'ampleur du génocide, il a fait le choix d'en parler et a fait le tour des diplomates de Londres à Paris en passant par Washington. Mais on lui a dit qu'on en savait beaucoup plus que lui n'en savait, mais que ce n'était pas le moment.

Nous sommes en train de renégocier l'accord de paix pour le sud du Soudan. Alors est-ce qu'on doit se taire et laisser justement s'installer un génocide et continuer à faire notre travail ? C'est un sujet très délicat et difficile et je dirais qu'il faut peut-être faire au cas par cas. Chaque cas est différent de l'autre, on peut citer les crimes commis en Afghanistan, au Kosovo ou encore au Darfour. Chaque ONG a une mission particulière et je n'ai pas de réponse, c'est une question que je pose également. Que faire quand il y a un génocide lorsqu'on est sur place? Comment communiquer avec les médias ? Mais il y a aussi d'autres façons de le faire comme les lanceurs d'alerte anonymes qui marchent bien.

Je reviens à la question posée par Joseph Dato à savoir la relation avec les médias arabes. C'est très important, j'écrivais dans quelques journaux déjà en 1990 et 1991 et ce qui m'avait choqué à l'époque était la différence totale entre ce que disaient les médias dans le monde arabe et les médias en occident, et surtout aux Etats-Unis. Dans le monde arabe, il y a beaucoup de médias mais si je prends l'exemple des médias occidentaux, ces derniers étaient en train d'exagérer la force de Saddam Hussein, mais ce n'était pas la quatrième force militaire. Il y a beaucoup d'informations qui ne sont pas du tout vérifiées en raison d'intérêts politiques. On avait donc un discours à l'opposé de la réalité fait par les médias dans le monde occidental même si je n'aime pas faire cette distinction. Mais en ce qui concerne la communication, il y a certainement un problème et deux discours. Je crois que l'une des raisons qui fait que cette interaction n'est pas si fréquente et absente dans certains cas est qu'il y a une opposition au niveau des points de vue. Par exemple si vous voyez la couverture médiatique de Daesh dans les pays arabes, elle est complétement différente de la manière dont est traité le sujet aux Etats-Unis et ailleurs. Et c'est très important d'avoir justement cette interaction entre les médias et leur donner la parole, connaître leur point de vue et discuter. Il y a certainement un échange à faire et je suis tout à fait d'accord.

Elodie Vialle

Merci beaucoup Aïcha. Les échanges entre les médias restent souvent très franco-français mais je trouve que l'idée est belle. Moi je me demande tout simplement si les médias du monde arabe et plus largement les médias d'ailleurs ne sont pas invités car, tout simplement, on n’y pense pas ?

Bruno David

Je ne suis pas vraiment d'accord avec ce qui a été dit dans la salle jusqu'à maintenant. Nous avons naturellement les coordonnées des journalistes et des médias et on les invite aussi. Je pense que le problème est le fait que nous soyons occidentalo-centrés, et à partir du moment où l’on a des gens

du nord qui parlent à des gens du nord, on n’a pas le réflexe mécanique de s'ouvrir aux populations « du Sud ». Vous avez un conflit en Ukraine aujourd'hui et la manière dont il est traité est catastrophique. A un moment donné cela pose la question de la diversité culturelle dans les ONG et de notre capacité à générer des points de vue bien plus universels que ceux que l'on prétend avoir aujourd'hui. C'est ce que j'appelle la géopolitique des consciences, c’est-à-dire les différents niveaux de conscience dans lesquels le monde évolue. Vous ne faites pas l'humanitaire de la même manière dans une zone de conflit avec une situation génocidaire que dans une zone en situation quasiment de développement, ou encore dans des environnements qui vont de l'Amérique du Sud à l'extrême sud voir à l'est, cela n'a strictement rien à voir. N'oubliez pas ce que je vous disais tout à l'heure, je caricature un peu mais on va essayer de chercher des éléments suffisamment distinctifs pour pouvoir se connecter avec des publics en très peu de temps et se concentrer sur ce qu'on va leur dire. Cela ne favorise pas le dialogue évidemment. Cela concerne des associations, des ONG de tous bords et donc pas seulement humanitaires mais aussi environnementales et des droits humains. Vous avez des ONG de droits humains qui sont en retard sur ce qui se passe et ce qui s'est passé lors du printemps arabe. Idem pour les pays de l'est et les pays de l'ex bloc soviétique, elles sont généralement derrière et ne sont pas devant. On est souvent devant sur l'Afrique et ça c'est un peu facile. Je pense qu'il faut qu'on ait la capacité de se remettre en cause et de changer les modèles.

Je souhaite reprendre un exemple du monde marchand car c'est celui qu'on connait tous le mieux. Avant les entreprises communiquaient dans les pages roses du Figaro pour dire combien leurs résultats financiers étaient formidables, et n'en n'avaient strictement rien à faire de ce qui pouvait se passer au Bangladesh, là où leurs produits étaient fabriqués. Aujourd'hui cela n'est plus possible, c'est-à-dire que vous ne pouvez pas avoir une communication dite de spécialistes, d'experts pour parler à des financiers qui ne vont pas s'intéresser à ce qui se passe au Bangladesh. Justement si, aujourd'hui ils vont s'intéresser à tout. Et je pense que ce qui

est très important pour les ONG c'est de comprendre ce désilotage de la communication. Il n'y a plus communication de plaidoyer, de communication financière, de communication qui s'adresse aux donateurs, de communication interne, de communication externe et puis de communication pour les journalistes. Aujourd'hui vous êtes dans un bain de communication générale et ce que l'on vous demande c'est d'être cohérent quand vous communiquez. Vous ne pouvez pas avoir les résultats financiers d'une ONG et ne pas communiquer sur ce qui s'est passé dans le projet. C'est juste impossible donc si on continue de penser qu'on est « hors le monde », hors de nos responsabilités, hors de notre devoir parce que nous sommes des ONG, on va droit dans le mur. En terme de communication, il y a donc des recommandations qui sont structurelles à tout ce qui est en train de se passer aujourd'hui : il s'agit de regagner beaucoup en humilité, se reconnecter avec les publics, leur manière de consommer la communication. Il ne faut surtout pas oublier non plus que lorsque l'on communique, on communique « entre la mayonnaise et le ketchup » et c'est comme ça. Et quand on fait des campagnes de pub dans un magazine, avant il y aura eu des voitures et après il y aura eu des loisirs. Quand on est à la télévision c'est pareil. On est coincé dans ce système. On pourrait demander à avoir un espace médiatique spécifique aux ONG comme les politiques en disposent lors des campagnes pré-électorales avec des temps de parole accordés, ce qui évite la concurrence débridée comme ce qu'il se passe aux Etats-Unis car il ne faut pas croire que notre modèle est unique. Aux Etats-Unis vous avez de l'ultra-concurrence politique, de la communication concurrentielle compétitive qui permet de « dénigrer » l'autre. Irons-nous vers des spots publicitaires qui permettraient de dire que le travail de telle ou telle ONG n'est pas efficace ? Aux Etats-Unis cela est possible mais chez nous non. On doit tenir compte de cet environnement, on ne peut pas faire grief de la communication des ONG sans tenir compte de l'environnement dans lequel les ONG évoluent. La manière dont les ONG évoluent sur le terrain est aussi extrêmement différente du modèle sur lequel elles évoluent au nord. Si on ne prend pas en compte le non-dispositif - je parle de journalistes spécialistes de la communication dans

des pays chaotiques ou des pays qui ne sont pas forcément dans des structures développées - les médias en eux-mêmes n'ont strictement rien à voir avec l'environnement des ONG. Les ONG doivent aussi avoir la capacité à s'adapter à leur tissu local, il ne faut pas oublier que sur beaucoup de crises sur lesquelles nous travaillons nous ne communiquons pas localement car il n'y a pas de dispositif local. Certes, il y a des campagnes de sensibilisation, mais si nous faisions le même type d'efforts qui ceux que nous faisons dans les pays développés sur la communication d'intérêt général - lutte contre la xénophobie, contre le racisme, pour la citoyenneté - et que vous mettiez tout ce qui est fait en France dans un pays en voie de développement, nul doute que cela lui servirait beaucoup. La communication à un rôle sociologique et comportemental. Quand vous avez des campagnes de prévention routière ici, cela influe sur les comportements. Si vous n'aviez pas ce type de communication, tout le monde le sait, les comportements ne changeraient pas. Si vous n'avez pas ce type de communication dans les pays en voie de développement qui en ont forcément besoin, les résultats ne sont pas bons. On est tellement occidentalo-centré qu'on a des difficultés à se basculer dans d'autres cultures que les nôtres.

Elodie Vialle

En face il faut aussi que les journalistes et les structures médiatiques soient suffisamment formés et puissants pour pouvoir recevoir ces communications.

Bruno David

Je ne pense pas que cela vienne des structures mais je pense que c'est le rôle de la société civile et le rôle des politiques. La seule chose dont on rêve c'est qu'un jour on disparaisse, c'est-à-dire qu'on ait plus besoin de nous, qu'à un moment donné la société civile s'empare des sujets qui la concerne et que ça ne soit pas des gens qui viennent de l'extérieur pour dire ce qu'il y a à faire. Dans les pays dans lesquels on intervient les politiques ont des responsabilités directes. Les chefs d'Etat, les premiers mi-

nistres, les ministres que font-ils ? On peut se dire que c’est formidable et les ONG sont dans des dispositifs qui vont amener de l'aide, mais il y a une aide qu'il faut arriver à faire - que font très bien les lanceurs d'alertes par ailleurs – qui est de revivifier la société civile parce que les associations, que nous sommes, sont issues de la société civile. Derrière elles, il y a des militants, des personnes qui sont bénévoles, qui sont indépendants, avec des points de vue, et qui ont envie de se battre pour des choses, et c'est ça qui fait l'Histoire. Après le reste c'est de la technicité et de l'expertise mais le combat originel est un combat de personnes engagées qui croient à des choses pour changer le monde tout simplement.

Elodie Vialle

Merci Bruno David et merci Aïcha El-Barsri. On a vraiment dépassé le temps accordé donc je ne vais pas m'étendre sur la conclusion. En tous cas merci beaucoup pour la richesse de ses débats. Je pense qu'il y a encore beaucoup de points sur les enjeux de la communication dans le domaine de l'humanitaire qui pourraient être abordés, qui vont bien au-delà de la communication pure - c'est vraiment l'humanitaire en tant que tel qu'on questionne. Pour ceux que cela intéresse je signale deux petits fascicules pour compléter cette table ronde, le premier sur le plaidoyer associatif et le second sur la communication associative, réalisés par l'ONG Panos.

Stand up : Partenariat Nord-Sud : pipo ou nouveau credo ?

Modérateur :

- ***Stéphanie Stern*** *- chercheure à l'IRIS (Institut de Relations Internationales et Stratégiques)*

Orateur :

- ***Kamel Mohanna -*** *fondateur et président de l'ONG Amel Liban*

Discutant :

- ***Marc Lavergne*** *- directeur de recherches au CNRS, géo-politologue et président de l'association Ressources et Recherches Humanitaires*
- ***Kouassi Konan -*** *président de l'association ivoirienne MESAD*

Synthèse :

- ***Serge Michailof*** *- chercheur associé à l'IRIS*

Stéphanie Stern

D'abord merci à Joseph Dato d'avoir organisé ces Etats Généraux et d'avoir proposé à l'IRIS de venir faire un Stand Up. L'Institut des Relations Internationales et Stratégiques est un think tank français spécialisé dans les relations internationales et la géopolitique. L'IRIS a lancé en septembre 2013 un observatoire de réflexion sur les questions humanitaires qui est un espace de réflexion autour des mutations humanitaires et de la transformation de nos organisations afin qu'elles soient mieux à même de répondre aux enjeux du 21ème siècle. Dans cet observatoire, un certain nombre d'articles paraissent régulièrement écrit par les membres de l'observatoire composés d'acteurs humanitaires aux parcours variés. En parallèle ont été lancé les Stand Up de l'Humanitaire auxquels certains d'entre vous ont pu participer. Nous sommes ravis aujourd'hui d'accueillir Kamel Mohanna qui va nous parler d'un sujet qui nous concerne tous autour du partenariat, à savoir partenariat Nord-Sud, « pipo ou nouveau credo? ».

Tout d'abord je vous rappelle les principes du Stand Up. Il s'agit donc de quinze minutes d'intervention par notre standuper, Kamel Mohanna, suivies de cinq minutes de réactions de deux discutants, puis la majorité du temps sera consacrée à vos questions et aux réponses que nos intervenants pourront apporter aux réflexions qui vont émerger de notre échange. Pour conclure, Serge Michailof, chercheur à l'IRIS, se chargera de la synthèse des différentes réflexions.

Kamel Mohanna, médecin, pédiatre, figure de proue de l'humanitaire au Liban, a donc crée en 1978 l'association Amel, au départ pour porter assistance aux victimes du conflit israélo-libanais et qui aujourd'hui milite pour les droits des populations démunies aussi bien politiques, sociaux, culturels que civiques. Nous aurons ensuite le plaisir d'écouter Konan Kouassi, président de l'ONG ivoirienne de protection de l'enfance et de promotion de la jeunesse M.E.S.A.D et qui a travaillé pendant un temps aux côtés de Médecins du Monde, et enfin Marc Lavergne, géographe de formation et directeur de recherche au CNRS sur la Méditerranée et le Moyen-Orient et ancien membre du comité d'administration de MSF. Pour terminer, la synthèse sera faite par Serge Michailof, chercheur associé à l'IRIS et spécialiste des pays dits fragiles et des problèmes de reconstruction dans les pays affectés par les conflits. Il a également travaillé à la Banque Mondiale et à l'AFD.

Je passe donc la parole à Kamel Mohanna qui va monter à la tribune pour nous présenter son point de vue sur les partenariats d'aujourd'hui et de demain.

Kamel Mohanna

Merci à Stéphanie Stern et merci à Joseph Dato et à toute l'équipe de m'avoir donné cette occasion d'être ici parmi vous. Comme l'a dit Stéphanie Stern, je suis Pédiatre et Professeur à l'Université : libanaise, Président et Fondateur d'AMEL Association International, ainsi que le Coordinateur Général du Collectif des ONG libanaises. Sur le plan personnel, je viens

d'une famille paysanne du Sud Liban. Mon père était un marchand de bétail entre le Liban, la Syrie et la Palestine et une époque où les féodaux dominaient. Comme il voyageait beaucoup, mon père a vu que les enfants de familles riches allaient dans les grandes écoles et les universités, alors il a voulu envoyer ses fils faire des études. Comme nous avions fait des études, on a commencé à s'opposer aux féodaux qui avaient le pouvoir dans la région. Mon père était le vice-maire ce qui n'empêcha pas les féodaux de nous attaquer physiquement. J'avais huit ans à l'époque et je me rappelle que le fils du chef avait insulté ma mère. Il faut donc imaginer comment un enfant de huit ans dans ce contexte peut réagir à cette attaque. Ensuite, pendant mes études de médecine en France, où j'étais responsable des étudiants libanais, j'ai occupé l'ambassade deux fois. Je suis un soixante-huitard et je faisais des conférences à Nanterre. J'ai été l'objet d'arrêtés d'expulsion mais trente ans après j'ai reçu deux fois la légion d'honneur. J'ai également été au Dhofar pendant six mois, j'ai travaillé dans les camps palestiniens et j'y ai vécu la guerre. J'ai été blessé, suis devenu le seul médecin disponible à certains moments, ai rencontré dans ce cadre Bernard Kouchner, alors Président de MSF. Nous sommes depuis devenus de très bons amis.

Je vais aujourd'hui parler de la question du partenariat mais je souhaite poser également une question : le partenariat, mais pourquoi faire ? Pour moi, l'humanitaire est passé par trois étapes. La Première Guerre Mondiale et la deuxième Guerre Mondiale représentent **l'humanitaire missionnaire et colonial**. Pendant les années 1960 et 1970, on a fondé l'humanitaire **solidaire et militant**. Il y avait à l'époque la révolution au Vietnam, en Chine, en Palestine, au Yémen du sud et au Dhofar. Après la chute de l'Union Soviétique et l'adoption de l'économie de marché, l'humanitaire est devenu **professionnel, technique, « charity business »**. J'appelle cela les **BONGO**, « *Business-oriented non-governmental organizations* ». Et maintenant ce que j'essaye de faire avec mes collègues et surtout au travers de Amel, c'est de réfléchir à comment revenir à l'humanitaire à travers le partenariat **militant et solidaire** avec les victimes les plus vulnérables et

avec les causes justes des peuples, et en premier lieu la cause palestinienne.

J'ai fondé et je préside une ONG qui s'appelle Amel. Cette organisation non-confessionnelle est un modèle et ce sont plus de 700 personnes qui travaillent à l'heure actuelle pour notre organisation. J'ai fondé Amel après la première invasion israélienne dans le Liban du sud. Pendant la guerre, Amel disposait de 24 centres, 30 ambulances et trois hôpitaux de campagne. MdM et MSF sont venus plusieurs fois au Liban au travers d'Amel. J'ai fait évacuer 1200 blessés sur le territoire français, américain, hollandais. Amel est **l'antithèse du conflit religieux** qui sévit dans la région. En effet l'ONG travaille dans toutes les zones confessionnelles, sans discrimination, et est bien accueillie par la population. Amel refuse d'être dans le système. Amel joue le rôle de **catalyseur** et a adopté le slogan de la « **pensée positive et l'optimisme permanent** ». Dans le monde arabe, on n'a pas de stratégies et on est tout le temps préoccupé par les détails. Deuxième chose : on a l'esprit de division. Troisième chose : on a la critique destructive. Quatrième chose : on a partout un chef, que cela soit dans l'ONG, dans le secteur privé ou encore au sein de la famille, dans les organisations politiques, et l'Etat même parfois est assimilé à une personne. Cinquième chose et surtout pour l'élite que nous sommes : on doit changer le monde en une journée sinon on arrête de travailler et on commence à critiquer. Ainsi, on a choisi deux slogans : « **pensée positive et l'optimisme permanent** ». Le philosophe Pascal disait : « L'homme n'est ni ange ni bête mais celui qui veut faire l'ange fait la bête ». On a la volonté de voir le bien chez l'homme. Le deuxième slogan, c'est les 3P : Il faut qu'on ait un **principe** dans la vie, **une position** qui correspond au principe et une **pratique sur le terrain**. Il y a plein de politiciens qui disent des belles choses à la télé mais rien ne se fait sur le terrain. Il faut qu'il y ait une balance entre ce que nous disons et ce que nous faisons. Nelson Mandela disait que si l'on peut transformer une vision en une action alors on peut changer le monde. Or aujourd'hui il y a plein d'ONG qui nous parlent de démocratie, de justice sociale, de genre et de liberté mais qui ne font rien sur le terrain. Les

pauvres s’appauvrissent et les riches s’enrichissent. Il y a 20 ans, il y avait 400 millions de pauvres et 10 milliardaires. Aujourd’hui, il y a 2 milliards de pauvres et 550 milliardaires. Les Nations Unies, qui ont été créées pour résoudre les conflits pacifiquement, ont choisi le slogan du développement durable, mais alors pourquoi les pauvres s’appauvrissent-ils ? Et les Nations Unies ont échoué dans ces domaines, c'est-à-dire dans la résolution des crises et des conflits. C’est pourquoi Amel refuse d’entrer dans le système. L’ONG est capable d’assurer plus de 53% de ses financements à travers la participation des bénéficiaires, les revenus des frais de location de ses propriétés et l'organisation de galas de charité. Cette autonomie et cette indépendance se reflètent dans l’organisation interne d’Amel et dans le choix de nos programmes. Ainsi, nous pouvons créer des relations de confiance avec nos partenaires et nos bénéficiaires tout en mettant en place des projets ambitieux et innovants.

La troisième chose concerne **la culture des droits** comme le droit à l'éducation et le droit à la santé. On ne peut pas parler de démocratie si les femmes ne participent pas. Les jeunes ne sont pas seulement les générations futures mais doivent maintenant jouer un rôle et véhiculer certaines valeurs telles la justice sociale, la démocratie et la liberté. Amel souhaite donc que l’humanitaire soit porté par la nouvelle génération et notamment par les femmes. Je suis donc optimiste quant à l'avenir. Par rapport au problème de Daesh, une réforme s'opèrera au sein des institutions religieuses et on verra naître un islam modéré. La réforme a déjà commencé et en Arabie Saoudite, il y a une université mixte. Aux Emirats Arabes Unis, les femmes voteront aux prochaines élections. Mais c'est un processus qui prend du temps. Le problème principal de la région reste le problème palestinien. On ne peut pas parler de démocratie, de justice, de stabilité dans la région s'il n'y a pas de solution juste. Benyamin Netanyahou souhaite un Etat juif, ce n'est pas une solution démocratique mais raciale. C'est l'être humain qui compte. Il y a une explosion de la jeunesse dans le monde arabe. Une jeunesse qui doit porter le même slogan que l'occident, celui de la justice, de la démocratie et de la liberté. Dans un seul monde, il faut

qu'on ait un seul futur. 20% de la population du monde détiens 80% des richesses. On ne peut pas continuer comme ça. Il faut qu'on milite ensemble pour un monde plus juste et plus humain.

Mes recommandations pour l'avènement d'un autre humanitaire, partenaire et non tuteur :

- Se poser la question du bien-fondé des partenariats : est-ce qu'on veut vraiment des partenaires ? Et lesquels ? L'Occident mène le monde depuis 1850, or pour que les partenariats fonctionnent, il faut mettre fin à l'arrogance des représentants d'ONG occidentales sur le terrain. Il faut travailler d'égal à égal et respecter le droit de l'autre.
- Que les ONG nationales soient capables d'être des partenaires fiables : avoir des structures non corrompues, des financements solides, et l'engagement à la base - services avant tout.
- Que les ONG internationales travaillent d'égal à égal avec les ONG nationales.
- Qu'il y ait une meilleure compréhension réciproque : il faut arrêter avec cette idée dans le monde arabe que tous les problèmes viennent de l'Occident, et il faut arrêter avec la vision occidentale qui voit tous les arabes comme des terroristes.
- Qu'il y ait une meilleure coordination entre les acteurs humanitaires : je vois chaque jour sur le terrain les conflits entre les agences des Nations Unies. Mais y a-t-il une coordination entre agences des Nations Unies et ONG internationales ? Et entre ONG internationales et nationales ?
- Que l'on revoit le rôle des ONG : il ne s'agit pas de se substituer au gouvernement mais de venir en soutien au gouvernement et également d'agir en tant que groupe de pression pour des politiques justes vis-à-vis des plus démunis.
- Que l'humanitaire redevienne militant, solidaire et engagé avec les causes justes des peuples : l'action humanitaire doit retrouver son efficacité et arrêter la surenchère médiatique. Malgré les principes d'impartialité et de neutralité, l'action humanitaire doit s'attacher à défendre une cause. Il faut mettre fin au tourisme humanitaire, à la

dilapidation des budgets et au détournement de l'aide au profit des frais administratifs.

- Que les ONG du Sud s'implantent au Nord et non l'inverse : Amel est ainsi devenue internationale, avec des antennes en Hollande, aux Etats-Unis, en France et à Gaza.

Merci beaucoup pour votre attention.

Stéphanie Stern

Merci Kamel Mohanna. Je laisse la parole maintenant à Kouassi Konan, qui va poursuivre et nous exposer son point de vue sur cette notion de partenariat Nord-Sud, et notamment sur la question des limites des modalités actuelles et la manière de les améliorer pour que cette notion ne soit pas une coquille vide mais qu'on lui donne un nouveau sens qui soit plus en connexion avec la réalité à laquelle vous êtes confrontés au quotidien.

Kouassi Konan

L'association MESAD est présente et travaille en côte d'Ivoire depuis la crise de 1999 avec le premier coup d'Etat, puis en 2002 avec la rébellion armée et dernièrement en 2010 avec ce que l'on pourrait appeler le conflit socio-politique. En 1999, j'étais employé de Médecins du Monde à Abidjan et j'étais au cœur du conflit. J'étais ivoirien et membre de Médecins du Monde. L'ONG était venue pour une action de développement, et n'avait pas souhaité lancer une réponse d'urgence face à la crise, ce que je n'avais pas compris. J'ai donc pris sur moi d'aller sur le terrain, de collecter des informations et de les faire remonter à Paris pour signaler qu'il y avait des choses à faire. En 2002, j'étais « hybride », responsable d'une ONG nationale mais aussi employé de Médecins du Monde. Puis en 2010, Médecins du Monde n'était plus présent sur le terrain mais il restait encore beaucoup à faire et il fallait donc continuer - MESAD ayant repris la majorité de ses activités à Abidjan.

Au travers de ces expériences, le constat que j'ai fait concernant les limites du partenariat est le suivant : très souvent, les équipes qui arrivent sur le terrain demandent de l'aide aux locaux pour se construire un réseau et connaître le contexte, les endroits à éviter, etc., et dès que c'est fait elles coupent les ponts. C'est ce qu'il y a de plus difficile sur le terrain. Le partenariat est possible mais très souvent ce sont les organisations locales qui remontent les bonnes informations permettant de faire les missions exploratoires et de lancer les programmes. Or, les équipes qui arrivent ensuite ne sont pas préparées aux partenariats. C'est donc un gros problème car aujourd'hui même les bailleurs de fonds privilégient l'approche partenariale.

Au sein de MESAD, nous avons donc mis en place une approche différente. En 2010, lors de la crise politique, nous avons décidé de mettre sur les réseaux sociaux les mêmes informations que celles que l'on transmettait aux ONG occidentales, ce qui nous a donné une vraie légitimité aux yeux des bailleurs. Grâce à cela, ECHO ne finançait que les programmes des ONG ayant un partenariat avec MESAD. On a donc pu choisir les ONG avec qui on avait envie de travailler. Cependant, il reste le problème de formation de base des équipes humanitaires qui vont sur le terrain. Pour moi, il y a deux enjeux principaux autour de la question du partenariat. Tout d'abord celle de la formation de base : il faut que les équipes qui arrivent sur le terrain soient prêtes, or ce n'est pas souvent le cas. Deuxièmement, la question de la répartition des ressources : souvent, les ONG sont plus préoccupées de savoir comment sauver le siège ou encore comment être bien logés et s'offrir de belles voitures ce qui délégitime les associations locales qui n'ont pas de 4x4 ou qui n'ont pas de logo et qui pourtant sont celles qui restent après les crises. Cela pose en aval la question du départ de l'ONG internationale car le jour où elle quitte le pays ce sont les ONG nationales qui vont continuer à gérer la population. Aujourd'hui à Abidjan, il y a des jeunes qui agressent les populations dans les rues et on demande donc aux ONG nationales ce qu'elles font pour remédier à ce problème. Or, c'était un problème que l'on avait identifié dès le début de la crise. Il fallait

donc faire quelque chose pour les jeunes comme une prise en charge psychologique, mais l'ONG international a refusé. Alors aujourd'hui comment gère-t-on ce problème dans la mesure où il n'y a plus de fonds. C'est donc un élément caractéristique de la question de collaboration.

Pour finir, on peut également évoquer la question du désengagement. On est souvent informé du départ d'une ONG au moment où on nous invite au cocktail de départ. Cependant, il y a aussi des évolutions positives et notamment lorsqu'on a négocié et réussi lors des rencontres entre les différents groupes humanitaires - ONU, ONG internationales et ONG nationales - à ce qu'on puisse travailler ensemble. Mais maintenant cela pose la question de la parité. Certains acteurs humanitaires venaient et souhaitaient avoir plus de place au sein des rencontres car ils se considéraient comme plus importants en taille. Les organes des Nations Unies par exemple occupaient toutes les places. Il a fallu jouer des coudes pour obtenir de la place pour les ONG internationales et par conséquence il n'y avait plus d'espace pour les ONG nationales. Tout cela continue au moment du désengagement et il a été demandé de former un comité restreint avec quatre places pour les ONG internationales, une place pour les ONG nationales et toutes les places restantes pour les Nations Unies. Mais nous avons souhaité faire comprendre à ces acteurs en phase de désengagement qu'il fallait laisser plus de places aux acteurs locaux. Tout cela pour donner quelques exemples car le temps accordé n'est pas suffisant pour aller en profondeur. Et j'espère que ces exemples ont été compris. Et je dois dire qu'il y a un espace pour un partenariat nord-sud. Les bailleurs sont disponibles et le terrain est prêt à accueillir les ONG internationales et les ONG nationales, mais ce qui manque le plus est la volonté de rendre cela pratique et actif. Merci.

Marc Lavergne

On a donc eu une présentation très rafraîchissante et bienvenue à cette heure tardive de Kamel Mohanna qui est à la fois déprimant et enthou-

siasmant parce qu'il nous raconte une « success story » qu'est celle de Amel, qu'il a porté tout seul pendant toutes ces décennies, et ça donne une note d'espoir en ce qui concerne la possibilité de changer la donne dans un pays comme le Liban qui est extrêmement fragmenté et où il y a une concurrence assez importante entre tous les types de structures. Et réussir à transcender tous ses clivages est quelque chose d'extraordinaire. Alors est-ce que cet exemple est une exception ou un modèle ? C'est un peu la grande question non seulement pour le Liban mais aussi pour beaucoup d'ONG du sud parce qu'il faut bien avoir conscience qu'au sud il y a plusieurs handicaps. D'abord, il n'y a pas de classe moyenne, et c'est la classe moyenne qui a produit les ONG en France avec des idéaux et une conscience nationale mais aussi une conscience de fraternité et de solidarité, des valeurs ancrées dans ces sociétés du nord. Le Liban, là encore, est un exemple tout à fait particulier de fragmentation communautaire, confessionnelle et aussi sociale et culturelle. Kamel Mohanna nous propose de revenir vers un idéal qui est le passé des ONG et donc revenir quarante ans en arrière à peu près. Et on peut se demander si c'est un rêve parce que la mémoire transforme évidemment le souvenir et en fait quelque chose de très idéalisée.

Aujourd'hui nous sommes face à de nouveaux défis. La proposition qui est faite est une note d'espoir et il suffit d'identifier les difficultés du moment présentées déjà dans les tables rondes antérieures comme la question des médias, pour arriver à revenir à un humanitaire qui soit gérable. Alors derrière cela, la question qui avait été posée au départ était celle du partenariat nord-sud. Elle a été résolue semble-t-il par Amel d'une manière pragmatique, d'une manière opportuniste avec des donateurs qui sont soient libanais soient des organisations internationales et donc toutes sortes de partenaires. Maintenant la question qui se pose vraiment au niveau global est de savoir si le partenariat nord-sud est quelque chose qui fonctionne - et cela Konan Kouassi l'a montré – sur une base opportuniste où les ONG du sud sont finalement aujourd'hui valorisées par celles du nord, contraintes et forcées par les bailleurs de fonds, ou bien s'il y a

moyen de créer un partenariat plus équilibré et plus équitable entre les ONG du nord et celles du sud. La vraie question est de savoir si les ONG du nord et du sud sont concurrentes, ou si elles peuvent être complémentaires. Il y a effectivement un champ important pour la complémentarité mais ce que l'on constate c'est qu'aujourd'hui elles sont, dans une certaine mesure, concurrentes, et les ONG du nord ont du mal à faire de la place à celles du sud sauf quand elles en ont un besoin évident. Il y a une émergence aujourd'hui très grande d'ONG humanitaires ou activistes au sud et on a pu le constater avec les révolutions arabes. C'est tout à fait surprenant et cela perdure aujourd'hui malgré les situations de guerre. J'ai travaillé au Yémen avec une organisation. J'étais également en République Centrafricaine et j'ai été tout à fait surpris de voir que dans cet océan de violence, il y avait des bonnes volontés qui se réunissaient, chrétiens ou musulmans, pour repousser d'un côté la Séléka et de l'autre côté les anti-balaka. Alors tout cela est extrêmement fragile mais je pense qu'il y a des fragments d'avenir dans ces exemples, c'est une question qu'on peut se poser maintenant dans le débat. Est-ce qu'on est à un âge nouveau où les ONG du sud vont à la fois s'affirmer mais aussi se différencier, parce qu'on n'a pas parlé jusqu'à présent des fondations islamiques des pays qui sont issus de la rente du pétrole. C'est un cas assez différent de charité mais qui est en train de s'organiser en tant qu'ONG du sud. Ces ONG vont peut-être inventer de nouveaux modes d'action, de complémentarité avec les ONG du nord. Mais c'est à voir car il faut encore que celles-là le veuillent. Et puis, il y a au nord, même dans les ONG, une mutation extrêmement profonde depuis dix ans, voir même vingt ans. C'est-à-dire que dans les grandes ONG aujourd'hui, il arrive qu'il y ait très peu de gens du nord dans certaines missions. Je me souviens d'être allé en Géorgie pour MSF, le chef de mission était afghan et il y avait des coréens, des australiens et donc des gens d'un peu partout mais pas un français, et c'était une mission de MSF France. Et ça, ça se multiplie de plus en plus. J'étais l'an dernier dans un camp entre le nord et le sud Soudan, le chef de mission était tchadien et il était formidable car il défendait des valeurs de l'organisation mais en même temps il parlait la langue et connaissait les gens. C'est donc une

autre voie d'évolution et il y en a peut-être une troisième que sont les organisations d'immigrés qui sont en France, en Europe et qui aident leurs villages. Alors est-ce qu'ils sont du nord ou du sud. Ils connaissent les clés des deux côtés, ils connaissent les besoins et ils savent comment trouver les moyens pour financer l'aide au village. Ce n'est pas quelque chose de très nouveau mais ce n'est pas encore intégré dans nos réflexions et ça pourrait l'être.

Stéphanie Stern

Merci beaucoup pour ces éclairages extrêmement intéressants. Nous allons maintenant passer au débat car je pense que le public a beaucoup de chose à partager.

Mohamed Saadieh

Bonjour. Je suis président d'une communauté des communes au nord du Liban. L'explication sur l'association Amel était très claire. Je n'ai pas le temps de parler de tout ça mais je conseille à tout le monde de lire le livre de Kamel Mohanna. Après son explication, je vois que son cri a eu un impact très grand. Nous savons très bien comment Amel intervient au nord du Liban, et pas seulement au sud du Liban. Et nous considérons qu'on peut compter sur Amel comme association globale. Nous avons aujourd'hui au Liban 1,7 millions de réfugiés syriens. Voilà aujourd'hui la situation du Liban. La question est de savoir comment le Liban fait-il alors qu'il reçoit autant de réfugiés et que sa situation est déjà préoccupante. Et maintenant que fait-on avec le phénomène Daesh, même si l'Irak est encore un contexte différent de celui du Liban ? Merci.

Marc Troisvallets

Je suis économiste et également professeur à l'université de Stendhal. J'ai beaucoup aimé ce débat sur le partenariat nord-sud entre ONG, et depuis ce matin j'ai une question qui me trotte dans la tête. Est-ce que l'humani-

taire peut être un projet politique ? Or il me semble assez évident que pour les ONG du nord le rapport aux politiques est très délicat. On en parle, on dit que oui, il y a une dimension politique, ou qu'il faut bien prendre en compte l'environnement. On se pose également la question à un moment donné de savoir si on fait de l'humanitaire ou du développement, ou encore ce qu'est la pauvreté. Est-ce qu'on lutte contre la pauvreté lorsque l'on fait de l'humanitaire ou est-ce qu'on pallie à un certain nombre d'effets, à un certain nombre de problèmes de développement, ou est-ce qu'on intervient effectivement de manière plus positive sur des questions de développement ? L'humanitaire du point de vue du nord peut apparaître parfois comme un rapport de politiques qui reste pour certains un peu néocoloniales et impérialistes, et que ce sont des relais aussi de l'intérêt économique dans le sud. Je pense que cela véhicule également les modèles de développement, de représentations sociétales qui sont aujourd'hui issus de la rationalité occidentale. En introduction on évoquait les Etats Généraux, la révolution française, c'est-à-dire issue du siècle des Lumières et donc d'une certaine forme de rationalité universaliste que l'on va essayer d'imposer au monde. Alors je ne suis pas dans le repli histo-culturel et je suis assez partisan d'une réflexion pour trouver de nouvelles pistes d'universalisme. Je ne prétends pas faire dans les particularismes locaux et communautaristes. Mais en même temps cela signifie quoi exactement ? Je pense que l'exposé de Monsieur Kamel Mohanna est tout à fait intéressant parce que d'un côté, si l'humanitaire peut devenir un projet politique, ce projet politique doit provenir du sud car le sud a les moyens autonomes de proposer et donc d'élaborer un projet politique pour promouvoir l'humain ou des palliatifs à des attaques contre l'humain. Donc c'est ça qui me semble être derrière la notion de développement au sens de François Perroux ou d'autres économistes qui ont essayé d'analyser le développement autrement que par les modèles standards de la Banque Mondiale et du FMI. Je parlerai donc d'un projet politique, mais justement est-ce qu'on peut faire de l'humanitaire sans rappeler le rapport au politique. J'ai l'impression que dans votre allocution, Monsieur Mohanna, vous disiez « prolétaires de tous les pays, unissez-vous ».

Kamel Mohanna

Oui c'est vrai. J'essaye de réunir tous les collègues de tous les pays que je connais et on essaye de travailler ensemble. Et je vais vous dire que cela m'a redonné confiance en l'humanitaire.

Ces interventions étaient très intéressantes. Monsieur Konan a posé la question du partenariat et je suis tout à fait d'accord avec lui. Marc Lavergne a également soulevé beaucoup de points intéressants. Quant au souhait de revenir quarante en arrière, cela est impossible car on ne revient jamais en arrière. Maintenant le futur repose sur la nouvelle génération et notamment les femmes.

En ce qui concerne la question du partenariat, Marc Lavergne a posé la question de savoir si ces partenariats se font de façon opportuniste ou de manière équilibré ? La vraie question est la suivante : est-ce qu'il y a un besoin au sein de la population bénéficiaire ? Quand on va quelque part, est-ce qu'il y a le souci d'apporter quelque chose pour le pays ou y a-t-il seulement de l'argent, des budgets et il faut donc dépenser cet argent et produire les rapports ? J'étais récemment à Lausanne où se déroulaient les ateliers de préparations du Sommet Humanitaire International. Plusieurs personnes présentes se disaient frustrées. Il faudrait que nous reconnaissions tous que nous sommes dans l'impasse et qu'il faut donc chercher une solution. Les travailleurs humanitaires sont à la base et ont fait ce choix. A la chute de l'Union Soviétique et lors de l'affaiblissement des partis de gauche, les ONG étaient considérées comme le troisième système. Aujourd'hui elles sont devenues des ONG caritatives et/ou de plaidoyer. Nous n’avons pas le monopole de la représentation de la société civile. Il y a donc un piège, c'est le gouvernement qui doit jouer ce rôle de prestataire de services, et la société civile doit agir en tant que groupe de pression. Les ONG ne résument pas la société civile.

Bernard Kouchner était au Liban récemment et je lui ai dit : « toi tu as un patrimoine en France et tu sais quand tu vas prendre tes prochaines vacances, alors que moi ici je crains à chaque minute pour ma vie ». Il est important de comprendre ce sentiment et cet état d'esprit. Je n'aime pas

parler de « solidarité internationale » avec les citoyens internationaux dans ce que l'on appelle le village planétaire. On n'arrête pas de promouvoir le développement de la solidarité internationale. Mais le Liban reçoit 1,5 millions de réfugiés syriens et la France n'en reçoit que 500. On ferme les frontières, on prend les cerveaux et les matières premières et on laisse les gens au chômage. Il faudrait que les ONG, la société civile deviennent réellement des groupes de pression auprès des politiques. Il y a beaucoup d'hypocrisie chez les politiciens mais il faut que les gens à la base réfléchissent à ce qui peut être fait.

Marc Lavergne a également mentionné le thème des fondations islamiques. Aujourd'hui au sein d'Amel nous participons à une réflexion, et je travaille actuellement avec quelqu'un d'origine égyptienne, sur comment les ONG islamiques deviennent professionnelles. Des ONG du Golfe distribuent des armes, de l'argent, de la nourriture et des médicaments au Nord du Liban. Mais ce n'est pas du travail humanitaire et il faut qu'elles deviennent professionnelles. Je vais donner l'exemple de Christian Aid en Angleterre. C'est une ONG chrétienne dans un Etat laïque et l'ONG travaille pour tout le monde. Il faut que les ONG islamiques travaillent également pour tout le monde et donc pour l'être humain. Je mène donc ce combat. Et Amel, ONG non-confessionnelle, joue le rôle de catalyseur. On a organisé un atelier au Liban et cet homme d'origine égyptienne est venu et m'a dit qu'il fallait se réunir chaque semaine avec des jeunes. Il était convaincu qu'il fallait qu'on travaille ensemble. Il faut que chacun mène ce combat et qu'on arrive dans le monde arabe à créer un islam modéré. La religion a toujours été utilisée à des fins politiques.

Le professeur Saadieh a fait une très bonne intervention et je suis d'accord avec lui sur le fait que c'est un projet politique. La gauche a échoué partout et la société civile doit travailler à la base. Au Liban, comme l'a dit le docteur Saadieh, Amel est un modèle de changement. Il faut qu'il y ait des gens qui travaillent pour les autres sans rien vouloir pour eux-mêmes. Aucun de nous n'a choisi sa religion, sa famille, sa nationalité et ce sont donc des choses dont nous avons hérité, et ce que nous pouvons faire ensemble est le vrai défi. **Le vrai challenge aujourd'hui est l'être humain,**

c'est-à-dire comment développer l'humanité de l'être humain sans tenir compte de son appartenance politique, religieuse ou géographique. Les objectifs doivent être ceux d'un seul monde, d'un seul futur avec une répartition juste des richesses. En Occident, vous avez réussi à obtenir des droits, à garantir le respect des droits de l'individu, dans le monde arabe on n'a pas d'Etat de droit, mais on a des choses formidables, la solidarité familiale en est la parfaite illustration. Nous avons besoins de l'Etat de droit mais aussi de la nationalité. En Occident, on dit que l'humanitaire c'est l'urgence, mais chez nous l'humanitaire c'est l'être humain et c'est donc l'urgence, les services, le développement ainsi que la culture du droit. Pour nous quand on parle d'humanitaire, cela englobe tout. On est tous devant un obstacle. D'ailleurs, De Gaulle disait que le changement de système n'est pas facile. C'est très difficile ce que nous devons faire mais il faut oser et avancer. Dans mon bureau j'ai affiché le slogan suivant : « le mieux est l'ennemi du bien », tout le monde veut le bien mais personne ne travaille pour le mieux. Mais il faut qu'on avance. Les changements prennent du temps. On doit être au service de la nouvelle génération. Je suis optimiste car on est tous devant un obstacle. Ce monde ne peut pas continuer comme cela, **il faut un autre monde plus juste et plus humain avec une répartition juste des richesses**. Merci.

Stéphanie Stern

Je crois qu'effectivement on voit plus le partenariat comme une relation bilatérale et qu'il faut peut-être l'intégrer à une vision plus globale en y insérant différentes dimensions. C'est peut-être dans cette multiplicité des approches et des interventions, en mettant du politique dans le partenariat, qu'on arrivera à ce qu'il soit plus efficace et peut-être, en fait, plus équilibré entre le nord et le sud.

Patrick Baguet

Bonjour, je voudrais me pencher sur la question de la pérennité des actions, du rapport nord-sud entre les ONG du nord et les ONG du sud. Je me

dis que s'il n'y a pas un minimum d'égalité entre les ONG du nord et les ONG du sud, on aura du mal à mettre en place des actions pérennes et efficaces. Je crois qu'il y a encore beaucoup de travail notamment du fait que les bailleurs vont financer essentiellement des ONG du nord ce qui aboutit à une situation d'inégalité avec les ONG du sud. Et que si on se demande si c'est un projet politique ou pas, j'ose espérer que lorsqu'on mène une action humanitaire il y a quand même une demande locale, sinon on va passer à côté des choses. De plus, les bailleurs de fonds, quand ils sont institutionnels, à priori, suivent des politiques, donc il y a bien des politiques publiques qui feraient que l'on financerait de tels projets. Donc au moins il y a un projet politique derrière.

Amar Thioune

J'écoute ce débat qui est très passionnant mais qui me questionne quand même. J'entends bien votre ardeur, monsieur Mohanna, mais revenir à l'humanitaire à l'ancienne, est-ce que ce n'est pas un rêve ou un faux rêve finalement ? Je me pose la question de savoir si c'est vraiment la bonne solution ? Ne faut-il pas réinventer l'action humanitaire aujourd'hui et reconstruire des relations au-delà de l'égalité dans une approche réciproque ? C'est grâce à cette réciprocité que l'on met fin aux théories colonialistes de certains qui disait de l'Afrique qu'elle était une table rase et qu'elle n'avait pas d'histoire. Je pense que c'est important de prendre en compte ces aspects-là, mais cela commence d'abord au-delà de l'action humanitaire directe. Il faut s'appuyer sur du lobbying dans les institutions internationales pour que la représentation des pays du sud soit effective. Aujourd'hui ce n'est pas le cas et il suffit de prendre l'exemple de l'OMS ou de l'OMC et d'analyser la place des pays du sud dans ces organisations. Je pense que l'injustice commence par-là et qu'il faut qu'on pense à rééquilibrer ces aspects-là pour pouvoir à un moment donné s'inscrire dans une dynamique positive qui permettra aux citoyens de ces pays-là de s'accaparer ces problèmes. Et je suis optimiste quand j'entends l'histoire d'Amel parce que je crois que c'est aussi de cette manière que l'on va développer et qu'on va être utile. Je suis persuadé et j'entends depuis ce matin l'ex-

pression d'urgence humanitaire, il ne s'agit pas de panser des plaies mais de soigner et de prévenir les maladies de manière durable sur les territoires, et cela ne peut se faire que si les personnes concernées d'abord ont le droit de prendre la parole et de décider pour elles-mêmes. Alors aujourd'hui on est là en train de réfléchir, il y a des acteurs du sud qui sont là, mais tout ce qu'on dit depuis ce matin ne va que dans un sens. On est aujourd'hui dans une sphère du savoir réfléchir et il faut qu'on passe à une organisation matricielle pour agir maintenant sur les territoires. C'est ça qui est important, ce n'est pas seulement de construire des avions. On a dit précédemment que l'action a changé en France et on parle aujourd'hui de l'action extérieure des collectivités locales mais je vous rappelle que la circulaire Mauroy datant du 26 mai 1983 valorisait déjà l'action extérieure des collectivités locales. On fait donc aussi du réchauffé aujourd'hui, et en France typiquement. Je dirais, et c'est presque mon côté militant, que nous ne sommes pas dupes et qu'il faut que le déséquilibre change dans ce monde. Il faut qu'on réorganise la relation entre le nord et le sud et qu'on donne la parole au sud. C'est sincèrement ce que je pense si on veut que le monde de l'humanitaire soit efficace. Ce n'est pas une question de gauche morale parce que cela aussi est un leurre et je ne pense pas que, parce que la gauche est au pouvoir ou parce que la gauche récupère des choses, que les choses vont mieux, et parfois c'est même pire.

Lobna Saidi

Bonjour, je travaille dans une association tunisienne sur le renforcement de capacités. Je souhaiterais rebondir sur la question du partenariat et c'est une très bonne approche parce que ça fait surgir beaucoup de questions qu'on n'a peut-être pas osé aborder ou qu'on n'a pas eu l'idée d'aborder. A chaque fois qu'un grand appel à projet est lancé par un bailleur, j'ai peur des nouvelles directives et de leur impact sur les populations et sur l'action humanitaire de la société civile parce que cela façonne tout ce que l'on fait dans ce domaine-là. De l'autre côté à la base, la société civile obéit et suit, et on a peur de partager notre avis, de dire non et de relever les points qui ne fonctionnent pas forcément sur tous les terrains

par rapport à tous les publics cibles. Je l'ai vécu avec plein d'appels à projet et de fonds alloués par les bailleurs là où on exige le partenariat. Et dans ces situations ce sont des faux partenariats qui s'installent. Ce sont des partenaires seulement sur le papier, et qui ne peuvent rien dire. On exige parfois aussi la participation du public cible. Ce sont des belles phrases à la définition du projet et cela peut tourner en une série de réunions avec des gens qui n'ont rien à voir avec la question traitée et ça donne des résultats sans impacts réels. Je pense que c'est à nous, à la base, avec le public cible, de tirer la sonnette d'alarme et de dire que ceci ou cela peut être appliqué dans certains contextes et pas dans d'autres. Je pense que la clef pour garder cette interaction entre ONG, bailleurs et grandes institutions monétaires mondiales est le dialogue, l'écoute et la confiance de part et d'autre. C'est facile à dire mais pas facile à faire. J'espère que cette réflexion résonne un peu du côté des ONG. Merci.

Stéphanie Stern

C'est vrai que la question des faux partenariats est un vrai problème. Je vais laisser la parole à Kamel Mohanna pour une réaction.

Kamel Mohanna

Je suis d'accord avec l'intervention sur le rapport nord-sud. D'autres points très importants ont été soulevés lors d'une autre intervention. Je rebondis également sur la question de prévenir et puis soigner. Aujourd'hui, on envoie des soldats pour contrer les terroristes mais il faut se demander pourquoi il y a une propagation du terrorisme. En Egypte, il y a sept millions de sans-abris, trente-cinq millions de personnes qui vivent avec seulement un dollar par jour et il y quatorze millions de chômeurs. Le changement va venir du sud ou du nord. Il faut qu'on travaille ensemble. Maintenant avec les médias sociaux chacun peut agir. On parlait cette après-midi de qui possède les médias. Le monde est gouverné par les banquiers et les financiers, et les politiciens sont devenus des serviteurs de ces gens-là. Il faut revenir à un **Etat régulateur**. L'Etat providence qu'on a créé pen-

dant la Seconde Guerre Mondiale n'existe plus. Il faut être avec les gens à la base et privilégier leurs intérêts. Il faut donc revenir à un Etat régulateur. Aujourd'hui le secteur privé se concentre sur le profit et ne se préoccupe pas des questions sociales. Il faut que le secteur public supervise le secteur privé et que les ONG ne prennent pas la place des gouvernements comme elles ont essayé lors de l'ouverture à l'économie de marché. Les ONG doivent **être un groupe de pression** et donner l'exemple. J'ai commencé à m'exprimer après avoir réalisé certaines choses et j'ai fait un choix en 1967 en France. J'aimerais citer un grand journaliste dans le monde arabe et plus particulièrement en Egypte qui s'appelait Ahmed Said, qui parlait de victoire en 1967 alors que nous avions été vaincus. A l'époque, je disais : « nous les Arabes, on parle beaucoup mais on fait peu ». Et depuis je n'ai pas suivi l'exemple de Che Guevara qui a abandonné sa profession de chirurgien. J'ai plutôt, à travers ma profession de pédiatre et de médecin, travaillé pour le changement et pour être avec les gens à la base. Les gens respectent ce positionnement. Quel que soit votre tendance, si vous travaillez pour tout le monde, les gens vous respectent. Il ne faut pas faire de discriminations et si vous travaillez pour l'être humain, les gens vous respecteront. Il faut aussi être capable d'être partenaire. Le partenariat n'est pas une approche simple et il faut s'imposer. A Amel, on a énormément d'occidentaux dans notre personnel et on s'appuie sur leurs savoirs et leur engagement, c'est une force honnête. Les peuples sont nos amis et il faut sortir de ce schéma occidental et non occidental. Il faut parler de peuples. En revanche, les politiciens c'est autre chose. Il faut donc travailler ensemble entre sociétés civiles et s'appuyer sur les personnes sur place. A mon avis il faut revenir à un Etat régulateur. Certes le changement est difficile mais il est tout de même observable. On a parlé de l'OMC et aujourd'hui les pays des BRICS ont de plus en plus de poids.

Stéphanie Stern

Pour revenir à la dernière intervention, ce que je voudrais savoir c'est si effectivement Amel a la capacité aujourd'hui d'imposer sa façon de voir les choses.

Kamel Mohanna

On refuse de prendre des fonds provenant de certaines agences gouvernementales. On a par exemple refusé le soutien financier de l'USAID. Je leur ai dit que je respectais le peuple américain et que je travaillais avec des ONG américaines. J'admire le peuple américain et la démocratie telle qu'ils l'appliquent dans leur pays. Mais je remarque que l'administration américaine soutient de nombreux régimes arabes non-démocratiques et soutient l'Israël aveuglement. Les Américains n'ont pas condamné les attaques de l'armée israélienne contre les officiers des Nations Unies au Liban en 2006 dans ma ville. Quand ils appliqueront leurs principes démocratiques dans notre pays, j'accepterai leur soutien financier. Quelqu'un du Ministère des affaires étrangères est venu me rencontrer. Ils respectent notre opinion. Malheureusement l'argent est trop souvent le « nerf de la guerre ». Au Liban, il y a peu de personnes qui refusent un million de dollars. En effet, c'est un choix qui n'est pas facile. AMEL choisit aussi ses partenaires et n'accepte pas toujours d'emblée les collaborations avec les ONGS internationaux ce à quoi elles ne sont pas habituées. On refuse également de collaborer avec certaines ONG libanaises qui portent le nom de personnes vivantes et qui font de la politique. Ce ne sont pas des ONG. Mais à Amel, on a notre façon de faire et on essaye de renforcer les liens avec nos amis et de neutraliser nos adversaires. Au sein d'Amel on est très souple sur la tactique mais très têtu sur la stratégie. C'est un combat de tous les jours.

Public 1

Visiblement, il y a une dispersion des forces et des moyens. On se trouve dans un dialogue de sourd malgré la colère, l'indignation, le militantisme et la volonté de chacun d'avancer. J'ai envie de rebondir sur l'intervention de Marc Lavergne et plus particulièrement sur les notions de concurrence et de complémentarité. Alors quand deux cultures entrent en communication, sont-elles en concurrence ou en situation de complémentarité ? Est-ce que la rationalité se complète-t-elle avec la subjectivité des cultures qui

n'ont pas vraiment la même rationalité que la nôtre ? Je pose ces questions parce que derrière l'idée d'aider, il y a une représentation de l'être humain, une représentation de l'homme. Il y a aujourd'hui un conflit par rapport à ce qu'on pense des Droits de l'Homme. On pense qu'ils sont un droit impérialiste occidental et que ce droit est déconnecté des besoins des pays. Et je me demande si fondamentalement il n'est pas nécessaire de repenser une idée des Droits de l'Homme parce que s'il n'y a pas une idée commune de ce qui fait l'être humain, comment peut-on s'entendre au niveau politique, au niveau économique, au niveau social ou encore au niveau des cultures. Comment peut-on s'entendre sur une direction à suivre? Donc complémentarité et concurrence sont toujours en conflit et en articulation, et je pense qu'il faut y penser.

Stéphanie Stern

Effectivement, je crois que l'on revient toujours à l'humain et c'est donc la pierre angulaire dans ces débats.

Public 2

Je voudrais juste revenir sur la question du partenariat nord-sud dans le domaine relatif aux ONG. Les ONG de manière générale ont une mission au sud. Est-ce que cette mission est une mission de partenariat entre ONG du nord et ONG du sud ou est-ce que c'est un partenariat entre ONG et peuples du sud ? Si ce partenariat s'inscrit dans une dynamique d'homologue entre ONG du nord et ONG du Sud, les ONG du sud vont-elles se substituer aux ONG du nord ? Nous avons des cas, mais des cas très rares. La plupart du temps, l'ONG du nord est toujours amenée à intervenir et souvent elle n'a pas d'homologue au sud. Alors que quand on parle de partenariat c'est par rapport à deux instances et à deux niveaux assez équivalents. On parlait notamment de partenariat d'une ONG envers un peuple, ce n'est donc pas un partenariat d'une ONG avec une autre ONG. Maintenant par rapport à cette question, nous avons des ONG du sud qui

naissent grâce à des ONG du nord mais souvent ces ONG ont du mal à prendre leur place parce qu'elles sont dans un rapport de père à fils.

Mon autre question porte sur la conception et l'acceptation même de l'ONG du sud. Au niveau du nord, une ONG du sud a des difficultés à postuler aux côtés d'une ONG du nord pour accéder aux financements. Il faut nécessairement recourir à la collaboration d'une ONG du Nord pour avoir accès aux financements du nord. Et c'est donc un handicap pour la pérennité voir même l'existence des ONG du sud.

Le troisième élément que je souhaite aborder est celui de la crédibilité des ONG. L'ONG du nord a plus de crédibilité que l'ONG du sud même au sud. Les populations du sud font plus confiance à une ONG du nord qu'à une ONG du sud. L'élément essentiel est donc de prévoir demain la relève des ONG du nord. Est-ce que c'est une question d'expertise ou simplement les gens pensent que les ONG du nord ont plus accès aux moyens de financement que les ONG du sud. Mais dans la réalité, les ONG du sud regorgent de compétences et d'expertise, malheureusement elles éprouvent des difficultés à prendre leur place au sud. La question qui se pose alors est la suivante : est-ce que les ONG du nord sont prêtes à laisser la place aux ONG du sud ? Cependant, si elles acceptent cette évolution, que deviendront-elles car aujourd'hui la plupart des interventions des ONG du nord se font au sud.

Stéphanie Stern

Merci. Malheureusement on est pris par le temps et je vais laisser brièvement la parole à Kamel Mohanna. Puis pour conclure nous pourrons écouter la synthèse de Serge Michailof.

Kamel Mohanna

D'abord il faut savoir qu'il existe des conflits au sein des ONG d'un même pays. Il y a différentes catégories d'ONG dans chaque pays et certaines sont proches des politiques, certaines sont confessionnelles et d'autres

font de l' « advocacy ». Il est donc difficile de faire cette distinction nord-sud.

Pour le deuxième point, j'aimerais donner un exemple en référence aux notions importantes qui ont été soulevées précédemment, à savoir la concurrence et la complémentarité. Je citerai l'exemple d'une ONG qui est venue à Amel. Ils voulaient donc travailler avec Amel quand les réfugiés syriens sont arrivés. On connaissait très bien ces personnes et ils se sont rendus dans les centres pour demander à collaborer avec Amel mais pas au siège. Dans les centres, on leur a répondu qu'ils devaient aller voir le responsable d'Amel au siège. Voilà une première chose. Après le nombre de malades a augmenté pour atteindre 500 malades par mois et le responsable de cette ONG est venu dans mon bureau me voir et me dire que certains malades se présentaient plusieurs fois et qu'il trouvait cela inacceptable. Puis il a rajouté vouloir que les médecins de cette ONG supervisent les médecins de Amel. Je lui ai répondu que je comprenais son problème mais qu'il fallait être à l'écoute des bénéficiaires qui vivent dans des conditions très difficiles. J'ai rajouté que je ne voyais pas comment un médecin pouvait en superviser un autre. On a donc mis fin à notre collaboration et ils ont alors choisi de travailler avec une ONG religieuse. Beaucoup d'ONG internationales travaillent avec les gouvernements et avec les ONG religieuses, mais par exemple les pays laïques doivent soutenir les courants laïques dans le Tiers-Monde, et si on travaille avec le gouvernement, on le soutient. C'est l'essentiel et on a l'argent, on pense à comment le dépenser et comment faire des rapports, et on ne se préoccupe pas du changement et du partenariat. Alors, nous si on a des structures solides, on peut imposer le partenariat. Enfin pour finir, je suis convaincue que le partenariat n'est pas un but en soi mais un moyen. C'est un moyen pour être avec les gens, être solidaire avec eux, promouvoir leurs droits, le développement, les services et l'urgence. C'est l'être humain qui compte et il faut qu'on travaille tous dans ce sens. On ne va donc pas revenir en arrière et on profite des expériences passées. On va vers l'avant et on doit avoir une vision, celle de l'être humain soit comment développer l'humanité de l'être humain sans tenir compte de son appartenance religieuse, politique,

géographique. Il faut être avec les plus vulnérables et avec les causes justes des peuples et en particulier la cause palestinienne, non pas dans une logique de business.

Serge Michailof

Merci, je crois qu'il est très difficile de résumer et de synthétiser les débats qui étaient en fin de compte très clairs. Je voudrais identifier un certain nombre de points qui me paraissent critiques sachant que moi-même je viens du monde du développement et pas de celui de l'humanitaire, et à vous entendre je vois énormément de points de convergence et de rapprochement. Avec la perspective un peu particulière qui est la mienne, je voudrais revenir sur un certain nombre de points. Kamel Mohanna disait tout à l'heure qu'il y a une grande diversité d'ONG locales. Mon expérience me fait dire qu'il y a énormément de fausses ONG, qui sont des faux-nés pour des responsables politiques et parfois des associations politique qui exercent des pressions sur les bailleurs de fonds pour faire financer leur projets. Ensuite il existe des ONG qui sont pleine de bonne volonté et d'engagement mais qui n'ont aucun professionnalisme, et c'est aussi extrêmement gênant de s'apercevoir que des gens qui sont plein de fougue et d'ardeur n'ont pas les bases du métier. Ensuite, il y a des ONG, y compris les ONG du nord, qui sont incapables de présenter des comptes clairs, et lorsqu'on commence à analyser les comptes on s'aperçoit que 60 à 70% des fonds sont alloués à des dépenses de voyages, de contrôles. J'ai souvent poussé mes équipes à travailler avec des ONG et le nombre d'ennuis que j'ai eu avec les services comptables ou les services juridiques pour ensuite avoir une vision claire de ce qu'elles faisaient, ça a été pour moi un grand casse-tête. Lorsqu'on parlait du passage de l'ONG missionnaire à l'ONG engagée puis à l'ONG business, ce que je note c'est que le fait que les grandes ONG deviennent plus professionnelles, plus grosses et plus puissantes les soumet à des contraintes de tout organisme qui a plusieurs centaines de salariés à payer, qui a des obligations de rendre des comptes, qui doit gérer des financements assez incertains qui proviennent de différentes sources. Automatiquement vous êtes prisonnier de ces contraintes

de structures et de ces contraintes institutionnelles et vous êtes à la fin amenés à mener des opérations qui ne correspondent exactement pas à votre philosophie parce qu'il faut survivre et assurer les salaires et les fins de mois. Je le vois couramment et tout le monde est conscient de ce genre de situations, et on craint que cela s'accroisse au fur et à mesure que les réductions de financements se feront sentir.

Un élément qui paraît très important est celui de la pérennité des actions, thème qui a été soulevé à plusieurs reprises. Sur ce plan-là, moi qui travaille essentiellement dans des Etats fragiles ou en conflit, je suis scandalisé par la philosophie des bailleurs de fonds qui travaillent à base de projets d'une durée de vie de quatre ans ou de cinq ans. On monte donc un projet et au bout de quatre ans, on s'en va. Alors non seulement les actions qui ont été conduites s'effondrent, mais il y a là aussi un problème d'éthique entre les différentes ONG locales, les ONG internationales financées par les agences des Nations Unies ou par des bailleurs de fonds, et les bailleurs de fonds eux-mêmes sur le projet qui porte sur la course pour récupérer les meilleurs experts locaux et sur les surenchères salariales. Ainsi, la course au meilleurs experts locaux se déroule de la façon suivante : une ONG très puissante financée par la Banque Mondiale ou par la Banque Asiatique de Développement va ramasser les meilleurs experts dans les ONG locales voisines et les payer à des tarifs internationaux des Nations Unies, et puis les petites ONG locales qui n'ont pas les moyens vont se retrouver avec pas grand-chose, et surtout, les services administratifs locaux vont vite perdre l'expertise. Et cette expertise va servir aux ONG puissantes qui sont financées par les bailleurs de fonds. Ainsi, au lieu de créer les capacités institutionnelles dans ces pays, les ONG et les projets financés par les bailleurs de fonds contribuent à vider de leur substance les administrations, et tous les programmes de formations qu'on peut financer ne servent à rien dès que quelqu'un est financé, il part immédiatement chez les bailleurs de fonds. Alors pour vous donner un chiffre, aujourd'hui en Afghanistan vous avez 100 000 personnes qui constituent la deuxième administration qui est payée par les bailleurs de fonds, qui se situent soient dans des structures

de projets soient dans des ONG. Sur les 360 000 fonctionnaires non militaires qu'il y a dans l'administration afghane, vous n'avez pas 20 000 personnes qui sont du calibre des 100 000 qui sont payés par les bailleurs de fonds internationaux. Alors qu'est-ce qui va se passer ? Et bien dans deux ans, les pays occidentaux vont se fatiguer et vont arrêter les financements sur l'Afghanistan, tout ceci va s'effondrer et l'Afghanistan va se retrouver avec une administration du niveau de la Somalie. Voilà donc le genre de dérives auxquelles il faut faire très attention.

Il semble important d'aborder la question de la coordination entre ONG mais également entre bailleurs de fonds. Il y a eu une quantité de conférences internationales pour essayer de mettre de l'ordre dans l'action des donateurs internationaux dans le monde. Or, tout ce que je vois depuis des années sur ces questions, c'est que dans les pays sans capacités c'est toujours un bazar épouvantable. Le problème est donc que quand on rajoute le bazar entre les grands acteurs, les grandes institutions de développement, à celui des ONG, on arrive à une situation qui est complétement chaotique. Il importera d'une façon ou d'une autre, j'ai quelques solutions en tête, de commencer à mettre de l'ordre dans ce domaine parce qu'on est dans des situations totalement anarchiques.

Un autre point que je souhaitais soulever est celui du problème du micro et du macro. Il faut faire très attention car la multiplication par cent du micro ne débouche pas forcément sur des résultats satisfaisants. Et trop d'ONG ont tendance à travailler en apesanteur. De nombreuses ONG refusent de travailler avec le gouvernement car il est corrompu et montent donc leurs propres opérations. Et donc personne ne s'intéresse à l'impact global sur les problèmes du pays ni à la stabilité. On a là des problèmes graves et je crois qu'il y a quand même deux types de situations. Vous avez des situations où il n'y a plus de gouvernement, et là les coordinations d'ONG doivent se mettre en place pour se substituer complètement à l'Etat et arriver à conduire des actions qui ont une cohérence. Si elles travaillent de façon dispersée, on va encore une fois au chaos. Quand on a dans un pays une structure administrative et une structure politique qui fonction-

nent avec des gens de bonne volonté dans certains domaines, il faut peut-être accepter de faire du lobbying pour que les politiques sectorielles prennent en compte votre propre expérience, ce que vous savez de la façon dont cela fonctionne sur le terrain pour modifier ces politiques. Mais à ce moment-là, il faut aussi accepter de travailler dans des ensembles de politiques sectorielles définies au niveau national et puis accepter un certain cadre en ce qui concerne les méthodes de travail et la façon d'intervenir. Combien de fois j'ai vu en Afrique des puits dont l'accès était payant à un endroit et gratuit à un autre. Il faut donc mener toutes ces actions avec cohérence.

Un autre élément a attiré mon attention, à savoir l'arrogance des ONG du nord qui s'installent dans un pays. Cela m'a rappelé l'arrogance de certaines équipes que je dirigeais à la Banque Mondiale. Je voyais arriver des jeunes, sortis de l'université depuis trois ans, qui savaient tout et passaient deux heures à rencontrer les locaux et montaient des programmes de réformes économiques qui étaient totalement calqués sur d'autres programmes. On voit donc bien qu'il faut beaucoup d'humilité dans ce domaine et s'appuyer sur le savoir-faire local. Dans tous ces domaines-là, il faut aussi passer énormément de temps à écouter. Voilà ce que je voulais partager et j'ai évidemment encore beaucoup de points que je pourrais développer.

Un dernier point qui me semble quand même important à évoquer est le fait que toutes ces ONG qui travaillent en apesanteur et qui ignorent le gouvernement créent un ressentiment incroyable à leur égard de la part des autorités, et surtout quand les autorités sont sérieuses, et ça arrive dans certains cas. Rappelez-vous qu'en 2006, le ministre du plan afghan s'est fait une véritable publicité au niveau national en demandant l'expulsion de toutes les ONG internationales, et cela montrait donc le niveau d'exaspération dans lequel il était. Il ne savait pas ce qu'il se passait et n'avait aucun contrôle sur les choses. Ainsi, dans les pays où il y a un mini-

mum d'organisation, il y a trois étapes essentielles. Il faut donc aller voir les autorités pour leur expliquer ce que l'on fait, leur donner un budget pour le programme et enfin leur transmettre un compte-rendu d'activités.

Stéphanie Stern

Merci infiniment pour vos interventions.

Table ronde 4 : Le rôle des ONG dans les zones de conflits – 1ère partie

Modérateur :

- ***Yann Mens -*** *auteur et rédacteur en Chef adjoint d'Alternatives Internationales*

Intervenants :

- ***Patrick David*** *- ancien vice-président de Médecins du Monde*
- ***Kamel Mohanna*** *- fondateur et Président de l'association AMEL Association International*
- ***Lise Salavert -*** *responsable Programme RCA, Sud Soudan et Moyen Orient chez Solidarité**s***

Grand témoin dans la salle :

- ***François Rubio*** *- directeur juridique de Médecins du Monde*

Yann Mens

Bonjour et bienvenue à cette première table ronde du matin sur le rôle des ONG en zone de conflit. Je m'appelle Yann Mens, je suis rédacteur en chef du magazine trimestriel *Alternatives internationales*. J'ai la lourde responsabilité de modérer et d'animer cette table ronde, qui sera suivie d'une deuxième table ronde sur le rôle des ONG en zone de conflits mais qui portera davantage sur l'adaptation des pratiques des ONG. Maintenant nous allons davantage parler du contexte, du cadre juridique et d'un certain nombre d'acteurs maintenant de plus en plus présents qui sont les fameuses sociétés militaires privées. Pour parler de ce sujet, nous aurons trois intervenants à qui je vais demander de parler dix minutes chacun. Ensuite, interviendra un témoin dans la salle qui est là, François Rubio, et ensuite bien entendu la parole sera à vous.

La question des ONG en zone de conflits va nous amener à parler de la transformation du type de conflit, et probablement de la transformation du type de belligérants auxquels les ONG ont à faire, qui notamment posent des problèmes de sécurité. On abordera ces questions car elles sont de plus en plus au cœur des préoccupations et des débats au sein des organisations humanitaires mais aussi évidemment des Nations Unies. On a

en tête les affaires dramatiques récentes, tout n'est pas nouveau dans ce domaine mais il y a quand même des choses inédites et inquiétantes et nous essaierons de parler aussi, notamment grâce à François Rubio, des évolutions du cadre juridique.

Je vais donc donner la parole à Patrick David. Je rappelle que vous avez été Vice-président de Médecins du Monde de 2004 à 2011. Ensuite je donnerai la parole à Lise Salavert, de Solidarités, qui est responsable des programmes Centrafrique, Sud Soudan et Moyen-Orient, puis je donnerai la parole à Kamel Mohanna - même si vous avez déjà pris la parole hier - je rappelle que vous êtes le fondateur de AMEL au Liban. Je donne donc la parole à Patrick David pour une dizaine de minutes.

Patrick David

Bonjour, ce que je vous propose de faire est de revisiter les séquences historiques de l'humanitaire qui nous ont emmené jusqu'à aujourd'hui. On parle aujourd'hui de « private security providers », de cette adjonction d'agents de sécurité pour travailler dans les zones grises. D'où est-on parti pour en arriver là ? Je vous propose de le voir à travers le prisme de l'expérience d'un médecin, acteur de terrain, et pas d'un politologue. Dans ces séquences historiques, j'imagine qu'il y a quatre phases. La première phase est ce que j'appellerai « l'âge d'or », l'époque des French Doctors, la réciprocité. Mon expérience personnelle, c'est l'Afghanistan en 1984, dans la région du Logar avec Aide Médicale internationale. Nous arrivons sans un sou en poche. Nous nous faisons héberger à Peshawar, dans l'école d'un instituteur belge. Nous passons ensuite la frontière. C'est une réciprocité qui s'instaure : nous amenons les médicaments et les Afghans nous prennent en charge. A un moment où il n'y a pas de tension dans le Logar par rapport au conflit avec les Soviétiques, nous revenons à Baraki Barak. Nous voulons nous acheter des gâteaux, les Afghans nous disent « non, vous n'avez rien à dépenser, c'est nous qui achetons pour vous ». Voilà l'âge d'or c'était ça, c'était la réciprocité. Alors la deuxième phase est une phase de transition. C'est l'époque où les commandants afghans sont

amenés à Reagan, celui-ci ne connaissait pas et a découvert ces acteurs du conflit contre les Soviétiques, il s'est dit qu'il y avait quelque chose à jouer et c'est là que la manne financière est arrivée dans les ONG. En tous cas, c'est ce que j'ai vécu. Je crois que Médecins du Monde a touché à l'époque 350 millions d'anciens francs (500 000 euros). A ce moment-là, cela a commencé à tendre nos relations avec nos partenaires afghans. C'était les premiers inputs économiques dans le contexte humanitaire. Cela a commencé à pervertir les relations. Mais le drapeau humanitaire était encore une protection, c'est-à-dire qu'on respectait encore le médecin et ce n'était pas encore une cible.

Après cette phase de transition, je dirais que la troisième phase est la phase des alliances avec la société civile, c'est-à-dire qu'il pouvait y avoir des tensions avec les acteurs politiques locaux. Donc je prendrai deux exemples pour illustrer cette question-là : l'exemple de la Colombie, le conflit FARC-armée, et l'exemple de la Tchétchénie. Pendant cette période, la perception de l'action humanitaire par les populations civiles était un facteur de protection. En effet, elles imposaient ainsi aux politiques locaux de nous protéger et de permettre que notre action se développe même si les zones dans lesquelles nous étions étaient des zones dangereuses et des zones de conflits.

Après cette troisième phase, nous venons à la quatrième phase que j'appellerai la phase de vulnérabilité. Pour ces quatre principales raisons : la première raison, c'est la dislocation d'une société civile, c'est ce qu'on vit aujourd'hui en Syrie ; la deuxième raison, c'est le fait que des Etats occidentaux sont devenus des acteurs majeurs de la déconstruction sociale et politique de certains pays, c'est l'exemple de la Lybie, on en voit les effets encore aujourd'hui ; la troisième raison, c'est les réponses intégrées militaro-humanitaires qui modifient complètement la perception des acteurs humanitaires. Le drapeau humanitaire n'est plus une protection. Ce drapeau, c'est le drapeau de l'Occident et à ce moment-là nous devenons vraiment des cibles. C'est la phase la plus compliquée.

Ce séquençage que je revisite avec vous amène à cette situation où aujourd'hui les PSP - les « Private Security Providers » - deviennent un sujet.

L'humanitaire d'Etat, dans ses initiatives, a entièrement brouillé l'image de nos actions sur le terrain. Alors par rapport à cet environnement changeant, quelles ont été les mutations internes de nos ONG ? Comment nous sommes nous adaptés à ces nouveaux contextes ? Je dirai qu'il ne s'est pas passé grand-chose de ce côté-là. Qu'est-ce que c'est qu'une ONG, en France, en Europe, en Occident ? C'est une PME, qui s'inscrit dans une économie du Nord. La base de tout ce qui va suivre, c'est un modèle économique qui n'est pas transposable au Sud ou alors c'est un clonage tout simplement. Donc notre ADN c'est celui-là, une PME du Nord qui va mener des actions au Sud dans les zones de conflits. Et l'autre aspect des possibles mutations auraient dû concerner les gouvernances de nos ONG. Si nous regardons les principales ONG françaises, occidentales, nous avons encore des consanguins blancs. Nous n'avons pas beaucoup innové concernant cette gouvernance pour nous adapter à ces nouveaux terrains. Donc pour moi, le débat, c'est bien sûr une question de cadre juridique mais ça ne nous enlève pas la responsabilité de cette absence d'imagination dans la mutation de l'ADN interne de nos ONG. Le débat se situe aussi sur cette question.

Yann Mens

Merci beaucoup. Sur la question de la gouvernance blanche, il faudra peut-être aussi poser la question de savoir quel est le poids du statu quo dans les ONG ?

Patrick David

C'est une caricature bien sûr, mais ça va ouvrir le débat.

Yann Mens

Merci, je passe la parole à Lise Salavert.

Lise Salavert

Bonjour, alors je voulais justement vous parler de la phase de vulnérabilité comme vous l'avez appelé, puisque moi je n'ai pas connu l'âge d'or et donc je travaille dans cette phase-là de vulnérabilité. Je voulais vous parler de mon expérience sur le terrain dans trois zones, notamment la crise syrienne, la Centrafrique et le Soudan du Sud. Et je voulais surtout vous parler de certains aspects pratiques qu'on rencontre sur le terrain. Aujourd'hui quand on travaille sur le terrain on fait face à différents acteurs : on a les organismes de terrain donc les ONG internationales ou locales, on a les Etats qui sont parties au conflit et on a la fameuse communauté internationale, qui s'est engagée pour faire respecter le droit international humanitaire comme un ensemble commun. Les ONG font pression sur les Etats et font pression sur la communauté internationale pour avoir davantage de moyens et pour avoir un meilleur accès aux personnes victimes. Dans les trois contextes que je vous ai mentionnés, il s'agit de conflits où le droit international humanitaire n'est pas respecté. On voit des confusions entre les combattants et les civils. La communauté internationale est impliquée via des forces de maintien de la paix ou via des forces d'intervention. Cela entraine un niveau d'insécurité pour les travailleurs humanitaires qui est assez élevé, et une difficulté d'accéder sur le terrain - avec un petit bémol sur le contexte syrien, notamment dans les pays aux alentours où les réfugiés sont allés, où il s'agit d'un contexte urbain, ce qui est compliqué pour les acteurs humanitaires parce que ce n'est pas nécessairement un contexte dans lequel on a l'habitude de travailler, et c'est un contexte où les Etats d'accueil sont assez forts aussi. Donc qu'est-ce qu'on a comme marge de manœuvre sur le terrain aujourd'hui, dans ce contexte-là ? C'est compliqué. Je ne sais pas si c'est une phase de vulnérabilité, je ne sais pas comment l'appeler et s'il faut l'opposer à ce fameux âge d'or où tout était permis il y a longtemps. Mais aujourd'hui nous sommes dans un monde où les ONG ont beaucoup plus d'argent qu'avant. C'est un monde très concurrentiel donc nous intervenons dans un contexte compliqué et complexe. De plus, nous sommes assez concurrentiels entre nous puisque nous nous battons pour obtenir des fonds. Cela se passe dans des réunions

avec de nombreux acteurs, où parfois en tant que simple travailleur humanitaire nous avons du mal à saisir le rôle de chacun dans ce monde-là. Donc comme nous avons besoin de plus d'argent pour intervenir, forcément on passe par des bailleurs de fonds. Ces bailleurs de fonds ont une politique ou un objectif qui est parfois différent du nôtre, ce qui nous pousse à faire des compromis. Et si après le tsunami, on nous a dit qu'il fallait nous coordonner, aujourd'hui on se rend compte que ce sont les bailleurs de fonds qui se coordonnent et qui décident avant que nous, les acteurs humanitaires, on ait analysé les besoins sur le terrain. On se rend compte parfois que tout est décidé à l'avance et que les bailleurs se sont coordonnés. On aura beau expliquer que ce n'est pas nécessairement là qu'il faut mettre de l'argent, ça n'aura pas un réel impact. C'est pour dire qu'on a un peu moins d'indépendance que ce qu'on voudrait. On dépend aussi d'une politique humanitaire à l'échelle d'un Etat. Il va y avoir chaque année une décision de la communauté humanitaire, en général pour dire « pour tel contexte, c'est ici qu'il faut intervenir, les besoins les plus criants sont ceux-ci, etc. » Et parfois on se trouve face à des non-décisions ou une attente de décision pour savoir ce qui va être financé ou non. C'est par exemple ce qui se passe aujourd'hui au Soudan du Sud, où du fait que le processus de paix est en attente, nous, les acteurs sur le terrain, nous en faisons les frais. Les bailleurs de fonds refusent de financer les actions qui seraient un peu plus durables ou qui seraient peut-être plus adéquates avec ce qu'il se passe sur le terrain. Aujourd'hui les personnes déplacées au Soudan le sont depuis fin décembre de l'année dernière *(2013)* et on en est encore à des opérations appelées « life saving » avec des moyens qui ne sont pas adaptés aux besoins des personnes. Si on ajoute à cela un environnement sécuritaire compliqué pour intervenir, cela fait que certaines zones sont inaccessibles pour des raisons de sécurité, que ce soit pour le personnel international ou le personnel local. Donc on a dans certains pays des zones totalement inaccessibles. On a la Syrie notamment pour le personnel international, mais au Sud Soudan il y a beaucoup de zones où on ne peut pas aller, en Centrafrique aussi. On appelle ça les

« Hard to Reach areas ». On dit qu'il faut travailler dans les « Hard to reach areas » mais derrière nous n'avons pas les moyens de le faire.

Aujourd'hui quels sont les moyens que nous avons pour arriver à travailler dans ces zones où il y a trop d'insécurité ? Comment arrivons-nous à intervenir au Liban dans un pays où il y a plus d'un tiers de la population qui est réfugiée, ou au Soudan du Sud dans ces fameuses « hard to reach areas » et dans ce milieu complexe ? Je n'ai pas de solution miracle mais il me semble qu'il serait important de remettre notre intervention dans le cadre juridique dans lequel elle se doit d'intervenir pour relégitimer nos interventions, mais aussi de s'attacher à faire du plaidoyer auprès des Etats. Nous en faisons déjà, et il y a beaucoup de rapports qui sortent dont d'Amnesty international et de toutes les ONG de droits de l'Homme, pour dénoncer tous les abus qui se font sur le terrain. Mais il me semble que ce n'est pas suffisant et qu'il faudrait qu'on en fasse auprès des communautés dans lesquelles on intervient, et auprès de nos bénéficiaires également, pour qu'on puisse toujours remettre dans le cadre notre intervention, la relégitimer car aujourd'hui elle est de moins en moins légitime. L'autre chose que je vois, et qui pourrait améliorer notre intervention, ce serait d'accompagner les interventions d'urgence d'une intervention de développement et de ne plus faire « on fait une réponse d'urgence à tel endroit puis derrière on réfléchit à comment faire le lien avec le développement ». C'est important de faire les deux choses en même temps. Si on le faisait, par exemple, en Jordanie avec tous les réfugiés syriens qui viennent d'arriver, qui n'ont pas le droit de travailler, notre intervention serait plus efficace ; plutôt que de faire un camp dans lequel on met les réfugiés et dans lequel on donne une assistance qui est toujours la même mais qui ne peut pas s'arrêter car on crée des besoins qui ne s'arrêtent pas puisque les gens restent dans ce camp. Et la dernière chose qui me semble importante c'est que plus ça va, plus on travaille en « remote control » ou management, c'est-à-dire que nous travaillons d'une certaine zone pour une zone dans laquelle nous n'avons pas accès. Pour travailler de cette manière-là, il faut que nous arrivions à développer des moyens de communication et

que nous nous aidions de toutes les nouvelles technologies qui existent aujourd'hui - la collecte des données par les téléphones portables, qui nous permet d'avoir une meilleure connaissance de ce qu'on fait et de ce qui se passe sur le terrain par exemple. Ce sont des choses qui sont peut-être simples mais qui nous aideraient à mieux connaitre ce qu'on fait, et bien sûr à pouvoir donner aux bailleurs de fonds les informations dont ils ont besoin.

Yann Mens

Merci Lise Salavert, je vais donner la parole maintenant à Kamel Mohanna.

Kamel Mohanna

Bonjour, alors ce matin je vais parler de la crise syrienne. Au Liban, maintenant, selon le HCR *(ndlr Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés),* on a 1,2 millions de réfugiés, c'est-à-dire le tiers de la population libanaise (*ndlr 4 millions d'habitants)*, ce qui équivaut à 20 millions de réfugiés en France. En France, il y a 10 000 Roms, on les a expulsés. Dans ce contexte, je voudrais saluer la solidarité du peuple libanais et des réfugiés palestiniens au Liban. Mais **la situation est explosive et catastrophique**. Il faut aider le Liban, qui aide la Syrie. La réalité que nous vivons est sans précédent depuis le massacre qu'a connu le Rwanda en 1994.

Au niveau de la santé, les soins de santé dits « primaires » sont plus ou moins assurés, essentiellement grâce au support des ONG, qu'elles soient nationales ou internationales. Toutefois, la situation est toute autre en matière de santé secondaire (*ndlr : l'hospitalisation)*. Il faut à cet effet noter que le HCR ne couvre que 75% des frais d'hospitalisation, ces derniers n'incluant pas les accidents du travail et les maladies chroniques. Les 25% restants, à la charge du réfugié, sont le plus souvent inabordable pour une personne vivant dans un état d'extrême vulnérabilité.

Au niveau de l'éducation, selon l'UNICEF, ce sont 400,000 enfants réfugiés syriens qui résident sur le territoire libanais et qui sont en âge d'être scolarisés alors que le pays compte 280,000 étudiants libanais. Le plus grave est

que seulement 100,000 enfants syriens ont accès à l'éducation formelle. Autrement dit, ce sont près de 75% des enfants réfugiés syriens qui n'ont pas accès à l'éducation et qui risquent de devenir de futurs Daesh.

Sur le plan de la sécurité, au Liban il y a 32 000 prisonniers. Le tiers de cette population carcérale est composé de réfugiés syriens10 000 réfugiés syriens sont en effet emprisonnés et cette situation est partiellement imputable aux problèmes économiques et sociaux.

Sur le plan de l'environnement, chaque jour au Liban on avait 5 tonnes de détritus, ce sont maintenant 7 500 tonnes Qui sont comptabilisées en plus de la pollution.

Concernant l'habitat et le côté juridique, je connais une famille palestinienne de dix personnes. Le « chef » de la famille ne travaille pas. Ils ont deux chambres. Ils ont reçu vingt personnes, ce sont donc trente personnes qui vivent maintenant dans deux chambres. Il n'y a pas de structure d'eau, il n'y a pas de toilette. Ils font du « shifting » : à tour de rôle, les femmes et les enfants dans une chambre et les hommes dans l'autre, il n'y a pas de place pour s'allonger, certains sont debout d'autres se couchent. C'est ça le droit au logement.

Maintenant concernant le travail que nous faisons avec les réfugiés syriens, je propose toujours au gouvernement libanais d'établir une politique nationale avec les ONG libanaises, avec le soutien du HCR et des ONG. Malheureusement le HCR, les agences des Nations Unies et les ONG internationales travaillent pour la visibilité et non pas pour l'efficacité. Il est essentiel de dire aux médias que l'on travaille bien, mais que les besoins ne sont pas couverts. Où va l'argent ? Dans les projets pour le HCR 30% vont pour le management et 10% chez les ONG internationales - il y a d'ailleurs un conflit entre les ONG internationales. Les ONG internationales en général prennent la place des ONG libanaises et font du professionnalisme, de la technicité, du charity business, et des BONGO (*Business oriented non governmental organisations*). Mon ami Rony Brauman appelle cela du colonialisme humanitaire.

Les réfugiés syriens sont au Liban depuis trois ans et demi et tout le monde sait qu'ils seront là pour plus de cinq ans. Et regardez l'Europe qui n'a accueilli que 17000 réfugiés syriens dont : 500 en France et 400 en Angleterre. La communauté internationale est tout sauf solidaire, car le Liban, un petit pays qui est divisé, accueille pour sa part plus de 1,5 millions de réfugiés. J'ai reçu le Ministère des Affaires Etrangères belge à Amel. Il m'a qu'il n'y a aucune solidarité en Europe, c'est au Liban la solidarité, en Afrique la solidarité. Voilà donc la situation au Liban : 1,5 millions de réfugiés dans un pays où il y a une crise depuis 40 ans. Moi je suis médecin, et c'est inhumain de vivre 40 ans dans l'urgence et ce n'est pas fini, cela ne fait que commencer.

Sur le plan juridique, au niveau de la santé il n'y a pas de droit, au niveau de l'habitat, comme je l'ai dit avec l'exemple de la famille palestinienne, il n'y a pas de droit. Au niveau de l'eau potable et de l'électricité, l'infrastructure au Liban a subi en trois ans ce qu'on lui a fait subir en 25 ans et le Liban a perdu 7,5 milliards de son budget à cause de la crise syrienne. Et ils vont rester encore au moins cinq ans, tout le monde le sait. Alors nous demandons une solution politique en Syrie et nous proposons qu'il y ait un fonds de rapatriement afin que les réfugiés syriens puissent retourner en Syrie, dans les régions où il n'y a pas d'hostilités. Nous savons que le gouvernement libanais refuse de traiter avec le gouvernement syrien. Il y a un émissaire des Nations Unies, qu'il fasse lui-même le dialogue afin que les réfugiés syriens puissent retourner chez eux et qu'on leur donne de l'argent pour qu'ils construisent leurs maisons, comme ça a été fait en 2006 au Liban après l'attaque israélienne.

Mais la situation au Liban est, comme je l'ai dit au départ, explosive et catastrophique. Parmi les réfugiés syriens, on en a 60 000 qui ont fait le service militaire, tous ces gens-là peuvent être des militaires s'ils vont faire de la politique contre le pays. Au Liban, pour quarante accouchements de femmes libanaises, il y a soixante accouchements de femmes syriennes. Ce n'est jamais arrivé dans l'histoire.

Et je voudrais souligner deux ou trois points supplémentaires, montrant les inégalités du système humanitaire. Pendant la guerre civile, j'étais dans un

hôpital et l'ONG internationale présente sur place a quitté les lieux. Bernard Kouchner, qui était sur place avec une équipe de MSF, est en effet parti en raison du danger. En tant que médecins, j'ai assumé toutes les responsabilités médicales. Même si je suis pédiatre, j'ai pourtant effectué des chirurgies. Puis, des années plus tard, j'ai découvert MSF avait fait un livre de 1200 pages, où ils ont écrit une ligne sur moi. C'est moi qui suis resté jusqu'à la fin, j'ai été blessé, et eux ils sont partis. Mais eux apparaissent comme des héros et moi personne ne me connait. Ils ont écrit une ligne : « Kamel le Palestinien », parce qu'à l'époque on m'appelait comme ceci. Une ligne, Kamel le Palestinien sans mon nom de famille : « on est allé le voir avec l'équipe pour lui dire que la situation était dangereuse, qu'on allait partir, Kamel était compréhensif, Bernard dit tu viens avec nous, Kamel hausse les épaules, il sourit et dit moi je reste ». Une ligne, mais personne ne me connait et 1200 pages d'héroïsme sur ceux qui sont partis. Regardez le scandale.

Au niveau de la protection, j'assiste à des réunions, et tout le staff des ONG internationales me parlent de la protection sans cesse. On parle du staff mais jamais des civils, de leur protection à eux. Le militaire quand il est dans une armée, il sait qu'il risque de mourir. Récemment il y a des journalistes qui sont morts et les personnes qui travaillent dans l'humanitaire s'ils ont des engagements. Il faut en effet aller sur le terrain mais pourquoi les règles entre internationaux et nationaux en la matière. Pourquoi les internationaux sont évacués alors que nous estimons de notre devoir de rester sur place. Notre vie ne compte pas, leur vie compte. Mais quand tu travailles dans l'humanitaire, c'est un engagement, tu dois savoir à quoi tu as à faire. Il faut aller sur le terrain, c'est ton devoir, ou pourquoi tu fais ça ? Dans toutes les réunions se pose la question de la protection du staff. Il faut une armée derrière eux pour les protéger, pour qu'ils soient à l'aise, toucher 20 000 dollars par mois, avoir une voiture blindée ? A mon avis, il faut se demander comment développer la solidarité internationale pour les réfugiés syriens. C'est inhumain qu'un pays comme le Liban qui souffre depuis 40 ans maintenant et qui aujourd'hui accueille 1,5 millions de réfugiés qui seront bientôt 2 millions, et que la situation continue comme ça.

Alors sur le plan juridique, que ce soit pour les Libanais, pour les Palestiniens au Liban et pour les Syriens il y a beaucoup à dire. Mais le Liban c'est un pays où la société civile est très développée. On a fait un workshop récemment pour le World Humanitarian Summit et j'étais franchement impressionné par les nouvelles générations. Je suis très optimiste pour notre région grâce à la nouvelle génération et surtout les filles, on va vers la démocratie car ces générations ont tuées le père, et selon les sociologues le père c'est l'autorité. Il y a un discours hypocrite tous les jours sur les droits de l'Homme alors qu'on attaque des pays, l'Irak - un million de morts - la Lybie avec Sarkozy et l'intervention de la France, maintenant à Gaza, Obama donne le droit à Netanyahu de faire ce massacre, mais quand les intérêts des compagnies pétrolières sont menacés on envoie les avions. C'est ça le double scandale.

Maintenant il faudrait se demander, en tant que société civile, comment nous pouvons travailler ensemble, Nord-Sud, d'égal à égal, un partenariat pour un monde plus juste et plus humain et, comme je l'ai dit hier, il faudrait être avec les victimes, les causes justes des peuples et en premier lieu la cause palestinienne. Merci beaucoup.

Yann Mens

Merci Kamel Mohanna, comme d'habitude beaucoup de sujets dans l'intervention. Ce n'est pas un débat sur la Syrie, mais concernant l'idée qu'il y ait une solution politique en Syrie, il faudrait commencer par en convaincre Bachar Al-Assad.

Kamel Mohanna

Il faudrait convaincre tout le monde, la communauté internationale, c'est une guerre planétaire.

Yann Mens

Et quant au fait de savoir effectivement si être humanitaire veut dire prendre un engagement d'aller partout tout le temps n'importe où, quel que soit les risques, c'est également une question qui fait débat. Avant de vous passer la parole pour un échange avec les intervenants, je vais donner la parole à François Rubio comme le témoin et le spécialiste du droit dans cette affaire, parce que je rappelle que l'un des angles de cette table ronde qu'ont souhaité les organisateurs était de parler du cadre juridique.

François Rubio

Je suis un peu gêné d'intervenir maintenant après toutes ces expériences humaines et de terrain - Patrick David, Kamel Mohanna, Lise Salavert - parce qu'au fond moi je suis l'un des modèles les plus achevés de l'apparatchik de l'humanitaire. Je suis rarement sorti de la rue Marcadet et j'ai regardé ça par ma petite lorgnette, je suis en quelque sorte un fonctionnaire de l'humanitaire. Alors je vais m'en tenir à mon rôle, un rôle de juriste. J'ai entendu aussi la gouvernance des ONG, j'ai entendu parler d'âge d'or. Alors je vais commencer par l'âge d'or de l'humanitaire parce qu'hier en introduction j'ai commencé par cette illusion d'un âge d'or de l'humanitaire. Je pense qu'il n'y a jamais eu d'âge d'or de l'humanitaire, on l'a peut-être cru mais si je prends la notion d'humanitaire, c'est-à-dire que je la raccroche à des textes qui sont la protection humanitaire, elle a toujours été accolée à la guerre. On ne peut pas dire qu'il y ait eu un âge d'or de l'humanitaire lors de la première guerre mondiale parce que l'accès aux victimes civiles dans les départements occupés ou dans les pays occupés était très compliqué, l'accès aux camps de prisonniers était très compliqué, lors de la guerre civile, dans ce qu'allait devenir l'union soviétique, l'accès aux victimes a été très compliqué, et je pourrais multiplier les conflits. Je crois qu'il n'y a jamais eu d'âge d'or. Alors on a eu peut-être cette illusion d'un âge d'or avec la naissance du sans frontiérisme, avec la naissance entre guillemets de ce droit d'ingérence dont on ne sait pas très bien ce qu'il recouvrait. Et puis on a eu, pour terminer aujourd'hui sur le sujet sur

lequel on travaille, la responsabilité de protéger qui est visée pour la première fois dans la résolution du conseil de sécurité à propos des événements en Lybie, la décision d'intervenir militairement en Lybie et la responsabilité de protéger. On voit un an, deux ans après, ce que ça donne, donc je pense qu'il n'y a jamais eu d'âge d'or. Là je m'inscris en faux sur ce qu'a dit Patrick David mais je pense que tu l'as vécu comme ça parce qu'on l'a vécu comme ça, mais je pense qu'ailleurs il n'y avait pas d'âge d'or. Ça, c'est la première réflexion.

Deuxième réflexion en ce qui concerne le cadre juridique. Alors c'est vrai que l'on vit aujourd'hui dans un monde où les textes de droit international humanitaire n'ont jamais été aussi nombreux. Il suffit de regarder un site très bien fait, celui du Comité International de la Croix Rouge, et vous verrez qu'il doit y avoir quelque chose comme 120 ou 130 conventions internationales concernant le droit international humanitaire. Alors l'un des problèmes que l'on rencontre bien évidemment c'est que ces conventions de Genève et tous les textes applicables sont probablement les textes qui sont les plus partagés par les Etats puisqu'on a 188 Etats qui ont ratifié les Conventions de Genève, donc plus que d'Etats membres aux Nations Unies. Donc on admet les conventions, le droit international humanitaire est partagé par tout le monde, il est admis, notamment par les autorités syriennes, par d'autres autorités. Il n'y a pas de contestation sur ce droit, et tous les quatre ans il y a une conférence qui se réunit à Genève pour faire le point sur l'évolution de ce droit international humanitaire. Le problème est que de plus en plus d'acteurs ne sont pas des Etats. Le dernier vrai conflit entre guillemet qui peut correspondre au droit international humanitaire tel qu'on le connait est le conflit entre la Grande-Bretagne et l'Argentine à propos des Malouines, où disons que ça s'est plutôt bien passé au point de vue respect du droit international humanitaire. Un conflit un peu particulier mais c'est le dernier exemple je crois que l'on a d'un conflit officiel en quelque sorte encore aux normes du droit international humanitaire tel qu'on le connait aujourd'hui. Donc c'est vrai qu'on a un problème qui est celui de groupements armés qui ne sont pas concernés

par ce droit international humanitaire, qui ne se sentent pas concernés même si effectivement ça s'applique. Alors de ce côté-là on a des initiatives qui existent notamment à Genève, avec le Geneva Pole par exemple, qui tente de faire signer aux groupes armés des déclarations comme quoi ces groupes armés s'engagent à respecter le droit international humanitaire. Il y a déjà semble-t-il soixante-dix groupes armés qui ont signé cette déclaration de Genève, et il y a un paradoxe car nos amis suisses n'ont pas de liste de groupements terroristes, ce qui leur a permis de recevoir cinquante-cinq groupes avant-hier à Genève sans qu'il y ait de poursuite particulière contre les responsables de ces groupes qui étaient là, et qui donc ont réaffirmé leur foi dans le droit international humanitaire.

L'une des grandes différences c'est aussi, je pense, la naissance d'une justice internationale permanente, parce que je crois que c'est un des textes majeurs du droit international humanitaire aujourd'hui. Cette justice, elle se met en marche avec difficulté, sans forcément l'appui très fort des Etats bien évidemment quand ça les arrange, mais elle existe, elle fonctionne, ce n'est pas l'idéal mais je préfère avoir cette justice internationale que pas de justice du tout. Alors on dit « oui mais elle ne remplit pas complètement son rôle, regardez, il y a encore des grands criminels qui sont en fuite, on ne les a pas arrêtés, il n'y a pas de coopération des Etats ». Moi je réponds toujours par un exemple simple. Ce n'est pas parce qu'il y a eu vingt-cinq personnes tuées à Marseille dans les conditions que vous connaissez qu'on a proposé de supprimer la justice ou la police marseillaise parce que ça ne servait à rien. On a dit qu'il faudrait peut-être la renforcer, donc je pense qu'au niveau international, on peut peut-être avoir la même réflexion. J'en profite pour faire un aparté sur la justice internationale parce qu'on a jamais eu autant d'institutions judiciaires au niveau international, et elles fonctionnent. Alors comme certaines fonctionnent bien, on propose quand même de les supprimer. C'est la Cour Européenne des Droits de l'Homme qui est aujourd'hui en danger avec une forte attaque des anglais qui disent que « finalement ça ne marche pas aussi bien que ça », certains conseillers en Suisse disent que « finalement il faudra aussi la supprimer ». Bref, je

crois aussi qu'il y a un combat qui mérite d'être mené sur le respect de cette justice internationale. Alors le cadre juridique on le connait, il faudrait l'appliquer, ce n'est bien sûr pas facile mais ça n'a jamais été facile. Ce n'est pas une nouveauté. Pense-t-on qu'il était facile d'appliquer les conventions qui existaient à l'époque lors de la seconde guerre mondiale ? Pas vraiment.

Pour terminer rapidement, un point sur les ONG et la gouvernance. Là aussi on est face à un problème, je dirai, qui n'est pas nouveau. On a le sentiment, avec un prisme qui est totalement déformé, que les grandes ONG humanitaires sont nées après les années 70, notamment avec le sans frontiérisme. Les grandes ONG humanitaires datent de bien avant cela et on les a vues intervenir sur de très nombreux terrains de conflits. Je peux citer l'Armée du Salut, très présente, je peux citer la Croix Rouge, évidemment, je peux citer Save the Children, je peux en citer des dizaines qui ont été présentes dans tous les conflits armés donc ce n'est pas une nouveauté. Et c'est vrai que ça a été en général des ONG du Nord, et plutôt les ONG anglo-saxonnes parce que l'humanitaire implique des fonds, alors soit des fonds d'Etat, ou quand il n'y en a pas la philanthropie privée qui a beaucoup soutenu les organisations internationales privées. Et par exemple pendant la Première Guerre Mondiale, l'essentiel de l'humanitaire a été accompli par des organisations privées avec des fonds privés, par des grands philanthropes, donc ce n'est pas une nouveauté et ces phénomènes-là ont bien entendus renforcé ces ONG. Alors, aujourd'hui, bien évidement qu'on se retrouve avec un problème où ces organisations ont perduré, donc c'est vrai qu'on a une vision très occidentalisée. Je crois qu'il y a eu une enquête qui a été faite il y a cinq ou six ans par le Comité International de la Croix Rouge pour savoir finalement sur le terrain quelle était la vision que les victimes avaient de l'aide humanitaire. Cette enquête, elle fait ressortir quoi ? Que pour les victimes, quel que soit l'endroit dans le monde où elles se trouvent, l'aide humanitaire est une affaire occidentale managée par les Nations Unies et probablement en sous-main par les Etats Unis. C'est la vision qu'ils ont, y compris même du CICR aujourd'hui. Donc

bien évidement qu'il faut qu'on essaie de se détacher de cette image mais ce n'est pas très facile. Donc j'arrête là ce grand témoignage d'un apparatchik de l'humanitaire, vous m'excuserez de ne pas être quelqu'un de terrain.

Yann Mens

Patrick David, peut-être une réaction sur les questions de François Rubio de l'âge d'or, est-ce qu'on n'est pas en train de mythifier quelque chose ?

Patrick David

Non, moi ce que j'ai appelé l'âge d'or c'était l'époque avant l'input économique de l'humanitaire sur le terrain. Je suis passée à Goma il y a un an. Goma c'est la caricature. La caricature d'une économie virtuelle qu'on apporte dans un pays et qui va tout déstructurer dans le lien social de ce pays. Ça c'est la caricature extrême. L'âge d'or dont je parle c'est la réciprocité d'échanges. Dans un contexte de conflit, d'occupation soviétique, présence avec la résistance afghane, sans un centime on déployait notre action sur le terrain. C'est cette réciprocité pour moi l'âge d'or. Après je dis que ça a commencé à être perverti par les fonds américains qui sont arrivés dans le Wardak, les motos, les 4x4, et là c'était un deal, on était dans le commerce et plus dans la réciprocité. Je sais que tout a été difficile mais simplement il y avait une espèce de respect mutuel à cette époque-là parce qu'on avait rien d'autre à donner que nos médicaments et nos soins. On était respecté pour ça, pas pour la moto, pas pour le 4x4, pas pour autre chose. On n'avait pas de moto, on avait un âne blanc qui était assez solide et on passait de village en village à pied. C'était cette réciprocité. Bon, après il ne faut pas être naïf, les parties qui nous amenaient faisaient une utilisation politique de notre présence et captaient la sympathie des populations parce qu'ils avaient été capables d'amener des médecins sur le terrain, mais quand même il y avait une simplicité dans le dispositif, il n'y avait pas de deal secret, c'est ça que j'appelais l'âge d'or, c'est cette réciprocité avant. Moi je sais qu'une équipe de MSF a été expulsée du Hazara-

jat parce que leur présence sur le terrain a fait augmenter le prix du pain dans le village et les villageois ont dit « stop on en veut plus ». La période suivante, c'est la période de transition où cette économie humanitaire vient cloner une économie locale, et là on disloque le tissu social et on devient iatrogène. Donc ça commence à être compliqué.

Yann Mens

Mais est-ce que cette perception du fait qu'on n'est pas un humanitaire d'abord mais un occidental d'abord est vraiment nouvelle ou ce n'est pas le cas ? Pour revenir à l'Afghanistan, il y avait déjà des accusations qui disaient : « ils viennent pour convertir les Afghans au christianisme, ils mettent des croix dans les mosquées », ce n'est pas mieux. Est-ce que ça s'est vraiment accentué ? Est-ce qu'aujourd'hui on est d'abord vu comme un occidental avant d'être vu comme un journaliste ou un humanitaire ?

Patrick David

Quand on allait en Afghanistan où on appelait les soviétiques les *chouravis* - les athées - la recommandation c'était de dire « vous, vous appartenez au peuple du livre » - *Ketab Mardom* en persan - donc c'était ça la première perception. Il n'y avait pas d'occidental ou pas. Après, la notion d'occidental c'est la valeur marchande du volontaire, ça a été les premiers enlèvements, c'est la Somalie, c'est « combien t'as touché pour celui-là ? 4 millions d'euros ? », là c'est l'occidental, à partir du moment où on a une valeur marchande sur le terrain. Donc il y a deux étapes, l'input de l'économie humanitaire qui structure le tissu social, et ensuite la valeur marchande de l'occidental humanitaire.

Yann Mens

Kamel Mohanna, vous souhaitez intervenir?

Kamel Mohanna

Oui je voulais seulement ajouter quelque chose à ce qu'a dit Patrick, et aux commentaires de François Rubio. Patrick David appelle cela l'âge d'or, moi hier, en citant l'historique de l'humanitaire, je l'ai divisé en trois étapes : aux alentours de la seconde guerre mondiale, l'humanitaire missionnaire puis, dans les années 1960-70, c'était l'humanitaire solidaire, engagé, militant. Il y avait à l'époque la révolution au Vietnam, la révolution culturelle en Chine, la révolution palestinienne, la révolution au Yémen du Sud et moi je me rappelle soit à MSF ou à MDM ou d'autres organisations quand ils venaient au Liban - il y avait l'invasion d'Israël en 1982 - ils étaient très solidaires avec nous : « excusez-nous, on a cette somme d'argent, vous êtes sur le terrain vous risquez de mourir on est solidaire avec vous ». C'était ça l'humanitaire engagé. Et après la chute de l'Union soviétique, c'est devenu l'humanitaire professionnel, technique, « le charity business ». Et maintenant le vrai combat qu'on doit mener tous ensemble c'est comment aller vers un nouvel humanitaire solidaire et engagé. Il a appelé ça l'âge d'or, pour moi il y avait un engagement, les gens étaient à l'époque humanitaires, ils venaient de la gauche. Il y avait des camps, il y avait le capitalisme et le socialisme et en général les ONG étaient plutôt du côté de la gauche, un engagement avec les causes justes des peuples.

Yann Mens

En Afghanistan, je ne suis pas absolument convaincu pour en avoir croisé certains. Peut-être une question à Lise Salavert avant de passer la parole à la salle. C'est un thème qui est revenu plusieurs fois lors de l'intervention, est-ce que les populations sont une protection par rapport aux acteurs politiques locaux ? Est-ce qu'on peut signifier aux acteurs armés locaux qui voudraient s'en prendre aux humanitaires que la population soutient les humanitaires et que c'est une protection ? Est-ce que les populations locales, les bénéficiaires, sont un levier de protection ou pas, ou plus vraiment aujourd'hui, dans les pays où les ONG se trouvent ?

Lise Salavert

Je crois que oui, enfin je crois qu'il faut les deux. Il faut qu'on arrive à discuter avec les populations locales pour lesquelles on travaille et les groupes armés dans la zone pour garantir un accès et une certaine protection. Et c'est vrai que c'est quelque chose qui prend énormément de temps et d'énergie. Donc je pense que parfois on se trompe, on ne passe pas assez de temps à faire ses discussions-là, et parfois l'on arrive dans une zone où la situation est tellement dramatique qu'on passe les étapes qui nous permettraient de sécuriser l'accès, et du coup on se casse un peu les dents.

Yann Mens

Est-ce que les acteurs armés sont suffisamment sensibles au sort des populations pour avoir envie que les ONG viennent ? Ou est-ce qu'un certain nombre d'acteurs armés se moquent de savoir si les populations sont bien soignées ou pas ? Est-ce qu'on n'a pas aujourd'hui des acteurs armés qui sont plus insensibles au sort des populations qui sont sous leur contrôle ?

Lise Salavert

Oui c'est sûr. En Centrafrique il y a des zones où on ne peut pas aller pour le moment, parce qu'on sait que les groupes armés ne nous laisseront pas passer ou qu'on se fera piller la voiture, piller le convoi, et du coup on ne prend pas ce risque. Après les risques ils sont pris, il ne faut pas non plus dire qu'aujourd'hui on ne prend plus de risque et que parce qu'on a des 4x4 on travaille moins. Ce n'est pas vrai, on prend des risques et on paie les pots cassés derrière. Le nombre de convoi qui se sont fait attaquer en Centrafrique ces derniers temps, c'est assez impressionnant et j'aurai presque tendance à dire qu'il faut peut-être qu'on arrête de prendre ce risque-là et qu'on reparte, qu'on aille voir les acteurs en place, les gouvernements pour renégocier l'accès humanitaire. A un moment, il faut arriver à faire pression en disant que « voilà, les convois ne peuvent plus partir donc maintenant on s'assoit tous autour de la table et on voit comment

vous pouvez nous laisser passer de manière sécurisée parce qu'on ne peut plus travailler dans ces conditions-là ».

Yann Mens

Merci, il nous reste trois quarts d'heure pour un échange avec la salle. Qui veut poser la première question ou faire le premier commentaire ?

Rachid Lahlou

Je pense qu'il y a un peu de nostalgie dans le débat qu'on vient d'avoir même si je suis parmi les vieux, Rachid Lahlou, président du Secours Islamique, vu la couleur de mes cheveux. Mais je me sens beaucoup plus proche des jeunes parce qu'ils sont un peu frustrés à chaque fois qu'on leur dit que c'était l'âge d'or, et qu'aujourd'hui vous ne prenez pas de risque c'est-à-dire qu'on nous prend pour des fonctionnaires à qui on essaie de mettre tous les moyens de sécurité. On est en train de comparer deux mondes différents parce qu'on est en train de comparer une période où il y avait un conflit majeur avec la période d'aujourd'hui où rien qu'au le Moyen-Orient, à côté du conflit historique palestinien, vous avez la Syrie qui est quand même un conflit très difficile avec des répercussions - comme l'a mentionné Kamel Mohanna - au Liban, mais on n'a oublié la Jordanie qui accueille le tiers de sa population en termes de réfugiés, nous avons oublié le Soudan, la Centrafrique, etc. On a énormément de conflits par rapport à ce qu'on avait avant, et puis je pense que le monde humanitaire ressort du monde de l'entreprise. On était des entreprises de petites tailles, donc on était tous des amateurs, on était des gens qui travaillaient avec peu de moyen mais puisqu'il y a un engouement et une solidarité des donateurs, on est passé de la moyenne entreprise à la grande entreprise. Et quand on est une grande entreprise on a des exigences et même en termes d'humanitaire on a des syndicats, des IRP *(Instance représentative du personnel),* et tout ça, ce sont des exigences qu'on n'avait pas. Et c'est eux même qui exigent des moyens de sécurité. Mais je pense que l'humanitaire a payé et paie aujourd'hui plus en termes de sang. Je pense

aux victimes qu'on vient de voir dernièrement. Il y a des organisations qui parlent, d'autres qui ne parlent pas en termes de kidnapping, de prison, de morts également, donc je ne pense pas qu'on prenait plus de risque avant que maintenant. Sauf que maintenant on est plus structuré, il y a plus de moyens peut-être, mais on est plus d'acteurs également, et on a des exigences plus importantes, des choses qui n'existaient pas. Il y a des exigences de terrain et selon la taille de l'organisation. Je pense que l'humanitaire le supportera et il faudra être optimiste dans l'avenir.

Rony Brauman

Oui, Rachid Lahlou vient de dire une partie de ce que je voulais dire, je suis entièrement d'accord, peut–être à une petite réserve près concernant la multiplication des conflits. Regardons les choses plus précisément pour apercevoir que la mortalité par violence directe n'a cessé de diminuer depuis les années 1980. Donc s'il y a une multiplication de foyers conflits et s'il y a une extension des zones d'insécurité, il faut aussi rappeler qu'il y a une très nette diminution de la mortalité dans l'ambiance plutôt morose, décliniste et masochiste que je constate ici, nous ne perdons pas de vue cette nouvelle qui est plutôt bonne. On meurt moins de mort violente aujourd'hui et cela de façon continue depuis les années 1980. Mais il est vrai qu'il y a une sorte d'extension et que les zones de violence sont beaucoup moins faciles à distinguer que ça n'a été dans les temps où les conflits étaient plus circonscrits.

Un mot sur ce qu'a dit François Rubio tout à l'heure sur la justice internationale. Dans le milieu des ONG, il y a un très fort soutien qui est accordé à la justice internationale au nom de la lutte contre l'impunité, de la nécessité de la justice pour construire la paix, etc. Je voulais juste signaler que ce n'est pas un point de vue unanime, que personnellement je ne suis pas un partisan de la cour internationale de justice, que je trouve abusif d'étendre la comparaison que tu as faite et qui est très largement utilisée parmi les avocats de la justice internationale, ce n'est pas parce qu'on franchit la

ligne jaune que le code de la route est pulvérisé pour autant. Tout ça fonctionne sur l'idée d'une sorte d'extension de l'espace national à l'espace mondial. Or cette extension me semble absolument indue. L'espace mondiale sur lequel se déploie la justice internationale n'est pas un espace national qui serait étendu au globe entier. Les rapports de force entre nations, la domination de certaines nations sur d'autres créent une sorte d'apartheid juridique à l'intérieur duquel s'installe cette justice qui, par exemple, ne traite aujourd'hui que des dealers africains dans le prétoire comme si il n'y avait que les africains qui tuaient. Pourquoi n'y a-t-il que des Africains dans les prétoires? Non pas comme le disent certains par racisme, mais parce qu'un certain nombre de pays africains n'ont pas su se doter d'un protecteur qui les immunise contre la justice internationale. Et je ne vois pas comment cet ordre politique pourrait être ébranlé significativement d'ici peu.

Enfin deux points brièvement. J'ai été frappé par ce que j'ai entendu sur la monétarisation, la marchandisation, l'occidentalisation. Moi je suis bien d'accord avec un certain nombre de choses qui ont été dites mais tout de même je ne pense pas qu'il faille être anti-impérialiste au point d'être totalement occidentalo-centré. Quand, par exemple, on parle de l'arrivée des ONG à Goma et de l'extension de cette économie de l'humanitaire, du secours international à Goma comme facteur de déstabilisation de la région, moi ça me fait bondir. Ceux qui ont déstabilisé la région, ce sont les Rwandais et les Ougandais. Ce ne sont pas les humanitaires. Ceux qui ont saccagé, tué, pillé, massacré depuis 20 ans dans cette région, se sont bien ceux qui l'ont envahi. Les humanitaires sont venus derrière souvent avec leurs gros sabots, parfois avec leur arrogance, de tout cela il faut rien cacher et au contraire nous sommes là pour soulever la question. Mais surtout évitons cet espèce de narcissisme inversé qui consiste à nous mettre au centre de toutes les solutions et de tous les problèmes. En l'occurrence, Kagamé qui est quand même l'un des criminels les plus imminents de l'époque à l'échelle mondiale, a quand même plus de sang sur les mains que Bachar el-Assad mais il est intouchable. Il serait intéressant de voir

pourquoi il est intouchable. Enfin, c’est son régime qui saccage cette région et qui martyrise l'est du Congo et si on perd cela de vue, je pense qu'on s'aveugle des réalités tout de même massives. Et cet exemple de Goma, on pourrait même en parler comme une sorte de syndrome de Goma qu'on peut étendre à bien d'autres endroits.

Puis une dernière réaction à ce que disait Kamel Mohanna sur la périodisation, un moment où les ONG étaient de gauche. Je ne crois pas : prenons l'exemple de Médecins sans Frontières qui a donné trois ministres à la France, et ils sont tous partis à droite. Ce n'est pas un hasard et on ne peut pas se bercer de l'illusion que par essence les ONG humanitaires sont de gauche. Il y a tout un courant néoconservateur qui a, je ne dis pas conspirer pour prendre le pouvoir dans les ONG, mais qui s'est exprimé de façon toute naturelle dans les ONG et notamment dans les années 1970-1980. Il me semble que l'un des grands regrets que l'on peut avoir par rapport à 1960-1970 - mais il ne faut pas non plus tomber dans une sorte de nostalgie stérile - c'est l'idée qu'il y avait une sorte d'espéranto, un langage mondial de la politique qui se cristallisait dans l'anti-impérialisme et l'adhésion à certaines causes qui avaient une vocation universelle. Aujourd'hui, la seule cause révolutionnaire, c'est celle de Daesh qui l'incarne. Si on veut faire la révolution, renverser l'ordre établi, bousculer les normes et les pouvoirs dominants, c'est de ce côté-là qu'il faut aller. Alors évidemment c'est moins attirant et un peu plus frustrant et cela offre moins de choses. C'est aussi une ouverture à la réflexion.

Yann Mens

C'est aussi plus contraignant pour les humanitaires occidentaux.

Patrick David

Narcissique, je ne crois pas. Bien sûr, les causes principales sont les causes que Rony Brauman a décrit mais est-ce que pour autant l'économie virtuelle que sont les flux financiers autour des grosses bases comme à Goma ne sont pas un sujet? Pour moi c'est un sujet. Il n'y a donc pas à choisir

entre ces différentes causes. Il est vrai que ce qui a été décrit est la cause principale mais l'idée que ces flux financiers de l'humanitaire déstructurent le tissu social, on peut citer en exemple la question des salaires ou encore la question de la corruption, est un vrai sujet et Goma en est l'archétype.

Pierre Micheletti

Je voudrais intervenir sur le thème de la matinée, à savoir la proximité des ONG avec les zones de conflits. Ce n'est pas étonnant qu'on en vienne très vite à parler des questions de sécurité. C'est un débat qu'on a souvent avec Rony Brauman sur la réalité de l'accélération de la violence et sur la réalité du caractère dangereux sur le terrain. Cela serait à nuancer je pense en fonction de qui parle-t-on. Est-ce qu'on parle des travailleurs de l'ONU, est-ce qu'on parle des ONG, est-ce qu'on parle du CICR ? Cela serait également à nuancer en fonction des contextes d'intervention. Quoiqu'il en soit, je souhaiterais dire qu'il y a une insécurité objective, ce que pourrait traduire les chiffres, et on n'est pas très stabilisé sur la réalité des chiffres. Et il y a aussi une insécurité subjective et cette insécurité subjective, elle nous appartient, il me semble que personne ne la nie aujourd'hui. Personne ne nie que cette insécurité subjective, elle va jusqu'à faire en sorte que, pour reprendre le néologisme du CICR, l'affectabilité des citoyens des Etats-Unis comme chefs de mission du CICR est proscrite. Donc que les chiffres traduisent ou pas cette insécurité, que l'affectabilité des volontaires français soit en train de s'acheminer petit à petit vers l'affectabilité terrain des ressortissants nord-américains, c'est une réalité subjective et tous les états-majors des grandes ONG bruissent de ces considérations et de ses préoccupations d'insécurité. Je ne vais pas rediscuter des chiffres mais en tous les cas, il me semble que du point de vue subjectif, on baigne dedans.

Sur la question de l'Afghanistan, je respecte le romantisme de Patrick David, ses souvenirs lui appartiennent, et beaucoup de gens l'ont vécu comme ça. Je pense que je pourrais dire la même chose mais à contrario avec une vision plus distanciée. Pour moi l'Afghanistan est le prototype de

la grande mise en lumière des ONG internationales comme outil de politique étrangère. L'Afghanistan est le laboratoire. Tu disais Patrick qu'il n'y avait pas beaucoup d'argent pour les humanitaires mais très vite le robinet a coulé à flots et ce n'est pas pour rien que ce robinet a coulé à flots dans le pays qui a été la plus grande mission financière de la CIA dans sa lutte antisoviétique. Pour reprendre la formule de Bush, qui disait que l'Afghanistan doit être le tombeau de l'armée rouge, les ONG internationales ont été de sacrés outils de soft power dans ce bras de fer avec le pouvoir soviétique. En revanche ce sur quoi on pourrait s'interroger, c'est pourquoi de 1979 à 1989, il y a eu une relative immunité des humanitaires en Afghanistan et pourquoi après le départ des soviétiques le radicalisme religieux s'est retourné contre les humanitaires. La question religieuse ne s'est pas arrêtée avec le départ des soviétiques et le monstre s'est un petit peu retourné contre son concepteur. Il me semble que l'une des difficultés dans laquelle on est actuellement, et on y reviendra certainement dans les débats et interventions de cette après-midi, c'est de savoir si les ONG et en particulier les ONG occidentales peuvent encore échapper à cette perception de plus en plus fréquente d'elles comme des outils de politique étrangère. Quel que soit l'affichage qu'elles puissent avoir, quel que soit la façon dont elles tiennent bec et ongles à leur indépendance, leur neutralité, leur impartialité, dans la perception vis-à-vis des belligérants sur le terrain, échappent-elles à ce ressenti qu'elles sont, définitivement, des outils de politique étrangère ? C’est ce qu’elles sont, dans la génération des sans frontières, depuis l'ambiguïté originelle de la guerre du Biafra qui était déjà un premier exemple fondateur de la manipulation des ONG au service de la politique étrangère dans le bras de fer que se livraient déjà à l'époque la France, la Grande-Bretagne, l'Union Soviétique et les Etats-Unis.

Patrick David

Je tiens à phaser les choses. Je parle du moment où les commandants sont amenés à Reagan, ce qui représente le début de la transition, de la perversion de la relation avec les flux financiers. Ce que Pierre Micheletti a dit est vrai mais cela est analysé d'un point de vue géopolitique. L'engagement

humanitaire n'avait rien de géopolitique, c'était la première immigration massive après la Seconde Guerre Mondiale. Il y a tout un peuple qui sortait de l'Afghanistan pour aller dans les camps de réfugiés au Pakistan. Moi, mon engagement c'était de dire aux afghans « ne partez pas, restez un peuple ». Notre engagement en dehors du bras de fer américain et soviétique, c'était notre relation au peuple afghan donc on peut avoir tout ce que Pierre Micheletti a mentionné mais en dehors de cela, notre engagement était celui-là. Ce flux de réfugiés afghans vers le Pakistan était impressionnant. Pour finir je partagerai juste une anecdote, c'est la première fois depuis 1970 aujourd'hui que des réfugiés franchissent la frontière dans l'autre sens vers l'Afghanistan en raison du conflit entre l'armée pakistanaise et les talibans. Réfléchissons à l'évolution de ce conflit et au sens historique de ce passage de frontière dans l'autre sens.

Public 1

Je voudrais rebondir sur l'optimisme tempéré de Rony Brauman, sur la diminution de la mortalité au cours des dernières décennies parce que je connais les chiffres et ils interpellent. Si on raisonne en termes de géopolitique, je crois que c'est un moment dans l'Histoire et qu'on risque fort de voir la courbe remonter assez rapidement pour deux raisons principales : la première est qu'on a quand même dans beaucoup de régions un retard dans la transition démographique alors qu'en même temps le type d'économie qui se développe, le type de croissance dont on se gargarise partout ne créent pas d'emplois. On va donc avoir un fossé de plus en plus important entre les aspirations des jeunes à trouver des emplois décents et l'incapacité de l'économie à les fournir. C'est typique aujourd'hui, tout le monde se gargarise des succès économiques de l'Afrique mais ces succès économiques ne créent pas d'emplois. Sur ce plan la démographie est terrifiante car tout le monde sait que l'Afrique sub-saharienne aura plus d'habitants en 2050 que la Chine, mais ce que l'on ne sait pas c'est que l'Afrique sub-saharienne aura trois fois plus de jeunes en âge de travailler que la Chine en 2050. Ça promet donc beaucoup de travail pour les humanitaires en Afrique dans les décennies à venir. Le deuxième point est la

limite du modèle occidental de développement. Tout le monde se gargarise également du fait que la Chine et l'Inde ont sorties de la pauvreté globalement à elles deux à peu près 700 ou 800 millions de personnes, et on a donc aujourd'hui près de 1,6 ou 1,7 milliard de personnes qui vivent un petit peu sur notre modèle occidental de vie, disons un modèle de type portugais donc un petit modèle occidental. Si les choses se passent bien au plan économique, on va doubler cette population d'ici 2050 et on aura à peu près trois milliards de gens vivant confortablement en 2050. Mais il y en aura six milliards en plus qui seront dans la misère, parfaitement informés de la façon dont les trois autres milliards vivent et pour des raisons de capacités environnementales, notre planète sera incapable de leur apporter le type de développement et de confort auquel ils aspirent. Ces pour ces deux raisons que je m'avoue pessimiste sur les trois décennies qui viennent et je vois la montée des conflits un peu partout. Une montée des conflits en Afrique mais aussi l'exemple de la Syrie qui sont liés à ce fossé entre demande d'emplois et économie stagnante. Quand on ajoute à cela tout le morcellement ethnique, religieux, etc., on a là une situation explosive.

Public 2

Je vous remercie pour vos interventions. Je trouve intéressant de rappeler le contexte limité du monde dans lequel nous vivons et je citerai Jean-Jacques Rousseau : « l'Homme naît bon, c'est la société qui le corrompt». Ce n'est pas la société par elle-même mais le fait que la société ne peut empêcher que les individus qui y vivent se trouvent en conflit d'intérêts. On a parlé de l'âge d'or mais moi j'ai envie d'opposer à cet âge d'or plutôt un âge utopiste ou naïf. On est dans les concepts, et dans les concepts il y a un certain Huntington qui théorise sur le choc des civilisations mais ce n'est peut-être pas un choc des civilisations mais un choc des cultures. C'est peut-être un choc idéologique et des conflits d'intérêts uniquement. Il y a un certain Marcel Gauchet qui lui résume cette idée-là, ce désordre par le concept de désenchantement du monde. Il n'y a plus aucune empathie partagée qui permettent de réunir des personnes différentes autour

d'une même table et d'échanger. Monsieur Rubio a fait un rapport entre les Etats Généraux et la révolution, ne faut-il pas aujourd'hui au niveau des ONG repenser une idée de l'homme de façon à ce que nous n'ayons pas le sentiment que cela soit des droits occidentaux qui s'imposent à tout le monde ? N'y a-t-il pas un dialogue à repenser à la base ? Remettre en travail cette idée : qu'est-ce qu'être humain ? Je vous remercie.

Public 3

Bonjour, je souhaitais revenir sur la question de la mortalité. En effet, si elle a diminué pour la population en général, ce n'est en revanche pas le cas pour les humanitaires. J'étais à la conférence d'ECHO et on a entendu qu'il y avait dix fois plus de morts sur les dix dernières années. Maintenant il y a eu dix fois plus de morts parmi les humanitaires, vingt fois plus de kidnappings, les attaques ciblées ont également fortement augmenté. Ils ont beaucoup parlé de la Syrie et il y a une chose sur laquelle je voudrais rebondir par rapport aux propos de Kamel Mohanna : « nos vies ne comptent pas, seulement vos vies qui comptent » et il est vrai que nous sommes de plus en plus confronté aux problèmes d'accès et nous nous appuyons sur le « remote management ». Pratiquement toutes les ONG travaillent sur la Syrie et c'est de cette façon qu'elles interviennent. Moi je n'ai pas la réponse à cette situation mais c'est vrai que cela pose de vraies questions sur le transfert de risques. Je n'ai pas trop entendu quelle était la vision des gens avec qui on travaille sur ce mode d'opération. Je pense que cela serait intéressant d'avoir leur opinion sur ce sujet.

Enfin, je pense que le problème de la légitimité a été soulevé à un moment donné par les intervenants et je pense que c'est extrêmement important de parler de partenariat. Et également pour gagner en légitimité, il faut communiquer sur qui on est, ce que l'on fait et sur les principes humanitaires. Mais travailler en partenariat avec les acteurs locaux est absolument indispensable si on veut avoir de la légitimité pour les négociations sur l'accès et sur tout le reste. Merci.

Yann Mens

Juste avant de laisser la parole pour parler des partenariats, juste une question, madame, pour préciser ces chiffres. Ces chiffres sont-ils corrélés au nombre d'humanitaires complet sur le terrain. Y a-t-il donc plus de morts, plus de kidnapping par rapport au nombre total ? Les statistiques montrent que les personnels humanitaires locaux et expatriés ont augmenté de façon considérable, est-ce que effectivement on a dix fois plus de morts en ration ou c'est dix fois car il y a dix fois plus ou cent fois plus d'agents humanitaires qu'avant ? Avez-vous des précisions ?

Public 3

C'était un panel qui était consacré à la question des conflits. Je pense que ces chiffres ont été corrélés car sinon effectivement cela perdrait un peu de son sens.

Véronique de Geoffroy (directrice des programmes au Groupe URD)

Ce sont des chiffres bruts donc pas corrélés et les travaux de corrélation n'existent pas.

Public 4

Je voudrais revenir sur trois points. Tout d'abord sur la perception des ONG à travers les peuples auprès de qui elles interviennent. On peut essayer de spécifier ou de catégoriser le type d'ONG en fonction de leur nationalité : nous avons des ONG françaises, des ONG américaines, des ONG britanniques et souvent ces ONG se distinguent simplement non seulement car elles sont de nationalité différente mais souvent car elles ont des modes opératoires différents. De ce point de vue-là, la question qui se poserait est de savoir si l'humanitaire est indivisible ou plurielle ? La question est donc de savoir si l'humanitaire œuvre essentiellement pour l'humain ou si l'humanitaire œuvre pour d'autres intérêts selon la nationalité de l'ONG. Cela fait que nous avons en quelque sorte une certaine complémentarité mais

les ONG de nationalité différente sont assez différentes. Est-ce que les ONG humanitaires internationales de manière générale ne sont-elles pas dans une logique de pouvoir pour faire valoir les valeurs d'un pays plutôt que de rester dans le cercle de l'humanitaire ?

Ma deuxième question porte sur l'engagement humanitaire. Dans les zones en conflits souvent il y a des situations qui sont contingentes à la crise telles que la maladie mais c'est également des zones où se développe la famine, et donc des zones où l'aide humanitaire est nécessaire. L'engagement est demandé par rapport aux risques qu'il peut y avoir. Donc est-ce que l'humanitaire s'arrête-t-il essentiellement à du travail humanitaire pour assurer sa sécurité ou, est-ce que dans les zones de conflits, l'humanitaire doit intervenir quel qu'en soit les conséquences car sa sécurité n'est pas assurée ?

Le troisième aspect de mon intervention aborde le rôle de l'humanitaire et donc tout d'abord définir quel est ce rôle pour le situer dans le contexte de pays en crise. La question qui pourrait se poser est la suivante : est-ce que l'humanitaire doit se limiter strictement à l'humanitaire même s'il a le devoir de lanceur d'alerte ? Parallèlement à son rôle de lanceur d''alerte, l'ONG est témoin d'un fait car elle intervient dans une situation de crise, donc n'a-t-elle pas le devoir de relater ce qu'il s'est passé pour des opérations postérieures ? De ce point de vue, je pense qu'il est difficile pour un humanitaire de se limiter strictement à l'humanitaire.

Kamel Mohanna

Je souhaite revenir sur les différentes interventions. Il y a une femme algérienne qui a écrit « maintenant c'est la période des questions, les réponses sont aveugles ». Tous présents ici nous n'avons pas de réponses et rien n'est clair. Nous savons tous qu'on ne peut pas continuer comme cela. Pour la question de la protection, je pense que travailler dans l'humanitaire c'est un engagement c'est-à-dire un engagement envers quelque chose, une cause juste. Ce n'est pas une profession mais un engagement. Cela fait quarante ans que je travaille dans l'humanitaire et à chaque fois j'étais

conscient que je risquais ma vie. J'ai risqué ma vie à de nombreuses reprises notamment en 1982 lorsque je me rendais de Beyrouth vers le sud du Liban, zone bombardée par les Israéliens. C'est mon engagement et j'ai accepté de faire ce travail et j'accepte de donner ma vie pour les bénéficiaires. J'ai vécu trois sièges. C'est un choix et la protection est un souci. Faites ce choix pour faire ce travail, sinon ne faites pas ce travail. Maintenant il y a beaucoup d'ONG internationales qui emploient des locaux et malheureusement avec le double standard maintenant quand on kidnappe un occidental et le chauffeur qui est africain ou arabe, on ne parle pas du tout du chauffeur mais on parle évidemment des occidentaux qui ont été kidnappés. Réfléchissez un peu à des personnes comme moi qui travaillent dans l'humanitaire et pour qui des fois sa propre vie n'a aucune valeur. Daesh a égorgé un américain et tout le monde bouge mais de tous les morts en Syrie on ne s'en préoccupe pas. Il faut donc réfléchir à comment peut-on respecter l'être humain.

Le deuxième point que je souhaiterais aborder c'est la contre-révolution de Daesh. Ce qui s'est passé dans le monde arabe, à Tunis ou encore en Egypte, c'est une révolte. Je suis très optimiste pour l'avenir de cette région en raison des nouvelles générations, des jeunes qui sont armés des valeurs de justice, de démocratie et de liberté. Mais cela est un processus, la France a pris cent ans mais nous n'avons pas besoin de cent ans, dix ans peut-être suffiront. Et Al-Qaïda a été décriée par les américains. Les américains ont abandonné les saoudiens en Afghanistan en 1979 contre les soviétiques et après ils ont commencé à faire les opérations mais pas sans manipulation. A chaque fois que Bush était face à des élections, Ben Laden faisait une déclaration. Il n'y a pas d'innocents dans le monde et tout le monde a un agenda. Les humanitaires doivent faire un choix et se positionner avec les populations les plus vulnérables, avec les causes justes des peuples. Nous ne sommes pas des touristes humanitaires. Je connais plein de personnes qui travaillent maintenant dans le domaine de l'humanitaire, ils font du tourisme humanitaire et ils sont partout et ne font rien pour les peuples. Leur discours est celui du développement durable mais les

pauvres s'appauvrissent et les riches s'enrichissent. Le fossé s'élargit et cela même dans les pays occidentaux.

Sur la question des partenariats dont on a beaucoup parlé hier : aujourd'hui on parle dans certaines ONG du terme « ONG associée ». Moi, j'ai proposé le terme partenariat mais on m'a dit que c'était un terme banalisé. Peut-être que c'est un terme banalisé mais on ne peut avoir un budget comme MSF d'un milliard de dollars avec cent millions pour les médias et comparer Amel avec sept cents employés sur le terrain et qui propose 600 000 services sur le terrain avec un budget très modeste. Quand on travaille dans l'humanitaire, il faut être modeste. Je souhaite une nouvelle fois dire que nous n'avons pas de réponses et que nous sommes frustrés. Il faut qu'on cherche des réponses ensemble et qu'on travaille ensemble, sud-nord, sociétés civiles et groupes de pression doivent réfléchir ensemble pour trouver des réponses. Les ONG maintenant sont présentes au niveau européen, dans les ambassades et ont des informations, des liens avec les gouvernements, il n'y a donc pas d'innocents dans le monde. Il ne faut pas faire de l'humanitaire un monde à part. Même dans un seul pays comme le Liban, il y a des grosses différences entre les ONG. Certaines ONG sont proches du pouvoir et soutiennent le régime et les autres proposent des services, font du développement et encouragent la culture mais font également du plaidoyer, c'est-à-dire comment être l'exemple et donner les modèles pour un changement citoyen. Aucun de nous n'a choisi sa famille, sa religion, sa nationalité mais ce sont des choses dont on a hérité. Montesquieu disait : « je suis un être humain par définition, un français par hasard et un chrétien par naissance ». Régis Debray disait que la religion a été utilisée dans toutes les visées politiques. Mon optimisme aujourd'hui provient des nouvelles générations et des valeurs qu'elles portent. Merci.

Patrick David

Je voudrais répondre à la question du sens de l'engagement humanitaire. Notre réponse est que quand on démarre un projet dans un pays, la pre-

mière contrainte que l'on a est de se dire que l'on va partir de ce pays. On envisage donc notre départ avant d'être arrivé. Il y a donc une obligation pour nous de choisir une ONG partenaire locale avant de commencer un projet pour que justement ces valeurs soient partagées et qu'il y ait une pérennité dans l'engagement sur les actions. On n'a pas encore inventé autre chose mais c'est une vraie obligation morale pour nous d'avoir ce partenariat pour avoir cet échange, avoir un regard sur nos valeurs et les corriger, mais également respecter les valeurs du pays. Voilà un peu la façon dont on procède pour que l'impact culturel soit le moins important.

Wolf Dieter Eberwein

Bonjour, excusez-moi je voulais juste revenir sur cette question de données. Vous pouvez les trouver sur internet. Ce qui est intéressant c'est que les travailleurs humanitaires représentent le groupe le plus en danger, victimes blessées, tuées. D'autre part si on regarde du côté des travailleurs humanitaires qui sont effectivement blessés ou tués, c'est à peu près 80% sinon plus des gens du pays même, ce ne sont pas les internationaux. Ces chiffres ne sont pas mis en relation avec le nombre croissant ou décroissant de travailleurs humanitaires sur le terrain, qui est tout de même une information importante mais le fait que le nombre d'humanitaires tués est considérable est un fait. La question n'est pas relative soit pour l'organisation soit pour la famille. Je pense que ce qui a été dit précédemment mérite d'être critiqué. Kamel Mohanna a dit : « moi je suis humanitaire, je dois prendre des risques », mais une organisation ne peut avoir un tel argumentaire. Il y a une obligation de la part de l'organisation de trouver des moyens de protéger son personnel même s'il coure des risques. Nous savons que si vous travaillez dans une zone de conflit, vous avez un risque pour votre vie.

Je souhaiterais également faire un commentaire sur la question du droit international humanitaire. Je suis un peu étonné par les propos de Monsieur François Rubio sur l'importance du droit international humanitaire.

C'est une question de juristes mais en réalité je crois que quand des Etats n'ont pas envie de se tenir aux normes du droit international humanitaire, ils ne le font pas. Prenons comme exemple Guantanamo, que font les américains ? Ils ne se tiennent pas aux normes du droit international humanitaire. Il faut donc être extrêmement sérieux mais c'est aussi une question historique. Les Etats respectent ce droit seulement en partie ou quand cela leur convient. Et quand cela ne leur convient pas, ils peuvent toujours prendre la décision de ne pas le respecter. Merci.

Public 5

Bonjour, je suis étudiant en pharmacie et en communication de l'humanitaire et de la solidarité, peut-être futur travailleur humanitaire mais le doute m'habite. J'ai deux questions. Ma première question concerne le droit international humanitaire. Je sais qu'il y a un droit international pour les civils, un droit international pour les militaires. Maintenant aujourd'hui on parle de terroristes et étymologiquement c'est le Troisième Reich qui a inventé le terme de terroriste pour désigner les résistants français. Finalement les terroristes sont donc des civils armés et j'aimerais savoir comment le droit international catégorise cette population et quels sont ses droits ? On parle de terrorisme aujourd'hui et il serait intéressant de savoir pourquoi on tombe dans le terrorisme ? Et enfin j'ai une autre question, à savoir comment l'humanitaire a-t-il accepté le système concurrentiel ? On a parlé de cette thématique au tout début lors d'une petite introduction. Comment on en arrive à accepter ce système concurrentiel entre ONG ? Peut-on en sortir ? J'espère que l'on peut en sortir. Après je me posais la question de savoir comment on en est arrivé là. Est-ce que c'est juste une question d'égo, de taille des ONG ? Est-ce qu’on n’aurait pas pu, au lieu de reprendre le système concurrentiel des industries, plus simplement en créer un ? C'est une question très ouverte et il n’y aura surement pas de réponses à donner avec le temps qui nous est accordé.

Yann Mens

Merci. Je vais me tourner vers François Rubio pour lui demander s'il existe une définition internationale de ce qu'est un terroriste car je sais que c'est un débat compliqué.

François Rubio

Il n'y a pas de définition universellement admise puisque le terroriste de l'un peut-être le résistant de l'autre. Il n'y a donc pas de définition universelle du terrorisme.

Yann Mens

Et donc pas de droit spécifique applicable aux terroristes ?

François Rubio

Non, il n'y a pas un droit international unanimement reconnu.

Patrick David

Pour répondre à la question posée sur l'âge d'or, ce qu'il faut savoir c'est que l'humanitaire médical laïque est une goutte d'eau dans la mer de l'humanitaire confessionnel. MSF, MDM et d'autres représentent finalement très peu dans cet univers d'ONG mondiales qui est principalement confessionnel. On voit donc là déjà la difficulté. Nous, notre engagement est clair et c'est un humanitaire médicale laïque, et on ne représente pas grand-chose. Après vous avez l'économie de l'humanitaire, des organisations humanitaires qui deviennent des sous-traitants des grands bailleurs de fonds. Il y a un polymorphisme des projets qui fait qu'effectivement l'âge d'or qu'on attend n'arrivera peut-être pas tout de suite.

Lise Salavert

J'aimerais répondre à la question, à savoir comment a-t-on pu accepter d'être dans un milieu concurrentiel. Je ne sais pas si on l'a accepté ou pas mais dans tous les cas c'est le monde dans lequel on vit. Aujourd'hui pour faire de l'humanitaire, il faut de l'argent. Certes nous nous sommes professionnalisés mais je ne sais pas si le fait d'être professionnel fait que nous sommes moins engagés. Je n'en suis pas sûre. Mais pour intervenir il faut de l'argent et plein d'acteurs humanitaires peuvent intervenir, à un moment il faut être le meilleur donc cela crée naturellement de la concurrence. Il y a une offre et une demande et c'est aussi simple que ça. Il me semble que croire ou peut-être vouloir que le milieu des ONG ne soit pas concurrentiel aujourd'hui est devenu un peu utopique, et je ne sais pas s'il y a d'autres solutions. Le monde des ONG est concurrentiel et cela est sûr.

Public 6

Bonjour à tous et à toutes. Mon association s'appelle Guinée Humanitaire. Quand on a créé cette association, il n'y avait pas le problème humanitaire dont on parle aujourd'hui. Il n'y avait pas de conflit dans le pays ni le problème d'Ebola. Aujourd'hui concernant le problème d'Ebola en Guinée, j'ai entendu dire à la télévision guinéenne que l'argent qui est débloqué pour aider les guinéens et pour résoudre le problème dans le domaine de la santé sur Ebola n'a pas été entièrement alloué. Et quand j'ai organisé la conférence sur Ebola ici à Annemasse, je n'ai pas demandé de subventions, c'était le fruit de mon travail et j'ai organisé cette conférence, donner les invitations aux grandes organisations internationales, avant même que l'épidémie traverse les frontières de la sous-région. Quand on s'engage, on s'engage à fond si on veut être humanitaire et aider. C'est vrai que pour la protection et la sécurité des personnes qui vont dans les zones de conflits, je comprends parfaitement, on quitte sa famille pour aller aider l'autre, donc je trouve qu'il faut y penser et protéger les gens qui partent, c'est normal. Mais pour ce qui est des fonds, une association comme la mienne n'a pas attendu et n'a pas demandé de l'aide financière, elle a agi. Cer-

taines associations annemassiennes nous ont apporté leur soutien mais du point de vue financier nous n'avons pas reçu d'aide. J'ai lancé l'appel à cette période auquel aujourd'hui personne n'a encore répondu. L'association a de la volonté pour travailler et développer le pays et nous n'attendons pas une situation de crise. Voilà mon témoignage et je vous remercie.

Pierre Micheletti

Je reviens rapidement sur la question des chiffres car certaines choses planent. Ne résumons pas l'argumentaire sur une question de chiffres qui sont souvent discutables. Il existe des travaux et je renvoie les personnes dans la salle aux travaux d'Abby Stoddard qui sur une décennie a étudié finement ces questions encore une fois en scindant la Croix-Rouge, les Nations Unies et les ONG. Le champion toutes catégories des risques sur le terrain est le chauffeur du camion du Programme Alimentaire Mondial, ces choses sont assez documentées. Et puisqu'il y avait débat entre une augmentation en valeur absolue ou en pourcentage, ce que montre Stoddard est un doublement de l'incidence des incidents sécuritaires qui sont passés, sur une décennie, de quatre pour dix mille travailleurs humanitaires par an à huit pour dix mille par an. Si les chiffres rassurent, vous en avez quelques-uns publiés dans *Humanitarian Practice Network* et accessibles à tout le monde.

Deuxième commentaire en lien avec la sécurité pour rebondir sur les propos de Kamel Mohanna. Je ne fais pas de la prise de risques une question d'éthique personnelle parce que tous ceux qui ont vécu un kidnapping - et il y en quelques-uns dans cette salle - savent que c'est un énorme traumatisme dans une ONG, que c'est une consommation de temps, que ce sont des négociations qui vont insécuriser l'ensemble de la mission et que c'est un événement qui peut mettre en péril le modèle économique des ONG de taille moyenne ou petite. Quand vous avez à sortir quatre millions de dollars pour un kidnapping, cela ne peut pas vous laisser indifférent sur le schéma de l'économie générale de votre association. Pour plein de raisons

que nous n'aurons pas le temps de développées ici, cette notion de prise de risques n'est pas une question d'éthique individuelle.

Rachid Lahlou

J'aimerais faire trois commentaires, le premier concernant le droit international humanitaire. Lorsqu'on parle de groupes qui ne respectent pas le droit international humanitaire, je voudrais rappeler que les Etats ne respectent pas le droit international humanitaire. Les Etats occidentaux ne respectent pas le droit international humanitaire quand ils sont en conflits. Je pense que les humanitaires sont au courant de ce qui est décidé sur le droit international humanitaire ou sur ce qui se passe au Moyen-Orient au moment de la guerre et les conséquences sur la population. Le droit international humanitaire n'est donc pas respecté par les Etats qui en sont des signataires. Alors si on parle de ces groupes armés, même s'il y a un effort de la part du CICR auprès de ces groupes pour qu'ils respectent le droit international humanitaire, il reste beaucoup à faire.

Mon deuxième commentaire est en rapport avec l'intervention de Kamel Mohanna. L'engagement personnel n'a rien à voir avec l'engagement d'une association et la responsabilité d'une association. Ça m'est arrivé personnellement de signer un papier à mon organisation car il m'interdisait de me rendre dans une zone où je souhaitais me rendre. Je prends ma responsabilité et je dégage la responsabilité de l'organisation parce qu'elle est lourde. On a des lois aujourd'hui en France qui responsabilisent les organisations en cas de kidnapping ou de perte de vie. On est toujours en négociations avec nos gouvernements sur cette loi. Il y a un vrai souci sur ce problème-là. Notre équipe en Palestine, à Gaza, qui modérait le conflit, a été interdite de sortir selon les normes de sécurité. Ils ont refusé car c'est leur peuple qui est en train de souffrir. Mais ça c'est l'engagement des palestiniens dans le territoire palestinien. Mais une organisation aujourd'hui ne peut pas prendre ce risque pour les raisons qui ont été évoquées par Pierre Micheletti et pour d'autres raisons. Il y a une question que je

souhaite poser à la salle et c'est la question de la laïcité. Je ne connais pas une action - creuser un puit ou encore aider une personne - laïque et confessionnelle. Je parlais du cadre général mais dans l'action sur le terrain, on est tous côte à côte sur le terrain, le Secours Islamique, Médecins sans Frontières, Médecins du Monde et donc l'action laïque je ne la connais pas. En revanche le cadre politique et idéologique ça c'est autre chose. Il y a une question qui me laisse dubitatif : c'est Sarkozy qui a déclenché la guerre en Libye pour des raisons que je ne connais pas, Bush père qui a voulu en découdre avec les russes et Bush fils qui a voulu la peau de Saddam Hussein, etc., alors qui sommes-nous, nous les humanitaires ? Est-ce que l'on va agir, en se disant que notre action est manipulée, pour aller secourir les gens, ou est-ce que l'on se dit que l'on ne va rien faire du tout car c'est la politique de Bush ? Cette question de savoir si l'on intervient ou pas a été posée au moment de la Libye et pour la Syrie. Mais il y a une population qui est en train de périr. Nous, est-ce que nous intervenons politiquement ou est-ce que nous intervenons humanitairement. Notre rôle est d'aller là où il y a quelqu'un qui souffre quelles que soient les conditions pour le secourir. Sinon on est schizophrène en quelque sorte, voir même hypocrite à la limite. Tous ces gens qui crient à la manipulation, ils courent derrière les fonds des Etats pour une grande majorité et donc c'est quelque chose qui est vraiment central. Il faut quand même qu'on soit assez clair avec nous-même. Je pense que l'humanitaire est engagé pour secourir les gens et je pense que l'action humanitaire est noble, il ne faut pas trop se poser de questions sinon on ne fera rien du tout et on restera chez soi. A part la guerre des malouines on ne peut pas intervenir. Là c'est une guerre propre car ces deux Etats ont décidé de se battre comme des hommes.

Yann Mens

Merci Rachid Lahlou. Je passe la parole aux intervenants pour deux minutes chacun.

Patrick David

Les ONG ont des projets politiques. Si on prend l'exemple de la Papouasie, les ONG anglo-saxonnes évangélistes font de l'humanitaire aussi donc il y a des projets politiques et il faut une typologie, un mapping. Après, l'engagement des acteurs de terrain pour la plupart est le même. Ce n'est pas une stigmatisation des uns et des autres mais simplement un mapping.

Yann Mens

J'en profite pour tirer une page de publicité pour mon journal, on sort un dossier sur les ONG confessionnelles.

Kamel Mohanna

Je comprends un peu ce que disaient Pierre Micheletti et Rachid Lahlou sur la question de la sécurité. Mais il faut savoir une chose : dans une région en conflit, il y a un risque même si on se trouve chez soi. Cela m'est arrivé lorsque notre immeuble au Liban a été attaqué à l'obus. C'est la première fois que j'ai vu la mort de si près. Mais ce n'est pas un travail personnel. C'est un engagement de l'association et je suis responsable de l'association donc il faut donner cette possibilité au personnel d'être sur le terrain.

Lise Salavert

Je souhaite rejoindre Kamel Mohanna sur ce qu'il a dit parce qu'on a quand même expliqué que c'était un milieu compliqué. Effectivement si on réfléchit à tout ce qui a été dit aujourd'hui, on a moins de motivation pour s'engager et intervenir mais beaucoup de personnes le font quand même. Je crois que l'engagement de tous ces gens qui sont sur le terrain, qu'ils soient nationaux ou internationaux, est très existant au moins autant qu'avant.

Yann Mens

Merci pour ce rappel Lise. Merci à nos intervenants et aux participants dans la salle. Cette après-midi sera consacrée à une table ronde sur l'adaptation des ONG en zone de conflit.

Table ronde 5 : Le rôle des ONG dans les zones de conflits – 2ème partie

Modérateur :

- ***Elodie Vialle -*** *journaliste, enseignante, spécialisée sur l'innovation sociale et les nouveaux médias*

Intervenants :

- ***Rony Brauman*** *- directeur de recherche au Centre de Réflexion sur l'Action et les Savoirs Humanitaires (Crash) de la Fondation Médecins sans Frontières*
- ***Rachid Lahlou -*** *président du Secours Islamique France*
- ***Marc Lavergne*** *- directeur de recherches au CNRS, géo-politologue et président de l'association Recherches et Ressources Humanitaires*

Grand témoin dans la salle :

- ***Ghulam Dastagir Sayed*** *- médecin afghan, expert santé au bureau de la Banque Mondiale de Kabul, Afghanistan*

Elodie Vialle

Deuxième table ronde de cette matinée. On va poursuivre le débat sur le rôle des ONG en zones de conflits. Alors, je ne suis pas Sarah Danielle, la personne qui est indiquée sur le programme et qui est journaliste au Nouvel Observateur. Elle n'a pas pu venir malheureusement. Les médias et les journalistes ont également leurs urgences et il faut y répondre. Elle est absolument désolée et déçue de ne pas pouvoir être parmi nous. Et donc, pour ceux qui m'ont vu hier, je suis Elodie Vialle, journaliste également. Comme c'est un petit peu plus improvisé, j'espère être à la hauteur de cette table ronde parce qu'on m'a dit, quand on m'a « refiler le bébé » si je puis dire, « tu vas voir Rony Brauman, Rachid Lahlou du Secours Islamique et Marc Lavergne, c'est du lourd ». Donc, effectivement, il faut être à la hauteur. On regrette aussi une grande absente qui est Nada El Sharif. Nada est chef de projet gouvernance à Counterpart International et est basée au Yémen. Elle n'a pas pu venir en raison des violences qui ont éclaté dans son quartier. Vous savez que le pays est en proie à une grande crise politique

et que des violences meurtrières explosent actuellement. Elle a donc été retenue, et on pense bien à elle.

Je voudrais qu'on poursuive notre questionnement sur les conditions d'intervention des ONG dans les zones de conflits. On va peut-être essayer d'aborder un petit peu davantage le rôle des ONG locales, des ONG du sud comme on les appelle, et peut-être la manière aussi dont on peut travailler avec elles sur le terrain puisqu'on a abordé ce point plusieurs fois ce matin. On a de plus en plus de difficultés. Les ONG ont des difficultés d'accès aux zones de conflits, au terrain, ce qui donne lieu à une vraie prise de conscience, on en a déjà discuté ce matin, à des compromis aussi parfois, pour ne pas dire des compromissions.

Rachid Lahlou, je me tourne vers vous parce que ce matin, au petit déjeuner, vous m'avez promis des vrais exemples, sans langue de bois, des situations que vous vivez sur le terrain. Comment est-ce qu'on peut travailler avec les ONG locales ?

Rachid Lahlou

Les humanitaires ne peuvent pas avoir une langue de bois parce qu'il faut qu'on raconte notre quotidien, notre réalité. On est dans un esprit de transparence, non seulement dans la peur, mais nos partenaires savent de quoi il s'agit, je pense que c'est la réalité. La question d'organisation parle de neutralité, nous sommes parmi ces organisations qui parlent de neutralité, bien que certains contestent en disant qu'il n'y a pas de neutralité. Je pense que oui, il y a une certaine neutralité, pas totale mais une certaine neutralité. Parfois, on est confronté à une réalité sur le terrain, à travers nos bureaux, et parfois à travers les partenaires. Et dans certains pays, on ne trouve pas, justement, les partenaires qui répondent à nos exigences de neutralité, neutralité politique et neutralité religieuse. C'est vrai que nous nous appelons le Secours islamique, c'est pour ça que tout à l'heure j'ai voulu réagir à la question de l'action laïque. Le Secours islamique n'est pas

une organisation qui prêche l'Islam ou qui essaie de faire une action religieuse - c'est à dire un colis alimentaire avec un Coran à l'intérieur ou bien inviter les bénéficiaires à venir le vendredi pour un cours sur la religion. Nous opérons comme toutes les organisations et nous travaillons avec beaucoup d'ONG françaises sur le terrain. Et parfois on connaît un sort malheureux avec des ONG françaises. J'ai toujours cité l'exemple de l'Irak parce que là, on rentre dans le vif du sujet. On était logé dans le même bâtiment que nos amis de MSF et on a connu l'instant d'après la prison, sauf qu'on était traité un peu plus durement que MSF parce que - et c'est ça l'élément supplémentaire de risque pour le Secours islamique et les français - ou bien on est des traîtres, ou bien on est des vendus, ou bien on est je ne sais pas quoi. Donc il y a des mélanges de genre et c'est pour ça que notre équipe a été battue. Alors, pourquoi c'est difficile ? Au Liban, on a eu du mal - chers ami Kamel Mohanna, je m'excuse - à trouver des associations qui n'étaient pas liées à un moment donné à un parti politique ou à quelque chose. C'est très difficile de parler, à ce moment-là, de partenaires neutres. Et ça, ça nous tient à cœur. Pourquoi ? Parce que dans l'absolu, quand on entend « Secours islamique » - et on a vécu ça pendant 15 ans - les gens disent : « ah, Secours islamique ». Donc dès le départ, ils pensent que vous êtes une organisation qui est proche de quelque chose, du terrorisme, de l'islamisme, de l'extrémisme, de tous les « -istes » qui peuvent exister. Et on a vécu ça par exemple à Gaza, quand on a débarqué, on était confronté à la signature d'un accord avec le Hamas, qui est l'autorité de fait selon les Accords de Genève. Celui-ci voulait que toutes les ONG soient enregistrées à Gaza, outre l'enregistrement de Ramallah, et on a dit : « non, nous sommes une organisation indépendante. Certes, nous nous appelons Secours islamique, mais on est indépendant. On ne vous connaît pas. Nous travaillons pour l'humanitaire ». Notre chef de mission a passé deux jours dans une prison et on a déployé tout un arsenal de diplomatie humanitaire pour pouvoir travailler à Gaza. D'autres considèrent : « ah, vous êtes à Gaza, donc vous soutenez le Hamas ! ». Cette réflexion est automatique, y compris pour les autorités de Ramallah. Non, on ne travaille pas avec le Hamas. Donc il fallait ou bien changer de nom, ou bien

autre chose. Mais la réalité est là, c'est-à-dire qu'elle est pesante et c'est partout pareil, mais surtout dans les pays musulmans. Ailleurs, on ne sait pas que c'est devenu encore plus difficile de travailler dans un pays musulman pour nous, pour le Secours islamique, parce qu'il est considéré entre islamiste terroriste ou entre traître et vendu. On est considéré, comme on l'a dit tout à l'heure, comme un second de la politique française dans ce pays ou bien comme des agents doubles. La question de trouver un interlocuteur valable soulève donc une difficulté majeure. Mais la réalité est que notre action est neutre dans la mesure où parfois ça nous arrive, tous, humanitaires, de refuser le financement français parce que la France est partie prenante d'une guerre - c'était le cas par exemple du Mali - ou parce que la France pratique une politique, à notre point de vu, qui n'est pas tout à fait neutre dans la mesure où les syriens qu'on va ramener, les irakiens qu'on va ramener en France sont des chrétiens, et que ce n’est pas le sort des yézidis, le sort des sunnites, le sort de tous les kurdes qui sont réfugiés. Ce n'est pas une bonne pratique donc on refuse à ce moment-là d'être dans les avions ou d'être associé à cela. Donc ça c'est notre point de vue. Si je dois citer un autre exemple de dangerosité, c'est quand il y a un conflit confessionnel. C'est la question de la Centrafrique. On assiste en République Centrafricaine à un conflit religieux où l’on voulait intervenir, sauf qu'il y a un grand risque et nos équipes ont été unanimes dans le refus de partir. Dans nos équipes il n'y a pas que des musulmans. La plupart de nos chefs de mission ne sont pas musulmans. Notre chef urgentiste n'est pas musulman et ce dernier a dit : « je risque doublement : Secours islamique et pays occidental ça fait pas bon ménage ». Donc il a des vraies difficultés sur ce plan. On s'est replié sur le Tchad pour travailler avec les réfugiés du Sud, justement, un vrai problème qui n'est pas très soulevé, entre l'envie du gouvernement d'installer ces gens-là quelque part pour peupler une région alors qu'ils sont des centrafricains, et la volonté des réfugiés qui veulent rentrer en Centrafrique. Donc, il y a un vrai problème.

Elodie Vialle

Voilà, on aura beaucoup de questions je pense. Rony Brauman, je me tourne vers vous. Vous êtes une grande voix très écoutée de l'humanitaire. Le visage médiatique de l'humanitaire aussi. Jusqu'où doit-on aller pour intervenir dans les zones de conflits ? Jusqu'à quel point ? En introduction, je disais : jusqu'où faut-il aller dans le compromis, voir la compromission. Jusqu'à quel point faut-il abandonner les principes d'humanitaires pour obtenir un accès aux victimes ?

Rony Brauman

Avant de répondre tout de suite à cette question, qui d'ailleurs n'a pas de réponse générale, je pense qu'il faut examiner un ou deux points pour tenter d'introduire des nuances. D'abord, être conscient que lorsqu'on parle d'humanitaire, on agrège toutes sortes de sens, toutes sortes de significations. Est-ce que, lorsqu'on parle d'humanitaire, par exemple, on parle de tout ce qui est dans l'espace public, labellisé humanitaire ? Par exemple la guerre du Kosovo et la guerre de Libye sont des « guerres humanitaires ». Est-ce que ça veut dire qu'on inclut cela dans l'humanitaire ? Est-ce que toute ONG qui se réclame de mise en œuvre d'actions humanitaires - je pense à l'église de scientologie à Port-au-Prince après le séisme qui fait des massages et quelques prêches - fait partie du vaste ensemble des humanitaires ? Est-ce que l'action de tel pays qui envoie des secours à tel autre pays ou à telle partie de la population – par exemple le Qatar finançant à Gaza toutes sortes de choses, y compris des hôpitaux - fait de l'humanitaire ? Je crois qu'il faut avoir en tête que toute aide n'est pas humanitaire et qu'une aide qui n'est pas humanitaire n'est pas pour autant mauvaise en elle-même. Par exemple les américains qui installent un aéroport de secours à Port-au-Prince après le tremblement de terre. Ils le font évidemment parce qu'ils ont une politique de puissance, et toute politique de puissance passe par une politique de bienveillance, de bénévolence parce que sinon, en tous cas dans les États modernes, on n'est pas véritablement une puissance. Il s'agit donc d'une forme de soft power qui est

déployée là. Et pour autant, sans cet aéroport, bien des choses n'auraient pas pu être faites. Donc je ne qualifierais pas cet aéroport de réalisation humanitaire mais il a indiscutablement été profitable aux Haïtiens, ayant permis un déploiement plus rapide, plus efficace. Pour rester au Liban dont on a parlé, après l'attaque israélienne de 2006, il y a eu une entreprise de reconstruction, de distribution d'argent pour aider à la reconstruction, de partage de conseils techniques permettant aux gens de savoir si telle maison partiellement détruite pouvait être réhabilitée, réparée, ou bien s'il fallait la détruire pour la reconstruire. Toutes sortes de choses qui répondaient à l'urgence du moment et qui d'après ce que j'en ai su - je n'y étais pas moi-même - étaient distribuées, profitaient à tout le monde, indépendamment des affiliations politiques ou religieuses. Personne n'a qualifié ça d'humanitaire alors que c'était sans doute l'action de plus grande ampleur qui ait été conduite. Il faut dire que c'était le Hezbollah qui l'avait mise en œuvre. Ni le Hezbollah ne se préoccupait de mettre le label humanitaire sur son action, visiblement ça ne l'intéressait pas, ni les journalistes et les ONG qui étaient là et qui pour certains d'ailleurs parlaient de propagande, d'utilisation opportuniste de l'aide pour faire sa publicité. Donc on voit que selon les acteurs, selon les situations, selon les configurations d'ensemble, telle action tombe immédiatement sous le label humanitaire, telle autre sera reléguée au rôle de la propagande alors qu'évidemment, les deux sont très étroitement liées. Pierre Micheletti faisait remarquer ce matin que les ONG avaient été les outils de la politique étrangère de leurs Etats. La seule remarque que je ferai là-dessus est que je trouve que le terme « ONG » est un peu englobant, comme le mot « humanitaire ». N'importe qui peut être une ONG, et l'humanitaire européen - notamment pendant la guerre froide, c'est-à-dire jusqu'à la chute du mur mais ensuite également - a fait partie des outils soft power. Ça me semble être l'évidence même. Et je terminerai ce point-là avec ce que disait Rachid Lahlou, qui m'a beaucoup frappé. Nous sommes d'une certaine manière toujours assignés à résidence. Nous sommes toujours assignés, pas forcément à la résidence qu'on souhaite, en fonction des configurations locales, en fonction des polarités politiques locales. Personne ne peut choisir une position d'extra-

territorialité, personne ne peut décider d'être dans une situation surplombante à partir de laquelle ils examineraient les enjeux en-dehors de toute influence. D'abord parce que nous sommes tous traversés par toutes sortes d'influences et que nous sommes agis autant que nous agissons, c'est ce que nous ont appris les sociologues et les psychanalystes et on est bien obligé aussi de tenir compte de ça si on veut examiner notre position, et par ailleurs parce que les gens qui nous regardent nous perçoivent forcément comme venant de quelque part. Ils savent bien qu'on vient de quelque part. Nous, peut-être, les humanitaires qui semblons parfois vivre dans le ciel des grands principes, nous sommes peut-être les seuls à croire que seuls les principes nous guident et que notre technicité fait le reste. Donc il faut accepter le fait que nous sommes de quelque part, agissant quelque part et que tout cela a une influence et joue sur nos perceptions, sur notre manière de nous représenter les choses et que la seule façon de nous sortir de cette cage, c'est d'être ouverts aux discussions, aux débats contradictoires, aux critiques. Mais il n'y a pas de possibilité de sortir de cette géographie là car c'est le monde dans lequel nous vivons.

Ma deuxième remarque est sur la question des principes. Quand on parle des principes, on semble penser que ces principes sont là devant nous, simples. D'ailleurs, il y a une expression anglo-saxonne pour le dire : on parle de « principled organisations » et quand on parle de « principles », on parle de NIHA, la « Neutral Independant Humanitarian Aid », ça fonctionne mieux en anglais. Mais il ne suffit pas de le dire pour que ce soit vrai. Ce serait du pur nominalisme, il suffirait de nommer une chose pour qu'elle existe. En réalité, c'est beaucoup plus fluide, beaucoup plus volatile que cela. Rachid Lahlou a commencé à l'aborder et je poursuis. La neutralité, qu'est-ce que l'on entend par-là ? Historiquement, la neutralité, c'est le statut du corps blessé ou malade d'un combattant qui ne peut plus combattre et doit donc être soustrait à l'affrontement entre États qui sont en guerre. Donc c'est un blessé qui est neutre, ou un malade. Ça n'est pas une action, ça n'est pas un dispositif. C'est d'abord comme ça que ça a commencé et puis, par extension, cela a concerné les lieux où le blessé ou le

malade est soigné et les gens qui le soignent et qui le traitent le cas échéant, dès lors qu'ils ne s'intéressent pas à la nationalité mais au corps du malade et du blessé. Donc l'histoire de la neutralité a commencé de cette façon. La notion s'est élargie en prenant une dimension diplomatique, en impliquant qu'un acteur ne prend pas partie dans le conflit à l'intérieur duquel il entend agir en médiateur. Tous ces sens sont sédimentés, se mêlent, s'intriquent étroitement, si bien qu'on ne sait plus très bien de quoi on parle. Par exemple, lorsque MSF dénonce le bombardement d'installations sanitaires par l'aviation syrienne, est-ce qu'elle trahit la neutralité ? D'une certaine manière oui. Pour certains c'est indiscutable parce qu'on prend une position qui est utilisable dans le conflit par les ennemis du régime. Donc lorsque MSF dénonce une forme de barbarie qui consiste à bombarder des lieux où se regroupent des gens pour accéder à des soins, MSF prend d'une certaine manière partie, indirectement, pour l'opposition armée. Mais du point de vue de MSF, ce que nous entendions pointer était l'atteinte à la neutralité dont se rendaient coupables les autorités syriennes qui bombardaient un lieu neutre. Donc on peut défendre deux conceptions absolument contraires de la neutralité : l'une dynamique, plus en rapport avec, disons, une situation politique, et l'autre plus normative.

Je terminerai en disant que toute action humanitaire est le résultat d'une négociation, d'une transaction qui doit refléter des intérêts croisés, et pas forcément immédiatement complémentaires, de ceux qui représentent l'autorité d'accueil et de ceux qui veulent entrer dans l'espace géré par cette autorité. C'est ce compromis qui doit être décent, qui doit finalement être fondé sur l'idée que notre action va être plus utile à ceux que l'on vient aider qu'à ceux qui les dominent politiquement. Donc c'est une question d'équilibre et de calculs, largement subjectifs, fondés sur des hypothèses qui doivent être revues en cours de route. Mais, en tous cas, il y a nécessairement compromis car une action humanitaire qui ne servirait pas le pouvoir local serait d'emblée refusée. Il faut bien qu'il y ait une rencontre entre les intérêts des uns et des autres pour qu'un espace humani-

taire soit dessiné. Donc, c'est ce calcul de l'utilité relative en faveur des uns ou en faveur des autres, en faveur des populations ou en faveur des pouvoirs, qui est toujours le mot ultime de la transaction que l'on conduit, calcul et hypothèses qui doivent être revues en cours de route car même s'ils sont exacts au moment où ils sont faits, le contexte évolue et avec lui la position des acteurs de l'aide.

Elodie Vialle

Merci beaucoup Rony Brauman. Rachid Lahlou souhaitait réagir sur cette question de la neutralité justement.

Rachid Lahlou

Je pense que c'est un point central dans l'action humanitaire. Parce que l'on fait une action humanitaire, on doit déployer tous les moyens pour atteindre la population, et l'on fait un positionnement à mon sens qui est politique, qui est louable, je ne critique pas, c'est une réalité. Et à ce moment-là, on met en difficulté la mission sinon il n'y a pas d'intervention.

Je vais citer deux exemples. La question de la Syrie : il y a six millions de déplacés, et l'aide pour les déplacés passe par Damas. Il y a des idées, comme ça, que les ONG qui travaillent à Damas travaillent avec le pouvoir. Ce n'est pas vrai. Elles travaillent avec les déplacés et montent des « shelters », c'est-à-dire donnent un abri aux gens dans les lieux répertoriés par les Nations Unies. L'opposition n'a pas donné, et moi j'ai eu l'avis de l'opposition : un seul abri pour qu'il soit mis dans les normes. On travaille dans une zone qui est contrôlée par une fraction mais avec une équipe locale. Si je veux dénoncer l'opposition ou le régime sur une action, cela revient tout simplement à demander à mes équipes de revenir à Paris et arrêter l'action. Donc moi, qu'est-ce que je veux ? Est-ce que je veux aider les populations, et à ce moment-là, me taire ? C'est ça, ce que je fais. Ça ne veut pas dire que je n'ai pas le même avis que Rony Brauman. Peut-être pire, parce que je connais ce qui se passe là-bas depuis longtemps. Mais ma mission première, c'est de soulager la souffrance de ces populations, donc je dois

tout faire pour y accéder. Et dans certains conflits, on fait ce qu'on appelle du plaidoyer avec un ensemble d'ONG pour se fondre dans le groupe et ne pas être pourchassé. Et malgré tout, on peut être après taxé de terroriste, de financer le Hamas. Donc, c'est un petit peu compliqué. Je veux illustrer également deux exemples sur ce point-là : MSF a travaillé en Somalie, dans la région des Shebab. Je ne pense pas que MSF peut se payer le luxe de dénoncer les excès des Shebab parce que sinon ce n'est pas la peine, on ne peut pas. C'est mettre les équipes en danger. Donc on ne fait pas de témoignage pour cette région-là. Par contre, bien sûr qu'on peut témoigner pour la Syrie parce que MSF est sortie de la Syrie. Moi, si je ne suis pas en Syrie, je peux faire la même chose. Donc il y a un dilemme autour de cette neutralité, je dirais, humanitaire, pas politique. Je vous rappelle des campagnes de MDM, MSF pendant le conflit de l'ex-Yougoslavie. Permettez-moi de vous dire que personne ne travaille du côté de la Yougoslavie. Tout le monde travaille du côté croate ou bosniaque.

Rony Brauman

Ça, c'est inexact.

Rachid Lahlou

C'est inexact, je m'excuse. De toute façon, je pense qu'on peut se payer le luxe, si on n'a pas une vraie action, de dénoncer d'une manière aussi ostentatoire que l'a fait MdM avec ses affiches parce qu'il n'y a pas de risques. Mais quand on a des équipes à l'intérieur de Sarajevo, ce qui était notre cas, on marche sur des œufs. Donc il faut vraiment tout ménager pour ne pas mettre en péril. Et dieu sait ce qu'on a mis en péril comme équipes dans ce conflit-là. Voilà ce que je voulais dire sur cette chose-là.

Elodie Vialle

Oui, c'est un peu ma question. Jusqu'où on peut aller dans la mise en péril, justement, des équipes ? Alors, Marc Lavergne peut-être, vous souhaitez

justement répondre à cette question. Marc Lavergne, vous êtes directeur de recherche au CNRS, géo-politologue et président de l'association Recherche et Ressources humanitaires.

Marc Lavergne

Écoutez, moi j'aime bien ce débat-là qui pourrait durer encore sur la neutralité, etc. Je vais proposer d'intervenir aujourd'hui en me mettant plus au niveau du ras des pâquerettes. C'est-à-dire comment les ONG, de manière inconsciente, involontaire parfois, se fragilisent dans les zones de conflit et s'isolent de la population, s'isolent à la fois des autorités mais aussi du voisinage et de la société civile quand il y en a une. Je crois que, en effet, il y a eu une évolution de longue durée qui fait que ce matin on a parlé de nostalgie, on a parlé de comment ça fonctionnait il y a 30 ou 40 ans, et comment ça fonctionne aujourd'hui. Et, il me semble qu'il y a quelques éléments qui échappent parfois. C'est que le métier a changé. Le métier a changé, pourquoi ? Moi, j'évoque d'un côté l'informatique et la facilité des nouveaux moyens de communication qui font qu'on est en liaison avec l'extérieur beaucoup plus facilement qu'avec le lieu où l'on se trouve. C'est-à-dire avec Genève, avec New York, avec Bruxelles, avec le siège bien entendu, où qu'il soit, de façon permanente. Cela induit une distorsion dans le rapport au terrain. Une sorte de dichotomie, voire de schizophrénie où l'on est à la fois ici par la pensée et aussi sur le terrain. Ça joue aussi au niveau personnel parce qu'on est en contact permanent avec sa famille, sa copine ou son copain, tous les jours par Skype, etc., et que ça devient quelque chose qui, vraiment, décroche les gens du terrain. Il y a un autre aspect qui est aujourd'hui le fait que l'interlocuteur principal est le bailleur de fonds, ce n'est pas le bénéficiaire. Pour la plupart des ONG, ce qui compte, c'est de satisfaire les exigences. On est des prestataires des bailleurs de fonds qui sont à New York, à Bruxelles, à Genève, qu'ils soient n'importe où, et c'est à eux qu'on s'adresse prioritairement, beaucoup plus qu'aux autorités locales ou à la population locale. Alors ça c'est, je pense, des pistes de réflexions qui sont intéressantes. Finalement, on s'est déconnecté des interlocuteurs qui devraient être naturels pour une ONG, c'est-à-

dire les gens qui sont au marché, au café, les camionneurs, les chefs tribaux, les chefs rebelles, les agents de sécurité, le préfet, les chefs traditionnels. Pourquoi ? Et bien parce qu'on n'a plus le temps. Parce qu'il faut faire des rapports pour les bailleurs de fonds en permanence et pour le siège aussi. On est en ligne directe avec quelqu'un au siège qui est le responsable, le desk du pays, et puis il y a des demandes de statistiques en permanence. Donc les chefs de mission ou les responsables sont, disons, complètement accaparés par la gestion bureaucratique, on va dire, de l'action. Je parle de grosses ONG mais je suppose que c'est un peu la même chose pour les petites. Il y a cette angoisse toujours de la reconduction du contrat. Au bout d'un an, au bout de deux ans, il va falloir renouveler, donc il faut vraiment être bien dans nos papiers pour répondre à toutes les demandes de renseignements sur la situation. Alors, il y a ce décrochage-là qui fait qu'on est complètement isolé, et puis il y a un autre aspect qu'on pourrait mentionner qui est le rapport au voisinage. Je constate qu'en Centrafrique, j'étais à Bangui il y a peu de temps, c'est la fête tous les soirs. Parce qu'il ne faut pas oublier - et je m'adresse aux jeunes ici qui représentent, heureusement, la moitié de la salle et qui vont partir sur des terrains – qu'une mission c'est des jeunes, des garçons, des filles, et qu'il faut se détendre. C'est absolument indispensable quand on est en zone de conflit ou de crise sanitaire grave. Il faut se défouler. Donc tous les soirs il y a une raison de fête, il y a des anniversaires, il y a des départs, il y a des arrivées. Donc, musique à fond, on danse. C'est un peu le quotidien caché de l'humanitaire si vous voulez, et ça peut être très gênant - quand l'alcool coule à flot et qu'on est dans un pays musulman, mais pas seulement, parce que même à Bangui, ça peut être très préoccupant, quand la musique est à fond - les voisins le ressentent très mal et la balance ne se fait pas entre ce qu'apporte les ONG, qu'on ne voit pas forcément très bien, et ces nuisances. On a parlé des nuisances financières, on pourrait parler de la compétition pour l'accès au métier de gardien, de chauffeur, etc. Tout ça créé des tensions dans la société d'accueil. Et je parle d'ailleurs plutôt des missions dans les capitales, là d'où on part pour aller sur le vrai terrain. Parce que, quand on est dans des petites missions en province, ça se passe sur

un mode quand même inférieur à ça. Mais tout ça est un peu problématique. Pour en venir à la gestion du personnel ou au rapport avec les gens du pays, il y a une ségrégation entre les nationaux et les expatriés. On travaille ensemble à l'hôpital dans la journée mais le soir il y a deux campements. On ne mange pas les mêmes choses, on n'a pas les mêmes occupations, les mêmes centres d'intérêt. Mais finalement, c'est aussi le cas parfois entre les australiens et les chinois quand ils sont dans une mission. Il y a une difficulté aujourd'hui dans ces tours de Babel que sont devenues certaines missions à créer, à faire circuler l'information sur ce qu'on vit au quotidien, dans la journée, qui permettrait d'informer sur les dangers extérieurs. Parce que la préoccupation c'est d'une part d'avoir de bonnes relations avec l'environnement, mais aussi d'être prévenu par l'environnement des dangers qu'on peut encourir en prenant telle route le lendemain, en allant à tel endroit, etc. Et tout ça fait qu'il y a une bataille de chiffres sur la vulnérabilité des ONG aujourd'hui. Visiblement il y a plusieurs lectures, mais je crois qu'il y a un sentiment de vulnérabilité qui n'existait pas autrefois, du temps de la guerre froide si vous voulez. Il y avait deux camps, il y avait l'est et l'ouest, les communistes et les anti-communistes, les pro-américains, et quand on était en Érythrée, quand on était au Nicaragua, quand on était sur des terrains comme ça, où les choses étaient très clivées, on était hyper protégé. On était avec un front révolutionnaire et les gens étaient prêts à se faire tuer pour nous protéger. Aujourd'hui, on sait que c'est beaucoup plus atomisé, qu'il y a toutes sortes d'acteurs non-souverains, non-contrôlés, qui ne savent pas eux-mêmes ce qu'ils cherchent finalement, à part de l'argent peut-être, et donc on est fragilisé de ce point de vue-là. Mais on a complètement perdu ce contact avec les sociétés. Il y a une frustration des ONG locales, il y a une compétition, je l'avais évoqué hier, ce choix entre compétition et complémentarité. La complémentarité, elle est forcée quand elle est imposée par les bailleurs de fonds, sinon il n'y a pas de tendance naturelle à rendre aux ONG locales une place qui leur revient. Tout ça crée des tensions et c'est par ces tensions que nos ONG sont vulnérabilisées, beaucoup plus que par des dangers externes, que par la guerre proprement dite. Ça s'est vu dans beaucoup d'endroits,

quand on parle d'enlèvement, quand on parle d'attaque sur les routes, dernièrement on a vu ça en Centrafrique avec un hôpital de MSF qui se fait attaquer. Les gens se réunissaient à l'hôpital de manière régulière et moi je suis très surpris que personne n'ait été au courant de cette préparation d'agression, de cette menace. Donc il y a des gens qui sont arrivés et qui ont tué des responsables locaux, centrafricains, et puis du personnel MSF. Chez MSF, ou ailleurs, il y a actuellement des otages. C'est effectivement - et ça a été dit ce matin - un drame pour l'organisation. Mais dans l'immédiat, en France, on parle beaucoup moins de ces otages-là. Peut-être qu'il ne faut pas en parler d'ailleurs parce que c'est aussi un danger pour eux qu'on en parle. Mais quand ce sont des otages nationaux, ils n'ont pas le même problème non plus que les otages occidentaux.

Elodie Vialle

Merci beaucoup Marc Lavergne. Rony Brauman une petite réaction ?

Rony Brauman

Je voudrais prolonger un point dont vient de parler Marc Lavergne, et puis en nuancer un autre. La prolongation concerne la grande transformation qui s'est produite dans le monde humanitaire, comme d'ailleurs dans le reste du monde. C'est effectivement l'introduction des moyens de télécommunication, qui date de la naissance du téléphone satellite portable. 1990, c'est la chute de l'empire soviétique et la fin de la confrontation est/ouest, donc un des grands moments de transformation de la vie internationale qui a eu d'immenses conséquences, et qui masque une autre transformation, dont les conséquences sont sans doute moins spectaculaires mais plus diffuses et quand même très importantes : l'arrivée de la communication instantanée avec la valise satellite. J'ai un souvenir précis de la première fois où on l'a utilisé : c'était pour faire évacuer une équipe qui arrivait à Mogadiscio, début 1991, au tout début de la guerre. On avait eu le plus grand mal à la faire arriver, il avait fallu organiser une trêve humanitaire entre les deux principales factions qui se combattaient. Trêve

que l'on avait pu obtenir, l'avion s'était posé en provenance du Kenya, notre équipe avait pu débarquer et puis les combats avaient repris. Ils ont réussi à s'installer dans un endroit abrité et ont pu déployer leur antenne. On a commencé à discuter, et le fait d'entendre un certain nombre d'éclats, de tirs, etc., a poussé la personne qui était responsable des opérations à ce moment-là à faire évacuer l' équipe, qui pensait au contraire être tout à fait capable de gérer cette affaire. C'était tous des gens expérimentés. Eh bien, ils ont dû, sur ordre de Paris, quitter l'endroit où ils se trouvaient pour retourner au Kenya et finalement revenir une semaine plus tard. J'étais président de MSF à l'époque et j'avais appelé ça le « syndrome de la valise satellite » -qu'on nommerait maintenant le « syndrome de Thuraya »- qui se manifeste par le déplacement du centre de gravité de la décision, du lieu où elle doit être prise dans ce genre de situation, vers le quartier général, lequel tend à protéger ces équipes, à les materner alors même qu'elles ne demandent qu'à être adultes et autonomes. Il y a un côté régressif, et le côté « je téléphone pour faire pipi » c'est exactement la même chose, on lève le doigt pour savoir si on a le droit de faire un geste banal. C'est un problème sérieux, que je ne sais pas du tout comment traiter. C'est sans doute un problème sans solution, enfin, qu'on ne peut traiter qu'en étant conscient de son existence et en tentant d'en contenir les conséquences, mais on ne va bien évidemment pas éliminer le mail et le téléphone. J'étais en Centrafrique moi aussi cet été, j'ai été frappé de voir que tout le monde était une plate-forme de communication. On avait sms, mail, Thuraya, téléphone et bien sûr les VHF *(ndlr bande des très hautes fréquences)*. On est plus dans une espèce de bulle virtuelle de communication que dans le pays où l'on est censé être. En tous cas on est partagé entre les deux et plus vraiment présent au monde concret.

Elodie Vialle

Mais là-dessus on peut quand même comprendre que les ONG, le siège, s'inquiètent justement de la mise en péril de leurs membres, de leurs salariés et se protègent également des éventuelles conséquences juridiques qui pourraient découler de la gestion d'une personne qui est prise en

otage, qui subit des violences. Je comprends le syndrome de « je lève le doigt pour faire pipi » mais on peut comprendre aussi que les ONG cherchent à protéger leurs membres dans les zones dans lesquelles elles sont installées.

Rony Brauman

Il y a toujours des tas de raisons de faire ce que l'on fait. Naturellement, ce n'est pas une sorte de caprice, il y avait en effet de très bonnes raisons. Mais ces bonnes raisons n'emportent pas forcément la conviction. Le fait de décider à Paris d'une mesure de sécurité prise à Mogadiscio n'est pas en soi justifiable. C'était une mauvaise décision même si elle était motivée par de bonnes raisons. En l'occurrence, la dimension juridique n'était pas du tout appliquée, c'était vraiment un aspect de protection pure.

Marc Lavergne

Ce que je voulais ajouter, c'est qu'il y a aussi le rôle d'OCHA, d'ECHO, de tous les représentants dans les capitales et les terrains d'intervention qui jouent un rôle très coercitif je dirais, comminatoire, sur les modes de fonctionnement de la sécurité, et qui peuvent imposer à des ONG qui dépendent d'eux d'adopter ces normes-là de sécurité. Ce ne sont même plus les sièges des associations qui décident et qui pilotent. MSF, c'est tout-à-fait différent et bien heureusement. Mais sinon on voit que les gens qui représentent les ONG sur le terrain sont convoquées aux réunions d'OCHA ou aux réunions de sécurité du HCR, ou d'autres organes de l'ONU, qui leur imposent finalement certains modes de conduite et de fonctionnement alors qu'ils sont eux-mêmes encore plus à-même, si vous voulez, car leurs officiers de sécurité ne font que relater ce que tout le monde sait, des informations officielles et pas celles qu'on peut collecter par le contact direct avec les représentants, avec les responsables sur place, ou avec des gens bien informés, des commerçants, des administrateurs et puis des chefs de toutes confréries ou de toutes organisations humanitaires.

Elodie Vialle

Je laisse la parole à Rachid Lahlou qui la demande depuis tout à l'heure.

Rachid Lahlou

Il y une notion qui a été soulevée sur la question de l'indépendance. Je pense qu'il y a des ONG, justement, qui ont une indépendance d'action et qui ne dépendent pas des bailleurs de fonds. C'est des organisations qui ont une collecte populaire. Pour le SIF *(Secours Islamique France)* par exemple, 90% de ses ressources sont des ressources privées, de monsieur tout le monde. Cela nous donne donc justement une liberté d'action. Je pense à MSF qui a également cette liberté d'action et qui ne dépend pas justement du bon vouloir de bailleurs de fonds. D'ailleurs, dans notre histoire, on avait refusé des missions et on en avait accepté d'autres alors qu'on nous a dit qu'il ne fallait pas partir. Sans citer de nom, historiquement, on est parti en prenant nos responsabilités et toujours sur fonds propres. Nous partons dans un pays, parce que nous considérons qu'il y a une urgence, que nous devons apporter de l'aide, même si X ne voulait pas qu'on intervienne à ce moment-là pour des raisons politiques. On peut, justement, refuser de partir dans un pays. C'est ce qu'on appelle l'indépendance financière qui permet à des ONG qui ont cette indépendance d'agir quand elles veulent et comme elles veulent. Donc je ne pense pas qu'il y ait forcément pour toutes les ONG cette influence. Mais il y a une réalité quand même, et moi je suis frappé - je l'ai dit tout à l'heure mais je suis obligé d'arriver à ce stade-là - par cette schizophrénie des ONG. Elles considèrent que le fait d'avoir des financements publics par les bailleurs de fonds est une sorte de manipulation, on a entendu ça plusieurs fois. Et quand on prend le cas aujourd'hui de la France, les ONG se battent comme des chiffonniers pour une augmentation des budgets de développement et d'humanitaire. De qui ? De l'État. Quand la France, l'Union Européenne, les États-Unis et les autres vous financent, ils ne financent pas simplement parce que c'est une action humanitaire neutre et que c'est leur grand cœur qui parle. C'est parce qu'ils ont des enjeux politiques, c'est parce qu'ils

veulent montrer à la population de ce pays-là que la France, que les États-Unis sont solidaires avec ceux qui sont à sauver. Donc on est conscient, on le fait consciemment, il y a une course derrière les financements institutionnels, de manière générale, mais en même temps cette course est dénoncée et critiquée. Il faut savoir ce qu'on veut.

Elodie Vialle

Merci Rachid. Tout de suite, je laisse la parole à Joseph Dato.

Joseph Dato

Merci. Je vais essayer d'être concis, en même temps plusieurs choses me viennent en ayant écouté attentivement la première table ronde et la seconde.

L'histoire des valises est intéressante. J'ai travaillé en Iran, et ce n'est pas un pays « insecure ». Les Iraniens nous ont aidés à déployer la valise satellitaire, ils ont vérifié qu'on communiquait bien avec Paris, ça a bien marché, et ils nous l'ont confisqué. Il y a beaucoup d'approches pragmatiques. Ceci étant dit, je relève ce qu'a dit Rachid Lahlou, je ne vois pas beaucoup d'ONG s'organiser - je ne donne pas de leçon ou quoi que ce soit, c'est un constat froid. Peu d'ONG s'organisent pour mettre les tensions sur les bailleurs, beaucoup d'ONG essaient d'augmenter, d'être dans quelque chose que je résume très vite par le « Toujours Plus », on veut plus de fonds institutionnels. La course des fonds institutionnels est une réalité. C'est le jeu de l'économie, de l'humanitaire, en même temps ça vient aggraver ce qu'a très bien expliqué Marc Lavergne.

Sur les questions d'ONG dans les conflits : est-ce qu'il ne faut pas essayer d'améliorer le diagnostic initial de la situation, c'est-à-dire identifier les besoins, essayer d'affiner la lecture et la compréhension du contexte, multiplier les contacts avec les acteurs, parce que je pense que ça ne se fait pas suffisamment, qu'en pensez-vous? La deuxième interrogation : le fait

de ne plus pouvoir rien faire d'autre pour des raisons X ou Y, de contraintes, d'impossibilité d'accès, de sécurité, etc., ou ce que j'ai pu lire entre 2010 et 2013, est une aggravation importante des dégâts sur les humanitaires. Des dégâts à savoir des kidnappings, des accidents, des décès, des tentatives de meurtre, et je m'appuie sur des sources ad hoc très bien documentées, c'est exponentiel. C'est plus du double de journalistes et d'humanitaires entre 2006 et 2013. Donc quand on ne peut pas faire autrement, est-ce qu'on ne peut pas dire clairement et assumer clairement qu'il y a des modalités pratiques de *remote support project,* c'est-à-dire qu'on travaille à distance et qu'on ne fait pas semblant d'être ou ne pas être. On dit que c'est comme ça, on l'assume et on déploie tout ce qui va avec, c'est-à-dire un abandon de la souveraineté, du monitoring et du contrôle. On travaille de manière plus horizontale et moins directive. Que pensez-vous de ces deux questions sur le *remote support* et sur une meilleure approche, donc une meilleure diplomatie ? Merci.

Elodie Vialle

Alors sur la question du *remote support*, je rajouterai quelque chose : est-ce que les réticences à adopter ce type de stratégie ne sont-elles pas liées aussi à une envie des humanitaires de durer malgré tout parce que si l'on pousse la logique jusqu'au bout, les ONG occidentales, dans une dizaine ou vingtaine d'années, ne serviraient plus à rien ?

Joseph Dato

En une phrase : 80% du Yémen, une grande partie du Sahel, la corne de l'Afrique, la Syrie, l'Irak, très longtemps le Caucase, une partie de l'Afghanistan avec les zones tribales, sont des zones qui s'étendent géographiquement parlant, c'est-à-dire que c'est de plus en plus difficile d'accéder à ces zones, donc c'est mécanique.

Rony Brauman

Sur la première question concernant l'affinement du diagnostic initial, je ne suis pas tellement rêveur. Je pense qu'un diagnostic initial devrait être plutôt concis. Quelque chose se passe, on a envie de répondre à cette situation. Ce qui me semble beaucoup plus important, c'est le diagnostic secondaire, c'est-à-dire ce que l'expérience de terrain a remonté, la confrontation avec les idées de départ et la réalité, à supposer que l'on sorte de sa bulle, que l'on ne soit pas totalement enfermé dans des schémas qui nous isolent du reste. Mais on arrive avec succès à faire l'effort de s'en sortir avec un ajustement de l'action au fil de son déroulement plutôt que dans un diagnostic parfait de départ qui me semble impossible à faire. Quant à la sécurité, en effet, on est confronté à un risque nouveau qui est celui du kidnapping. Moi je préfère parler de ce risque-là, en le nommant, plutôt que de parler de problème de sécurité en général parce que c'est ça le problème. D'ailleurs j'ai noté que Marc Lavergne avait repris un peu le thème de l'âge d'or en parlant de ces actions en Iran, en Erythrée ou encore en Afghanistan où on se sentait protégé. J'étais dans tous ces endroits dans les années 1980 et je peux témoigner qu'on n'avait pas la sensation de vivre un âge d'or. L'âge d'or par définition, c'est un mythe du passé, et il faut prendre au sérieux que c'est un passé, et que c'est un passé mythique. Alors, on peut être nostalgique de sa jeunesse, moi aussi je suis nostalgique de mes 20 ans, j'étais plus énergique, plus beau, tout ça, mais bon ça n'avance pas à grand-chose, et en revanche, dans les années 1980, on se sentait très vulnérables, menacés de partout, l'Union soviétique, les gens pris en otage à la frontière du Kurdistan, l'action humanitaire de moins en moins respectée, les principes piétinés par tous... On pourrait prendre n'importe quel des thèmes abordés ici, on les retrouverait presque à l'état chimiquement pur dans les années 1980. Donc au moins sur le point subjectif, on vivait une accumulation de problèmes, des nuages noirs et des horizons chargés. Alors, en effet, la question des kidnappings se pose, à mon avis, c'est le problème primordial de sécurité qui se pose vraiment, parce que pour le reste, ce que l'on constate est qu'il y a eu pénétration beaucoup plus profonde, aujourd'hui, que ça n'était le cas dans le passé,

de zones de conflits, et que la ligne de front humanitaire s'est déplacée à l'intérieur des zones conflictuelles. Il n'y a donc rien d'étonnant à ce qu'il y ait plus d'incidents. C'était la remarque que Yann Mens faisait tout à l'heure sur le déploiement beaucoup plus important, et finalement l'augmentation est proportionnelle. En revanche, ce qui n'est pas proportionnel du tout, ce sont les kidnappings, ces pratiques qui ont commencés en Tchétchénie au cours des années 1990 et qui nous angoissent tous en ce moment pour des raisons qui ont été très bien dites. Donc effectivement à un certain moment, on est obligé de sortir du territoire. Il y a un débat interne à MSF qui un jour ou l'autre transpirera, un débat extrêmement chaud, extrêmement tendu, au sujet de la publicité à donner à ces questions-là, c'est-à-dire, à partir de quand on en parle, on admet avoir été rançonné, maltraité, pris à partie par tel ou tel groupe ? On est quelques-uns, et j'en fais partie, à penser qu'il faut aller dans cette direction. On ne peut pas être dans une transparence absolue, mais on peut tout de même être plus clair y compris - je pense que c'est tout à fait l'essentiel - vis à vis des populations locales.

Par ailleurs, il y a effectivement des moments où il faut se retirer et faire de l'aide à distance, du *remote control* comme on dit. Mais je rappelle qu'on ne télécommande rien du tout. Quand on appuie sur les boutons d'une télécommande pour changer de chaines, ça marche ; quand on appuie sur les boutons de la télécommande pour dire de faire telle chose, ou telle autre chose, ça ne marche pas. C'est une délégation de souveraineté effectivement. On le fait avec des gens en qui on a confiance et on ne le fait pas dans le cas contraire, c'est aussi simple que ça, il faut l'accepter dans cette simplicité brutale. Merci.

Stéphanie Rivoal

Bonjour, je suis Stéphanie Rivoal, présidente d'Action Contre la Faim. C'est plus un témoignage qu'une question que je souhaite faire en réaction à ce qu'a dit Joseph Dato sur l'indépendance. Nous prenons un parti pris qui va

peut-être être troublant dans un univers humanitaire assez pur et engagé, c'est le parti de la croissance, de la taille. On va aller chercher de plus en plus d'argent non seulement auprès des bailleurs de fonds, mais aussi auprès des entreprises, des fondations d'entreprises, et des fondations individuelles. Tous ces individus ont des intérêts qui sont relativement peu convergents avec les nôtres et on prend le parti d'être plus ou moins réaliste vis-à-vis de ces intérêts, c'est-à-dire de ne pas se voiler la face et de bien savoir que les bailleurs de fonds ont des agendas politiques et économiques derrières, dont certains extrêmement affichés comme le DFID qui annonce des liens très nets entre le développement économique du Royaume-Uni et le bras armé à l'aide au développement. Ce n'est pas grave, il faut juste le savoir. Les entreprises ont aussi leurs intérêts qui leurs sont propres, ce n'est pas grave non plus. Et les fondations d'entreprises sont une espèce d'écran fumé pour les cacher, mais on n'est pas dupes, on les connaît. Les fondations individuelles comme la GATES, qui a une force de vue assez importante, ont des intérêts et des idéologies qu'on connaît. Ce n'est pas grave. Ce qui est important est de bien les identifier, de ne pas se voiler la face, et ne pas se dire qu'ils font du bien à la planète, il faut se dire que ce n'est pas leur objectif, il faut être réaliste. On pense que l'effet de taille va nous permettre d'avoir du poids vis-à-vis de ces personnes. C'est quelque chose qu'ils comprennent, à défaut de ne pas forcément comprendre les idées, les idéologies, la pureté de l'humanité et de l'humanitaire. Donc on va grossir pour être un interlocuteur de poids vis-à-vis des bailleurs de fond et tenter de faire du lobbying en interne. Ça peut être utopique. Moi je pense que ça marche. En travaillant avec la fondation GATES alors que ça a été extrêmement houleux chez ACF de le faire accepter - la moitié des employés disait que c'était un scandale qu'on s'associe avec la GATES - on arrive à faire changer le discours, en l'occurrence, de Melinda GATES sur la santé maternelle et infantile. On a réussi, même si c'est une petite victoire, à lui expliquer qu'on ne peut pas travailler en silo sur la santé mais qu'il faut une approche transversale. Je crois quand même que l'on a cette force de lobby, alors on est peut-être naïf, mais on a tendance à penser que c'est notre seule solution.

Et en matière d'indépendance, nous on ne pense pas du tout qu'être indépendant c'est ne pas prendre cet argent ; on pense que c'est le diversifier et avoir un maximum de sources de financement. L'indépendance, ce n'est pas de pouvoir avoir des fonds purs des donateurs et là, bémol en passant, les fonds des donateurs vont être de plus en plus fléchés, ciblés, et le crowfunding en est l'illustration. Donc il y a des risques aussi, il y a une demande des donateurs plus ciblée. Plus rien ne sera affranchi de contraintes, il y aura des contraintes dans tous les sens. Mais c'est en ayant une multitude de bailleurs de fonds comme cela que l'on pense pouvoir préserver notre indépendance. S'il y'en a un qui nous lâche, ce n'est pas grave, parce qu'on en a d'autre. Donc voilà le parti pris et la tactique par rapport à l'indépendance.

Elodie Vialle

Merci Stéphanie Rivoal pour cet éclairage. Comme on a parlé de transition humanitaire hier, on peut aussi parler de transition générationnelle. On va donc prendre quelques questions d'étudiants.

Public 1

Bonjour, je suis étudiant en master de communication humanitaire et solidarité. Je suis membre d'un groupe local d'Amnesty Internationale. Ma question portera sur la neutralité des ONG et la dimension politique de l'action humanitaire internationale. Nous - je parle au sens des ONG et des acteurs de l'humanitaire - sommes un groupe qui partage une vision du monde et des rapports de force qui l'animent, alors avec peut-être des conflits sur certains éléments mais comme dans n'importe quel groupe qui a une vision politisée des choses. Et nous essayons, nous nous attachons à modifier ou à influencer ces rapports, du moins à y apporter un peu de justice par rapport bien sûr à un certain nombre de valeurs et de principes que nous partageons. Tout à l'heure M. Brauman, vous disiez que l'action humanitaire internationale implique des croisements d'intérêts, et également des transactions avec les pouvoirs politiques locaux. Donc nous

avons d'un côté une vision politique de l'action internationale humanitaire, nous avons de l'autre côté des interactions avec des pouvoirs politiques locaux ; est-ce que la somme de ces deux éléments n'a-t-elle pas conduit les ONG à passer du statut d'acteur politisé à celui d'acteur politique à part entière. N'est-ce pas aujourd'hui la représentation que peuvent se faire les populations en besoin que les ONG essaient d'aider ? Les populations n'ont-elles pas l'impression que les ONG sont devenues des acteurs politiques ? Est-ce que cela expliquerait les difficultés croissantes de l'intervention sur le terrain ? Et enfin, s'il est admis que nous sommes en effet un groupe politisé, ne sommes-nous pas aujourd'hui face à un besoin d'établir un certain nombre de règles formelles ou informelles pour mettre en place une représentativité qui mettrait fin à la prédominance des ONG occidentales dans l'action humanitaire internationale ?

Rony Brauman

Je réponds au moins à la question qui m'était directement adressée : est-ce que l'on parle d'un acteur politisé ou d'un acteur politique ? Les acteurs humanitaires ont toujours été des acteurs politiques, mais la question est de savoir à quelle politique on réfère. Si un parti politique crée une organisation de secours qui va défendre les valeurs ou les options précises de ce parti, ça sera donc aussi un acteur politique très politisé au sens partisan. On peut aussi considérer que toute action qui met en œuvre des pouvoirs et qui interagit avec les pouvoirs sur la scène publique est par définition une action politique, et c'est dans ce sens-là que je l'entends. La question est donc de savoir quelle politique on fait, au sens double du terme : c'est-à-dire quelle politique on a l'intention de faire, et quelle politique on va mettre en œuvre en pratique. Et de veiller à ce que le décalage entre les deux, qui ne peut pas être nul - car entre les intentions et les résultats, il y a toujours une marge sinon le monde serait parfait - ne soit pas trop grand. D'où, d'ailleurs, l'importance de quelque chose qui n'est pas forcément valorisé dans un milieu qui met au premier rang de ses préoccupations les actions et le concret : celle du débat contradictoire. Il me semble essentiel de ménager dans une organisation des moments et des lieux pour débattre

de façon contradictoire et libre de ce qui se fait, de ce qui s'est fait, d'arriver à évaluer à la fois le passé et le présent, d'éclairer le présent avec les évaluations du passé. Tout ça c'est facile à dire, c'est plus compliqué à faire car c'est douloureux, c'est souvent tendu, ce n'est pas un chemin de rose, mais c'est indispensable, je pense, si on veut en tout cas répondre à votre question.

Elodie Vialle

Merci Rony Brauman, on va prendre d'autres questions, comme il y en a plusieurs. Lilia vous vouliez prendre la parole.

Lilia Ben Saidane

Je voulais juste revenir sur ce qui a été dit lors de la table ronde sur les questions de neutralité, du rôle du personnel local et les connections que peuvent avoir les ONG avec l'Etat, etc., et revenir finalement sur le rôle central, qu'on le veuille ou non, du personnel local. Que ce soit une volonté dans d'organisation des équipes internationales de promouvoir ou pas, on est forcé de passer par cette équipe locale, et de plus en plus, dans des contextes ou l'accès humanitaire n'est plus possible pour le staff international. Les équipes locales sont les premiers pourvoyeurs à la fois d'information pour ce fameux diagnostic, qu'il soit initial ou secondaire, plus précis de par d'abord des obstacles de langues, de culture pour pouvoir collecter des informations précises mais également de par les données sécuritaires. J'ai fait une mission à Bangui, et on se rend compte qu'on ne peut pas se contenter de réunion de coordination avec les clusters, avec les groupes de l'ONU ou avec d'autres ONG pour collecter des informations sur la sécurité, pour pouvoir anticiper des situations dans des contextes qui sont relatifs comme ça, et que le bouche à oreille, le qu'en-dira-t-on de la rue nous est ramené principalement par les équipes locales, parce que ça se passes souvent dans les journaux, les radio auxquels nous n'avons pas accès, et c'est encore plus valable dans des contextes où on travaille à distance. J'ai travaillé à distance sur l'Irak. J'étais basée en Jordanie et

l'équipe locale était en Irak depuis plus de vingt ans, ayant connu la présence expatriée en Irak puis la présence expatriée en Jordanie. Et du coup je voudrais nuancer le tableau un peu négatif qui a été fait sur le développement des moyens de communication pour dire justement que c'est une chance, ce n'est pas seulement du maternage ou du flicage. Ça permet cette instantanéité, d'avoir un contact plus régulier avec ces équipes, de pouvoir être là en soutien, de pouvoir faire du *brainstorming* instantané et prendre des décisions ensemble, et ne pas transférer le risque sur ces équipes mais de faire en sorte que le transfert de risques s'accompagne d'un transfert de responsabilité avec un soutien à ces équipes et des moyens de communication même si ils se multiplient. La multiplicité ne veut pas dire passer son temps sur le thuraya, le téléphone et la VHF. Ça veut dire qu'en fonction des contextes il y a des choses qui fonctionnent et d'autres pas. En Centrafrique on avait une base à dix heures de route : on ne va pas y aller tous les jours. Mais si le téléphone ne marche pas, la VHF marche et le thuraya marche de temps en temps. Donc les outils de communication, ça peut être une chance pour continuer à garder ce contact. Voilà merci.

Elodie Vialle

Merci Lilia Ben Saidane pour votre témoignage. On va prendre encore quelques questions. Je vous demande d'être le plus concis possible puisqu'on est censé arrêter dans une dizaine de minutes.

Wolf Dieter Eberwein

Une question suite à ce qu'a dit Stéphanie Rivoal : est-ce que l'effet de taille corrèle avec l'influence ? Est-ce que plus grand budget signifie plus grande influence ? Selon ces thèses, c'est Worldvision qui devrait être le champion de l'humanitaire. Je ne le vois pas tout à fait comme ça. Deuxième petite remarque : se demander si l'action humanitaire est politique ou pas politique, moi, cette question m'irrite. C'est politique et le débat est pourquoi est-ce que c'est politique ? Parce que le principe qui est sous-

jacent sur l'humanitaire d'urgence, c'est sauver des vies, c'est-à-dire que c'est le principe des droits de l'homme, à savoir préserver au sommet l'intégrité de la vie des individus. Donc c'est une action politique, et comment elle s'est faite, ça c'est autre chose.

Public 2

Merci. Je peux apporter quelques éléments sur la question du rôle des populations. Il y a quelques années, le groupe de ma commune a conduit une étude sur la participation de la population affectée dans l'action humanitaire et on s'est aperçu que dans les questions de sécurité, il y avait un rôle que la population pouvait jouer. Je vais donner l'exemple du Congo. A un moment où on conduisait cette étude, il y avait un grand problème d'ordre sécuritaire. Comment on pouvait impliquer les populations ? Je parle des communautés mais aussi des ONG nationales. On s'est aperçu que les populations avaient les mêmes problèmes de sécurité que les ONG, et leurs indicateurs n'étaient pas les indicateurs d'OCHA. L'anecdote que je voulais raconter, c'est que chaque matin il y avait des gens qui venaient des montagnes à la capitale chargés de bananes et de poules, et si entre six heures et huit heures du matin ces personnes n'arrivaient pas, les populations savaient qu'il y avait eu un problème sur la route des montagnes. Beaucoup d'ONG étaient coupées de ce type d'information qui était trop terre à terre.

L'autre élément que je voulais partager concerne la complémentarité. Il y avait beaucoup de problème de partenariat avec des ONG nationales quand elles ont commencé à réclamer une part du gâteau de l'action humanitaire. A un moment donné ce sont les ONG nationales elles même qui se sont dit : « non, on a autre chose à faire que de réclamer, comme la liberté ne se demande pas elle s'arrache, ça aussi ça ne devrait pas se donner de cette façon », et elles se sont organisées entre elles pour définir leurs propres critères de reconnaissance d'une ONG car il y avait des ONG qui n'existaient que sur le papier. A partir du moment où elles ont essayé de mieux comprendre les acteurs internationaux et qu'elles ont essayé de

communiquer, quelques années plus tard quand je suis retourné au Congo pour le travail, il y avait beaucoup plus d'ONG reconnues parce qu'elles ont prouvé leurs existence, elles ont prouvé un certain nombre de choses. Ça rejoint un peu le témoignage que j'ai entendu en Côte d'Ivoire, qu'à un moment donné lorsque les ONG font leur travail et qu'elles sont bien reconnues, on commence à avoir de plus en plus de compétences au Sud. Tout le problème de l'accountability, rédiger des rapports, etc., quand les ONG nationales arrivent à les faire, il y a des complémentarités qui se créent, parce qu'au Congo on distinguait deux sortes d'accès : accès physique et accès culturel que les ONG nationales auraient pu apporter pour compléter le travail des ONG internationales.

Konan Kouassi

Merci. Je voudrais être témoin et ce je voulais dire par rapport à l'évolution est qu'on constate que les ONG sont de plus en plus soucieuses de pouvoir nouer des partenariats avec leurs pairs du sud. Et l'on constate que leurs pairs du sud ont compris qu'il n'y a qu'en se professionnalisant qu'elles peuvent se rendre crédibles auprès de leurs pairs du nord pour jouer aussi leur partition. Et il faut dire aussi que certaines ONG n'ont pas encore compris qu'il y a une reconnaissance des bénéficiaires dans d'autres actions de développement ou autres, que l'ONG du sud a des prestations moins couteuses, que l'ONG du sud a connaissance de la culture locale - on connait souvent la critique où il y a distributions de saucisses dans un pays musulmans, il est évident que ça ne conviendra pas. En Côte d'Ivoire, j'ai souvent entendu parler de la distribution de biscuits, parce que chez nous un biscuit n'est pas un repas mais plutôt un goûter. Et donc vous voyez ces choses-là devraient être connues. L'un des intérêts de ces partenariats c'est la question de la redevabilité. Tout le monde ici dit qu'on a des comptes à rendre au bailleur parce qu'ils nous donnent de l'argent mais on a des comptes à rendre aussi aux bénéficiaires parce que les bénéficiaires nous le demandent : « Les gens qui sont venus nous interroger, où sont-ils ? Qu'est devenue l'enquête ? Même si on ne va pas nous aider, on peut nous dire que l'enquête n'a rien produit », ne serait-ce que ça. Le fait de

travailler avec une organisation du nord, ça permet de répondre à cette question. Cette question n'est pas neutre. Cette question va ralentir de futures interventions et ça peut ne pas être l'organisation A qui est venue faire l'enquête mais une organisation B qui fait face aux portes closes parce que les gens disent : « vous, les ONG, on vous connaît, vous venez faire des enquêtes puis on ne vous voit plus ». Et puis, il y a la question de la complémentarité qu'on ne peut pas nier. Vous pouvez envoyer le meilleur expert de Paris mais s'il ne sait pas se diriger dans la ville, je ne sais pas à quoi ça va servir. Le négatif : il y a la question de l'exposition des victimes, on l'a entendu ici aussi, on vient, on propose des actions puis l'équipe s'en va en cas de coup durs. Et là vous voyez, l'équipe ce n'est pas uniquement l'organisation du sud c'est aussi les locaux qui ont travaillé avec les ONG du nord qu'on abandonne sur le terrain. Ça c'est un gros problème. Il y a aussi la question du phagocytage du personnel. L'embryon de société civile d'ONG humanitaires qui existait va être détruit par le programme humanitaire parce qu'on va les décrédibiliser auprès des gouvernements et des bénéficiaires. Il y a aussi la dévalorisation de certaines organisations : « vous n'êtes pas une ONG car vous ne roulez pas en 4x4 et vous ne distribuez pas de biscuits ». Je crois qu'il faut qu'on fasse attention à cette image. Et puis il y a le manque de prise en compte du travail en amont parce qu'on arrive plus sur des terrains neutres, il y a des gens qui étaient avant vous qui ont proposé des actions. Donc il y a lieu de prendre en compte ce travail. Je pense que la reconnaissance peut passer par « merci, grâce à vous on a pu rencontrer les autorités, on a pu aller sur le terrain avec facilité ». Ca ne semble rien mais cela renvoie les gens à se dire qu'on a bien fait et que la prochaine fois on fera mieux. Donc je m'interroge sur la différence qu'il y a entre les donateurs - l'individu qui nous donne, parce qu'on sait très bien que quand il y a des dons il y a certainement des gens du FN qui donnent, il y a peut-être même des organisations terroristes qui donnent - et puis les impôts que l'Etat nous ristourne. Oui, c'est vrai, l'Etat nous dit : « je donne les fonds pour aller en Libye ou en Syrie ». Notre Etat n'est pas neutre mais l'argent que l'Etat nous ristourne c'est d'abord les impôts donc ce n'est pas à priori l'argent

du gouvernement. Moi je voudrais qu'on puisse s'interroger là-dessus. Et quand une ONG dit qu'elle n'est pas cible de terrain, donc qu'elle peut porter la voie, est-ce que les populations font la différence entre les logos de MSF, de MDM, de X ou de Y. Je pense que cette voie-là n'est pas neutre. En conclusion, après tous ces débats n'est-il pas important que nous nous interrogions sur l'identité de l'ONG humanitaire. Au sortir de ces assises, nous qui retournons au sud, est-ce qu'on pourra partir avec une définition ou des éléments nous permettant de dire quel est le bon postulat pour être une ONG humanitaire. Voilà ce que je peux partager comme témoignage. Merci.

Elodie Vialle

Merci à vous pour votre intervention. J'essaie de prendre encore deux ou trois petites questions.

Public 3

Bonjour, j'avais une question un petit peu accessoire sur les RH et le diagnostic : comment peut-on rendre cohérent le fait qu'il faut un diagnostic qui soit complet et mis à jour, avec le fait que les contrats terrain d'urgence peuvent être de trois mois, six mois et d'un an, et que finalement au siège il y a de forts turnover et du surtravail faisant que le degré d'information de ce que j'ai vu n'est pas toujours incroyable ?

Public 4

J'ai eu la chance de vivre ma première expérience sur le terrain, après avoir lu plusieurs livres de plusieurs auteurs ici qui font rêver et on se dit : « oui, j'ai envie de m'engager dans l'humanitaire », et c'est vrai que sur le terrain on subit un certain choc quand il y a des fêtes tous les soirs, qu'il y a une épidémie de choléra, et qu'il y a des piscines d'expatriés qui sont remplies d'eau. Ce décalage vient peut-être quelque part desservir le discours de l'association et quelque part aussi la sécurité des expatriés sur place.

Elodie Vialle

Merci pour votre témoignage. Amar Thioune, je vous accorde une petite minute.

Amar Thioune

On parlait de l'indépendance et de la neutralité, et comme on dit en Afrique : « Si tu lui prêtes les yeux, je regarde là où il veut ». On est quand même sur un enjeu important, c'est pour ça que je me demande si c'est la dessus qu'il faut vraiment se focaliser ou s'il faut peut-être changer de paradigme y compris pour les ONG du nord, je veux dire le fait d'accepter la réversibilité du rôle qu'on doit jouer. Est-ce que le rôle que joue l'ONG du nord aujourd'hui lui sera toujours dévolu et sera quelque chose de fixe ou est-ce qu'il faudra à un moment donné jouer un autre rôle qui n'est pas celui qu'elle joue aujourd'hui et s'appuyer sur les ressources locales ? Est-ce que ce n'est pas ça aujourd'hui l'enjeu pour l'humanitaire, ou en tout cas pour les années à venir, de répondre à certaines problématiques notamment dans les situations de conflits ou dans les situations où les questions de sécurité et d'accès sont importantes.

Nathalie Dupont

Je suis responsable du pôle plaidoyer à Coordination Sud, et avant quinze ans au CCFD. J'étais contente d'entendre quelques voix, parmi vous, d'ONG du sud parce que tout de même ça manque beaucoup. Je suis désolée de le dire mais, pour avoir travaillé dans des pays en conflits avant que les conflits éclatent, c'est très surprenant d'avoir vu arriver, pendant et après, des ONG d'urgence quand beaucoup d'ONG de développement étaient déjà discrètement présente au côté de partenaires du sud. Je pensais qu'on parlerait plus de ce lien durant ces tables rondes parce qu'il y a des éléments clés qui ont été dit mais qui n'ont pas été forcément repris, notamment le fait que lorsque des ONG arrivent elles déstructurent des ONG du sud car elles leurs prennent leurs meilleures compétences. Il faudrait mentionner que les ONG du sud sont là, elles sont présentes pour long-

temps et elles se restructurent. Elles font le ménage entre elles et c'est quand même elles qui, à un moment donné, aident à ce que la paix revienne dans le travail sur la cohésion sociale et le travail avec le gouvernement. Et donc pour répondre à monsieur, je pense que les ONG du nord n'ont pas un modèle figé et je suis contente de voir qu'aujourd'hui on commence à réfléchir au *Do Not Harm* qui est quand même une question clé des ONG du nord.

Elodie Vialle

Merci, c'est en effet une question clé. Je prends une dernière question. Je suis désolée pour les personnes qui n'ont pas pu s'exprimer, mais la table ronde d'après porte sur les perspectives de l'action humanitaire et je suis sûre que vous aurez encore beaucoup de choses à dire. On essaye de prendre un peu de temps pour donner la parole à des personnes qui n'ont pas eu l'occasion de l'avoir.

Heifara Danielson

Bonjour. Etant donné que nous sommes dans la seconde table ronde sur le rôle des ONG en zones de conflit, je voudrais savoir si vous pouviez nous donner quelques éléments concrets des relations que vous aviez pu avoir avec les services des entreprises de sécurité privées. Est-ce que c'est une question anticipée pour le moment ou est-ce qu'on a une petite permutation de ce côté-là ? Je vous remercie.

Rony Brauman

MSF n'a jamais fait appel pour sa protection à des sociétés militaire privées, en revanche elle a eu recours à des sociétés spécialisées pour des négociations en cas de prises d'otage. Je disais tout à l'heure qu'il y a tout un débat interne à MSF sur ces questions-là et sur ce type de recours qui n'est pas systématique mais dont l'influence croît. On y a recours mais pas tout le temps et cela ne fait pas l'unanimité.

Rachid Lahlou

Alors nous, on se contente des gardiens dit « classiques ». Je ne suis pas là pour défendre toutes les ONG françaises car il y a des choses exagérées, parce que la plus part des organisations travaillent avec des équipes du sud. Il y a même des pays qui l'exigent comme le Kenya. Dans le staff des ONG du nord, il y a des personnes qui sont issues du sud, il y a des expatriés sud-sud. Il y a toute une diversité en ce moment qui nous permet de travailler dans ces pays-là. Bien sûr il y a des organisations qui travaillent avec des ONG du sud.

Dernières choses, et je termine parce qu'il y a beaucoup de choses qui ont été évoquées. Les ONG n'ont pas de 4X4 et cela dépend du pays et du relief. Ça dépend également des exigences, mais bon, c'est un moyen de locomotion ni plus ni moins. Toutes les organisations du nord ne roulent pas en 4X4 je vous assure, et il y a aussi des ONG du sud qui roulent en 4X4. Sur la question posée tout à l'heure qui portait sur comment s'opère la diplomatie humanitaire avec un gouvernement, je citerai l'exemple de la Syrie. Il faut faire un travail avec tous les acteurs. Il faut faire un travail avec le gouvernement, pour lui dire que nous n'avons pas d'avis sur le conflit et que nous n'avons rien à voir avec l'opposition. Il faut faire un travail avec l'opposition et lui dire qu'on travaille avec les déplacés, qu'on a pas d'avis sur le conflit et qu'on ne travaille pas pour le gouvernement, et enfin avec les donateurs - le plus difficile car ils exigent un positionnement - en effet, le Secours Islamique a été victime d'un excès de militantisme de certains de nos donateurs qui nous disaient qu'il faut être contre Bashar Al Assad, qu'il faut être pour la cause Syrienne. En prenant position on n'aurait pas pu intervenir partout. On n'aurait pas pu intervenir à Gaza, à Ramallah, à Jérusalem, etc.

Elodie Vialle

Merci beaucoup Rachid Lahlou, merci Marc Lavergne et Rony Brauman également pour ces interventions sans langue de bois.

Désolé à toutes les personnes à qui je n’ai pas pu laisser la parole, mais je suis sure que vous aurez l’occasion de la prendre et de donner votre opinion sur les perspective de l’action humanitaire cet après-midi, table ronde durant laquelle on entendra beaucoup les avis des étudiants et des futurs humanitaires de terrain. Merci.

Table ronde 6 : Les perspectives de l'action humanitaire

Modérateur :

- ***Véronique de Geoffroy*** *- directrice des programmes au Groupe URD*

Intervenants :

- ***Lobna Saidi*** *- ingénieur agronome et responsable du Bureau Associations Conseil à Tunis*
- ***Stéphanie Rivoal*** *- présidente d'Action Contre la Faim*
- ***Pierre Micheletti*** *- ancien président de MdM et professeur à l'IEP de Grenoble*
- ***Ghulam Dastagir Sayed*** *- médecin afghan, expert santé au bureau de la Banque Mondiale de Kabul, Afghanistan*

Grands témoins dans la salle :

- ***Stéphanie Stern*** *- responsable de l'Observatoire des questions humanitaires à l'Institut de Relations Internationales et Stratégiques (IRIS)*
- ***Djamel Misraoui*** *- responsable au sein de plusieurs ONG*
- ***Bruno Jochum*** *- directeur général de MSF Suisse*

Véronique De Geoffroy

Je suis directrice des opérations chez Groupe URD, très honorée qu'on m'ait demandé d'animer cette table ronde que je sens comme passionnante et sûrement très importante parce que ça va être une vraie conclusion de ces états généraux, puisque on a discuté déjà depuis hier matin de sujets extrêmement importants et intéressants, et qu'aujourd'hui il nous est demandé de réfléchir à demain et voir quelles sont les perspectives. Il y a des questions d'ordre conceptuel qui ont été posées et qu'il faut effectivement reposer avec une perspective d'avenir. Est-ce qu'il y a un ou deux messages clés à proposer pour le World Humanitarian Summit, qu'est-ce qu'on sort de tout cela ? Voilà la question qui nous est posée cet après-midi. Cette question des perspectives de l'action humanitaire, je pense que l'on pourrait la tourner d'une autre façon : y a-t-il un avenir pour l'action humanitaire ? On a parlé de la montée des sociétés civiles du Sud, qu'est-ce que cela veut dire pour les ONG du Nord ? On a parlé du problème de

sécurité, d'accès, qui a priori ne va pas s'arranger. Donc qu'est-ce que cela veut dire concrètement pour nous dans la capacité d'intervention ? Et s'il y a donc un avenir pour l'action humanitaire, lequel ?

Pour cela nous avons quatre intervenants avec Lobna Saïdi, qui est militante engagée dans les associations et l'économie sociale et solidaire en Tunisie et qui nous apportera donc une perspective ancrée dans son expérience ; Stéphanie Rivoal qui est présidente d'Action Contre la Faim, que je qualifierai de jeune engagée dans l'action humanitaire parce que ça fait 10 ans, et être présidente après 10 ans c'est jeune, elle arrive du coup avec un regard différent sur le secteur ; Pierre Micheletti, médecin en santé publique, aujourd'hui professeur associé à l'université de Grenoble, qui a eu un engagement historique chez Médecin du Monde, et qui pourra donc nous donner une perspective historique ; Le Docteur Sayed, qui est médecin afghan engagé en Afghanistan auprès d'un certain nombre d'ONG mais aussi du gouvernement afghan et des Nations Unis, et qui pourra nous faire part de ses perspectives très intéressantes qu'il a, ayant travaillé dans différentes organisations.

Pour commencer, nous avons pensé que l'on pouvait démarrer avec Pierre Micheletti**.**

Pierre Micheletti

Je vais commencer mon propos en faisant le lien avec un des points que l'on a évoqué hier, plus précisément par Bruno David, le directeur de communication d'ACF, car elle me paraît centrale en matière d'avenir. C'est la question du rapport au temps et du rapport à la durée qu'entretiennent les humanitaires sur le terrain. En faisant le lien avec le propos d'hier je centrerai cette préoccupation sur la question de l'accélération de la relation au temps dans laquelle nous sommes. De l'accélération aussi de l'équation événement/réaction, média/réaction/ONG, qui nous entraîne dans une spirale de réactivité voir de sur-réactivité qu'a commencé à décrire Bruno hier avec ce que l'on pour-

rait appeler la question de la tyrannie de l'information. J'aborde cette question car elle soulève des interrogations sur le télescopage entre le temps d'action et le temps de l'analyse. Les ONG internationales ont-elles aujourd'hui les moyens ou - à cause de cette accélération - sont-elles véritablement dans un équilibre satisfaisant entre ces contextes qui supposent la réactivité opérationnelle et l'analyse. Sans critiquer personne, ni aucune organisation en particulier, je suis quand même assez étonné par le niveau d'analyse que je trouve sur le terrain, parfois simpliste, parfois décontextualisée et parfois anhistorique. On a des gens qui sont capables de nous parler de litre d'eau par personne, de calories par personne et par jour mais tout de même dans une vision que je trouve souvent en décalage par rapport à la compréhension historique dans laquelle beaucoup sont engagé, au détriment de ce qu'Olivier Weber appelle chez les humanitaires le « protocole compassionnel ». C'est la sur-réactivité compassionnelle qui vient compenser souvent l'absence de profondeur dans les analyses, et en particulier dans les analyses historiques. Du coup c'est cette question du rapport au temps et à l'histoire qui va me servir de fil conducteur parce que je pars du présupposé que penser demain ne peut pas se faire si on ne porte pas un regard critique sur ce qui se fait aujourd'hui. Et analyser les limites d'aujourd'hui, c'est aussi le faire en portant un regard historique, rétrospectif, en se disant : « nous en sommes là aujourd'hui, mais d'où ce mouvement humanitaire est-il partie il y a 40-50 ans ? Même si je ne résume pas l'histoire de ce mouvement – cela a été dit – au mouvement des sans frontières, mais qu'on le veuille ou pas l'émergence de ce mouvement du sans frontiérisme constitue un repère dans le temps, qui n'invalide pas la création d'Oxfam, Save the Children, ou de la Croix Rouge au 19ème siècle, mais qui est quand même une balise. Je crois qu'il y a une difficulté qui a traversé ces deux jours de réflexion, c'est que nous sommes en permanence en train de triturer les questionnements qui concernent les ONG - je vais centrer mon propos sur les ONG - or ce mouvement des ONG n'a rien d'uniforme. Et sur la question du regard historique, la notion d'organisation non gouvernemental, même si elle était précédée par d'autres identités telles que les associations internationales, etc., on ne

peut pas comprendre certaines des questions qui émergent aujourd'hui sur l'occidentalo-centrisme, sur les nécessités qu'il y ait des métissages, si on ne regarde pas l'histoire. Or l'histoire du concept d'ONG, en tant que terme « organisation non gouvernementale » - parce que l'acronyme existera plus tard - c'est la deuxième guerre mondiale. Le concept d'ONG existe depuis 1945, et la difficulté dans laquelle on est de vouloir uniformiser les réponses est qu'il y a une ambiguïté constitutive sur ce terme ONG. Parce que d'une part je vous rappelle que quand le terme a été entériné par les Nations Unis, les Nations Unis étaient composées de 51 pays qui ont créé ce concept d'ONG, et dans l'acceptation initiale du terme d'ONG on a inclus dans les années 40 une cinquantaine d'organisations. Aujourd'hui il y a 193 états et selon la London School of economics, les analyses varient, il y a plusieurs dizaines de millier d'ONG. Donc on a un concept créé dans l'après-guerre, dans le creuset de la toute-puissance, ou des toutes puissances qui sortaient de la seconde guerre mondiale, sauf que le nombre de pays a été multiplié par presque quatre et le nombre d'ONG dans des considérations exponentielles. Donc on a aujourd'hui de facto un mouvement qui est une constellation protéiforme mais qui quand même fait partie d'un creuset initial qui reste un creuset très centré sur un modèle occidentale et très centré sur une histoire qui est celle de l'après-guerre et des trente glorieuses. On verra dans les questions que je vais soulever tout à l'heure qu'on est loin d'être encore dans les trente glorieuses. Donc depuis cette année de création du concept d'ONG, tous les repères politiques, économiques, sur les relations à la culture et à l'identité ont été bousculés. Donc premier constat pour cette table ronde : on ne peut pas faire en 2015 comme s'il ne s'était rien passé depuis 1945, ça parait une évidence. Et une des traductions de ces évolutions, c'est la question du lien des ONG à l'information. Depuis 1945, beaucoup de choses ont évolué. On a parlé des nouvelles technologies ce matin. J'ai parlé aussi de l'accélération. Quand il y a eu l'événement sur les caricatures de Mahomet en 2004 en Europe, 4-5 jours plus tard les ONG norvégiennes au Darfour étaient menacées. C'est une belle illustration du caractère instantané de la diffusion de l'information et des relations induites par

ces nouvelles formes de technologies. De la même façon on a une perte du monopole occidental sur le traitement de l'information. Je vous rappelle aussi que pendant l' « opération plomb durci » à Gaza en 2009, le seul média international qui disposait d'images et qui a fait ce que font rarement les grands médias internationaux - qui les a mis gratuitement à la disposition de tous les médias de la planète - c'était Al Jazeera. On a une lecture aujourd'hui des événements internationaux et mondiaux qui n'est plus seulement celle des médias occidentaux qui expliquent la vision occidentale des affaires du monde. Maintenant pour commencer à préparer la suite des interventions, parmi ces enjeux pour l'avenir il y a d'abord la crainte d'une paralysie opérationnelle, d'une incapacité à se déployer - qu'évoquait Joseph Dato ce matin quand il commençait à lister l'ensemble des territoires qui posaient problème en termes d'accessibilité - qu'elle soit induite par des raisons politiques quand on a une confusion de genre entre humanitaire d'Etat et humanitaire non gouvernemental, ou qu'elle soit véhiculée par toutes les logiques sous-jacentes au choc des civilisations et à des radicalismes religieux. Ces risques de paralysie posent la question, dans un contexte économique de crise, de l'indépendance financière. Rachid a beaucoup évoqué ce problème ce matin : le fait d'être dépendant d'un Etat parce qu'on est financé par un Etat. Le meilleur contre-exemple étant le CICR, dont un des grands financeurs sont les Etats-Unis et qui pourtant estime que malgré ce financement il n'est pas entravé dans sa capacité à faire, et il l'a prouvé à Guantanamo.

Les autres questions que je voulais évoquer mêlent des questions opérationnelles avec l'émergence de nouvelles crises, qu'elles soient à substrat environnementales, ou de nouvelles crises technologiques, ou de nouvelles crises virales.

Lobna Saïdi

Merci à tous, merci à Joseph Dato de m'avoir invité et de m'avoir donné cette occasion de voir toutes ces belles personnes humanitaires, et

j'aimerai partager avec vous un peu ce qui se passe en Tunisie. Ce n'est pas une situation de crise pour le moment, mais il y a des alertes sur lesquelles il faut être vigilant à mon sens.

Mais je vais commencer par évoquer la question de partenariat Nord/Sud. Travailler avec des ONG du Sud, cela se fait, mais à toute petite échelle. J'aimerais poser plusieurs questions : comment on le fait, quand on le fait, et avec qui ? Et répondre à ces questions en situation de crise est difficile. Pouvoir choisir son partenaire du Sud, dans un pays du Sud, c'est difficile en situation de crise, et du coup on prend ce qui se présente, la situation de facilité, les gens que l'on connait et les ONG que l'on connaît. Ça c'est pour les ONG qui n'ont pas de représentation locale. Après, je pense que ça peut se faire aussi en amont, justement quand on a une représentation locale, et là j'aimerai évoquer l'exemple de Médecin du Monde en Tunisie. Nous partageons avec eux les locaux, et là ils sont partis sur un projet très intéressant de renforcement de la société civile qui travaille dans le domaine de la santé dans le Sud. Nous sommes directement partenaire avec Médecin du Monde sur ce projet dans l'identification de ces associations locales, dans l'identification aussi des partenaires publics, notamment les hôpitaux et le corps médical. Est-ce que c'est suffisant ? L'action de renforcement des capacités est importante, renforcer le public est important, mais je pense qu'il y a aussi une anticipation qui ne se fait pas. Juste à côté il y a aussi des régions frontalières avec la Lybie - sachant que la situation n'est pas du tout stable en Lybie - et j'ai l'impression que l'on ferme les yeux sur cette réalité. On anticipe pas, on ne va pas sur cette région pour voir quelles sont les infrastructures qui existent, quelles sont les possibilités d'agir et de réagir en cas de crise. C'est juste à quelques centaines de kilomètres, le danger est là, et on ne pense pas à le faire. Je ne dis pas que c'est la responsabilité de l'ONG du Nord seulement, c'est notre responsabilité à nous aussi, en tant que partenaire, de garder ce rôle d'avertir, de lancer certaines alertes et d'éclairer sur la situation. Cela dépend des régions également, ce n'est pas tout le temps possible.

Nous sommes partenaire également sur l'aspect de renforcement de capacité. Ils comptent sur nous et nous font confiance, et c'est nous qui faisons une grande partie de la formation. Je trouve cela extraordinaire parce qu'ils nous font confiance, déjà, mais ils apprennent aussi et collaborent avec nous. Je dis cela pour vous dire que c'est possible si on veut le faire. Le partenariat nord/sud peut se faire, il faut juste établir certaines règles. C'est différent d'une situation à l'autre, d'un pays à l'autre, et justement ce sont ces particularités auxquelles il faut faire attention. Il ne faut pas dupliquer « bêtement » des modèles qui s'appliquent par exemple au Liban ou au Maroc. Chaque pays et chaque situation de crise est particulière et il faut en tenir compte et impliquer les populations dans la réflexion autour de cette intervention humanitaire. Concernant le fait de compter sur le rôle des compétences locales, ce qui m'interpelle, c'est que l'on prend les acteurs du Sud comme des acteurs locaux seulement, on ne les a jamais qualifié d'acteur de l'humanitaire. Peut-être que ça a été dit, mais pas suffisamment. Et encore une fois ce n'est pas seulement la responsabilité des ONG du Nord, c'est aussi la responsabilité des ONG du Sud qui doivent se positionner. Et pourquoi ne pas penser des missions humanitaires partant du Sud vers d'autre pays en crise, vers le Nord, ça va venir malheureusement. Justement c'est la cartographie des crises, des situations climatiques, qui va nous obliger à revoir les choses et je pense que c'est bien d'anticiper là-dessus, et de peut-être un jour arriver à ne plus dire Sud et Nord et parler de l'action humanitaire internationale tel que l'énonce les Etats Généraux. Je trouve que le titre est un objectif en soi.

Je pense qu'un des nombreux défis que l'on a aujourd'hui c'est cette situation de déséquilibre entre les ONG du Sud et les populations, entre autre la société civile du Sud. Et on n'arrivera pas à franchir le cap de ce déséquilibre si les pays du Sud ne commencent pas à donner comme recevoir, si les pays du Nord ne donnent pas aussi cette marge de liberté pour oser agir et donner son point de vue. Il faut travailler dans les deux sens et ensemble. L'objectif n'est pas non plus de renverser le rapport de force. L'objectif est de collaborer et de briser cette dualité inutile.

Véronique De Geoffroy

Merci beaucoup Lobna, et merci pour cette vision qui effectivement parle d'elle-même. Nous allons passer maintenant la parole au Docteur Sayed. Merci d'avoir fait ce grand voyage pour venir témoigner d'une situation de crise qui dure et qui a été effectivement le pesé de l'histoire de l'humanitaire, qui aujourd'hui fait partie de l'histoire de l'humanitaire, et nous sommes intéressé d'avoir le témoignage de votre point de vue.

Ghulam Dastagir Sayed

Merci pour l'invitation, je suis très heureux de participer à ce moment de réflexion.

D'abord le contexte en Afghanistan se résume à des conflits prolongés, des conflits sociaux, l'instabilité politique et une migration interne et externe à grande échelle qui a abouti à la destruction de la plupart de l'infrastructure sociale et physique du pays. Le pays a connu l'occupation soviétique, suivi de lutte entre groupes Moudjahidines, le sévère régime des Talibans et maintenant les militaires en cours de désengagement des forces de la coalition internationale. Il y a eu plus d'un million de personnes tuées, un million de personnes handicapées et des milliers de personnes ont été déplacés dans le pays. L'aide humanitaire internationale a formé une lutte substantielle pour l'Afghanistan au cours de la période mentionnée. L'aide couvre un large éventail de domaines y compris les services de santé, l'éducation pour les régions éloignées du pays, une prise en charge des réfugiés afghans dans les pays voisins du Pakistan et d'Iran et une mise en place des services d'urgence durant les quatre catastrophes humaines et naturelles. L'aide humanitaire internationale a comblé le vide qui a été créé par le gouvernement à savoir un manque de sa capacité à fournir des services à ses citoyens. Dans l'ensemble, les réalisations des ONG internationales sont les suivantes : prestation de service de santé et d'éducation ; soutien aux populations lors des catastrophes ; formation de nombreux cadres afghans par le biais de la formation professionnelle par exemple; création d'une société civile en Afghanistan par la formation des

ONG locales - car nous n'avions pas d'ONG auparavant ; plaidoyer pour le changement de politique ; politique de lutte contre la stigmatisation des patients atteints du virus du Sida.

Spécifiquement dans le secteur de la santé, après la chute des Talibans, environ 80% des soins de santé ont été fournis par les ONG. Le pays a exploité cette opportunité en 2002 et décidé d'adapter une stratégie contractuelle pour les services de santé. Grâce à ce dispositif, le système de santé afghan a fait des progrès considérables : le nombre d'installations sanitaires est passé de 500 à 2000 ; la proportion du personnel féminin dans les établissements a beaucoup augmenté ; le taux de mortalité infantile a chuté de 257 à 97 et le taux de mortalité maternel a diminué de 1600 à 327 pour 100 000 naissances. Cependant les chiffres de mortalité que je viens de mentionner restent parmi les plus élevés au monde. L'Afghanistan a l'un des plus hauts niveaux de malnutrition chez les enfants. Environ 50% des enfants de moins de 5 ans souffrent de malnutrition chronique. Les femmes et les enfants souffrent d'un niveau élevé de carence en vitamines et minéraux.

Voici pour moi les défis de l'aide humanitaire :

1. Une ligne de responsabilité peu claire. Souvent les ONG bénéficient de financement par les donateurs alors que les populations locales et le gouvernement ne sont pas mis au courant sur les objectifs du projet ni sur le budget en cours. Cela crée un climat de méfiance. Ici la représentation d'une ONG internationale pour les afghans est une organisation beaucoup trop riche avec beaucoup de ressources et de gaspillage.
2. Le court-termisme. Puisque la plupart des projets mis en place par les ONG sont de courte durée, dix mois ou quelques années, les impacts à long terme de ce type d'intervention restent limités.
3. Méfiances religieuses par rapport aux activités des ONG. Certaines ONG ont des missions religieuses qui provoquent la méfiance des

populations conservatrices envers les ONG. Cela remet la neutralité des ONG en cause.

4. Moins d'efficacité. La plus grande partie des établissements de santé gérés par les ONG internationales sont très chers par rapport à ceux en cours d'exécution par les ONG sous contrat avec le gouvernement ou avec les ONG locales. Parfois les coûts sont multipliés par 5 ou 10. Ce coût plus élevé peut proposer des services de meilleurs qualité mais pose des questions graves d'équité vis-à-vis des communautés voisines.
5. Humanitaire ou développement. Il n'est pas toujours facile de tracer la limite exacte entre développement et aide humanitaire. Dans une grande mesure le développement reviendrait à collaborer étroitement avec le gouvernement et les programmes nationaux ainsi que le renforcement du système public. Cependant, souvent les ONG internationales ne veulent pas travailler avec le gouvernement national et ne sont alors ni avec le gouvernement ni avec le système national et, parfois, les ONG fondent leurs propres système et lignes directrices.

Une des questions importantes en Afghanistan est l'utilisation des ONG en tant que fournisseur pour la prestation de service par le biais de contrat avec le gouvernement. Cela s'est avéré très utile à ce jour, mais l'approche a été contestée par plusieurs ONG internationales car un contrat avec le gouvernement est susceptible de compromettre leurs capacités à jouer le rôle de plaidoyer. Est-ce que le contrat avec le gouvernement et le rôle de plaidoyer sont incompatible ?

Depuis 30 ans nous avons bénéficié de l'aide des ONG occidentales, cela a été indispensable pour la population. A présent l'Afghanistan progresse. Nous voulons être les acteurs de notre propre avenir, et aller vers notre complète liberté. Les ONG étrangères doivent s'adapter à ces nouvelles orientations avec pour seul souci de renforcer notre capacité nationale. Après le temps de l'ingérence, c'est le temps de l'accompagnement.

Stéphanie Rivoal

Tout ce que j'entends me conforte dans l'idée qu'il est temps de construire un nouvel humanitaire, de le redéfinir et d'aller même à la racine du problème c'est-à-dire à son identité. On parle beaucoup du besoin d'ouverture culturelle, de changement de méthode, mais je tiens tout de même avant cela à dresser un petit constat global : cette professionnalisation de l'humanitaire est un ensemble de contraintes qui nous tire dans un sens, qui ne nous aide pas du tout à aller vers cette adaptation tournée vers le bénéficiaire et tournée vers la société civile. Donc on est pris dans un écartèlement entre une professionnalisation qui demande de plus en plus de redevabilité, de contrainte, de suivi, de contrôle, qui nous essouffle aussi en termes de capacité et qui nous force à nous tourner vers la source des financements et un désir, une nécessité d'être plus à l'écoute des populations, de travailler avec la société civile locale, et leur donner la possibilité de décider des programmes adéquats à mettre en place. On a des problèmes d'accès et de sécurité, on a des difficultés à faire rentrer les populations dans nos équations par manque de temps mais aussi peut être par une sorte de culture qui s'est pervertie au fil des années, et on ne tient pas compte dans notre aveuglement de l'émergence d'autres acteurs du Sud, et je ne parle pas ici des ONG locales mais des ONG du Sud internationales. Je ne crois pas voir ici des représentants d'ONG de Chine, du Brésil ou de l'Inde. Et cet aveuglement nous empêche aussi de voir l'émergence des acteurs entreprises, on les voit dans les sources de financement mais demain ce seront des acteurs humanitaires et on n'arrive pas encore à les faire rentrer dans nos équations par un rejet culturel du secteur privé.

Alors quelles sont les choses qu'il faut véritablement prendre en compte ? Sur les opérations, l'humanitaire, je pense, a tendance à se différencier du développement du fait de sa temporalité - on est sur des actions courtes, sur des crises - or en fait, bon an mal an, on reste 35 ans en Afghanistan, 30 ans en Haïti, etc., bref, on entre mais on ne sort pas. Pourquoi ? C'est normal, on est dans des contextes de crises récurrentes sur des Etats fragiles, fragilisés par des catastrophes naturelles, leur structure de gouvernance,

etc. Donc en fait on ne sortira pas. Déjà fort de ce constat on va quand même réviser notre manière de travailler puisque je crois qu'en fait on va rester dans les pays d'intervention. D'ailleurs on commence à comprendre puisqu'on est très bon sur les crises d'urgence - et ça restera quelque chose de très particulier, où les expatriés, la logistique, seront prédominants - mais pour la pré-crise, la prévention au désastre, la post-crise et la reconstruction, puisqu'on s'est étalé dans le temps: on est actifs un peu avant, un peu après, et puis tant qu'on y est, quand on est médecin, autant renforcer les systèmes de santé, on ne va pas partir puisque l'on sait qu'il va y avoir une nouvelle crise peut-être dans quelques années. Il faut donc changer de temporalité, l'humanitaire et le développement, finalement, peuvent s'inscrire quasiment dans la même temporalité. On ne sera pas sur des projets à 20 ans, on n'est pas encore capable de le faire puisque l'on est sur du 1 an, mais il faudrait quand même que l'humanitaire se projette sur des durées plus longues et qu'il adapte tout son système à cette nouvelle temporalité.

En terme de plaidoyer, puisque l'humanitaire c'est aussi du plaidoyer, je ne peux pas m'empêcher de penser que l'on est toujours dans cet occidentalo-centrisme puisque l'on pense que le plaidoyer doit être fait auprès des décideurs occidentaux. Qui aujourd'hui fait du plaidoyer auprès du gouvernement chinois sur l'impact des politiques de la Chine, sur l'agriculture en Afrique par exemple ou auprès de la Russie sur les enjeux dans les crises au Soudan ? Je ne pense pas que nous ayons encore développé cette idée que le plaidoyer ne doit pas se faire seulement en Occident mais parfois ailleurs. Je prends l'exemple de l'Inde : ACF vient de s'implanter en Inde, et puis on découvre que le meilleur moyen de résoudre le problème de la malnutrition aigüe sévère en Inde n'est pas d'être au chevet des enfants qui sont ultra dispersés - on est dans un Etat très vaste - mais de faire du plaidoyer auprès du gouvernement indien. Et pour faire du plaidoyer auprès du gouvernement indien il va nous falloir des indiens, c'est le meilleur moyen de le faire. Du coup il faut aussi changer ce plaidoyer - pourquoi

toujours s'adresser aux décideurs occidentaux ? - et ce changement doit être intégré dans notre manière de faire.

Sur des plateformes telles que celles-ci - même si Joseph Dato a fait un effort certain pour inclure des ONG locales – on reste encore trop sur l'entre soi d'où le manque des ONG chinoises, brésiliennes ou indiennes à titre d'exemple, ou les bangladeshis. J'ai découvert le BRAC *(ndlr modèle d'entreprise sociale)* qui est un modèle très intéressant à suivre et unique en son genre. J'aimerais que le BRAC soit dans toutes les conférences à vrai dire puisque son approche est assez intéressante. Il y a des choses comme cela qu'il va falloir changer sur les plateformes et il faut ouvrir les fenêtres.

Maintenant en termes de pratique, puisque l'on parle beaucoup sur les concepts depuis deux jours, mais qu'est-ce que l'on va faire maintenant en pratique? Je pense qu'il faut retrouver de l'humilité, du lâcher prise sans perdre une nouvelle forme de contrôle. Donc tout ça c'est du concept encore, mais en pratique ça veut dire que les missions – dans tous les cas chez ACF – vont devoir réfléchir sur le modèle de la mission en tant que telle, et on suit finalement d'autres modèles qui sont des modèles des développementaux comme SOS Sahel, Aide et Action, qui finissent par faire des structures locales qui ont leur entité juridique, qui ont le pouvoir de décision, et qui embauche énormément de locaux en assumant le fait d'être un acteur à la foi économique et humanitaire local.

Il faut que l'on se penche sur le changement de notre manière de travailler. Et ce que c'est la fin des expatriés ? C'est une question que l'on peut se poser parce que les expatriés restent encore ceux qui ont les postes de décisionnaires dans les missions, en tous les cas chez ACF. L'expatrié pour moi devrait venir en appui, et s'il vient en appui il n'a pas le pouvoir de décision et il devient une sorte de coach. Je propose chez ACF de transformer le rôle de l'expatrié pour être un coach, un appui technique à des gens qui vont être en position de décideurs. Après on peut rentrer dans le détail

sur le côté administratif et logistique, ça pose des problèmes de corruption, de fraude, mais sur le reste il faut peut-être inverser les choses.

Interaction avec la société civile : effectivement on ne demande pas aux bénéficiaires leur avis dans notre cas, on ne demande pas à un enfant de 5 ans s'il est vraiment malnutri, ni à sa mère d'ailleurs qui dans la majorité des cas est en état de choc ou n'a pas les moyens de l'exprimer. Mais autour d'eux il y a toute une société civile, des intellectuels, des journalistes, des décideurs, et dans tous les cas, chez ACF - et on fait un mea culpa - on n'est pas en interaction véritable avec eux, aves les penseurs, on n'a pas ce genre de réflexes. Et ce sont bien les réflexes à mon sens qu'il faut changer, et pour cela il faut amener une véritable révolution culturelle dans les esprits. Ensuite dans les gouvernances, chez nous on a une personne « du Sud ». Il faut que les gouvernances aussi puissent s'ouvrir en faisant intervenir dans nos gouvernances un petit peu plus de diversité culturelle. Les recherches peuvent aussi se faire d'un point de vue pratique à quatre mains avec les gens des universités du Sud. Cela aussi est très facile à faire, ça se fait déjà un peu. Il faut pousser et systématiser une approche pluri culturelle sur les programmes de recherche. Et enfin la clé reste quand même le pouvoir et l'argent, et c'est là où on a une véritable difficulté. L'argent doit être quand même contrôlé et la clé du coffre, aujourd'hui, on a du mal à la lâcher. Ce que l'on peut lâcher plus facilement c'est la définition des programmes avec une véritable décision commune. Ce n'est pas une approche communautaire. L'approche communautaire c'est bien, on demande l'avis aux gens et on l'intègre, mais finalement, qui répond aux appels à projet des bailleurs de fonds ? Ça reste encore les ONG occidentales. Peut-être que de lâcher du lest sur la décision serait souhaitable, mais vraiment, pas de manière hypocrite mais de manière pragmatique, écrire les propositions avec les partenaires locaux. Ensuite sur l'argent je n'ai pas de solution.

Et enfin j'aimerai réinterroger le concept de partenariat ONG locale et se projeter encore plus loin, se dire que nos partenaires ne sont pas forcément des ONG qui nous ressemblent sur les valeurs, mais peut-être que plus tard nos partenaires seront des entreprises sociales et solidaires, de très petites entreprises - c'est déjà le cas dans l'agriculture –et qu'il va falloir aller encore plus loin dans notre ouverture d'esprit.

Véronique De Geoffroy

Merci à tous les intervenants pour ces différents points de vue extrêmement stimulant je dirais. Je vais maintenant donner la parole aux grands témoins et à la salle.

Questions

Rony Bauman

Je voulais faire remarquer deux choses concernant d'une part l'Afghanistan, et de l'autre l'Inde.

Celle qui concerne l'Afghanistan est au sujet du rôle qui était confié aux ONG dans l'après 2001. Ce rôle était clairement celui de participer à une entreprise de state building comme il est convenu de l'appeler, c'est-à-dire d'étendre les capacités de l'Etat et lui servir d'auxiliaire. D'un point de vue humanitaire cela pose deux problèmes me semble-t-il : l'un qui est de se mettre au service d'une force d'occupation donc de considérer que le régime actuelle est préférable à celui qui était là auparavant, ce qui sur le plan de la décision politique individuelle est tout à fait respectable et défendable, mais qui sur le plan de l'humanitaire soulève quand même des difficultés puisque dans le contexte du conflit on se déclare au service d'une partie contre l'autre. Et puis philosophiquement on se pose la question de la finalité de l'humanitaire, mais ça c'est un reflet de la pluralité des conceptions. Moi-même j'ai mon idée de l'humanitaire mais je ne prétends pas qu'elle est la seule, elle coexiste avec bien d'autres. Mais en tous cas,

on ne peut pas prendre comme allant de soi le fait que les organisations, au nom de leur mission humanitaire, se mettent au service de la construction d'un Etat mis en place par une force d'occupation. Cela me semble être une difficulté politique importante à prendre en considération.

L'autre remarque que je voulais faire concerne l'Inde. Je ne connais pas vraiment l'Inde, mais je m'intéresse aux questions de nutrition. En Inde il y a deux grands mouvements du « Right to Food » qui sont très importants et historiquement implantés. L'Inde se présente volontiers comme étant la plus grande démocratie dans le monde, elle a une liberté de presse, il y a des mouvements de la société civile, etc. Et en écoutant Stéphanie Rivoal, j'ai l'impression qu'ACF débarquait dans une sorte de désert et que tout était à faire. Donc j'y vois, un peu comme ce matin, une sorte de narcissisme inversé, à ne voir des problèmes causés que par les humanitaires, à ignorer l'espèce de ravage causé par l'occupation comme si on disait que ce sont les humanitaires qui sont responsables des problèmes d'inflation. Là il y a un peu d'occidentalo-centrisme inversé : on est dans le pays et on ignore ce qui se passe. Tu ne nous as pas parlé de « Right to Food », c'est un mouvement quand même profondément implanté.

Stéphanie Rivoal

C'est normal parce qu'en termes de traitement de la malnutrition aigüe sévère, MSF – tu n'es pas sans l'ignorer - a fait des tentatives d'implantation avec l'utilisation du plumpy nut. Il a eu un effet malheureusement désastreux sur l'intégration de ses protocoles et de ce produit en Inde puisque cela a eu pour résultante l'interdiction de l'utilisation du plumpy nut sur tout le territoire indien. Donc le Right to Food concerne la malnutrition chronique et l'accès à l'alimentation mais la malnutrition aigüe sévère est un problème de santé publique et doit se traiter dans les structures de santé. Et ce que je disais n'était pas du tout occidentalo-centré puisque je disais que l'on était arrivé avec une grande ignorance et j'en faisais vraiment le constat. Et en retraçant l'histoire de la malnutrition

aigüe sévère - qui n'a rien à voir avec le Right to Food, où l'Inde est le premier pays à avoir vraiment opérationnalisé le droit à l'alimentation - on s'est positionné sur le plaidoyer auprès des décideurs nationaux dans le système de santé, des pédiatres en particulier. Pour avoir un effet de longue durée dans un pays très structuré, très organisé, et démocratique, il faut persuader les autorités locales que le protocole que l'on a mis en place partout sur la malnutrition aigüe sévère marchera pour les millions d'enfants indiens qui en souffrent. Et notre ignorance a été d'arriver en mettant un occidental à la tête de la mission indienne, et d'être ensuite dans l'opération, c'est-à-dire d'aller chercher dans le Madhya Pradesh les enfants à guérir alors que l'on n'a pas le produit ni le protocole et qu'ensuite, de toute façon, on ne peut pas le faire sauf avec un partenaire indien. Donc en fait on n'avait encore une fois rien compris, on est arrivé avec exactement les mêmes méthodes que lorsqu'on ouvre une mission dans un pays classique. Or l'Inde n'a rien d'un pays classique, c'est une grande puissance économique mondiale, donc on a eu la mauvaise approche, c'était mon constat. C'est un constat d'échec et aujourd'hui on reprend notre copie en se demandant quelle valeur ajoutée on a dans ce pays alors qu'on vient juste d'arriver. Et bien notre valeur ajoutée est une valeur ajoutée technique, qui va passer par des programmes de recherche locaux, en collaboration avec les universitaires indiens, parce que si on ne fait pas avec eux, de toute façon, on ne pourra pas mettre en place le protocole et le produit. Donc on est en train de tout reprendre dans le bon sens.

Pierre Micheletti

Une très courte réaction parce que la remarque de Rony Brauman sur l'Afghanistan n'est peut-être pas spontanément accessible à tous ceux qui ne connaissent pas la situation. On est passé par une situation en clair que j'appelle volontiers « une inversion paradigme », c'est-à-dire d'une occupation soviétique pendant laquelle des ONG internationales, comme je l'ai dit ce matin, étaient très présentes et souvent présentes du côté de la rébellion armée, à une situation où, depuis l'arrivée des troupes de la coa-

lition en 2001, pour pouvoir travailler en Afghanistan, les ONG devaient se positionner clairement comme des auxiliaires du pouvoir public. C'est à ça qu'il fait référence. Donc il pointe le fait que de facto n'étaient tolérées et ne pouvaient travailler que les ONG qui s'inscrivaient dans cette logique dite de la reconstruction en prenant clairement parti pris dans le positionnement que l'on demandait à ces ONG d'adopter.

Public 1

Je souhaiterais intervenir en réaction au commentaire de Rony Brauman. Sur l'Afghanistan il a un problème d'efficacité aussi. Quand on a affaire à des programmes qui sont des programmes nationaux, qui sont cohérents au niveau de la constitution des bagages techniques, de la volonté de couvrir le territoire national, etc., est-ce qu'il faut laisser les ONG travailler dans le plus grand désordre en sachant qu'au bout de 4 ou 5 ans la plupart vont partir et laisser le vide total, ou est-ce qu'il faut accepter de s'insérer dans des programmes nationaux qui ont au moins une durabilité ? Moi je dirais que je sais que l'on perd sa pureté mais je pense qu'on gagne en efficacité. C'est vrai dans le domaine de la santé en Afghanistan, c'est vrai dans le domaine du développement local où des ONG ont été encadrées pour éviter de faire n'importe quoi n'importe où. Donc je suis quand même assez nuancé sur cette question.

Ghulam Dastagir Sayed

Lorsque les ONG ont un contrat avec le gouvernement, cela ne veut pas dire qu'elles travaillent dans les régions où le gouvernement est présent.

Et spécifiquement concernant MSF et l'expérience que nous avons eu avec eux en Afghanistan - lorsqu'ils sont partis, parce que 2 ou 3 personnes ont été tuées par les Talibans - ils ont simplement décidé de quitter le terrain sans penser à l'après. Pour moi, cela n'est pas responsable.

Marc Troisvallets

Je dois avouer que les interventions précédentes encadrent un certain nombre de choses avec lesquelles je suis d'accord.

Premièrement, il y a des problèmes concrets, effectivement il y a des crises, il y a des choses que l'on fait dans l'urgence, il faut répondre aux besoins des victimes. Mais en même temps il y a de la durabilité dans les actions, et la durabilité n'est pas forcément le développement durable tel qu'il est conceptualisé pour masquer tout un ensemble de disfonctionnement de l'occident dans la conception du développement. Et effectivement si l'on veut parler de développement il faut aussi se référer à des modèles d'analyse. Il y a par exemple la conception classique occidentale qui vient après 1945. Vous avez rappelé l'émergence des ONG mais c'est aussi le moment en 1948 du discours de Truman sur les pays sous-développés et le fait de devoir faire attention à la pauvreté pour éviter qu'il passe dans l'orbite soviétique. Il y a des enjeux politiques d'emblée. Or le problème du sous-développement c'est quoi ? Deux pistes : soit le standard qui dit que le sous-développement est un retard du développement par rapport au modèle occidental ; soit la piste François Pérou qui dit que le sous-développement est la domination du Nord sur le Sud - effets de déstructuration, de désarticulation et de domination. Depuis, il y a eu des décennies du développement, des objectifs du millénaire, et des réflexions sur l'après 2015, sur ce que va être le développement. Soixante ans d'échec, soixante ans d'analyse et d'étude des effets des aides au Sud qui conduisent à renouveler les effets de domination et les effets de désarticulation qui empêchent des états de se former concrètement. Le state building, effectivement, ce n'est pas fait pour que ce soit un vrai état. Donc là, on est quand même devant un gros problème. C'est-à-dire que parmi les aides diverses et variées, peut-être qu'une partie de l'aide humanitaire a exactement toujours ce même effet de domination et de déstructuration qui empêche le développement. Et après on se retrouve effectivement avec des Etats fragilisés, et on a des marchés, fragilisés, depuis le consensus de Washington, et cela réfère aussi aux services publics. J'ai l'impression des fois que si l'on s'inscrit dans une durée plus longue, 20 ans, 30 ans, on se substitue au

service public que l'on devrait justement essayer de construire, ou restaurer. Alors finalement si l'on est dans cette perspective, effectivement là, vous avez de l'avenir, puisqu'il y a des politiques aujourd'hui en Europe de déstructuration des systèmes de protection sociale et des services publics qui vont vous donner de la matière, exactement comme dans le Sud. Sauf qu'il faut savoir ce que l'on veut faire comme développement. Si le droit humanitaire arrivait à s'imposer à l'échelle mondiale effectivement les organisations humanitaires devraient disparaître, parce qu'il y aurait des Etats, des services publics, et effectivement des choses qui pourraient être réglées sans en avoir besoin. Et deuxièmement si l'on veut effectivement du développement il faut ces actions locales, c'est-à-dire la création du commun dans des conflictualités, des mises en commun d'un certain nombre d'intérêts divers et variés qui vont rester mais que l'on va réussir à rendre compatibles. C'est localement que l'on peut le faire, ce n'est pas à l'échelle internationale, sinon on impose effectivement une vision de l'universalisme des Lumières. Je ne suis pas contre l'universalisme, mais cet universalisme là que vous exportez n'est pas forcément le bon universalisme. Je suis contre le communautarisme et les particularismes, il faut reconnaître la diversité culturelle mais il ne faut pas non plus en faire une base politique. Il faut aussi que l'on communique à l'échelle mondiale.

Véronique de Geoffroy

Alors ce que j'entends fait effectivement face à l'interpellation de changement de temporalité. On voit qu'il n'y a pas forcément consensus dans la salle à ce stade mais qu'en tout cas pour ceux qui aimeraient effectivement sortir de l'urgence et travailler plus dans le développement, la question se pose de savoir quel développement l'on veut ?

Bruno Jochum (Directeur général de MSF Suisse)

Je suis de Médecin Sans Frontière. J'ai écouté les différentes interventions qui sont très intéressantes et très larges puisque effectivement, selon que l'on mette l'accent sur l'action humanitaire avec un objectif de transforma-

tion de la société, ce qui est le cas de certaines organisations, ou sur l'action humanitaire qui a pour but d'apporter des secours à des populations qui sont prises dans des crises aigües, on aura forcément des approches relativement différentes. Maintenant la plupart des crises aigües qu'il y a dans le monde sont nées d'une volonté politique. On n'est pas dans des questions simplement de sous-développement ou de capacités des acteurs de la société à y faire face. Les crises les plus aigües pour les populations viennent souvent d'une décision politique qui est soit de priver une population de certains services, soit de terroriser certaines parties de la population pour éviter qu'elles tombent d'un côté ou de l'autre, ou pour provoquer leur prise de position dans un conflit. Des épidémies parfois n'ont pas de réponse parce que ce n'est pas jugé prioritaire dans le cadre d'une politique. Des élites économiques et sociales peuvent faire le choix de ne quasiment rien développer justement en termes de services sociaux. Donc dans la plupart des cas, mis à part peut-être des catastrophes naturelles, on est dans des conséquences de décisions. Et je pense que ce n'est pas le bon paradigme de tout placer sur la question des capacités parce que bien évidement aujourd'hui le monde a énormément évolué, les capacités sont beaucoup plus fortes qu'elles ne l'ont été, et d'ailleurs beaucoup de pays dit en développement sont aujourd'hui exportateurs par exemple de médecins et d'infirmiers qualifiés vers des pays occidentaux. On est donc sur des choses beaucoup plus complexes qui sont finalement les stratégies des acteurs visant à priver certaines personnes. Et si on regarde les crises les plus aigües des deux dernières années - la République Centre-Africaine, la Somalie, des populations en Irak ou en Syrie - on n'est pas du tout face à un trop plein d'acteurs d'ONG qui auraient du mal à se coordonner et à faire le tri de leurs actions. En fait on est justement confronté à des situations où des populations ont un mal énorme à avoir accès à une certaine assistance et à des services simplement pour les maintenir dans une certaine dignité. On se rend compte justement que l'action humanitaire, qu'elle soit locale ou internationale, n'arrive pas à se mobiliser à la hauteur de besoins minimes dans les premiers mois d'une urgence. C'est ce que l'on constate aujourd'hui. Or - c'est sans doute in-

fluencé par le fait d'être de MSF - c'est vrai que les besoins les plus aigües pour une population, notamment ceux que les acteurs locaux ne peuvent remplir, se situent en générale dans ces phases. Ce qui pose aussi finalement la question de la légitimité de l'action humanitaire internationale. Si elle n'arrive pas à être plus effective dans les moments où les populations en ont le plus besoin, au moment clé, évidement que la légitimité de l'action internationale ne fera que se dégrader. Et je pense qu'aujourd'hui c'est une réalité dans de nombreuses sociétés. Le système traditionnel de l'aide, celui coordonné par les Nations Unis, avec effectivement beaucoup d'ONG étrangères dans des plateformes qui sont souvent coupées des acteurs locaux, a très mauvaise presse parce que c'est un système qui a du mal à délivrer une aide effective au bon moment aux populations qui en ont le plus besoin. Il y a déjà un peu plus d'impact sur le moyen-long terme quand les choses se mettent en place mais il y a des gaps importants. Et je ne pense pas que ce soit le bon choix pour les acteurs humanitaires de se détourner de ces phases, c'est-à-dire de penser uniquement en termes de paradigme de transformations sociales à long terme, parce que c'est finalement dans ces moment-là qu'on en a peut-être le plus besoin.

L'autre point que je voulais faire concerne le fait que le système humanitaire international n'est pas un système très inclusif. Sur la plupart des grandes crises, il y a beaucoup trop souvent exclusion des acteurs nationaux, ce qui aboutit finalement à une dé-légitimation de l'action. La part internationale de l'aide tend à devenir presque marginale dans certains contextes, je pense au Moyen-Orient par exemple. Je pense que la part délivrée par les acteurs internationaux reste faible par rapport aux solidarités à l'intérieur des sociétés. Il y a un enjeu d'inclusivité qui est devant nous et qui doit être compris. Comment faire, finalement, pour les crises qui sont nées de la volonté politique des acteurs ? C'est-à-dire qui ne sont pas liées à la capacité mais au fait des multiples interdictions d'agir et parfois de la volonté d'éprouver une population, ou voir de l'empêcher de continuer à vivre normalement.

Marc BULTEAU (responsable Master LEA Analyse de crises et action humanitaire à Chambéry)

Depuis ce matin on parle beaucoup du nord et du sud, Lobna parle d'une dualité inutile, Pierre parle d'une désoccidentalisation nécessaire des ONG, donc on voit bien finalement que la réflexion qui se pose peut être celle de lieux collectifs dans lesquels l'ensemble des acteurs du changement social, qu'ils soient de l'humanitaire, du développement, de l'environnement, puissent se retrouver. Cette question, je crois, n'a pas tellement été abordée. Je pense que dans les perspectives elle est sans doute à poser, elle est posée en tout cas dans le document de présentation de ces journées-là. Et moi je voulais parler d'un évènement qui me semble de ce point de vue-là assez pertinent, et j'aimerais avoir justement le regard d'acteurs venant peut-être plus de l'urgence. Il s'agit du forum social mondial, un évènement qui existe maintenant depuis plus de dix ans, dont la dernière édition était à Tunis, la prochaine aura également lieu à Tunis en mars prochain. On voit que dans le cadre de cet évènement on a des rapprochements entre des acteurs du changement social, et notamment des acteurs de l'humanitaire qui semblent de plus en plus investis pour justement casser les frontières dont il est question. On voit aussi des acteurs de collectivités locales qui viennent à cet évènement. Voilà, donc je voulais simplement avoir votre réaction par rapport à cet évènement et comment vous vous y sentez en tant qu'acteurs de l'humanitaires plus orientés dans l'urgence.

Public 2

Bonjour, je voudrais revenir assez terre à terre et essayer de voir si on peut aussi, non pas avoir une « gender approche », mais peut-être parler un peu de la question des femmes. Je me disais que pour nous tous, humanitaires qui travaillons avec des ONG locales, il y a quand même un paradigme qui revient éternellement qui est celui de dire « allez on va travailler avec des associations de femmes sur les terrains si on veut faire des projets qui soient durables, si on veut faire des choses effectives il faut qu'on travaille avec des femmes », et je me posais la question de la place des femmes

dans le futur des ONG, que ce soit dans la question de la durabilité, ou que ce soit aussi dans la question des crises où il y a des choses qui me semblent pas tellement faites comme le fait d'utiliser la capacité de négociation des femmes qui sont de plus en plus nombreuses dans les ONG et dans l'humanitaire en général. Ce sont des choses qui se font très peu dans les conflits alors qu'on sait très bien que, en particulier en Afrique dans un certain nombre de conflits les associations de femmes africaines ont beaucoup participé à la résolution de la guerre au Libéria ou dans d'autres conflits. Et est-ce que nous, les humanitaires, on ne devrait pas travailler un peu cette question-là ? Alors ce n'est pas une approche clivée du tout, mais je trouve que l'on reste quand même dans un monde où les hommes font la guerre et les femmes pensent avec un A. Mais peut-être qu'on ne sait pas trop utiliser cet outil qui pourrait être un outil à la fois de négociation, d'analyse peut-être, et puis un outil de lien entre les ONG, les humanitaires et les populations.

Public 3

Bonjour, je suis tout d'abord très heureux d'avoir pu amener parmi nous le Dr. Sayed, je pense que son témoignage était quand même quelque chose de très important.

Simplement je pense qu'il faut qu'on reste un peu pratique parce que si on sort de là en ayant pleins d'idées, c'est bien, mais je crois qu'il faudrait sortir quelques bonnes idées. Alors moi j'en ai une – bon c'est un rêve, je suis un vieux - mais je me dis que peut-être nous avons été des fusées porteuses, toutes ces ONG brillantes que nous sommes les uns avec les autres, mais il serait peut-être temps maintenant que toutes ces belles ONG porteuses qui ont pris leur envol puissent un peu éclater comme un bel arc-en-ciel ou comme une belle fusée, et qu'on puisse finalement sortir de cette logique très longitudinale pour en faire finalement des fédérations. Par exemple Médecins du Monde est un agglomérat de fédérations de gens qui se retrouvent dans les valeurs que représente Médecins du Monde, et cette notion de fédération ouvrirait en toute logique et nous

libérerait d'une certaine contrainte et d'un certain dirigisme et permettrait une expression qui serait peut-être l'expression équilibrée des uns et des autres. Voilà c'est tout.

Stéphanie Stern

Je vais essayer d'être concise et rapide, je vais essayer d'avoir une approche prospective mais en même temps assez pragmatique en vous proposant deux questions. On a beaucoup parlé du rôle des organisations du sud, de l'importance de leur montée en puissance, et du rôle qu'elles vont avoir dans le tissu humanitaire d'aujourd'hui et de demain. Et du coup je pense que la question les ONG du Nord doivent se poser, c'est quel va être notre rôle dans le futur, quelle sera notre complémentarité avec le Sud, et sous quelle forme cette complémentarité pourra-t-elle exister, se développer ? La question sous-jacente que je voudrais donc vous poser par rapport à cela c'est : est-ce qu'il ne faut pas arriver à un modèle plus spécialisé, où on aurait d'un côté les ONG du sud qui seraient là pour faire le design et la mise en œuvre des projets - puisqu'elles sont effectivement au cœur des contextes, elles ont cette approche contextualisée que les ONG du Nord n'auront jamais de la même façon - et d'un autre côté les ONG du nord qui seraient là pour leur savoir-faire en gestion de crises et leur expertise technique qu'elles ont développé depuis 10, 20, 30, 40 ans. Faudrait-il donc pour résumer que les ONG du sud se concentrent sur la mise en œuvre et les ONG du Nord sur l'expertise, le savoir-faire ? Je pense qu'en terme d'expertise, tout ce qui tourne aujourd'hui autour de la technologie, les partenariats innovants, la big data, etc., il y a plein de choses sur lesquelles les ONG du nord ont déjà une réflexion et ce serait intéressant qu'elles poursuivent pour que cette spécialisation existe de façon dynamique, que ce ne soit pas que dans un sens évidement, que ça puisse circuler dans les deux sens dans un système d'ascenseur, et qu'on se spécialise un peu au niveau des actions de chacun.

Ma deuxième question concerne le financement des ONG. On a bien compris que le financement est le nerf de la guerre et que cela pose beaucoup

de problèmes aux organisations du Nord, et à toutes les organisations d'ailleurs : des problèmes d'efficacité, de redevabilité, de manque de contrôle sur leur façon de travailler, etc., je ne vais pas revenir là-dessus parce qu'on est tous très conscients de ces problèmes-là. Du coup, si l'on veut récupérer cette indépendance financière - je vais forcément être un petit peu polémique parce que je pense que c'est un peu l'idée aussi de se pousser dans les retranchements - ne faut-il pas réfléchir à des nouveaux modes de financement des organisations ? Et à ce titre Kamel disait hier que son organisation est financée à 50% par des revenus qui proviennent de l'association, Amel. Ils génèrent des revenus. Stéphanie Rivoal parlait de BRAC qui est effectivement un modèle très intéressant d'entreprise sociale qui maîtrise ses modalités d'intervention parce qu'elle a effectivement une indépendance financière, donc la question que je voudrais vous poser est de savoir si l'entreprise sociale n'est pas le futur modèle des ONG ?

Véronique De Geoffroy

Il y a eu énormément de questions ou d'apports : il y a tout ce débat autour d'un recentrage sur le cœur de métier de l'urgence avec clairement la définition, aussi, des limites attendues, une certaine définition de l'efficacité, versus une autre approche de l'efficacité dans la durabilité qui, du coup, nous entraîne sur des chemins de modèle de développement, etc., la vision du changement social également, avec une question spécifique sur le forum social à Tunis sur laquelle on va rebondir, et la question des financements.

Stéphanie Rivoal

Moi je ne vois plus de grande différence entre développement et urgence. Pour faire une urgence il faut être sur place sinon on ne comprend pas sur qui on s'appuie et on a tous les travers que les ONG développementales nous reprochent, c'est-à-dire d'arriver avec nos grands sabots et de détruire ce qui a été fait avant. Donc forcément, pour moi, on est dans le pays, on connait le pays, on a un ancrage, l'urgence arrive et là on déploie

notre expertise logistique, nos experts. C'est très consommateur effectivement en logistique, en expertise de déploiement, on l'a vu aux Philippines, et à mon sens ACF a relativement bien mené l'action, pourtant c'était ACF Espagne qui gérait les Philippines avec un angle plutôt développemental, et on a toujours eu cette tension entre les deux au sein même d'ACF. Pour moi il n'y a pas ou l'un ou l'autre, on doit faire les deux. Du coup si on s'inscrit là-dedans, et pour répondre à la question des crises politiques, c'est compliqué de prévenir des crises de catastrophes naturelles, on sait le faire maintenant avec plus ou moins de succès mais on prépare les populations à la résilience - principes d'évacuation, alertes précoces pour les sècheresses, les crises alimentaires - mais pour les crises politiques c'est un peu plus compliqué, ça interpelle le social là-bas, et moi je crois à l'action sociale des ONG humanitaires et pas seulement de développement parce que les causes structurelles sont pour certaines du domaine du renforcement de la société civile et des apports sociaux. Et c'est pour ça que, pour reboucler avec ce qui a été dit, la temporalité longue ne veut pas dire que l'on va rester pour faire en direct. Nous, sur la malnutrition, on ne fait que du renforcement des structures de santé locales en appui au Ministère de la Santé, c'est une évidence pour nous, c'est la troisième révolution du traitement de la malnutrition après avoir fait en direct, seuls, ce qu'on faisait dans les hôpitaux, on est maintenant en formation des personnels de santé. Bien évidemment, il est hors de question de rester plus longtemps à côté, on ne reste plus longtemps que pour renforcer.

Sur la place de la société civile et des femmes, si on prend cette posture de changement sociétal comme étant l'une des finalités de l'humanitaire, alors que c'était quand même plutôt réservé aux ONG de développement dans un certain sens, je crois beaucoup à l'appui des sociétés civiles avec lesquelles on va se tisser. Et le militantisme citoyen dans les sociétés du nord, qui est aussi une de nos attributions je crois et un de nos devoirs, doit faire écho au militantisme citoyen dans les sociétés du sud, là où on est présent. Si on arrive à s'impliquer de plus en plus dans ces sociétés civiles, à les connaître puisqu'on aura 90% d'employés locaux, qu'on aura

tissé des réseaux locaux et qu'on sera installé dans la durée de toutes les façons, on aura plus de chance de mettre en lien le militantisme de nos adhérents des associations au nord avec un militantisme citoyen au sud. Donc là c'est peut-être un peu naïf mais c'est peut-être ça aussi le changement social, que les sociétés locales soient nos égaux des sociétés civiles du nord et que nous soyons un conduit à la fois de culture et d'idées entre les deux. Mais pour ça il faut s'implanter dans la durée et ne pas ignorer d'autres modèles, y compris les modèles polémiques comme l'entreprise sociale.

Sur le forum social, ça fait partie de toutes ces idées d'ouverture, pour qu'on s'ouvre à tout ça. Moi j'étais à Marrakech au Global Entrepreneurship Summit, le sommet mondial de l'entreprenariat. Je me suis bien demandée pourquoi j'y étais invitée. J'étais la seule ONG à y aller, mais il faut qu'on soit aussi dans ces forum parce que l'entreprenariat va être une manière de lutter contre des causes structurelles, en tout cas pour celle de la faim ça peut être une réponse, et que les femmes montent leurs petites entreprises, elles sont dans l'entreprenariat aussi, donc c'est les choses auxquelles il va falloir s'ouvrir. Donc j'y suis allée.

Sur la dernière chose, « fédérons-nous tous ensemble », là je suis désolée, mais nous, on a un mal fou à s'entendre au niveau du réseau international d'ACF alors qu'on est cinq et tous ACF, et je crois que MDM c'est pareil. Les américains ne pensent pas comme nous, les espagnols ne pensent pas comme nous, on a la même cause, on a le même nom, ça fait trente-cinq ans qu'on travaille ensemble et on arrive toujours pas à s'entendre. Et pourtant c'est de la sueur et du sang. Donc on peut se fédérer mais c'est tellement compliqué au niveau des cultures. A la limite toutes les ONG américaines pourraient se fédérer plus facilement que toutes les ACF telles qu'on est, mais leur modèle est un modèle qui a des biais, qui n'est pas celui que les ONG françaises portent. Et les ONG françaises s'entendent très bien entre elles, mille fois mieux qu'avec leurs homologues ailleurs.

Donc si on veut du multiculturalisme intégral et une fédération mondiale, il faut éviter l'enfermement et essayer d'aller au contact avec les autres cultures, mais le faire à petite échelle. C'est déjà compliqué donc moi, pour le moment, je ne le vois pas à grande échelle.

Pierre Micheletti

Oui, sur le changement social, je suis certain qu'on pourrait passer deux heures à débattre sur les limites entre l'action humanitaire, le changement social, et je suis sûr qu'on serait un certain nombre de gens à ne pas être d'accord. Je vais quand même essayer de dire le concept et l'illustrer à travers Médecins du Monde parce que je crois que ça permet de poser quelques éléments d'équation. Donc je ne vais pas chercher à clarifier la relation entre l'un et l'autre, je me centre sur le changement social pour dire que je crois que dans l'histoire des ONG et dans l'histoire politique de la France, au départ, les ONG humanitaires sont les héritières d'une histoire politique d'acteurs du changement social. C'est leur creuset. Et là où je veux en venir avec Médecins du Monde, et puis pointer les difficultés, c'est que c'est dans cette logique-là, héritée d'un certain nombre de philosophes du XIXème ou autre, que l'on a considéré que l'organisation sous forme d'association créé des zones de contre-pouvoir de nature à faire bouger les lignes de la construction politique. Nous sommes, en tout cas en France me semble-t-il, les héritiers de cette logique-là, la question étant, certainement pour moi centrale, de savoir si l'on peut exporter ce modèle à l'international, ce qui est l'une de nos difficultés. C'est tellement vrai que nous sommes les héritiers de cette histoire politique que l'on a le paradoxe dans une association comme Médecin du Monde qui agit à la fois en France et à l'international, on voit bien que c'est une association qui est actrice des changements sociaux, en France, sans difficulté. Sur des thématiques comme les étrangers, les roms, certains textes de loi sur le racolage passif, etc. on voit bien que l'association se positionne comme un outil, un acteur faiseur de loi. Donc je crois que cette logique d'acteur social ne fait pas de doute, avec le paradoxe que sur les actions en France, ce rôle d'acteur social a tellement été intégré dans l'histoire politique de notre

pays que les financements de Médecin du Monde, pour contrer la politique gouvernementale, sont à une écrasante majorité des financements qui proviennent des services déconcentrés de l'Etat. On a donc bien à faire à un système politique et à un système démocratique qui a intégré son incapacité à aller travailler sur les marges d'un certain nombre de problèmes sanitaires en l'occurrence ; qui accepte de déléguer ce travail sur les marges - la prostitution, les toxicomanes injecteurs, les roms, etc. - à des acteurs de la société civile organisés sous forme d'associations, comme MdM ; et qui accepte en même temps que les mêmes associations qui sont subventionnées puissent faire du puzzle pour faire bouger un peu les lignes et faire évoluer les textes de loi. Ce qui renvoie entre autre au débat que nous avions tout à l'heure : sommes-nous nécessairement verrouillés par les modalités de financement selon le système dans lequel on est né ? Là où les choses se compliquent c'est dès lors que, fort de l'expérience française, une association comme MdM ou autre prétend faire bouger les lignes du changement social à l'étranger, avec un référentiel, une histoire politique qui n'est plus du tout la même. C'est-à-dire que ces mécanismes ancrés depuis des siècles en France dans l'histoire politique ne sont plus les mêmes, la transposition n'a rien d'évident. Dans tous les cas, le corolaire, et j'en terminerai là, c'est qu'il me paraît complètement illusoire, sauf à passer pour des martiens, de vouloir transposer ces logiques de constructions sociales à l'étranger si on ne le fait pas sur des ancrages forts avec des acteurs locaux de la société civile qui eux auront les capacités de décodage, les capacités de décryptage, et la légitimité à faire le même type d'interpellation que nous dans leur propre pays.

Lobna Saïdi

En réponse à la question du FSM *(ndlr Forum Social Mondial)*, je voulais apporter un témoignage. Par rapport au FSM 2013, ce qu'il s'est passé est que ça nous est tombé dessus. Mon Etat ne savait pas ce qu'était le Forum Social Mondial donc ils n'ont débloqué les fonds qu'à quelques jours de la date du jour-J. Mais après on a compris, et j'ai vu quelque chose d'extraordinaire qui s'est opéré pendant et après le FSM : pour le cas de la

Tunisie ça a donné un sens à l'action de la société civile. Je pense que vous avez tous entendu parler de ce boom d'associations, de ce millier d'associations qui ont vu le jour après la révolution... et pour quoi faire ? Elles-mêmes ne savaient pas, en ajoutant à cela le manque de compétences, de savoirs faires, parce que la loi ne permettait pas de créer librement et d'avoir des associations en Tunisie. Après la loi du 4 avril 2011, voilà des milliers d'associations avec toute la bonne volonté du monde pour changer le pays, le développer, commencer à construire librement. Le FSM a créé un réel mouvement de cette société civile et a donné beaucoup de sens à leurs actions et projets, ils ont commencé à se poser les bonnes questions, que ce soit pour le développement ou pour la citoyenneté, pour des questions de démocratie, pour la post-révolution. Donc je pense que c'est un outil qui peut donner lieu aussi à des changements, et pour l'humanitaire c'est une occasion à saisir. Il n'y a pas des modèles pour tout, il y a des situations particulières à analyser avant de faire des actions.

Ghulam Dastagir Sayed

Depuis trente-cinq ans que je suis dans ce domaine, je crois que quand on parle de crise, on peut maintenant parler de crise chronique car je ne suis pas certain qu'il y en ait qui finissent vraiment. Les ONG internationales auront toujours de quoi faire. Il faut, je crois, redéfinir ce domaine, travailler avec les autres, que les ONG venant travailler sur le terrain prennent un peu d'humilité. Je crois que les ONG internationales, plutôt que la prestation de services, devraient amener aux partenaires locaux un savoir-faire, un appui technique sur le terrain, et des financements.

Rony Brauman

Je m'excuse, je vais faire revenir la discussion un peu en arrière parce qu'en fait c'est une réponse, une réaction aux réactions que j'avais moi-même provoquées sur l'Afghanistan. Je ne suis pas du tout là pour défendre ni pour représenter MSF. Mais le départ précipité de MSF d'Afghanistan en 2004 avait été en effet motivé par l'assassinat de quatre

personnes de MSF. Un fait non revendiqué par les Talibans, mais commandité par un officier de police local et récupéré à leur profit par les Talibans - c'est pour le caractère factuel, mais il n'était donc pas le responsable de cela. Mais ce que je suggérais, c'était pas du tout qu'il était inutile de se mettre au service de l'Etat, c'est qu'il y avait un problème à qualifier d'humanitaire cette mise au service. Personnellement - j'ai eu l'occasion de le faire à titre de conseil au Sud-Soudan et dans d'autres pays - je pense que les entreprises de construction de système public comme ça gagnerait à être conduites en ayant recourt à des sociétés de services plutôt qu'à des ONG. Je pense que les ONG, en particulier humanitaires, sont d'une part dans des situations fausses quand elles sont dans ce genre de choses et qu'elles sont un peu comme un troupeau de chats : c'est très difficile à coordonner, à ajuster selon un calendrier, selon des méthodes etc. Donc coordonner et mettre ensemble tout un système d'ONG est à mon avis une erreur déjà méthodologique. Il y a des sociétés de services qui ont des compétences qui sont largement équivalentes à celles des ONG, dans un certain nombre de cas bien meilleures même que les ONG et qui au moins, elles, exécutent ce qu'on leur dit de faire – ce qui n'est pas dans l' « ADN » des ONG. Au fond, est-ce que les ONG sont des compétiteurs à bas coûts par rapport à des sociétés de services ? Question qui en Afghanistan aurait pu être posée, au Sud-Soudan également, comme dans d'autres pays. Par ailleurs, la place des ONG humanitaires était largement du côté des zones rebelles sans pour autant être un soutien aux talibans. En effet, travailler dans une zone ce n'est pas soutenir le projet politique des gens qui la composent. MSF a travaillé simplement là où étaient les besoins les plus criants, c'est-à-dire dans les zones non couvertes. Voilà quel était le sens de ma remarque après votre intervention.

Quant à ce que disait Pierre Micheletti, je suis d'accord sur le principe des humanitaires héritiers d'acteurs du changement social mais je pense qu'il faut diversifier ces héritages. L'une de nos sources historiques est celle du changement social, les gens qui ont lutté contre l'esclavage, qui ont été des grands réformateurs du temps du travail des enfants etc. C'est une des

sources, mais il y en a d'autres : des sources beaucoup plus conservatrices, la Croix Rouge étant disons dans l'admiration de la guerre et la nécessité de parer à ses plus cruels excès, et d'autres étant dans l'impérialisme. L'humanitaire, historiquement, est en partie lié avec les guerres de conquêtes impériales dont il est un peu le prolongement. Donc ayant en tête tous les héritages dont nous sommes les porteurs, il n'y a pas d'obligation de les utiliser, mais en tout cas il faut les avoir à l'esprit pour comprendre la représentation qui est faite. Si on nous voit aujourd'hui à certains endroits comme des conquérants, comme des intrus, c'est aussi parce que nous reproduisons, parfois à notre insu, des discours qui sont ceux du XIXème siècle impérial, repris au nom du bien commun, au nom de l'intérêt général, avec une grande naïveté, sans s'apercevoir qu'ils sont justement la résurgence d'un discours impérialiste.

Djamel Misraoui (spécialiste des questions humanitaires dans le monde arabe)

Bien, je vais essayer de rester concis, je vais essayer d'aller droit au but sans répéter ce que j'ai dit depuis hier. Je pense que les ONG humanitaires ont besoin de répondre à un certain nombre de questions. Premièrement, voulons-nous continuer à travailler seuls pour être plus rapides ou bien voulons nous travailler ensemble pour aller plus loin - comme le disait un proverbe africain ? La deuxième chose est d'accepter aussi que les nouvelles technologies de l'information et de la communication ne donnent plus le pouvoir d'être le centre de l'humanitaire et d'observer en périphérie les populations démunies. Aujourd'hui ce sont elles aussi qui nous observent. Ce sont elles qui vont nous orienter sur la manière d'appréhender l'humanitaire de demain. Sur ces questions-là, bien sûr, le contexte évolue et se complexifie, ce n'est pas facile pour nous, acteurs du Nord, mais je pense que cette nouvelle page de la mondialisation imprégnée par le numérique nous ramène vers plus de désordre, plus de repli sur nous-même et plus d'anonymat. Ceci amène bien sûr des questions de relations internationales, négation du nom collectif, moins de cohérence au niveau institutionnel. Cela étant dit, si vous prenez Daesh par exemple, c'est un acteur

non étatique d'une grande intelligence. Du moment qu'il a compris qu'on est entré de cette nouvelle ère, l'ère du numérique, il a été capable de gérer à la fois des territoires et des réseaux sociaux. Aujourd'hui il excelle même à faire bouger les médias, qui sont nos alliés de longue date, pour gagner plus de visibilité et je dirais de dynamisme, on voit très bien qu'il est en train de récupérer cet allié. Il n'en fait pas seulement un relais d'information mais un vrai relais de communication pour créer de la phobie et de la peur chez des populations de plus en plus touchées par le chômage et l'exclusion. Dans ce sens-là, je pense qu'on a besoin de faire très attention vis-à-vis des raccourcis. Pierre a parlé des caricatures et de leurs effets sur le Darfour, parce qu'aujourd'hui le radicalisme religieux se nourrit à travers le raccourcit suivant : la personne ne pense plus, ce sont d'autres personnes qui vont penser à sa place et c'est les média qui vont relayer ça. Et c'est dans ce sens-là que le mot clé que Pierre a rappelé dans son livre est de s'adapter bien sûr, s'adapter avec les organisations du sud, ces organisations de la société civile, mais cette nouvelle réflexion doit être menée pour construire réellement de vraies alliances stratégiques. Il ne s'agit pas d'un positionnement tactique parce qu'on a moins de financements et plus de problèmes de sécurité, mais est-ce qu'on est vraiment dans une phase de conviction dans laquelle nous voulons construire ces alliances, parce que c'est dans la durée qu'on tirera les fruits de ce positionnement vis-à-vis des organisations de la société civile pour, je dirais, être plus acceptés et plus accessibles. Cela renvoie clairement à l'opposition de la protection à mon sens et pour cela nous avons besoin de travailler, pourquoi pas, sur une nouvelle gouvernance participative sur le terrain.

Public 4

Merci, je vais être très courte, très pragmatique, ce n'est pas une question ni un commentaire, juste une recommandation puisqu'on en est à ce chapitre. Je vous ai écouté tous pendant deux jours et parmi toutes les interventions qu'il y a eu j'ai entendu parler de formation, d'éthique, j'ai beaucoup entendu parler d'humilité, j'ai entendu parler d'engagement, de sé-

curité, de perceptions, d'arrogance, d'image, d'attitude de l'acteur humanitaire, d'accompagnement au lieu d'ingérence, et tous ces mots me font penser que l'action humanitaire est possible uniquement, enfin, en tout cas grâce aux acteurs humanitaires. Maintenant je souhaiterais me tourner vers ces acteurs de l'humanitaires et dire juste qu'à mon sens, quel que soit le savoir-faire qu'on doit amener sur le terrain, il ne sera performant que s'il est accompagné d'un savoir-être approprié. Pour moi il s'agit là d'un défi important pour les organisations dans leur recrutement, dans la formation, dans l'accompagnement, la prise en charge, la fidélisation des acteurs humanitaires, et peut-être aussi le turn-over qui est quelque chose de pénalisant pour l'action humanitaire. Il me semble important de remettre l'intérêt des bénéficiaires au cœur de l'action humanitaire et peut-être l'humilité au second plan des interventions.

Public 5

Je vais d'abord profiter de ce moment des recommandations pour faire le point par rapport au plaidoyer. Je pense que les ONG du nord ont vraiment un rôle de facilitateur pour permettre à la société civile du sud de faire entendre leur voix, et ça même si ce n'est pas la même que la nôtre, parce que souvent on n'est pas toujours d'accord, on n'a pas les mêmes recommandations à faire. Je crois que même dans ce cas-là on devrait être ceux qui facilitent la voix de la société civile du sud et leur permettent de s'exprimer dans les forums et d'y participer. Récemment à la conférence de Berlin sur les réfugiés syriens il y avait je crois seulement deux ONG des sociétés civiles concernées : une de Jordanie et une autre qui représentait quelques organisations de Syrie. Autrement il y avait toutes les ONG internationales et des représentants gouvernementaux. Donc il n'y avait pratiquement pas de voix dans un forum où on allait prendre des décisions pour la région et pas de réfugiés non plus bien sûr, on peut s'en douter, aucune représentation des réfugiés directement quand en réalité la discussion qui allait avoir lieu portait sur la question des réfugiés. Donc moi je trouve que c'est un vrai disfonctionnement. Et ça arrive très fréquemment.

Ensuite j'ai deux petites questions. On parle de paralysie opérationnelle, de remote management et on utilise de plus en plus ce mode. Je me demande s'il y a une étude qui a été faite pour voir comment cela est perçu par la société civile qui la met en œuvre. C'est-à-dire comment est perçu ce remote management que les ONG du nord ont mis en place. Si ça existe ça m'intéresserait beaucoup, je trouve ça très intéressant – je crois que Joseph est en train de me dire que ça existe – et s'il y a des choses à repenser en terme de remote management ce serait intéressant de voir quelle est leur vision des choses là-dessus. La deuxième question est par rapport à ce qui s'est passé à Gaza récemment. Chaque deux ans, trois ans, on construit, on investit, on travaille avec les palestiniens et à chaque fois tout qui est de nouveau détruit. Et du fait qu'on recommence à chaque fois le même scénario, je me demande - c'est une question vraiment ouverte - si l'aide humanitaire dans ces cas-là n'entretient-elle pas une situation où il y a moins d'inquiétude, où l'on se dit « en tout cas les ONG vont reconstruire, puis on remettra ça dans trois ans, c'est plus politiquement acceptable ». Et est-ce que du coup on ne se retrouve pas dans un engrenage où l'on participe à une situation qui est vraiment néfaste pour les populations locales.

Marion Regat (étudiante en master coopération international et communication multilingue à Grenoble)

Je voulais rebondir sur ce que madame Rivoal a dit par rapport au rôle des expatriés ainsi que sur l'humilité. Je pense qu'il est indispensable aujourd'hui que dans nos formations professionnelles, nous qui allons être amenés à être expatriés, il y ait une formation qui soit liée à la communication interculturelle et au management interculturel. Je reviens d'expatriation, un stage - j'ai beaucoup moins d'expérience que vous mais quand même – dans lequel j'ai été amenée à discuter avec des locaux et à adopter de très mauvaises manières pour avoir des informations, pour que les locaux me répondent ce que j'avais envie d'entendre. Donc je pense qu'il y a vraiment une nécessité de former la nouvelle génération pour qu'elle adopte des comportements qui soient aussi respectueux des popu-

lations sur place, auquel cas on risque de se retrouver face à un blocage de communication, il sera impossible d'aller discuter avec les populations impliquées.

Amar Thioune

C'est l'heure des recommandations. On a entendu beaucoup de choses pendant deux jours, on a beaucoup échangé, je pense que tous ceux qui sont dans la salle connaissent maintenant à peu près ma façon d'appréhender les choses. Quand Joseph m'a dit de venir, j'étais à Dakar. Il m'a dit « t'es sûr que tu viens », j'ai dit que oui car je pense que c'est important d'entendre des voix qui à la fois comprennent le mécanisme occidental et qui sont ancrées au sud dans les pratiques. Le choix que j'ai fait, après plusieurs années dans la fonction public territoriale en France, d'aller accompagner un pays du sud, le Sénégal mon pays d'origine, n'est pas un choix anodin. Je rejoins la question de l'humilité : j'ai moi-même eu des comportements d'arrogance en tant que représentant d'acteurs d'ONG ou collectivités du nord qui travaille avec le sud. Ce sont des dissonances cognitives énormes quand je vais au Sénégal et que je négocie une convention de coopération ou un partenariat. Je me rends compte finalement que les gens que j'ai en face de moi n'ont pas la même compréhension que moi des instruments et des démarches, donc ils acceptent tout ce que je leur propose. Cela a fait partie de la révolte intérieure qui a fait qu'à un moment donné j'ai dit ce « n'est pas possible, je ne peux pas continuer comme ça, il y a de quoi devenir dingue ». Et c'est là-dessus que je médite aujourd'hui. On a eu une discussion avec une ONG sur le Liban, sur un projet hydraulique, et je disais qu'il fallait renforcer les capacités des acteurs locaux et les accompagner. Mais la question est de savoir, quand on le fait, ce que l'on devient, nous, les ONG du nord ? Ce que je dis depuis hier, c'est que c'est la focale qu'il faut changer, le mode d'organisation, parce que toute action, que ce soit une action sur l'environnement ou une action directe sur un projet au sud, change la donne. On espère, en agissant, changer la situation de départ. Mais quand on change la situation de départ, si on passe par le renforcement des capacités, on modifie l'attente

des acteurs locaux et forcément, pour pouvoir continuer à vivre ou à survivre, il faut être en capacité soi-même d'être humble, de questionner ses propres pratiques, et de se dire « tiens, on a plus besoin de moi de cette manière-là, mais peut-être d'une autre manière ». D'où ma question tout à l'heure sur la réversibilité des positions. Un jour on est acteur direct, un autre on a plus besoin de l'être et on prend une autre posture. J'identifie cinq enjeux par rapports aux programmes qu'ont porté les acteurs du sud : 1/ La nécessité du projet. Les projets portés par les ONG du nord sont-ils vraiment nécessaires, politiquement, techniquement, sur le plan opérationnel ? 2/ La maîtrise des risques. Le départ d'ONG dû à la sécurité laisse actuellement dernière les populations démunies. Mais la maîtrise de la sécurité doit se faire dans les deux sens, on doit mesurer les risques avant de partir et protéger agents, volontaires, bénévoles mais également ceux qui vont rester dans le pays. Il ne s'agit pas là uniquement des risques opérationnels mais aussi techniques. 3/ L'internalité de l'action des ONG par rapport à la sphère publique. Se substitue-t-on aux services publics ? C'est quelque chose d'essentiel. On ne peut pas juste venir dans un pays et faire table rase, s'organiser comme on veut et faire un service public parallèle. Ce n'est pas possible, ce n'est pas ça la durabilité. 4/ L'externalité, l'impact sur les bénéficiaires. Comment reçoivent-ils, vivent-ils et s'approprient-ils l'aide humanitaire ? Tout à l'heure monsieur Brauman parlait de diagnostic secondaire, mais le diagnostic initial est tout aussi important parce que c'est ce qui va permettre l'acceptabilité du projet, d'autant plus si on est dans une démarche inclusive, une démarche participative où il s'agit d'associer les acteurs locaux pour qu'eux-mêmes s'approprient le projet. 5/ La redevabilité, le « retour sur investissement ». Un enjeu important pour les ONG du nord puisqu'il faut à un moment donné qu'on intègre les initiatives du sud. Aujourd'hui des acteurs brésiliens, asiatiques, interviennent également en Afrique, ils sont ignorés des acteurs du nord, en l'occurrence de France, et ça ne peut pas marcher d'où la remise en question du questionnement et du positionnement qu'on doit avoir aujourd'hui dans le nord pour pouvoir être beaucoup plus efficace, efficient et durable.

Public 6

Vous avez à cette table un certain nombre de changements qui doivent être opérés au niveau de l'humanitaire, notamment au niveau de la place de la population qui est destinataire des différents dispositifs mis en place. Pourtant les gens vont continuer à avoir des méthodes de communication ou plutôt des méthodes de marketing qui diffusent peut-être des clichés, notamment celles qui ciblent les donateurs. Du coup, est-ce que cette forme de communication, cette forme de marketing n'est pas contre-productive pour un changement social et au niveau des valeurs que devrait avoir l'humanitaire. Ces pratiques de communication sont-elles le reflet de ce qui se passe sur le terrain ? On a quand même un problème de terminologie, on parle de nord, de sud, de bénéficiaires. Est-ce que le premier pas pour le changement ne serait-il pas déjà au niveau des termes qu'on emploie au quotidien ?

Public 7

Bonjour, j'aimerais bien par extension ajouter quelques mots à ce qui a été dit en matière de management interculturel. L'acteur humanitaire est un élément d'un système complexe où il y a beaucoup d'interstices et d'interactions qui sont très importantes. On est en train de vivre un passage de multiculturalisme et d'interculturalité qui s'avère être un défi majeur des sociétés européennes, voire mondiales. Donc à mon avis il faut continuer de promouvoir toutes les interactions au sein du système, que ce soit des associations culturelles, sociales, artistiques, humanitaires, et créer une sorte de cohésion positive pour pouvoir avancer et mettre en valeur cette matière d'interculturalité parce qu'elle est majeure. Deuxièmement, j'aimerais bien vous poser une question pour vous interpeller sur le rôle de l'éducation proprement dite, l'éducation populaire pour la promotion de tout ça, pour arriver à des objectifs communs.

Public 8

Je voudrais rebondir sur ce qu'a dit la présidente d'ACF au sujet de la réflexion sur les missions, en réfléchissant à quels partenaires il y aurait dans les pays et sur qui on va se baser. Egalement, dans les missions d'évaluation je travaille avec divers acteurs et on s'aperçoit qu'il y a une différence entre le mode d'intervention des ONG qui sont basées en Europe, en France, qui arrivent à créer des missions ONG, et celles qui ont leur base en Europe mais qui ont créé un réseau d'acteurs nationaux, qui prennent parfois le même nom, mais qui sont des réseaux créés de longue date. Alors la question du diagnostic de la compréhension du contexte de cet accès culturel, de multi culturalité, de partenariats et de complémentarités dont on parle, on la voit dans ce type d'acteurs, qui par leur correspondants historiques ou de longue date dans le pays apportent ce que l'on attend des partenaires nationaux. Et je réagis sur le côté « accompagnement » des acteurs nationaux, parce qu'effectivement, les acteurs ont mis du temps pour qu'ils comprennent très bien le système international et ses enjeux de reporting, comptabilité, tout ça, pour que finalement le rôle de complémentarité se joue. Voilà, je tenais à rebondir sur ça car je pense que ça aide à la compréhension du contexte.

Public 9

Je crois qu'il a bien été rappelé que dans un monde idéal l'humanitaire doit disparaître. Ça se comprend. Mais est-ce qu'il va alors se transformer en actions sociales un peu déguisées ? Je me pose alors la question suivante : comment se fait le travail des valeurs ? Comment nous-mêmes, en occident, avons-nous travaillé ces valeurs et construit notre vision de l'être humain ? Alors comment se fait le travail des valeurs, notamment dans les pays qui sont en développement ? Parce que si ce travail sur les valeurs ne se fait pas, qu'est-ce qui peut changer ? Il me semble que la question est d'autant plus importante qu'aujourd'hui ces pays sont montés en capacités économiques, en compétences d'éducation, à tous les niveaux. Donc ils ne sont plus dans un même rapport tel qu'il l'était auparavant, nous sommes

en rapport d'égalité. Et un rapport d'égalité est à repenser aujourd'hui, on doit travailler les valeurs dans tous les pays.

Public 10

J'ai entendu monsieur Sayed parler en tant que médecin travaillant en Afghanistan et il a tout de suite employé le terme « prestation de service », et Rony Brauman a avancé l'idée de sociétés privées de prestations de services, peut-être pour améliorer les sociétés civiles sur place etc., donc en fait qu'est-ce que finalement les grosses ONG mettent derrière ça, comment nomment-elles leurs propres interventions, est-ce que c'est vraiment considéré par elles-mêmes comme une prestation de service, qui donc en fait inclus la qualité, qui inclus le management interculturel etc. ? Deuxième petite question : il me semble que les petites structures de développement, qui ne sont pas Médecins du Monde ni MSF mais qui sont beaucoup plus petites, sont justement peut-être plus sensibles à tous ces aspects interculturels, peut-être de par le fait que ce sont des moins grosses machines, etc. Donc est-ce que finalement il n'y aurait pas une poursuite possible pour éviter qu'elles partent en laissant tout en plan, etc. malgré le fait que parfois les structures qui sont laissées en plan peuvent être réutilisées, mais est-ce qu'elles ne pourraient pas être réutilisées par, justement, des plus petites structures, qui auraient moins de budget de mise en œuvre à la base mais qui pourraient faire perdurer ce genre de projet.

Stéphanie Rivoal

Dure tâche parce qu'il y a vingt-cinq questions différentes. Je vais essayer de globaliser mais ce n'est pas simple. Alors prestataire de service, clairement, non. Il faut éviter l'écueil de la prestation de service, on est tiraillé dans tous les sens et la chose qu'on doit vraiment préserver est notre identité d'acteurs humanitaires, donc la prestation de services doit être évitée à tout prix. Donc ça c'est un peu le postulat. Je vais essayer d'apporter quelques réponses pour ce qu'on disait sur les cinq enjeux : déjà il ne faut

plus être porteur de projets au nord, les projets doivent être élaborés au Sud. Concernant la gestion du risque et le fait de savoir ce qu'il se passe quand on s'en va : demain on ne s'en va plus, comme ça le problème est réglé. L'internalité de l'action : une fois qu'on est ancré sur place, elle est évidente, on est forcément avec puisqu'on est dedans. L'externalité et le bénéficiaire : il devient notre client n°1. Donc si on rentre dans cette logique-là toutes ces questions ne se posent plus. Ça c'est en tout cas la vision que j'aimerais bien porter chez ACF. Et là où on a un frottement, c'est sur ce retour sur investissement. C'est l'argent, c'est toujours ça le problème. Moi je n'ai pas encore de solution. Il y a une version de retour sur investissement des financeurs qui forcément va être différente, et à la limite c'est ça notre rôle central - il y en a d'autres, il y a le politique, etc.- mais notre plaidoyer doit se poursuivre avec cette tension sans arriver au point de rupture. Et en travaillant, en modelant tous ces bailleurs de fonds, ces financiers, en les remettant dans leur rôle, en leur apprenant à ne pas être acteurs mais seulement financeurs, de retrouver cette générosité – qui n'existe plus vraiment – on peut les remettre à leur juste place pour faire émerger ce modèle. Sur la mise en réseau avec le local, prenons l'exemple d'OXFAM qui a vraiment eu ce modèle opérationnel et qui - nous pensons chez ACF - a perdu le contact avec le terrain. Quand on fait du plaidoyer, nous on voit qu'une seule manière de le faire, c'est d'être sur place d'être opérationnel. Donc nous on ne croit pas en ce modèle qui consiste à ne travailler qu'avec des ONG locales sans plus être opérationnel car on ne pourra plus faire de plaidoyer, et je crois beaucoup plus à un ancrage local fort, qui nous permet d'être en prise directe avec les problèmes en tant qu'acteurs ACF et d'assumer le fait qu'on ne soit pas un acteur local.

Sur la communication on est schizophrène, complètement, parce qu'aujourd'hui personne en fundraising ne veut prendre le risque de changer la communication par peur, par crainte de perdre de l'argent. On va perdre de l'argent, donc on tire sur la corde émotion jusqu'à l'usure parce que ça marche. Je crois qu'il va falloir prendre des tournants, des virages, je crois qu'à un moment ce ne sera pas tenable. Il va y avoir un écart telle-

ment grand entre ce qu'on fait sur le terrain et ce qu'on projette comme image que ça va peut-être craquer. Mais qui aujourd'hui va prendre le risque, dans un contexte où il y a de moins en moins de fonds, d'aller vers un nouveau mode de communication? Et c'est là que je vais pouvoir re-boucler sur ce qui a été dit sur les cultures populaires et le rôle des médias. C'est là où à la limite, moi, je me défausserais bien sur les médias pour faire cet exercice-là. On met tout sur le même niveau, à la télévision en tous les cas, les faits divers et la crise syrienne, avec le même temps de parole. Ce n'est pas possible, pour moi les média sont en faillite totale, c'est affreux. C'est le sensationnalisme des média qui nous met en porte-à-faux, et il faut qu'on change ça, mais c'est tellement profond qu'il est difficile de penser que le changement viendra des média.

Et pour conclure sur les RH *(ndlr ressources humaines)*, je vais dire un truc qui est peut-être étonnant à dire : l'humanitaire doit sortir de l'urgence, au sens de sortir de la temporalité de l'urgence. On est toujours dans l'urgence de faire et dans les RH on est comme ça, on a des trous RH partout. En ce moment il y a des postes à remplir sur le terrain, partout, ces fameux « gap RH », le « turnover », etc. Alors qu'est-ce qu'on fait ? On prend des gens qui sont jeunes, parfois inadaptés, qui n'ont pas le savoir-être, etc., parce qu'on est dans l'urgence, qu'il y a un trou qu'il faut absolument remplir. On est toujours dans l'urgence et on n'arrive pas à se projeter. Il faut qu'on réapprenne la lenteur et le risque de dire « je ne vais pas envoyer cette personne qui n'a pas la maturité d'intervenir, je ne vais pas envoyer un « première mission » en Afghanistan aujourd'hui, parce que même s'il y a un trou, je ne prends pas ce risque et je réapprends la lenteur. La lenteur de s'inscrire dans la durée dans les pays, de former le personnel local, de ne pas envoyer d'expatriés mais de chercher la ressource sur place. Et bien sûr ce sera plus long car la ressource là-bas n'est pas aussi qualifiée, n'a pas les mêmes codes culturels, ça ne va pas aller aussi vite, c'est vrai, mais c'est ça aussi notre mission, notre devoir. Ce n'est pas uniquement « urgences, tout de suite, expatriés, c'est plus facile, c'est plus rapide ». Bien sûr qu'il y aura toujours des spécialistes de l'urgence – pour les catastrophes naturelles qui se passe maintenant sur

des périodes de quelques mois par exemple. Mais on l'a bien vu aux Philippines, ça se réduit de plus en plus : en quinze jours, trois semaines, les philippins étaient capables de prendre le relais, parce que c'est un pays quand même qui n'est pas sous-développé. Et quand ils nous ont vus arriver en disant « on va venir vous aider », ils ont considéré qu'on les comparait avec Haïti. Ils nous ont dit : « attendez, c'est les Philippines, on a une croissance à deux chiffres nous, donc on va être capable de s'occuper de nous-même. Venez nous en aide pendant un temps puis on prendra le relais ». Nous, les humanitaires, il faut qu'on s'inscrive dans ces nouvelles temporalités, il faut qu'on s'inscrive dans la durée, il faut qu'on prenne un peu de lenteur.

Pierre Micheletti

Je suis assez en phase avec ce que vient de dire Stéphanie, sur la communication, je serais presque plus cynique encore. C'est-à-dire qu'à chaque fois qu'on essaye de changer la forme de la communication – ça a été abondamment dit hier – on a une communication marketing et une communication plus politique. L'enjeu est de rapprocher le plus possible ce qu'on cherche à écrire dans de la presse qui pense, de ce qu'on cherche à écrire dans les courriers qui vont arriver dans les boîtes-aux-lettres de nos donateurs. En même temps si vous êtes à la fois lecteurs des journaux nationaux et donateurs dans des ONG vous voyez bien qu'il y a un gap. Et là où je serai encore plus cynique c'est que quelques fois on fait de gros pêchers par omission. Je reste sur les exemples de Médecins du Monde – qui est l'association que je connais le moins mal – on oublie par exemple dans la communication sur la précarité en France de préciser que 95% de nos salles d'attentes sont remplies par des étrangers – parce que croyez-moi au niveau marketing aujourd'hui ce n'est pas tellement porteur – donc vous voyez que c'est un exercice d'équilibrisme. Sur la prestation de services je suis un peu en décalage avec Stéphanie, enfin pas vraiment, je trouve qu'au contraire on est de plus en plus prestataires de services. Vous pensez que l'engagement qu'on eut les grandes ONG internationales sur la réponse à l'épidémie de VIH sur le plan de la santé internationale n'a pas

constitué une forme de prestation de service, vous pensez que la montée au créneau de MSF dans la crise actuelle sur Ebola n'est pas une prestation de service d'un désengagement d'organismes internationaux ? La nuance étant, je crois que les uns et les autres, nous sommes prêts à accepter ce rôle de prestataires de services s'il conduit à un rapport de force qui permet d'influer ensuite soit les politiques nationales dans certains Etats soit les politiques des organisations intergouvernementales. On est prêts à accepter ce statut pour ensuite essayer de déboucher sur des décisions politiques. C'est la condition pour laquelle il semble qu'on est prêts, les uns et les autres, à accepter ce rôle de prestataire de services.

Lobna Saïdi

Je voulais juste rajouter un détail à ce que vous venez de dire. Je crois que ce qui a été dit concerne plutôt la méthode d'intervention, la logique d'intervention, et je pense que, en relation avec l'urgence de l'action, il faut séparer deux choses, parce qu'on a tendance à tout gérer par les réflexes d'urgence. Et je pense que même en termes de compétence et de formation, ce qui est sur le terrain, ce qui doit être traiter avec les réflexes d'urgence et d'actions directes, doit être séparé de tout ce qui est réflexion stratégique sur les objectifs de la mission, sur son intérêt, sur son impact et sur son évaluation. Et je pense que c'est aussi important de voir s'il n'y a pas un manque au niveau des compétences et des métiers de l'humanitaire à combler.

Joseph Dato

Je voulais répondre à Valérie qui avait mentionné les questions de remote. Je me suis fait beaucoup aidé en son temps par une personne de MSF qui nous a quitté, François Jean, sur les questions du Caucase, parce qu'il était très impliqué sur ces questions-là. Ces réflexions que nous avions commencé à mener et à appliquer sur les questions du Caucase datent de 97, parce qu'il y avait vraiment beaucoup de morts et beaucoup d'otages. Beaucoup de morts et beaucoup d'otages puisque l'ensemble des ONG

présentes et pas très nombreuses a été touché par des kidnappings, des assassinats, enfin, quelque chose d'absolument calamiteux qui est monté en flèche dans une grande brutalité en peu de temps. Et donc on a mis en place ces modalités-là, en tâtonnant bien entendu, ça prend du temps, etc. Mais enfin peu importe l'histoire, en tout cas très récemment, il y a moins d'un mois, j'ai fait avec d'autres personnes des recherches sur ce qui a été écrit à ce moment-là et j'ai trouvé que deux choses intéressantes parmi une dizaine de choses en tout. Donc peu de choses en littérature crise diverses et variées, ce qu'on appelle la littérature crise sur internet ou sur le lesson learnt des ONG et des agences. J'ai trouvé une dizaine de choses, dont deux choses intéressantes, dont une que j'avais commandé moi-même qui s'appelle « c'est quoi l'impact du remote quatorze ans plus tard » sur le Caucase, et qui est disponible - normalement non mais on décide que si, donc ça appartient à qui veut le lire - et qui est donc très intéressante puisque ça parle de comment les gens nous voient, sur le plan du remote. Et une deuxième chose de MSF France Somalie écrit par une personne de MSF – je crois que c'est un canadien – c'est un retour d'expérience, une analyse d'expérience MSF France, semble-il, dans le sud somalien. La recommandation de cette personne de MSF Canada était que c'est modélisable et que c'est un non cas de figure, dit-il dans ce document qui est trouvable sur le net. Et donc pour faire très vite, le remote pose plein de questions, évidement on n'est pas là, on est là, on est là à temps partiel, mais du point de vue des acteurs quand ils sont en confiance, s'il y a une vraie délégation et pas un contrôle vertical, ça marche plutôt de manière fluide, avec quelques zones d'ombre bien sûr. Je ne dis pas que c'est un miracle, je dis que ces retours-là sont positifs du point de vue des acteurs concernés et des populations concernées. Voilà, mais ce n'est pas une recette miracle bien sûr.

Véronique De Geoffroy

Juste peut-être deux mots, c'est difficile de conclure, mais je pense qu'il faut reconnaître quand même qu'il y a des tendances divergentes et qu'il faut accepter cette différence parce que je pense qu'elle est bonne. Il y a

différents types de situations de crises : il y a des crises extrêmement politiques dans lesquelles on a peut-être - on a sûrement - besoin à l'avenir d'acteurs qui sont capables d'intervenir dans une temporalité particulière, avec des modes d'intervention particuliers, des relations aux différents acteurs particulières, et je pense qu'il faut préserver ce type d'intervention, parce que les besoins sont là. Et on le rappelait, il y a aujourd'hui des crises, de terribles difficultés d'intervention, et ça doit rester quand même clairement dans l'agenda de tout le monde. Et de reconnaitre cette spécificité-là permet aussi, je pense, de peut-être laisser se développer – parce que pour le coup on est dans quelque chose qui est en développement – un humanitaire plus dans la durée, qui va pour le coup être obligé de révolutionner une partie de ses modalités d'intervention parce qu'effectivement, autrement, on risque de vouloir faire du développement avec des outils d'urgence – ce qu'on sait qui ne marche pas. Et donc là il y a effectivement du travail, il faut se reconnecter avec d'autres modalités d'intervention, et cela correspond aussi à l'humanitaire parce que ça se situe dans des crises qui durent ou des crises récurrentes. S'il y avait, à mon point de vue, un message à sortir de nos débats, c'est qu'il n'y a pas consensus sur une direction unique du secteur, auquel cas elle serait dangereuse en tout cas. Donc il faut déjà reconnaître cette diversité. Après de toute façon, quoiqu'il arrive, tous ces acteurs-là, ces différentes approches-là, sont traversés par des réalités qui sont des sociétés civiles compétentes, non seulement de plus en plus compétentes mais en demande d'un autre rapport. Et ça c'est vrai dans tous les contextes. Donc c'est quelque chose, à mon avis, qu'on a vraiment positionné en deux jours et sur lequel il n'y a pas vraiment de réponse claire qui a émergé. Mais en tout cas c'est là, c'est présent, et il faut continuer à y travailler. Ce qui a été aussi régulièrement abordé et pour autant pas traité comme tel, c'est la révolution des nouvelles technologies d'information et de communication. On en a parlé plusieurs fois et je pense que l'humanitaire dans trente ans pour ça - à cause de ça justement - ne ressemblera pas à l'humanitaire d'aujourd'hui. Là il n'y a pas grand monde qui est capable d'avoir une boule de cristal et dire comment ça va effectivement et comment c'est en train de révolu-

tionner nos relations, les relations de pouvoir, etc. Pour finir, ce que j'avais envie de dire en conclusion, c'est que pour les jeunes que je vois autour de moi, aujourd'hui en 2015, là où je vois vraiment les flammes, ce n'est plus tellement dans l'humanitaire, c'est dans l'écologie. Je vois des jeunes qui aujourd'hui sont prêts à tout lâcher, y compris des études, pour aller planter des carottes au fin fond de la Drôme – là où j'habite – et qui vivent en cohérence avec eux-mêmes, enfin. Il y a ça et il y a un autre mouvement aussi que sont toutes les nouvelles technologies de l'information justement, avec des systèmes qui sont en train de se mettre en place, complètement horizontaux, qui viennent se flasher avec nos structures pyramidales. Et je dis ça en conclusion parce que je pense que l'innovation - et ce qui va réinterroger nos structures d'engagement social - viendra je pense de ces mouvement-là, chez les jeunes aujourd'hui qui sont en train d'essayer de réfléchir à d'autres modèles de sociétés et de développement. Mais alors là, voilà, on en est qu'au début, à mon avis, de ces évolutions-là.

Clôture des Etats Généraux

*Synthèse des débats par **Wolf Dieter Eberwein**, membre du CA du Fonds de la Croix Rouge française et ancien Président de VOICE.*

L'Association Humacoop en partenariat avec La Cité de la Solidarité Internationale d'Annemasse a organisé les Etats Généraux de l'action humanitaire internationale le 27 et le 28 novembre 2014. Une rencontre valorisée par la participation d'un nombre important d'acteurs d'Afrique et du Moyen Orient et dont l'ambition était d'identifier ensemble les aspects centraux de l'action humanitaire dans les années à venir.

Les interventions et débats eurent lieu autour de six thématiques :

- Crises sanitaires et systèmes de santé publique avec référence à l'épidémie actuelle d'Ebola,
- Aide humanitaire et coopération décentralisée,
- Communication, plaidoyer et responsabilité des ONG,
- Partenariat Nord-Sud pipo ou nouveau crédo?
- Le rôle des ONG en zones de conflits, et finalement
- Les perspectives de l'action humanitaire.

Dans son introduction, le président d'Humacoop, Jean Chung Minh, a précisé les grandes lignes du programme prioritairement consacré aux relations des ONG occidentales avec celles du Sud, la problématique de la communication internationale d'un côté et celle concernant en particulier les ONG médicales et finalement le lien de l'action humanitaire d'urgence dans le développement durable.

François Rubio, directeur juridique de Médecins du Monde, dans son intervention pour introduire les débats a décrit le cadre juridique de l'action

humanitaire d'urgence précisant que celle-ci était différente du développement.

Les deux premières thématiques ont de façon plus ou moins explicite contribué à établir le contexte social et politique de l'action humanitaire. Les participants n'ont pas pu résister à introduire dans le débat, des réflexions allant bien au-delà de l'action humanitaire à proprement parler.

C'est d'ailleurs un aspect qui est réapparu tout au long des deux jours : des définitions ou conceptions de l'humanitaire très hétérogènes. D'un côté le rôle des ONG dans les politiques de santé publique, et de l'autre leur rôle en fonction de la définition de ce qu'est l'humanitaire.

Pour les uns il s'agit d'une notion relativement étroite limité à l'urgence, pour d'autres « humanitaire » inclut le développement ou toute action solidaire. La notion étroite exclut un rôle des ONG dans le développement du système de politique de santé publique dans les pays d'interventions, dans l'autre elles contribuent à développer et renforcer le système existant.

Le remplacement du terme humanitaire par le terme vulnérable comme le suggérait un participant ne changerait rien au problème fondamental concernant la différence entre action humanitaire d'urgence et le développement (incluant reconstruction). L'action d'urgence en cas de conflits est couverte par le droit humanitaire international tandis que toutes les questions de développement sont soumises à la prérogative de l'Etat concerné. Ceci est d'ailleurs aussi le cas pour les catastrophes naturelles.

En ce qui concerne la coopération décentralisée il a été admis que l'action humanitaire d'urgence n'est que secondaire contrairement aux problèmes du développement.

Dans la discussion autour de la problématique de la communication ont été dégagés plusieurs aspects. En premier lieu pour les ONG, vu la vitesse et les canaux de communication, il est central que la communication ne peut se référer qu'à l'organisation elle-même et non aux personnes individuelles.

Selon Bruno David, directeur de communication d'Action contre la Faim, la communication des ONG avec le public se situe quelque part entre celle de Coca Cola ou de Ketchup. L'intervention d'Aicha El Basri, ancienne porte-parole de la MINUAD au Darfour, avait décidé de dénoncer le comportement des unités de Nations Unies violant le Droit internationale humanitaire. Néanmoins ce rôle de lanceur d'alerte ne fait pas partie de la communication des ONG. Ici aussi, le consensus apparut que la communication des ONG, notamment à travers les réseaux sociaux (Facebook, Twitter, etc.) est loin d'être objective.

Le débat sur les partenariats Nord-Sud fut très vif. Que les relations de partenariat des ONG du Nord avec celles du Sud sont loin d'être acquises était généralement reconnu comme réalité. Pour Kamel Mohanna, ce que plusieurs dénonçaient comme humanitaire occidental voire impérial, on se trouve dans une situation ou les ONG internationales se sont mutées en BINGO, c'est-à-dire des *business international non governmental organizations*.

Un des problèmes identifié est l'absence d'accès aux financements, soit des Etats individuels soit des Nations unies ou de l'Union européenne. En dehors de la question des capacités des ONG du Sud, il est apparu évident que ces rapports Nord-Sud doivent devenir égalitaires. Comment atteindre cet objectif désirable n'a néanmoins pas trouvé de réponse concrète. Cette question incluait aussi la référence à la société civile des pays du Sud. Certainement qu'elle joue un rôle important, à condition qu'une telle société existe. Mais existe-t-elle vraiment ? Une réponse ne fut pas vraiment envisagée.

Deux tables rondes étaient dédiées au rôle des ONG en zones de conflits. Tout un nombre de problèmes fut identifiés. Les ONG se voient confrontées à la coordination des bailleurs, à un nombre croissant d'acteurs non-étatiques et à la difficulté croissante d'accès aux zones de conflits.

Les nouvelles technologies en combinaison avec le *remote control* peuvent en partie compenser l'accès aux zones bloquées. Il reste néanmoins le constat que le nombre de travailleurs humanitaires blessés ou tués s'est accru ces dernières années. La question de savoir si cela implique que cette profession serait plus dangereuse que d'autres n'a pu trouver de réponse.

Deux points litigieux : le problème des risques.

- S'agit-il simplement d'une décision individuelle ou d'une responsabilité collective de l'organisation ? Ces deux options furent mises en avant.
- Quand se retirer d'une zone de combat ou rester coûte que coûte ? Il est évident qu'il n'est pas possible de trouver une solution unique car il s'agit ici d'un dilemme humanitaire classique.

Dans la dernière Table ronde sur les perspectives de l'action humanitaire, plusieurs idées furent mises en avant. Pour avoir plus d'influence et d'indépendance, la présidente d'Action contre la Faim, Stéphanie Rivoal, proposa une stratégie qu'elle caractérisa comme « effet de taille ». A nouveau la nécessité d'impliquer de plus en plus les organisations du Sud fut évoquée : les acteurs du Sud seraient mieux informés, meilleur marché et auraient plus de connaissances.

Les enjeux dans les années à venir furent identifiés par un participant par le danger d'une paralysie opérationnelle, le manque d'indépendance financière, l'urbanisation et l'émergence de nouvelles crises.

Si ces Etats Généraux ont prouvé une chose, c'est que la pensée unique n'est pas à l'ordre du jour dans le milieu humanitaire : tout le monde est d'accord sur les problèmes de fond mais en termes concrets, les divergences ou le manque d'idées spécifiques sont apparents.

Divergence, d'abord sur le plan sémantique : il n'y a pas de consensus sur ce qu'est l'humanitaire.

Certes, en principe chacun peut avoir sa propre définition de l'humanitaire, mais ces divergences compliquent ou rendent impossible un consensus et

donc une stratégie collective des ONG humanitaires. Et par ailleurs, chaque organisation peut se désigner comme humanitaire, qu'elle soit qualifiée ou non.

Ensuite, concernant la nécessité de relier urgence et développement. La question permettant de traduire cette conception dans une stratégie opérationnelle est loin d'être résolue.

Idem concernant les partenariats. Personne ne conteste la nécessité ni la légitimité d'une telle approche. Mais comment y parvenir et avec quelles conséquences pour les ONG internationales ? Jusqu'à présent il semble que les différentes ONG internationales poursuivent des stratégies individuelles à travers le fameux *capacity building*. Pour un transfert des actions humanitaires du Nord au Sud il est aussi important d'évaluer les capacités et le niveau de professionnalisme de ces organisations.

Autre points de vues divergents : les ONG et les réseaux du Sud. Il semble qu'en réalité beaucoup plus d'ONG humanitaires du Sud existent déjà comme des réseaux nationaux ou régionaux. Cependant, il y a un manque d'information de ce qui existe réellement. Et il semble par ailleurs, qu'on est encore loin d'une approche partagée par les ONG, les bailleurs et les ONG du Sud sur comment développer de façon systématique cette relation triangulaire.

Enfin, les financements des bailleurs. Certainement les finances resteront toujours derrière la demande, mais un point important est la distribution des ressources voire la redistribution. Un problème qui concerne plutôt les bailleurs, les ONG ayant dans ce cas plutôt un rôle de plaidoyer et de mobilisation du public. Une responsabilité qui peut être attribuée aux ONG dans le cas d'une présence courte sur le terrain. Si elles quittent un pays c'est dû au manque de financements et non à un choix délibéré.

La conclusion générale de ces deux jours est positive dans le sens où les débats ont identifié toute une liste de problèmes dont seuls quelques-uns ont été mentionnés dans cet article. Ils ont été discutés avec des participants venant du Nord et du Sud ce qui est rarement le cas.

Il reste à espérer que le cahier des charges que cette conférence a pu dresser servira dans le futur pour aller dans les détails et trouver des solutions pratiques. Ce cahier des charges a trouvé son expression dans la déclaration d'Annemasse qui a trouvé le soutien général à la clôture de la conférence.

La conclusion de M. ***Nicolas Niemtchinow****, Représentant permanant de la France auprès de l'ONU, ainsi que les mots de clôture de Mme* ***Véronique Moreira****, Vice-présidente de la région Rhône-Alpes attachées aux solidarités internationales, et de M.* ***Christian Dupessey****, Président d'Annemasse Agglo, ne figurent pas dans ces actes. Veuillez nous excusez pour cette absence.*

Déclaration des Etats Généraux de l'Action humanitaire internationale d'Annemasse

Annemasse, le 28 novembre 2014,

L'association Humacoop en partenariat avec la Cité de la Solidarité Internationale et soutenue par des acteurs associatifs et institutions a organisé les Etats Généraux de l'action humanitaire. Cet événement a été l'occasion de réunir des acteurs des pays du Sud, des représentants d'ONG et d'organisations internationales, ainsi que des journalistes, des universitaires, des élus locaux en charge de la coopération décentralisée pour une manifestation publique afin de décloisonner la réflexion des acteurs humanitaires et de croiser les regards sur les défis contemporains posés à la solidarité internationale.

Ce colloque a permis de remettre en perspectives les pratiques et les modalités d'intervention des acteurs humanitaires et également de faire le point sur les grands axes stratégiques et les prospectives des différents acteurs.

Les participants veulent initier un dialogue permanent entre les acteurs de l'action humanitaire internationale Nord-Sud.

Les acteurs réunis lors de ces deux journées, recommandent de :

- *Interroger* les populations et ONG du Sud sur leur acceptation et leurs priorités vis à vis des interventions, au même titre que les actions de coopération décentralisée font participer les populations et sociétés civiles de leur territoire.

- *Promouvoir* l'égalité des rapports entre les ONG du Nord et les acteurs du Sud (ONG, société civile et Autorités locales) et renforcer la coopération et la complémentarité entre ONG nationales et internationales.
- *Renouer* avec le sens militant et engagé de l'action humanitaire afin de redonner un sens aux interventions.
- *Faire reconnaître* par les bailleurs les ONG du Sud, au même titre que celles du Nord, en tant qu'acteur central de l'action humanitaire et notamment en situation d'urgence.
- *Sensibiliser* les institutions internationales et les bailleurs de fonds à l'importance d'intervenir en amont sur le développement des secteurs/pays fragiles.
- *Inscrire* l'action humanitaire, bien souvent démarche de court terme, dans un contexte de durabilité.
- *Analyser, évaluer et critiquer* les actions humanitaires au même titre que les projets de développement.
- *Mettre en oeuvre* des programmes durables et pérennes qui n'obéissent pas uniquement à la logique « projet » des bailleurs.
- *Centrer* les interventions de terrain sur une réponse efficace face aux vulnérabilités plutôt qu'axée sur la visibilité.
- *Adopter* des règles de coopération et d'éthique entre ONG nationales et internationales.
- *Renforcer* les programmes de transfert de capacités (formation d'agents de santé communautaire, infirmiers, etc.) pour permettre aux ONG du Sud de consolider leur expertise.

Cet ouvrage a été achevé d'imprimer le 7 mai 2015 par le Service Reprographie de l'Université Stendhal – Grenoble 3.

Dépot légal: 2ème trimestre 2015

Isbn: 978-2-9552809-0-4